





25
A

+ 56631
C. 1180284



BIBLIOTHÈQUE MORALE

DE

LA JEUNESSE

PUBLIÉE

AVEC APPROBATION.

RIBBONHOLE MORALE

LA. JEWELL

AND ASSOCIATES





PRISE DE GRENADE.

Boabdil sur le Mont Padul pleurant sa défaite, sa mère lui disant :
 Pleurez comme un enfant ce trône que vous n'avez pas su défendre comme un homme.

L'ESPAGNE

ANCIENNE ET MODERNE

COMPRENANT

LA DOMINATION DES PHÉNICIENS ET DES
CARTHAGINOIS, CELLE DES ROMAINS, L'ÉTABLISSEMENT DES
VISIGOTHS, LA CONQUÊTE DES ARABES, LA FORMATION DES ROYAUMES
CHRÉTIENS, LA MONARCHIE ESPAGNOLE DEPUIS ISABELLE JUSQU'À
CHARLES IV, LES GUERRES D'ESPAGNE DE 1808 À 1814,
LE RÉTABLISSEMENT DES BOURBONS JUSQU'AU
RÈGNE ACTUEL.

PAR E. DUROIS

AUTEUR DE PLUSIEURS OUVRAGES DESTINÉS À LA JEUNESSE



ROUEN
MÉGARD ET C^e, IMPRIM.-LIBRAIRES

1859



L'ESPAGNE

ANCIENNE ET MODERNE

Propriété des Éditeurs.

Mégaride 18



108416

APPROBATION.

Les Ouvrages composant la **Bibliothèque morale de la Jeunesse** ont été revus et approuvés par un Comité d'Ecclésiastiques nommé par MONSIEUR L'ARCHEVÊQUE DE ROUEN.

L'Ouvrage ayant pour titre : **L'Espagne**, a été lu et admis.

Le Président du Comité,

Sicard J

Archip. de la Métrop.

AVIS DES ÉDITEURS.

Les Éditeurs de la **Bibliothèque morale de la Jeunesse** ont pris tout à fait au sérieux le titre qu'ils ont choisi pour le donner à cette collection de bons livres. Ils regardent comme une obligation rigoureuse de ne rien négliger pour le justifier dans toute sa signification et toute son étendue.

Aucun livre ne sortira de leurs presses, pour entrer dans cette collection, qu'il n'ait été au préalable lu et examiné attentivement, non-seulement par les Éditeurs, mais encore par les personnes les plus compétentes et les plus éclairées. Pour cet examen, ils auront recours particulièrement à des Ecclésiastiques. C'est à eux, avant tout, qu'est confié le salut de l'Enfance, et, plus que qui que ce soit, ils sont capables de découvrir ce qui, le moins du monde, pourrait offrir quelque danger dans les publications destinées spécialement à la Jeunesse chrétienne.

Aussi tous les ouvrages composant la **Bibliothèque morale de la Jeunesse** sont-ils revus et approuvés par un Comité d'Ecclésiastiques nommé à cet effet par MONSEIGNEUR L'ARCHEVÊQUE DE ROYEN. C'est assez dire que les écoles et les familles chrétiennes trouveront dans notre collection toutes les garanties désirables, et que nous ferons tout pour justifier et accroître la confiance dont elle est déjà l'objet.

PRÉFACE.

L'Espagne a été le théâtre d'événements de la plus grande importance. Nul pays n'a subi plus de vicissitudes, n'a vu plus de catastrophes, n'a été aussi souvent sous une domination étrangère. Aucune nation n'a montré autant de persévérance à défendre sa nationalité avec un courage héroïque. L'histoire de l'Espagne offre donc un intérêt réel et devrait être une partie essentielle des études historiques. Cependant elle est peu ou point apprise par la jeunesse. Le motif en est sans doute qu'il n'existe sur ce pays que des ouvrages trop étendus pour cet âge, ou des épisodes bien insuffisants pour donner une connaissance exacte des nombreuses révolutions qui ont agité l'Espagne. C'est dans le but de remédier à cet inconvénient que je présente une histoire de l'*Espagne ancienne et moderne*, qui, quoique abrégée, est cependant complète. Elle remonte à l'époque où l'on a quelques

notions sur les premiers habitants de la Péninsule ; elle parcourt toutes les différentes dominations qu'a subies ce pays, trace la formation et l'agrandissement des royaumes chrétiens, et suit enfin la monarchie espagnole jusqu'à nos jours. Cet ouvrage, dont les matériaux ont été puisés dans les meilleurs auteurs, est dépouillé des détails trop arides pour la jeunesse ; il nous semble devoir remplir le but que nous nous sommes proposé. Puissions-nous l'avoir atteint !



TEMPS ANCIENS.

I.

IBÈRES. — CELTIBÈRES.

Il est impossible de constater exactement quand et par qui la Péninsule fut peuplée. Les plus anciens habitants que l'histoire nous fasse connaître sont les Ibères, nation qui tire probablement son origine de la contrée asiatique de ce nom. L'établissement de colonies ibériennes le long des côtes de la Méditerranée, depuis l'Asie Mineure jusqu'à la Catalogne, semble indiquer les progrès graduels de ces hardis aventuriers, de l'est à l'ouest. Il est hors de doute qu'ils étaient établis dans le pays à une époque qui se perd dans la profondeur de l'antiquité; mais on peut douter qu'ils en aient été les premiers habitants.

Les nombreuses tribus de la nation ibérienne occupaient les

provincés orientales et méridionales de la Péninsule; leur territoire était si étendu, que l'Espagne s'appelait, de leur nom, Ibérie (1). Quoique les Ibères fissent un commerce continuél avec les autres nations, on a sur eux peu de renseignements. On les représente comme opiniâtrément attachés à la liberté et avides de gain. Ils étaient d'une taille élancée et d'une agilité remarquable; ils avaient en horreur la corpulence. Leurs principales divinités étaient le soleil et la lune. A une époque qu'on ne peut désigner positivement, les Ibères furent troublés dans leurs possessions par les Celtes, nation dont l'origine est enveloppée d'une obscurité impénétrable, et dont les émigrations sont le sujet de beaucoup de discussions. Les Celtes étaient divisés en cinq tribus principales et puissantes : 1^o les Astures, 2^o les Cantabres, 3^o les Vascons ou Basques, 4^o les Callaici ou Galiciens, 5^o les Lusitaniens. Elles s'établirent au nord et à l'ouest de la Péninsule.

Les nombreuses tribus des Ibères et des Celtes, différant de mœurs et de langage, furent longtemps hostiles les unes aux autres. Elles combattirent pour la possession du pays jusqu'à ce que, reconnaissant par expérience que la lutte était interminable et n'amènerait aucun résultat, elles consentirent probablement à se fondre ensemble, ou tout au moins à partager le pays entre elles. Ce serait depuis cette fusion que ces peuples auraient pris le nom de Celtibères, qui indique en effet cette réunion des deux peuples.

Tous ces peuples étaient passionnément attachés à leur pays, à leurs montagnes, quelque nues qu'elles fussent. Mais ils étaient généralement sauvages et féroces à un tel point, que, si aucun ennemi étranger ne se présentait, ils se livraient des combats acharnés. Ils ne pouvaient vivre sans combattre; s'ils étaient faits

(1) Elle fut ensuite nommée *Hispania*, *Spania*, d'où est venu le nom d'Espagne.

prisonniers, ils se décidaient généralement au suicide, non-seulement par horreur de l'esclavage, mais par dégoût pour une vie que le défaut de succès leur faisait considérer comme déshonorée. Le caractère de ces tribus, tel qu'il nous est représenté, n'était pas très-favorable à la tranquillité de la vie sociale. Les montagnards de la Péninsule, voyant que les lieux qu'ils habitaient étaient trop stériles pour fournir à leur subsistance, descendaient dans les plaines, emportaient dans leurs repaires et les bestiaux et les produits du sol. De telles agressions ne pouvaient avoir lieu sans exciter des luttes entre les pillards et les victimes.

C'est ainsi que la nécessité enseigna aux uns et aux autres l'usage des armes. Celles dont ils se servaient étaient simples, mais formidables.

L'adresse des cavaliers était remarquable. Les combats de taureaux paraissent avoir été leur amusement favori, dès les temps les plus reculés; car on voit de ces combats représentés sur d'anciennes médailles. On ne peut donc dire que cette coutume fut introduite par les Romains. Toutes ces tribus avaient des habitudes grossières, mais elles étaient très-sobres : du pain fait de farine de glands, ou des châtaignes, de l'hydromel ou du cidre, satisfaisaient leurs besoins modérés. Et bien que les habitants des districts maritimes fussent fournis de vin, et que les plus riches parmi ceux de l'intérieur ne fussent pas étrangers à la nourriture animale, ils observaient, à cette époque barbare, une frugalité qui contrastait fortement avec l'intempérance des nations septentrionales; pour les grands festins mêmes, ils n'avaient pas de tables; des bancs placés contre le mur étaient seuls préparés pour les convives. Dans ces occasions on introduisait des musiciens; quelquefois des danses avaient lieu; mais les femmes étaient exclues de ce dernier exercice, et l'on pourrait dire de presque toutes les fêtes.

Les costumes étaient généralement fort simples. Une serge de lin ou de cuir serrée autour du corps par une ceinture, puis un bonnet, constituaient le costume du soldat ; une tunique de laine, de couleur brune, descendant jusqu'aux pieds, et quelquefois surmontée d'un capuchon, comme les pelisses modernes, était le vêtement de la paix.

La justice était administrée avec sévérité ; les coupables d'un crime capital étaient lapidés ou précipités du haut d'un rocher. Les funérailles des grands étaient magnifiques ; leurs corps, revêtus de riches habits, étaient exposés pendant plusieurs jours aux regards du public, et, tandis qu'ils brûlaient religieusement sur un bûcher, un orateur proclamait les exploits du défunt et l'illustration de sa famille à la multitude assemblée. Des exercices militaires étaient ensuite exécutés sur la tombe. Il arrivait assez souvent que les plus intimes de ses amis ou de ses compagnons d'armes, dédaignant de lui survivre, avalaient du poison.

L'agriculture était abandonnée aux femmes comme une occupation au-dessous du guerrier. Elles conduisaient les bœufs, tenaient la charrue, semailent le blé, et étaient en outre chargées des soins domestiques. C'est sur les femmes que retombaient tous les travaux pénibles, comme cela existe encore dans ce pays. On doit, avec de justes raisons, croire que les nations celibériennes n'ignoraient pas le commerce ; mais c'était un trafic peu important, qui consistait uniquement à échanger le superflu des productions de leur pays contre celles des îles de la Méditerranée, principalement contre le vin. Il est certain qu'ils ne connaissaient point la valeur des métaux précieux qui ont fait plus tard la richesse de ce pays.

Plusieurs divinités étaient adorées par ces peuples. Le culte des Druides y était aussi connu.

II.

DOMINATION PHÉNICIENNE ET CARTHAGINOISE.

Les Phéniciens furent les premiers qui, attirés par l'espoir du gain, dirigèrent leur course vers une contrée qui promettait les plus grands avantages à leur commerce. On ne connaît point l'époque précise à laquelle ils entrèrent en relation avec les habitants ; ce fut sans doute avant la fondation de Rome et de Carthage. Pendant quelque temps leurs établissements, dont Gadès, maintenant Cadix, était le premier et le plus puissant, ne dépassèrent pas les côtes de la Bétique et les bords de la Méditerranée, d'où ils fournissaient aux indigènes les produits de l'Asie Mineure, en échange des produits plus importants de la Péninsule, tels que l'or, l'argent et le fer. On suppose qu'avant leur arrivée l'usage de ces métaux était inconnu aux Celtes et aux Ibères. Ils obtinrent d'abord la permission de bâtir des temples pour l'adoration de leurs dieux et des magasins pour la commodité de leur commerce. Bientôt ces magasins se convertirent en villages, et les villages en villes fortifiées. Cadix, Malaga, Cordoue et bien d'autres places sont des monuments de leurs heureuses entreprises et des preuves

de leur intention de former des établissements permanents dans un pays auquel la nature avait prodigué les dons les plus précieux. Avec le temps, ils pénétrèrent dans l'intérieur et arrivèrent dans le cœur des districts montagneux du nord. Des monnaies, des médailles et des ruines attestant leur séjour ont été trouvées même à Pampelune et dans la Navarre. Presque partout ils ont laissé des traces de leur séjour, non-seulement par des inscriptions, mais aussi dans la religion, dans le langage et dans les mœurs du peuple.

L'exemple des succès des Phéniciens engagea les Grecs à tenter la même carrière. Environ huit ou neuf siècles avant notre ère, les Rhodiens abordèrent sur les côtes de la Catalogne et fondèrent une ville qu'ils appelèrent Rhodia, du nom de leur île. Ils furent suivis par les Phocéens, qui fondèrent aussi une ville sur la même côte, dépossédèrent leurs compatriotes de Rhodia et étendirent leurs établissements le long des côtes de Catalogne et de Valence. D'autres expéditions partirent des nombreux ports de la Grèce pour la même destination, mais à des intervalles fort éloignés, et donnèrent des noms à de nouveaux établissements dont quelques-uns peuvent encore être reconnus, malgré les changements que le temps a produits.

Depuis longtemps la république carthaginoise contemplait avec jalousie la prospérité des Tyriens et attendait une occasion de les supplanter ; cette occasion se présenta : l'avarice des marchands phéniciens leur avait fait adopter des mesures que les indigènes considéraient comme oppressives. Une querelle s'éleva, les deux partis recoururent aux armes, et, après une courte lutte, plusieurs établissements phéniciens tombèrent au pouvoir des vainqueurs, qui paraissaient résolus à délivrer leur territoire de ces étrangers avides. Voyant Cadix menacée, les indigènes implorèrent le secours des Carthaginois, qui possédaient déjà un éta-

blissement sur la petite côte d'Ivica. Ils accueillirent avec empressement cette demande; ce qui peut faire croire que les Carthaginois avaient peut-être fomenté la mésintelligence et contribué à en faire une querelle ouverte. Quoi qu'il en soit, ils débarquèrent avec des forces considérables sur les côtes de la Bétique, et, après quelques combats, ils triomphèrent des Phéniciens et des naturels, et saisirent la proie qu'ils avaient si longtemps convoitée. Cadix devint alors un fort où ils pouvaient se retirer lorsque le danger devenait trop pressant, et l'arsenal où ils fabriquaient des fers pour le reste de l'Espagne.

Le progrès des armes carthaginoises fut irrésistible, mais non rapide. La lutte se soutint pendant plus de deux cents ans. Les provinces d'Andalousie, de Grenade, de Murcie, de Valence, de Catalogne, ne reconnurent la suprématie de la république qu'après avoir été, avec quelques autres provinces, ravagées plutôt que subjuguées, par Amilcar, père du grand Annibal. La plupart des nations guerrières de l'intérieur, surtout des districts montagneux, n'acceptèrent jamais le joug, quoiqu'on eût conduit contre elles les vieilles armées d'Afrique.

Le général carthaginois employa huit ans à étendre et à consolider ses nouvelles conquêtes. Il eut besoin de toute sa valeur pour réprimer les perpétuelles attaques des tribus indigènes, qui se glorifiaient de leur indépendance et ne connaissaient point la crainte. Sa sévérité lui aliéna l'esprit du peuple et fit prendre en horreur la domination qu'il s'efforçait d'établir. Il fut arrêté dans la carrière de ses conquêtes par les Sagontins, qui se révoltèrent ouvertement et firent de grands préparatifs pour se défendre. Il tomba sur eux; mais ni le nombre de ses troupes ni sa propre bravoure ne purent prévaloir contre des hommes à qui l'esprit de la liberté et de la vengeance donnait une puissance irrésistible. Les deux tiers de l'armée périrent, et lui-même fut du nombre des victimes.

Son fils Annibal étant trop jeune pour lui succéder, l'administration des provinces carthagoises et la conduite de la guerre furent confiées par un décret du sénat à son gendre Asdrubal. Le nouveau gouverneur égala peut-être son prédécesseur en courage et le surpassa en prudence. Il adopta envers les indigènes une conduite conciliatrice, qui leur était inconnue jusqu'alors. En cela il était guidé plutôt par la politique que par l'inclination; il savait être cruel lorsque cela lui convenait; mais comme il y a lieu de croire qu'il visait à une souveraineté indépendante, il voulait s'assurer l'appui des naturels en cas d'une lutte avec Carthage.

La ville de Carthagène, qu'Asdrubal fonda sur le golfe de ce nom, et qu'il pourvut d'un admirable port, fut le plus glorieux monument de son administration; on pourrait dire aussi le plus coupable, car il destinait cette ville à être le siège de sa royauté future. Le succès de ses armes, la nature de ses projets, qui tendaient évidemment à quelque grand but, ses talents, son ambition, excitèrent à la fois la frayeur des colonies grecques établies sur les côtes de Catalogne et de Valence, et des différentes nations indépendantes de l'intérieur. Les unes comme les autres s'alarmèrent en voyant la rapidité avec laquelle il marchait à la soumission universelle de la Péninsule; et comme elles étaient trop faibles pour le combattre avec leurs propres forces, elles résolurent d'appeler un troisième pouvoir, qui à son tour avait longtemps regardé avec jalousie la prospérité croissante de Carthage et envié à cette république la possession d'un pays si favorable au commerce et si riche en ressources.

Rome embrassa avec empressement la cause des mécontents. Il est probable qu'elle avait fomenté en secret ce mécontentement, comme Carthage l'avait fait avant elle dans une occasion semblable. Elle envoya des ambassadeurs dans la Péninsule, pour sonder les dispositions des autres tribus et s'assurer par là de

l'appui sur lequel elle pourrait compter dans le cas d'une rupture avec Carthage.

Ayant découvert qu'il existait réellement une aversion générale contre la domination punique, et qu'en tout temps elle pouvait espérer de faire de l'Espagne le théâtre de sa lutte contre sa rivale, elle commença à agir avec plus d'assurance. Comme alliée et protectrice des États confédérés, elle envoya à Carthage une députation qui obtint du sénat deux importantes concessions : 1^o que les Carthaginois ne pousseraient pas leurs conquêtes au delà de l'Èbre ; 2^o qu'ils n'inquièteraient pas les Sagontins ni les autres colonies grecques.

Quoique Asdrubal eût été instruit de ces concessions et qu'il eût même promis de les observer, rien n'était plus loin de son intention que de renoncer aux projets gigantesques qu'il avait formés. Il rassembla secrètement ses troupes, décidé à tenter un dernier effort pour soumettre entièrement l'Espagne avant que Rome pût secourir les confédérés ; et ayant achevé en trois ans ses formidables préparatifs, il jeta le masque et marcha contre Sagonte. Mais il fut assassiné sur la route par un esclave de Tagus, prince espagnol qu'il avait fait mourir injustement. L'attachement de cet esclave pour la mémoire de son maître l'avait porté à le venger ; il supporta avec une fermeté inébranlable les tourments affreux que lui infligea Annibal.

Ce célèbre Carthaginois était dans sa vingt-cinquième année, lorsqu'il succéda à son frère Asdrubal. Il était plus à craindre que tous ses prédécesseurs réunis ; à des talents militaires et à une valeur qui n'ont peut-être jamais été égalés dans aucun siècle, il joignait un sang-froid et un calme étonnants dans le jugement et une grande inflexibilité de résolutions.

Asdrubal n'avait été guidé que par des considérations personnelles ; son frère prit pour mobile principal de ses actions la ven-

geance contre l'ennemi acharné de son pays, et encore plus contre les destructeurs des membres de sa famille.

Le jeune héros se hâta de réunir les forces nécessaires à la grande lutte qui se préparait et marcha à la tête de cent cinquante mille hommes contre Sagonte, qu'il investit. En vain les députés romains que le sénat dépêcha lui intimèrent qu'une attaque contre l'alliée de la république serait regardée comme une déclaration de guerre contre la république elle-même. Il avait fait vœu de détruire la ville, et rien ne pouvait le détourner de son projet; mais bien qu'il pressât le siège avec la dernière vigueur, les assiégés se défendirent si opiniâtrément, que ni son grand génie pour la guerre ni ses forces formidables ne purent réduire la place en moins de neuf mois; elle n'aurait même pas encore succombé, si la famine n'avait pas été pour elle un ennemi plus terrible que l'épée.

Pendant longtemps tous les assauts furent repoussés avec de grandes pertes pour les assaillants; la garnison faisait de fréquentes sorties, mais sans succès. Dans une de ces occasions, Annibal fut même dangereusement blessé; ce qui ne lui fit pas longtemps suspendre ses opérations.

Les brèches qu'on faisait aux remparts étaient réparées avec une incroyable activité. Mais malheureusement pour les Sagontins, ils avaient pour adversaire un homme que les obstacles ne faisaient qu'irriter davantage et exciter à de plus grands efforts. Les habitants, épuisés par la fatigue et la faim, et voyant que la résistance était inutile, se retirèrent dans le centre de la ville pour attendre le choc des Africains. Mais trouvant déshonorant de fuir ainsi le combat, et jugeant leur perte inévitable, ils prirent une résolution désespérée. Ils réunirent sur une place tout ce qu'ils possédaient de précieux avec des matières combustibles, et placèrent leurs femmes et leurs enfants autour, puis ils sortirent

des portes et se précipitèrent au milieu de l'ennemi étonné. Le massacre fut prodigieux des deux côtés; mais à la fin le nombre et la force l'emportèrent sur la faiblesse et le désespoir : les Sagontins furent taillés en pièces presque jusqu'au dernier. Leur sort ne fut pas plus tôt connu dans la ville, que les femmes, qui étaient dans l'attente du résultat, mirent le feu à l'immense bûcher, et se jetèrent avec leurs enfants au milieu des flammes. Bientôt les tourbillons de fumée apprirent la catastrophe aux Carthaginois, qui entrèrent sur-le-champ et passèrent au fil de l'épée le petit nombre de trainards qu'ils purent trouver, sans épargner les vieillards; quelques individus avaient cependant échappé par la fuite.

Ainsi périt, en 219 avant Jésus-Christ, une des villes les plus florissantes de l'Espagne, ville qui sera à jamais mémorable dans l'histoire. Sa destruction hâta, si même elle n'occasionna pas, la seconde guerre punique.

Rome, à qui sa lenteur à secourir son alliée attira l'exécration de la Péninsule, prépara alors ses puissants armements pour la guerre qu'elle allait faire sur le sol espagnol à son ambitieuse et vindicative rivale. Annibal rassembla ses forces pour envahir l'Italie. Nous ne suivrons pas le héros carthaginois au delà des frontières de la Péninsule; nous nous bornerons à jeter un coup d'œil sur les événements qui eurent lieu dans le pays qu'il avait laissé derrière lui, et où le joug intolérable des Carthaginois et leur avidité avaient amené les convulsions qui l'agitaient et qui devaient se terminer par l'anéantissement des oppresseurs.

De 219 à 214. — La chute de Sagonte ne fut pas plus tôt connue à Rome, que de nouveaux ambassadeurs furent envoyés dans la Péninsule, pour former une confédération des tribus hostiles à la domination carthaginoise; mais ils furent reçus très-froidement. On leur reprocha d'avoir négligé de secourir les Sagontins, dont la chute devait être attribuée non-seulement à la valeur de

leurs ennemis, mais encore à l'abandon des Romains. Cependant, tandis qu'Annibal traversait la Gaule, Cnéus Scipion, frère de Publius, le consul, débarqua en Catalogne; il sut gagner les peuples ibériens du nord de l'Èbre, attira de nombreuses troupes sous ses drapeaux, et fut bientôt assez fort pour lutter contre Hannon, général carthaginois, qui commandait en Catalogne, et auquel il fit essuyer de grandes pertes.

Les campagnes suivantes répondirent à ces premiers succès. Publius Cornélius Scipion vint se joindre à son frère avec des forces considérables; ils défirent Asdrubal, général en chef des Carthaginois, dans trois engagements successifs, et le forcèrent à chercher un refuge dans les murs de Carthagène. Les triomphes des Romains avaient été si rapides et si complets, que l'Espagne fut regardée comme une province de la république. Elle l'était bien, en effet; car des nombreuses forteresses situées sur les côtes, il n'y en avait plus que trois ou quatre qui fussent au pouvoir des Carthaginois. Asdrubal avait, comme son frère Annibal, la fermeté qui sait supporter les revers, et l'activité qui sait les réparer. S'étant procuré des renforts de Carthage, et s'étant fortifié, à l'imitation des deux Scipion, par des alliances dans l'intérieur du pays et en Afrique, il résolut de faire un vigoureux effort pour conserver les possessions carthaginoises qui restaient encore, ou du moins pour se frayer un chemin jusqu'aux Pyrénées, et tâcher, comme il en avait reçu l'ordre de son gouvernement, de rejoindre en Italie son frère, dont la brillante fortune commençait à décliner. Les Scipion redoutaient cette jonction; pour s'opposer au passage d'Asdrubal, ainsi que pour frapper un dernier coup qui leur donnât la suprématie incontestée dans la Péninsule, ils réunirent une armée formidable et marchèrent, pleins de confiance dans le succès, contre Asdrubal et Magon. Ce dernier défit et tua Publius Scipion, dont l'armée fut presque entièrement anéantie.

Asdrubal chercha et parvint à détacher de la cause romaine les auxiliaires que Cnéus Scipion s'était faits. Celui-ci, réduit à une armée trop faible, fut obligé de battre en retraite et de se retirer dans une forteresse qui fut prise d'assaut, et où il trouva la mort avec tous ceux qui l'y avaient suivi.

Ainsi succombèrent deux habiles capitaines, que la victoire avait toujours favorisés pendant six années fécondes en événements. Les soldats romains, en voyant tomber leurs chefs, se laissèrent aller au découragement; ils étaient disposés à se soumettre avec indifférence à la volonté des vainqueurs; mais un de leurs généraux, Lucius Martius, les exhorta à venger la mort des Scipion, ou à mourir eux-mêmes. Il les conduisit dans le camp d'Asdrubal, où ils firent un affreux massacre qui se termina par la fuite ou la dispersion de leurs ennemis (211). L'armée romaine, reconnaissante envers l'homme qui l'avait sauvée d'une entière destruction, proclama Martius son général en chef; mais ce titre ne lui fut pas conféré par le sénat. Martius fut obligé de résigner son autorité entre les mains de Publius Cornélius Scipion, plus tard surnommé l'Africain, fils du héros de ce nom dont nous venons de dire la triste fin.

Cornélius Scipion n'avait alors que vingt ans, et néanmoins c'était un homme extraordinaire, qui n'attendait que l'occasion pour accomplir de grandes choses. Il arriva à la tête d'un armement considérable; la renommée de son père et de son oncle, dont la mémoire n'était pas moins chère aux Tarragonais qu'aux Romains eux-mêmes, lui aplanit les difficultés qui s'élevaient autour de lui; comme eux, il apparut parmi les habitants plutôt comme un ami que comme un maître. Ceux-ci renouvelèrent leur alliance avec la république et promirent leur appui.

Les Carthaginois observaient ces progrès avec inquiétude et se préparaient à résister à la tempête. Lorsque la campagne s'ouvrit,

Asdrubal, frère d'Annibal, était à Sagonte, qui avait été rebâtie par les Scipion ; il commit la faute de diviser ses forces dans un moment où il était appelé à combattre un homme tel que Scipion. Celui-ci ne chercha pas à lutter contre les trois armées qui lui étaient opposées ; il marcha sur Carthagène, la métropole des possessions carthaginoises en Espagne, et l'investit étroitement. Ce coup hardi n'était pas prévu. Ce fut en vain que Magon s'avança pour secourir la place ; elle succomba après un siège court, mais vigoureux. Ses richesses devinrent la proie du nouveau général, et Magon lui-même fut du nombre des prisonniers.

La conduite de Scipion est généralement digne de louange : il rendit aux citoyens leurs biens et leur liberté ; il se montra, sous tous les rapports, aussi compatissant et aussi généreux envers les vaincus qu'un vainqueur pouvait l'être. Cette conduite non moins politique qu'inattendue contribua beaucoup à ses succès futurs.

De 209 à 205 les progrès de Scipion furent rapides. Il pénétra dans la Bétique, battit Asdrubal, qui parvint à franchir les Pyrénées et à atteindre l'Italie. Dans un autre engagement il fit prisonnier Hannon, frère et successeur d'Asdrubal. Dans la campagne suivante, il réduisit plusieurs places qui étaient le refuge des forces carthaginoises. Dans une troisième, il anéantit à jamais la puissance de l'ennemi par une victoire décisive, quoique chèrement achetée.

Les Carthaginois se trouvaient réduits à la dernière extrémité. Scipion s'avança vers Cadix, la première et la dernière possession de la république africaine dans la Péninsule. Voyant que la résistance serait inutile, et pressé par les lettres répétées d'Annibal, qui demandait de nouveaux renforts, le sénat donna enfin l'ordre d'abandonner la ville et de transporter la garnison en Italie. Ainsi finit en 205 la domination carthaginoise en Espagne, après une lutte de treize années contre les armées romaines.

III.

DOMINATION ROMAINE.

L'Espagne, regardée depuis cette époque comme une province romaine, fut divisée par le sénat en *Espagne Ciltérieure* et en *Espagne Ultérieure*, l'Èbre servant de limites entre les deux. Deux gouverneurs, quelquefois avec la dangereuse autorité de proconsuls, mais généralement avec le titre de préteurs, administraient ces vastes divisions. L'un avait sa résidence à Tarragone; l'autre changeait la sienne selon les circonstances. Quelques-uns de ces gouverneurs étaient humains et justes; mais la plupart tyrannisaient le peuple, dont le naturel fier et indépendant ne plia jamais au joug que les préteurs avaient ordre de leur imposer. Des révoltes continuelles avaient lieu, et l'Espagne se serait affranchie de la domination romaine si les différentes tribus s'étaient réunies en nombre suffisant. Mais les Celtibères et les Lusitaniens avaient autant d'animosité les uns contre les autres qu'ils en avaient contre l'ennemi commun; un esprit de jalousie et de méfiance, artificieusement entretenu par les généraux romains, les tenait sépa-

rés. Cependant, quand ils se virent tous menacés, ils adoptèrent un plan général de confédération, mais sur une échelle si peu étendue, que, bien qu'il fût suffisant pour résister, souvent même pour battre l'ennemi, il ne l'était pas pour poursuivre la victoire, et par conséquent pour tirer quelque avantage du succès.

Le consul Lucullus et le préteur Galba pénétrèrent dans le cœur de la Lusitanie pour anéantir une à une les tribus belliqueuses de cette contrée. Mais leur perfidie et leur cruauté excitèrent un soulèvement à la tête duquel était Vériate, un des hommes les plus entreprenants que nous présente l'histoire d'Espagne.

Cet homme était un berger né sur les côtes de la Lusitanie. Il était d'une basse naissance, mais la nature avait amplement compensé ce désavantage. A une constitution vigoureuse, insensible à la faim, à la fatigue et à la rigueur des éléments, il joignait une âme forte, un courage qui excitait l'admiration des plus audacieux, et un esprit d'indépendance qui dédaignait de se soumettre aux perfides et orgueilleux préteurs de Rome. Il voulait bien être l'allié de la république, mais non son esclave. Ses qualités furent bientôt appréciées par ses compatriotes. Sentant qu'il était appelé à une plus haute destinée qu'au soin de garder des troupeaux, il rassembla peu à peu autour de lui tous ceux des Lusitaniens qui, comme lui, brûlaient du désir de venger les maux de leur patrie. Pendant quelques années ses exploits se bornèrent à dépouiller les envahisseurs. Lorsque l'ennemi était trop fort pour être attaqué avec quelque perspective de succès, il se contentait de le harceler, et, s'il était poursuivi, il fuyait dans les retraites inaccessibles de ses montagnes, pour en redescendre à la première occasion favorable.

Vériate se distinguait par une tempérance extraordinaire, qui approchait même de l'austérité. Du pain et un peu de viande étaient sa nourriture; de l'eau, sa seule boisson. Il ne changeait

jamais de costumes, et ne se permettait pas le luxe d'un lit. Il avait un empire suprême sur ses passions; on dit qu'il offrit sa personne en sacrifice sur l'autel de la patrie. Animé par le succès et le nombre toujours croissant de ses adhérents, que la perfidie de Galba excitait à la vengeance, Vériate, reconnu chef de plusieurs tribus, descendit de ses montagnes et porta la terreur de ses armes dans les plaines de la Lusitanie. Il marcha de succès en succès, s'avança de plus en plus dans le pays, défit successivement, en 147, 146 et 145, plusieurs préteurs romains.

Rome commença alors à considérer sérieusement une guerre qui lui avait enlevé près de la moitié de ses possessions dans la Péninsule; elle envoya de nouvelles forces, mais ses armées n'obtinrent que des succès passagers; elles se trouvèrent bientôt dans une position si désavantageuse, que le général romain fit la paix avec le chef lusitanien. Le sénat romain ratifia cette paix; néanmoins il donna le gouvernement de l'Espagne Ulérieure à Cépion, qui reçut des ordres secrets pour poursuivre la guerre, comme sous sa propre responsabilité, de manière à ne pas compromettre l'honneur du sénat. En conséquence, ce général fonda sur Vériate, qui, sans méfiance, avait congédié la plus grande partie de ses troupes, dans la persuasion que les hostilités ne recommenceraient pas.

Vériate, voulant connaître les motifs d'une si perfide agression, envoya trois de ses officiers au camp du général romain. L'âme basse de Cépion saisit avidement l'occasion qui se présentait de séduire la fidélité de ces hommes; au moyen de flatteries adroites et de la promesse d'une magnifique récompense, il parvint à décider ces avides barbares à assassiner leur chef. Ceux-ci retournèrent dans leur camp pour exécuter leur indigne projet. Malheureusement la chose n'était que trop facile; Vériate dormait peu et ne quittait jamais son armure, mais il permettait à ses compa-

gnons d'avoir un libre accès auprès de lui à toute heure du jour ou de la nuit. Les traitres profitèrent de ce privilège; ils se glissèrent dans sa tente, et, le trouvant endormi, ils détruisirent par le poignard la dernière espérance de l'Espagne. Le soleil du matin éclaira leur fuite et le désespoir des Lusitaniens (137).

Ainsi succomba un grand capitaine qui, pendant plus de quinze ans, avait bravé les plus formidables armées et déjoué l'habileté des meilleurs généraux de Rome. Quelques écrivains de cette nation l'ont traité avec une sévérité imméritée; ils l'ont appelé rebelle, voleur, ne réfléchissant pas qu'il ne devait aucune obéissance à Rome, et que les exploits de ses premières années, qui ressemblaient un peu au brigandage, se bornaient à dépouiller les ennemis de son pays. Mais ils ont été obligés de reconnaître eux-mêmes ses brillantes qualités, son héroïsme, son génie, sa fidélité dans la vie publique, sa tempérance dans la vie privée, et ils n'ont pu passer sous silence la générosité avec laquelle il abandonnait à ses compagnons le butin fait sur l'ennemi, sa modération dans la prospérité, sa constance et sa fidélité dans les revers.

De 137 à 134. — Les honneurs funèbres furent rendus avec beaucoup de pompe au corps de Vériate. On lui nomma de suite un successeur, dont le premier et le dernier acte fut de faire la paix avec les Romains. L'armée conservait encore sa force brute, mais l'âme qui pouvait la diriger avait disparu pour toujours. Cependant les Numantins, qui avaient été les plus fermes soutiens de Vériate, furent encore fidèles à sa mémoire après sa mort; ils rejetèrent avec mépris les ouvertures insidieuses de Pompée, qu'ils forcèrent à fuir honteusement loin des murs de leur ville.

L'inflexible esprit d'indépendance que Numance avait montré pendant les guerres de Vériate avait irrité le sénat romain, qui décréta sa destruction. Pompilius, qui eut l'ordre de l'investir, se retira de devant ses murs avec non moins d'humiliation que

Pompée. Le consul Hostilius s'avança ensuite, mais il n'osa pas livrer un assaut et se contenta de fortifier son camp. Les Numantins le harcelaient tellement, qu'il résolut de s'échapper avec les troupes pendant le silence de la nuit. Cette fuite ayant été découverte, quatre mille des habitants s'élancèrent à la poursuite des fuyards; ils atteignirent les Romains, en tuèrent vingt mille, mais eurent la générosité de laisser la vie et la liberté aux autres, à condition qu'à l'avenir la paix subsisterait entre eux et la république. Le sénat refusa de ratifier la paix et envoya d'autres généraux pour poursuivre la guerre; mais tous échouèrent et n'osèrent attaquer Numance. La république, indignée des humiliations qu'essuyaient ses armes, nomma Scipion Émilien au commandement des légions destinées à lutter contre cette ville, objet des terreurs de Rome (134).

Le premier acte d'Émilien fut de régénérer l'armée; ensuite il investit étroitement Numance, de manière à empêcher toute introduction, soit de vivres, soit de troupes. Alors commença un siège dont les résultats devaient être terribles pour les assiégés. Tant qu'il resta de la nourriture et par conséquent de la force aux habitants, ils bravèrent les fatigues et les dangers de la guerre. Mais la faim commençait à exercer de funestes ravages; non-seulement les plus vils animaux étaient recherchés avec avidité, mais les cadavres mêmes étaient dévorés. En vain les habitants envoyèrent des députations au consul pour lui offrir une paix honorable; en vain ils firent valoir leur propre générosité dans cinq occasions où les Romains s'étaient trouvés à leur merci; en vain ils réclamèrent une bataille en pleine campagne, afin de pouvoir au moins mourir sur le champ d'honneur. Le consul répondit froidement qu'il ne voulait pas risquer la vie d'un seul soldat, qu'il renonçait à la gloire de la victoire, et se contentait d'attendre les effets inévitables de la famine. Cette réponse remplit toute la ville

d'une fureur inexprimable; dans un accès de désespoir, les hommes sortirent par une porte, les femmes par une autre, et se précipitèrent avec frénésie sur les retranchements romains. Mais que pouvaient trois ou quatre mille personnes épuisées par la faim contre le formidable boulevard de soixante mille hommes pleins de force et de vigueur? Elles succombèrent ou furent repoussées dans la ville. Les malheureux Numantins reconnurent enfin que la faim seule mettrait un terme à leurs maux; mais ils ne purent se résigner à attendre les lents effets d'une telle mort; les uns prirent du poison, les autres se percèrent de leurs épées; d'autres mirent le feu à leurs maisons et périrent dans les flammes. D'autres encore, considérant que cette manière de sortir de la vie était indigne de braves guerriers, se rendirent sur la grande place, et, en présence d'un public qui applaudissait, ils engagèrent deux à deux un combat mortel. Le vaincu était immédiatement décapité, et son corps jeté dans un énorme brasier. Le vainqueur recommençait la lutte jusqu'à ce qu'il succombât lui-même.

Des ruines, du sang, la solitude, des corps mutilés, furent les seules choses qui s'offrirent aux yeux du vainqueur, qui fit abattre les murs des maisons, ainsi que les remparts (133). La chute de Sagonte avait été terrible; celle de Numance le fut encore plus.

Comment caractériser la conduite du général romain, qui contempla de sang-froid de telles horreurs, qu'un mot de sa bouche eût fait cesser? La fin d'un tel homme ne pouvait être douce, elle ne le fut pas : il fut trouvé mort dans son lit. Sa mémoire est à jamais maudite.

De 132 à 81. — Le malheur de Numance fut l'avant-coureur de la soumission des trois quarts de la Péninsule. Il répandit une telle terreur parmi les peuplades indigènes, que presque toutes envoyèrent des députations au vainqueur, soit pour reconnaître la souveraineté, soit pour solliciter l'alliance de Rome. A dater

de cette époque, les tentatives d'indépendance ne furent ni fréquentes ni simultanées ; les tribus restèrent courbées sous le joug des préteurs.

Pendant plus d'un demi-siècle les événements de la Péninsule sont sans intérêt. Les irruptions des Cimbres, que les Celtibères forcèrent à repasser les Pyrénées, sont presque les seuls faits qui aient quelque importance depuis la chute de Numance jusqu'à l'usurpation de Sylla, époque (84) à laquelle des flots de sang coulèrent de nouveau. Dans la liste de proscriptions qui suivirent le triomphe de Sylla se trouvait le nom de Quintus Sertorius, qui avait naguère servi en Espagne comme tribun du peuple.

Sertorius était dans toute la force de l'âge, doué de toutes les qualités physiques et intellectuelles qui forment le bon soldat. Une rare sobriété l'avait fait remarquer parmi les généraux romains, et il ne le cédait à aucun d'entre eux sous le rapport des talents militaires. Insouciant du danger, modéré dans le succès, il ne se laissait ni décourager par les revers, ni emporter par sa bonne fortune. Il faut ajouter à ce portrait une ardente ambition qui ne connaissait point de bornes, et qui aurait marché à son but, quand même il aurait fallu, pour y arriver, traverser des mers de sang. Ce général fut assez heureux pour échapper à l'épée sanglante du dictateur ; il débarqua dans l'Espagne Citérieure et gagna la faveur des peuplades ibériennes. Les intolérables exactions des gouverneurs les rendaient assez disposées à embrasser la cause d'un homme qui leur offrait de faire redresser leurs griefs et de leur assurer un meilleur avenir ; vingt mille hommes se réunirent sous son étendard, et le mirent à même de lutter sur le sol de l'Espagne contre les forces de son ennemi. Ses premiers efforts ne furent pas très-heureux ; mais les Lusitaniens lui ayant offert de le reconnaître commandant en chef de leurs forces, il passa en Lusitanie, où le nombre de ses partisans s'accrut promptement.

ment (80). Les succès qu'il obtint contre les préteurs de Sylla produisirent un effet prodigieux. En peu de mois son pouvoir se trouva si complètement établi, qu'il parvint à réunir les deux nations, les tribus lusitaniennes et les tribus celibériennes, et à en former un seul État, qui ne dépendait que de lui.

Il accorda au peuple un gouvernement semblable à celui de Rome, forma une armée régulière, créa une université. Des arsenaux furent ouverts, des armes fabriquées, et les arts mécaniques reçurent une grande impulsion. Sertorius ne négligea rien de ce qui pouvait civiliser un peuple brave et actif, et en faire l'auxiliaire de ses grands desseins.

Ce grand homme, qui fut salué comme le régénérateur de l'Espagne, ne paraît pas avoir eu l'intention sérieuse d'assurer son indépendance. Il affirmait bien que son cœur était dans son pays adoptif, qu'il n'avait que sa grandeur pour but; mais toutes ses actions tendent à confirmer que ses vues s'élevaient jusqu'à la dictature du monde romain. Il n'oubliait pas qu'il était exilé, et, à l'exception de ses compatriotes, il regardait tous ceux qui l'entouraient comme des barbares dont il ne supportait le commerce que dans l'espoir d'en faire les instruments de sa grandeur.

Il avait sur les naturels un ascendant qui étonne, mais qu'on peut expliquer en considérant la manière dont il cherchait à agir sur leurs sentiments superstitieux. Un chasseur lusitanien lui avait fait présent d'une belle biche blanche, qui devint tellement apprivoisée, qu'elle le suivait comme un chien. Il fit croire que cet animal était un don de Diane et servait d'intermédiaire entre lui et la déesse. Lorsque la biche paraissait couronnée d'une guirlande de fleurs, le peuple était persuadé que son général allait emporter quelque avantage signalé. Les succès étonnants de Sertorius éveillèrent la jalousie non moins que les craintes de Sylla. Le consul Métellus mit les légions en mouvement pour écraser

l'audacieux rebelle; mais la victoire se déclara pour Sertorius, dont les forces devinrent encore plus redoutables par l'arrivée de Perpenna avec seize mille soldats romains qui venaient se joindre à lui. Après la mort de Sylla, la république envoya le général Pompée au secours de Métellus (76). Pendant quelque temps Sertorius triompha de Pompée et de Métellus; mais à leur tour ceux-ci réduisirent plusieurs de ses places fortes et défirent son lieutenant Perpenna. La guerre continuait ainsi avec un caractère indécis; mais les circonstances devinrent défavorables à Sertorius. Sa tête fut mise à prix par un décret de Métellus. Pompée eut quelques succès, qui entraînèrent plusieurs villes à se déclarer pour lui. Quelques soldats romains désertèrent. Sertorius alarmé conçut de la méfiance et fit plusieurs actes de sévérité qui soulevèrent des plaintes. La mésintelligence se mit entre les Romains et les indigènes, et donna naissance à des complots contre la vie de Sertorius. Une conspiration sérieuse fut ourdie par Perpenna, qui avait toujours été jaloux de l'autorité de son chef et avait résolu de la faire passer dans ses propres mains. Il parvint à faire accepter à Sertorius un souper, à la fin duquel il fut lâchement assassiné.

Perpenna succéda à la puissance de sa victime; mais il fut vaincu dans la première bataille, et fait prisonnier par Pompée. Le misérable, dans l'espoir du pardon, présenta au vainqueur un certain nombre de lettres qu'il avait trouvées parmi les papiers de Sertorius, et qui compromettaient quelques-uns des premiers personnages de Rome. Pompée, le méprisant tout à la fois pour sa trahison et pour son abjecte bassesse, détruisit noblement ces dangereux témoignages et ordonna de le mettre à mort. Tous les complices de Perpenna subirent le même sort (71).

Après sa mort, Sertorius fut encore l'idole des Espagnols; sa mémoire fut précieusement conservée dans leurs cœurs; ils pleuraient en songeant à ses grandes vertus, à son héroïsme, à sa généro-

sité, à son affabilité et aux services qu'il leur avait rendus. Si l'espérance de Pompée n'avait pas vengé sa mort, leurs mains se seraient teintes dans le sang des conspirateurs. Plusieurs d'entre eux abandonnèrent la cause générale, quelques-uns se soumirent à Pompée, d'autres cherchèrent un refuge dans leurs montagnes et dans leurs forêts. Avec Sertorius s'évanouit la dernière étincelle de l'indépendance nationale.

De 72 à 60. — Les villes, ayant perdu leurs chefs, se soumirent alors aux Romains. Pompée poursuivit le succès de l'Andalousie jusqu'aux Pyrénées. Après son départ, les préteurs n'eurent plus à réprimer que des insurrections occasionnées par leur propre rapacité. La Péninsule jouissait d'un peu de calme lorsque les guerres entre César et Pompée vinrent l'ébranler de son centre à ses extrémités, et en faire le théâtre de nouvelles horreurs. Dans le partage que les triumvirs firent des provinces romaines, Pompée avait eu l'Afrique et l'Espagne, qu'il faisait administrer par des lieutenants. Lorsque la division éclata entre lui et César, ce dernier passa en Espagne pour s'emparer des riches provinces qui étaient soumises à son rival. Il défait les généraux et les troupes de Pompée, fit reconnaître son autorité, et nomma les lieutenants Cassius et Lépide préteurs des deux grandes provinces, puis retourna à Rome.

Après la mort de Pompée en Afrique (48), son fils choisit l'Espagne comme le théâtre le plus propre pour combattre le redoutable dictateur. Un grand nombre des partisans de son père s'y étaient réfugiés; à leur arrivée, plusieurs peuplades indigènes se soulevèrent, et le préteur fut obligé de fuir (46). Mais César accourut en Espagne pour soutenir ses ambitieux projets par la destruction de ses antagonistes (45). Il réduisit plusieurs villes qui s'étaient déclarées pour le jeune Pompée, et établit son camp dans les plaines de Monda. Après une lutte opiniâtre, la victoire resta à

César, et Pompée, qui avait perdu trente mille des siens, s'enfuit. Les débris de cette armée, naguère formidable, se jetèrent dans Monda, qui, après un siège très-meurtrier, ouvrit ses portes aux vainqueurs. Le succès de César fut complété par la mort de Pompée, qui fut pris et tué après une vaine tentative pour s'échapper par mer.

De 44 à 42 les villes de la Bétique qui étaient encore occupées par les partisans de Pompée furent promptement réduites par César; mais il n'eut pas plus tôt quitté le pays, que Sextus Pompée, frère de celui qui venait de périr, renouvela la guerre dans la Lusitanie, et la transporta ensuite dans la Bétique. L'incendie aurait pu se communiquer de nouveau à toute la Péninsule, si la mort du dictateur n'eût apaisé la fureur du parti contraire. La politique de Lépidus et d'Auguste rendit la tranquillité à l'Espagne. Octave, à son avènement, la déclara tributaire de l'empire, dont elle devint une province (38). Dès lors son histoire se confond avec celle de Rome. Cette soumission de tant de peuples à un seul chef, cette souveraineté de tant de territoires, dont les uns avaient été indépendants, les autres alliés de Rome, a paru à juste titre assez importante pour servir de base à un nouveau système de chronologie. De là l'ère espagnole, qui commença trente-huit ans avant Jésus Christ, et d'après laquelle les écrivains nationaux continuèrent à compter jusqu'au xiv^e siècle, où elle fut remplacée par l'ère chrétienne.

De 25 à 19. — Un des premiers actes d'Auguste fut de décréter une nouvelle division du pays, qui fut partagé en trois grandes provinces : la Tarraconaise, la Bétique et la Lusitanie. Il parcourut ces importantes possessions et fit reconnaître sa souveraineté. Les deux partis étaient fatigués par la guerre : les Espagnols, parce qu'ils ne pouvaient espérer de renverser la puissance de leurs vainqueurs; et les Romains, parce qu'ils reconnaissaient

l'impossibilité de soumettre tous les habitants au même état d'esclavage. Aussi, tant que les habitants de la Péninsule professèrent une obéissance nominale pour Rome, on les laissa jouir d'une grande liberté. Ce fut ainsi que les bienfaits de la paix furent rendus au pays, deux cents ans après l'invasion du premier Scipion. Quoique Auguste tint ses sujets dans la condition d'esclaves, il eut la politique de se montrer élément et magnifique; il sut par des bienfaits conquérir l'attachement d'un peuple qui avait longtemps gémi sous l'oppression, et qui dans tous les siècles s'est fait remarquer par un prompt ressentiment des injures et une vive reconnaissance pour les bienfaits. Dans leur aveuglement et la gratitude de leurs cœurs, ils lui érigèrent des autels pendant sa vie et des temples après sa mort.



IV.

LA PÉNINSULE SOUS LES EMPEREURS ROMAINS. — VANDALES. — SUÈVES. — ALAINS.

Le règne de Tibère (de 14 à 37 après J.-C.) fut un fléau pour l'Espagne comme pour la plupart des autres provinces de l'empire. Ce tyran, dont la cruauté comptait pour rien la vie de milliers d'hommes, quand il s'agissait de satisfaire sa vengeance ou son avarice, confisqua les biens des riches, doubla les taxes, priva les enfants de leur héritage, encouragea les délateurs, et, sous le moindre prétexte, bannit ou exécuta tous ceux dont il convoitait la fortune et dont il redoutait le patriotisme.

Caligula (37-41) fut pire encore; après avoir épuisé le trésor romain par les plus honteux excès, il tourna ses regards vers l'Espagne, comme étant le pays où il trouverait les moyens de remplir ses coffres, et il partit de Rome dans cette vue; mais sa fin tragique sauva la Péninsule du malheur de sa présence.

Claude et Néron (41-68) firent revivre les vices de leurs prédécesseurs et y ajoutèrent même beaucoup. La fatale sévérité avec

laquelle ce dernier traita la famille de Sénèque fut un crime plus noir aux yeux des Espagnols que tous les autres excès ensemble. Ce pays ne tarda pas à trouver un vengeur. Galba, gouverneur de Tarragone, à la prière des Gaulois et des Espagnols, leva l'étendard de la révolte et fut proclamé empereur. Ce choix fut confirmé par le sénat, à la nouvelle de la mort de Néron.

Galba fut assassiné sept mois après son avènement. Il eut pour successeurs deux chefs dont le règne fut encore plus éphémère, et qui descendirent dans la tombe pour ainsi dire le lendemain du jour où ils étaient montés sur le trône.

Vespasien (69-79) et après lui Titus (79-81) travaillèrent avec succès à réparer les maux que l'anarchie, la rébellion et la continuelle effusion de sang avaient causés au pays. Sous le premier, Pline le Naturaliste, questeur de l'Andalousie; sous le second, Célér, proconsul de Tarragone, secondèrent avec zèle les vues bienfaisantes de leurs maîtres. Domitien (81-96) défit leur ouvrage; ses prêteurs et ses proconsuls, conformant leurs manières aux siennes, ne laissèrent aucune place à l'abri de leurs monstrueuses rapacités. La vie de Nerva fut trop courte pour le bonheur de la province, non moins que pour celui de l'humanité. Trajan, son fils adoptif et son successeur, Espagnol de naissance, et le premier étranger revêtu de la pourpre impériale, marcha sur les traces de son prédécesseur (98-117). L'Espagne peut à juste titre se vanter d'avoir donné au monde un des plus grands princes qui aient jamais porté le sceptre. Sous son règne, la paix et les arts fleurirent dans la Péninsule.

Son successeur Adrien (117-138), qui était aussi son compatriote, n'hérita ni de ses talents ni de ses qualités élevées, mais de son attachement pour leur patrie commune. On trouve encore dans la Péninsule des monuments qui attestent leurs bienfaits et la reconnaissance avec laquelle ils étaient reçus. La même prospé-

rité signala les règnes d'Antonin le Pieux et de Marc-Aurèle.

Ces quatre empereurs, dont trois étaient Espagnols et l'autre Gaulois, peuvent réclamer la gloire d'avoir rendu le monde plus heureux pendant les quatre-vingt-deux années de leur gouvernement qu'il ne l'a été à toute autre période de l'histoire. Avec eux finit le règne de la raison et de la vertu, et par conséquent le bonheur social.

De tous les empereurs qui tinrent le sceptre depuis l'avènement de Commode jusqu'à celui d'Honorius (180-395), il en est peu qui aient eu des rapports immédiats avec l'Espagne, et ce pays ne présente que peu de faits qui puissent intéresser, excepté l'introduction et les progrès du christianisme.

Depuis dix-huit siècles l'Espagne a constamment regardé saint Jacques le Majeur comme le premier apôtre qui prêcha l'Évangile au peuple idolâtre de ce pays. Les habitants de Compostelle en Galice l'ont en grande vénération et prétendent posséder son corps, qu'ils conservent dans leur cathédrale. Saint Jacques de Compostelle est le patron de l'Espagne. Dès le premier siècle cette contrée a eu ses martyrs. Saint Eugène, premier évêque de Tolède, souffrit le martyre, lors de la seconde persécution qui eut lieu sous Domitien; Mancius d'Évora fut martyrisé sous Trajan; Facundus et saint Primitivus, sous Marc-Aurèle; Fructuose, évêque de Tarragone, sous le méprisable Gallien. Sous le règne de Dioclétien, les persécutions s'exercèrent encore avec plus de fureur dans la Péninsule. Le sang ruissela de tous côtés; les bûchers s'allumèrent; on renversa les églises et on brûla les livres sacrés; on se mit partout à la poursuite des chrétiens, comme d'une proie dont on était avide. Tolède, Cordoue, Séville, Cadix, Barcelone et bien d'autres villes comptent une multitude de martyrs. Mais celle qui en a fourni le plus grand nombre est Saragosse, qu'on appelle avec raison *patrie des martyrs*; car

toutes les persécutions ont sévi avec fureur contre cette ville.

Fatigué de sacrifier ses victimes une à une, le président Publius Dacianus, cruel ministre des deux empereurs sanguinaires Dioclétien et Maximien, imagina un expédient par lequel il pût d'un seul coup exterminer toute la population chrétienne. Il publia un édit par lequel il accordait un libre pardon et la permission d'aller chercher de nouvelles demeures à tous ceux qui voudraient quitter la ville à certain jour. Au temps fixé, une multitude d'hommes, de femmes et d'enfants sortirent des murs dans l'espérance que leur exil volontaire leur procurerait au moins la douceur de vivre tranquilles. Mais le perfide gouverneur tomba tout à coup sur eux avec les troupes qu'il avait placées en embuscade, les massacra tous, et fit ensuite jeter leurs cadavres dans les flammes. Parmi tous ces nobles martyrs, il en est un digne d'un souvenir tout particulier : c'est saint Vincent, diacre de l'évêque de Saragosse. Il se distingua par l'intrépidité et l'éloquence avec lesquelles il soutint devant Dacien l'unité de Dieu et la divinité du Christ, et opposa la sublimité des doctrines qu'il professait aux puériles absurdités du paganisme. Il souffrit avec un courage et une patience admirables toutes les tortures affreuses auxquelles on le soumit. La renommée de sa constance surhumaine se répandit promptement dans toute la chrétienté, et du temps de saint Augustin on célébrait sa fête dans tous les pays où la religion était établie.

La fureur de la persécution s'apaisa après la mort de Dioclétien. Pendant les guerres civiles qui déchirèrent l'empire sous Maximien et Constance Chlore, les chrétiens commencèrent à respirer. Vint ensuite le règne de Constantin, après la conversion duquel l'Église jouit de la paix intérieure. Les peuples purent alors comprendre les bienfaits répandus par le christianisme, dont un des plus glorieux effets fut la diminution de l'esclavage. Mais bientôt

des troubles religieux surgirent; l'Espagne, comme toutes les provinces de l'empire, vit naître des hérésies, qui pendant longtemps troublèrent la tranquillité.

Lorsque Honorius monta sur le trône (395), l'empire romain n'avait plus qu'une existence bien précaire. Les barbares du nord de l'Europe se préparaient déjà à envahir les fertiles provinces du Sud, et les gouverneurs les plus puissants, au lieu de songer à défendre les frontières, n'aspiraient qu'à s'assurer une souveraineté indépendante. Un immense désordre régnait partout; toute hiérarchie était détruite, tout patriotisme éteint. L'heure de la dissolution approchait. Le dernier jour de l'année 406, des hordes barbares, les Vandales, les Suèves, les Alains, franchirent le Rhin pour se précipiter dans la Gaule. Elles traversèrent, sans rencontrer beaucoup de résistance, les pays riverains de la Loire, et la Gaule méridionale; les montagnes escarpées des Pyrénées purent seules arrêter leur marche dévastatrice. Toute la Gaule fut le théâtre des plus affreux ravages; les villes furent pillées, les habitants emmenés en esclavage, et ce qui échappa au fer des barbares succomba au supplice de la faim.

Pour mettre un terme à tant d'horreurs, Constantin II, qui venait d'être proclamé empereur en Bretagne par les légions révoltées, passa dans la Gaule (407) et chercha à soumettre les barbares soit par des traités, soit par la force des armes. Il réussit à se faire reconnaître empereur par les peuples et les troupes de la Gaule, et à établir son pouvoir en Espagne. Il confia la garde du passage des Pyrénées à un général nommé Geronlius; mais celui-ci se révolta, proclama Maximus empereur, et appela à son secours les peuplades germaniques qui erraient encore dans la Gaule, et leur ouvrit l'entrée de la Péninsule. Il n'était pas dans la nature de ces peuples de se fixer nulle part d'une manière permanente; leur esprit inquiet et avide leur montrait au delà des

Pyrénées un pays jusqu'alors à l'abri des ravages, et qui par conséquent promettait un riche butin. Ils avaient déjà essayé de franchir ces montagnes; ils avaient échoué, avaient rétrogradé; mais ils attendaient une occasion favorable pour renouveler leur tentative. La trahison de Gêrontius et de ses soldats la leur offrit. Les passages des Pyrénées s'ouvrirent pour eux, et les Vandales, qui formaient pour ainsi dire l'avant-garde, franchirent librement ces boulevards de l'Espagne sous la conduite de Genséric, suivis d'essaims innombrables d'Alains sous Gondéric, et de Suèves commandés par Hermanaric. Au mois de septembre ou d'octobre (409), ils foulèrent pour la première fois le sol espagnol, et, comme un torrent dévastateur, se répandirent dans toute la Péninsule. Non contents de piller les villes et de les livrer aux flammes, ils sacagèrent aussi dans leur sauvage fureur les fruits de la terre; la peste et la famine apparurent à leur suite; les bêtes fauves quittèrent leurs repaires, attirées par l'odeur des cadavres restés sans sépulture; en un mot, la misère des habitants fut à son comble.

Les barbares, après avoir ainsi complètement épuisé le pays, comprirent qu'une possession paisible et la culture de la terre étaient préférables à une vie errante et qui ne reposait que sur la jouissance du moment; car, bien loin de rencontrer une résistance hostile dans les habitants, ils trouvèrent au contraire un peuple paisible, laborieux, qui, content d'être délivré du joug oppresseur des Romains, tendait lui-même la main aux barbares. Ceux-ci résolurent alors de se partager la Péninsule par la voie du sort (411). Les Vandales et les Suèves eurent en partage la Galice; les Alains obtinrent la Lusitanie et la province carthaginoise; la Bétique échut à une tribu des Vandales, les Selings; il n'y eut que la province tarraconaise qui resta aux Romains. La paix commença alors à procurer ses bienfaits, et déjà les habitants parais-

saient préférer leur nouvelle destinée à l'oppression froidement combinée des Romains, lorsqu'un nouveau déluge de barbares, sortis de l'Orient, vint fondre sur eux.

Le terrible Alaric, roi des Visigoths, s'était emparé de Rome, mais la mort l'avait atteint au moment où il méditait de quitter l'Italie pour passer dans d'autres contrées. Ataulphe, son parent, lui avait succédé. C'était un homme aussi brave qu'habile et expérimenté. Anéantir l'empire romain, établir à sa place un royaume de Gothie et s'immortaliser comme fondateur de cet État, étaient un projet qui tentait son ambition; mais cédant aux prières de Placidie, sœur d'Honorius, qu'il avait épousée, il porta ses armes dans le midi de la Gaule, entra en vainqueur dans Narbonne, prit Toulouse et Bordeaux. Les villes les plus florissantes de l'Aquitaine furent pillées, et la nation entière des Visigoths franchit les Pyrénées (415). Mais la conquête de l'Espagne n'était pas réservée à Ataulphe; il s'était aliéné l'esprit de ses soldats par ses ménagements pour les Romains; une conspiration se forma contre sa vie, et il fut assassiné à Barcelone. Le suffrage des Goths se porta sur Wallia, prince digne de leur choix sous tous les rapports. Ils espéraient qu'il se montrerait l'ennemi implacable des Romains; mais voyant que l'Espagne présentait une vaste carrière à ses talents, Wallia préféra s'en faire des alliés; il conclut la paix avec eux, s'engagea à reconquérir l'Espagne à l'empire, et l'empereur Honorius lui promit la possession de l'Aquitaine et de quelques contrées voisines.

Avant d'attaquer par une guerre ouverte les peuples germaniques établis dans la Péninsule, Wallia s'empara par ruse d'un prince des Vandales, nommé Frédibal, et l'envoya à Honorius, pour l'ornement de son triomphe. Sûr alors de l'amitié de l'empereur, il fondit tour à tour sur chacun des peuples péninsulaires, qui, loin de réunir leur force contre l'ennemi commun, se laissè-

rent écraser les uns après les autres. Les Selings de la Bétique furent complètement exterminés, et les Alains, jusqu'alors le plus puissant peuple de la Péninsule, furent si vigoureusement battus, qu'après avoir perdu dans la bataille leur roi Atax, ils ne virent plus d'autre moyen de salut que de sacrifier leur indépendance et même leur nom, de s'incorporer aux Vandales établis dans l'ouest de l'Espagne et de reconnaître leur roi Gondéric (419). Les Suèves auraient infailliblement partagé le sort de l'une ou de l'autre de ces deux peuplades, s'ils ne s'étaient hâtés de se mettre sous la protection des Romains, dont ils se reconnurent tributaires. Il était de l'intérêt de Wallia de respecter les alliés de l'empire; il se contenta donc de désarmer les Suèves; mais il les laissa tranquilles dans le pays qu'ils occupaient.

L'orgueil d'Honorius lui fit regarder ces importants succès comme s'ils avaient été obtenus dans son seul intérêt. Suivant sa promesse, il donna pour récompense aux vainqueurs cette partie du Languedoc et de la Gascogne qui se trouve comprise entre Toulouse et l'Océan. Content d'avoir soumis au sceptre romain une grande partie de la Péninsule, Wallia repassa les Pyrénées pour aller prendre possession de ce pays. Il fit de Toulouse la capitale de son royaume.

La souveraineté de l'Espagne resta aux Suèves et aux Vandales, qui se la disputèrent. Les Vandales, défaits par les Suèves, quittèrent l'Espagne (428) sous la conduite de Genséric, leur roi, passèrent en Afrique, où les appelait Boniface, gouverneur de cette province. Ils s'établirent d'abord en Mauritanie, puis en 439 prirent Carthage, qui devint la capitale de leur royaume.

Après le départ des Vandales, le royaume des Suèves prit plus de force et d'étendue. Réchila, qui succéda à Hermanaric en 441, anéantit totalement les débris des Alains et fit des conquêtes importantes, dont il conserva la possession, malgré les efforts que

firent les Visigoths pour les lui enlever. Ce fut le dernier roi païen. Son fils Réchiaire embrassa le christianisme, qui adoucît les mœurs des barbares. Sous ce règne, les Suèves furent repoussés par Théodoric jusqu'à l'extrémité occidentale de la Péninsule, où ils se maintinrent avec peine. Plusieurs rois se succédèrent et luttèrent, mais sans succès, contre les Visigoths. Sous le dernier, Léovigilde mit fin au royaume indépendant des Suèves et le réunit à celui des Visigoths (585). Il s'était maintenu dans la Péninsule, malgré les Romains et les Goths, pendant cent soixante-seize ans (de 409 à 585). L'Espagne avait perdu la foi catholique. En 463, le roi Remismond avait embrassé l'arianisme et avait entraîné toute la nation dans cette hérésie.



V.

LES WISIGOTHS.

La fondation de la monarchie des Wisigoths dans la Gaule méridionale et dans cette partie de l'Espagne qui comprend aujourd'hui la Navarre et la Catalogne date de 415, lorsque Wallia, successeur d'Ataulphe, obtint l'Aquitaine pour prix des services qu'il avait rendus à Honorius. Il eut pour successeur (420) Théodoric I^{er}, qui, trouvant les limites de l'Aquitaine trop étroites pour son ambition, profita des troubles survenus dans l'empire, à la mort d'Honorius, pour s'étendre aux dépens des Romains. Il mit le siège devant Arles et Narbonne; mais il fut repoussé par Aétius, gouverneur de la Gaule. Il se présenta alors devant Toulouse et y fit subir de si grandes pertes aux Romains, que ceux-ci demandèrent la paix à des conditions avantageuses pour Théodoric, qui se rendit facilement maître de tout le pays s'étendant jusqu'au Rhône. Les Romains, attaqués par le terrible Attila, réclamèrent le secours de Théodoric; celui-ci rassembla une nombreuse armée et marcha avec Aétius contre les Huns, qu'ils joi-

gnirent dans les champs Catalauniens (plaine de Châlons en Champagne). Là eut lieu (451) un combat tel qu'on n'en avait pas vu depuis des siècles ; le sang coula par torrent. Théodoric, emporté par l'ardeur de son courage, tomba un des premiers, sans qu'on sût positivement s'il fut jeté en bas de son cheval et foulé aux pieds par les siens dans l'ardeur de la mêlée, ou s'il fut percé par la flèche d'un Ostrogoth.

Les Wisigoths ne se laissèrent pas décourager par cette perte ; ils continuèrent la lutte avec une nouvelle fureur, et contraignirent Attila à se retirer dans son camp, défendu par une enceinte de chariots. Les Goths proclamèrent pour roi Thorismond, qui, après s'être occupé de faire religieusement brûler le corps de son père, résolut de venger sa mort sur le reste des Huns. Il pressa Aétius de renouveler l'attaque ; mais celui-ci, qui croyait les avoir suffisamment abattus, et qui craignait de voir s'élever dans les Wisigoths victorieux un ennemi auquel la puissance déchue de Rome ne serait plus en état de résister, s'y refusa. Thorismond regagna sa capitale, et Attila contempla avec étonnement la retraite de l'ennemi. Il se jeta sur l'Italie, n'osa cependant point franchir les murs de Rome et se dirigea de nouveau dans la Gaule. Mais Thorismond l'arrêta dans sa course, remporta sur lui une brillante victoire et le contraignit de se retirer de l'Occident (453).

L'esprit avide et turbulent de Thorismond, son despotisme et sa cruauté, le rendirent tellement odieux à son peuple, que ses deux frères Théodoric et Frédéric le firent assassiner par un de ses serviteurs (453).

Théodoric II, qui avait terni ses brillantes qualités en se souillant du sang de son frère, monta sur le trône des Wisigoths. Il fut alternativement en guerre et en paix avec les Romains ; mais, prévoyant la chute de l'empire, il tenta de s'enrichir de ses dé-

bris. Plusieurs victoires qu'il remporta sur les gouverneurs des provinces romaines le rendirent bientôt maître de tout le pays entre le Rhône, la Loire et l'Océan, qui jusqu'alors avait fait partie de l'empire romain, et il ne se trouva plus de général pour lui en disputer la possession.

Il ne jouit pas longtemps de son succès : un fraticide l'avait élevé sur le trône, un fraticide l'en précipita, il tomba sous le poignard de son ambitieux frère Euric (466).

Euric, en montant sur un trône ensanglanté, adopta les idées de son prédécesseur, qui avait conçu le dessein de mettre à profit la position précaire de l'empire d'Occident, et de s'adjuger la Gaule entière par la force des armes. Il trouva des amis parfaitement disposés dans les chefs romains et frappa de tous côtés sans éprouver de résistance ; toute l'Aquitaine et tous les pays environnants se soumirent à son sceptre (474). Julius Népos, qui était monté sur le trône d'Occident, étant décidé à faire tous les sacrifices pour obtenir la paix de ce côté, offrit à Euric la paisible possession des provinces conquises, et lui donna même par un traité celles dont il ne s'était pas emparé. Euric fut déclaré roi indépendant de tous ces pays. Le nouvel empire des Wisigoths était borné au nord par la Loire, à l'est par le Rhône, à l'ouest par l'Océan, et au sud la Péninsule leur offrait une occasion bien séduisante de prendre aussi, de ce côté, la mer pour limites. Euric envoya une armée au delà des Pyrénées, afin d'en faire disparaître les débris de la domination romaine. Toutes les villes furent promptement soumises, et les Romains furent remplacés en Espagne par les Wisigoths. Il n'y eut plus qu'un petit royaume des Suèves en Galice et en Lusitanie, qui subsista, comme nous l'avons dit, jusqu'en 585. Il fut détruit par Léovigilde.

Au moment où Odoacre mettait fin à l'empire d'Occident, l'empire des Wisigoths atteignait sa plus grande extension. Les con-

quêtes et les succès d'Euric étendirent sa renommée. Des contrées les plus lointaines on vit accourir des députés lui apportant l'hommage de leurs princes. Saxons, Francs, Gaulois, Burgundes, Ostrogoths, Romains, Suèves, Vandales, Thuringiens, se disputèrent son alliance, et l'on vit à la cour du roi des Wisigoths jusqu'à des ambassadeurs persans venus des bords de l'Euphrate. Mais Euric ne se borna pas au mérite des conquêtes; il voulut aussi faire goûter à son peuple les bienfaits de la paix. Il créa de sages institutions, établit une justice régulière, mais persécuta les catholiques. Les Goths avaient adopté les erreurs d'Arius; les Romains étaient restés fidèles à la doctrine catholique. L'hérésie que professait le peuple goth rendait plus ardente et plus vive sa haine contre les Romains. Euric se figura que la force pouvait mettre un terme à cet état de choses. Arius lui-même, il poursuivit les prêtres catholiques avec acharnement. Les évêques furent déposés, leurs sièges laissés vacants, et l'exercice du culte catholique entravé de mille manières. Cette persécution, loin de ramener l'union, fut le signal de la décadence pour l'empire wisigoth de Toulouse.

Jusque-là tous les rois wisigoths avaient péri par le fer. Euric trouva dans Arles une mort plus paisible au milieu de sa famille et de ses courtisans (483).

Immédiatement après la mort d'Euric, les Wisigoths élurent pour son successeur son fils Alaric, prince efféminé. Il jugea prudent de faire cesser les persécutions, qui, sous Euric, n'avaient servi qu'à exciter le zèle des catholiques et à éveiller en eux le désir d'être soumis au sceptre d'un prince de leur croyance, disposition que le clergé entretenait et dont il profita pour faire alliance avec Clovis, roi des Francs, à peine converti au christianisme. Alaric, pour enlever tout prétexte d'invasion à ce voisin redoutable, lui livra le gouverneur romain Syagrius, qui, après

sa défaite de Soissons, s'était réfugié près de lui. Clovis reconnaissant lui jura amitié pour le moment; mais il n'attendait que l'occasion d'agrandir sa domination aux dépens de ses voisins hérétiques. La certitude de trouver un grand nombre d'alliés parmi les Wisigoths eux-mêmes devait fortifier ses projets contre Alaric; il ne les mit cependant pas à exécution de suite; mais lorsque sa puissance se fut accrue par la défaite des Burgundes, cédant aux instances réitérées des sujets catholiques d'Alaric, il se décida à tenter contre lui le sort des armes et entra en campagne. Il sut remplir ses troupes de confiance par le vœu qu'il fit d'élever une église à saint Pierre et à saint Paul; cette promesse enflamma le courage de ses guerriers, qui passèrent la Loire et se répandirent dans le pays de Tours. Alaric fut obligé de s'avancer; les deux armées se rencontrèrent; le combat eut lieu à Vouillé, près de Poitiers (507). Après un combat acharné, Alaric perdit le trône et la vie; il périt de la main même de Clovis. Avec lui finit l'empire wisigoth de Toulouse.

L'épée des Francs avait brisé la puissance des Goths, la désunion de ceux-ci acheva leur ruine. Deux partis se formèrent; l'un décerna la couronne à Amalaric, fils d'Alaric, âgé seulement de vingt ans; l'autre parti, à raison de la jeunesse de ce prince, n'agréa pas ce choix et fit proclamer à Narbonne Gésalie. Les Wisigoths s'attirèrent par là l'inimitié de l'Ostrogoth Théodoric, grand-père d'Amalaric, sans arrêter les empiétements continuels de Clovis, qui en peu de temps s'empara de tout le pays situé entre la Loire, le Rhône et l'Océan.

Quelques places fortes restèrent seules entre les mains des Wisigoths, et l'année suivante (508) Toulouse, la résidence de leurs rois, tomba au pouvoir de Clovis avec tous ses trésors. Les Wisigoths avaient régné sur ces pays quatre-vingt-treize ans, de-

puis 415 jusqu'à 508; et leur puissance, fondée par Alaric I^{er}, le vainqueur de Rome, s'éteignit sous Alaric II (508).

Comme Amalaric, possesseur légitime du trône, était encore fort jeune, son grand-père Théodoric gouverna les possessions des Wisigoths en Gaule et en Espagne. Quant aux Francs, il paraît que si, après la mort de Clovis, Théodoric ne fit pas la paix avec eux, il les laissa du moins paisibles dans leurs conquêtes en Aquitaine, se contentant lui-même de la Gaule Narbonnaise. Théodoric mourut en 526, après un règne brillant de trente-trois ans en Italie, et une domination de quinze ans sur l'empire des Wisigoths. Ses deux petits-fils Athalaric et Amalaric firent un traité par lequel le premier eut la Provence, et le second, roi des Wisigoths, reçut l'Espagne et la Septimanie, portion de l'Aquitaine reprise aux Francs. Désirant rester en bonne intelligence avec les Francs, ses puissants voisins, Amalaric fit demander la main de Clotilde, fille de Clovis. Elle lui fut accordée et envoyée à Toulouse avec une riche dot. Mais cette alliance, qui devait affermir le trône d'Amalaric, fut cause de sa ruine. Arien zélé, il n'épargna ni prières ni menaces pour décider son épouse à apostasier. Ses mauvais traitements allèrent si loin, que Clotilde envoya à ses frères un voile trempé de son sang, en leur demandant vengeance. Childebert prit cette affaire d'autant plus à cœur, qu'une guerre avec Amalaric pouvait agrandir son empire. Les Goths succombèrent dans une bataille sous les murs de Narbonne (531). Quant à Amalaric, on dit que, retardé dans sa fuite par le désir de sauver ses trésors, il tomba sous la lance d'un Franc. Childebert fit dans Narbonne un riche butin, et ramena sa sœur Clotilde; mais elle mourut en route.

Ce dernier coup porté à la puissance des Wisigoths dans la Gaule était trop violent pour qu'ils pussent y conserver le siège de leur empire; ils durent chercher paix et sûreté de l'autre côté

des Pyrénées. Jusqu'alors le trône avait toujours appartenu à des rois pris dans quelque noble race du pays. Mais à partir de ce moment, les droits d'hérédité furent entièrement méconnus et remplacés par le bon plaisir de la noblesse laïque et ecclésiastique : source féconde de troubles et de complots ambitieux.

Theudis fut le premier prince étranger qui occupa le trône des Wisigoths. Il y parvint en s'appuyant sur le suffrage du peuple. Il fut aussi le premier roi qui fixa le siège du royaume en Espagne. Afin de gagner l'affection de ses peuples, qui étaient en grande partie catholiques, il leva tout obstacle à l'exercice du culte. En 548, Theudis périt assassiné dans son palais par un Goth qui feignait la démence ; il pardonna à son meurtrier et laissa la réputation d'un prince juste, vaillant et habile, qui assura à ses États les bienfaits de la paix intérieure, en évitant de manifester aucune préférence injurieuse pour les coreligionnaires, et en traitant tous ses sujets avec la même impartialité.

Theudégisile fut élevé sur le trône ; mais il ne goûta pas longtemps les douceurs de la royauté. Lassés de ses dérèglements et irrités de sa licence, les grands crurent que s'ils avaient le droit de se choisir un monarque, ils avaient bien aussi celui de s'en débarrasser, lorsqu'il commençait à leur déplaire. Theudégisile fut assassiné à Hispalis dans un festin nocturne (549). Agila fut élevé au trône ; une rébellion l'en fit descendre en 554. Il fut remplacé par Athanagilde. Le nouveau roi, jaloux de consolider son alliance avec les Francs, fit offrir la main de sa fille Brunehaut à Sigebert, roi d'Austrasie. Brunehaut se rendit à Metz avec de riches présents (566), et Sigebert parvint bientôt à la convertir au christianisme. Chilpéric, roi de Soissons, voulant suivre l'exemple de son frère, demanda et obtint Galsuinde, sœur de Brunehaut ; elle fut envoyée à Rouen avec une dot considérable (567). La nouvelle reine adopta bientôt la croyance de son époux. La triste destinée des

deux princesses appartient aux pages sanglantes de l'histoire des Francs.

Athanagilde survécut peu à ces événements ; plus heureux que ses prédécesseurs, il trouva en 567 une mort paisible à Tolède. Depuis, on a prétendu que, sans professer ouvertement la foi orthodoxe, il était catholique au fond du cœur.

Pendant cinq mois les grands du royaume furent divisés sur le choix d'un nouveau monarque ; enfin, les suffrages se réunirent sur Liuwa, qui, après un an de règne, se sentant trop faible pour supporter le fardeau du pouvoir, se donna pour collègue son frère Léovigilde. Il se réserva la Gaule Narbonnaise, abandonnant au nouveau roi les provinces espagnoles. Léovigilde épousa Gaswinde, veuve d'Athanagilde, et fit les plus grands efforts pour assurer la prospérité du royaume contre les troubles du dedans et les attaques du dehors. Après la mort de Liuwa I^{er}, il réunit sous son empire la Gaule et l'Espagne. Tous ses exploits furent couronnés de succès, et il put enfin consacrer son activité au bonheur de son peuple.

Il resserra ses liens d'amitié avec la famille régnante des Francs, en demandant pour son fils aîné Herménégilde la main d'Ingunde, fille de Sigebert et de Brunehaut, qui lui fut accordée et envoyée à Tolède avec une riche dot. Cette alliance, par laquelle Léovigilde crut assurer le bonheur de son fils, fut pour lui une source d'infortunes. La persécution des ariens contre les catholiques, loin de s'éteindre, fut rallumée par la reine Gaswinde, arienne zélée. A peine Ingunde fut-elle arrivée à la cour, que Gaswinde employa, d'abord les caresses et les prières, puis les menaces, et enfin les violences les plus scandaleuses, pour la contraindre à embrasser l'arianisme ; mais tous ces mauvais traitements ne réussirent qu'à fortifier la jeune princesse dans sa croyance. Pour rétablir la paix domestique et mettre sa belle-fille à l'abri des violences, le roi

assigna à Herménégilde une résidence éloignée, la ville d'Hispalis. Mais bientôt les instances de son épouse, les exhortations et l'exemple de Léandre, évêque d'Hispalis, firent une telle impression sur l'esprit du jeune prince, qu'il abjura son hérésie pour embrasser le catholicisme. Les ariens prétendirent que cette conversion n'était pas le résultat d'une véritable conviction, mais qu'elle avait pour but de lui frayer un chemin au trône. Ce soupçon insinué au roi excita sa colère, et, attribuant l'acte de son fils à l'esprit de prosélytisme du clergé orthodoxe, ce fut contre ce dernier qu'il dirigea ses premiers coups (580). Des évêques furent bannis, d'autres emprisonnés, ou même mis à mort, et les biens des églises confisqués.

Mais Léovigilde, ayant fini par s'apercevoir que toutes ces rigueurs ne servaient qu'à affermir dans leur foi les catholiques, qui soupiraient après la couronne du martyre, résolut de revenir à des moyens plus doux; mais il ne put rétablir la paix, et les esprits restèrent divisés.

Léovigilde tenta aussi les moyens de persuasion pour ramener Herménégilde à sa croyance; voyant toutes ses avances repoussées, il eut le tort et le malheur de ne plus considérer son fils que comme un rebelle, marcha contre lui à la tête d'une armée et vint l'assiéger près d'Hispalis (584). Pendant deux ans Herménégilde défendit le terrain pied à pied; mais la famine rendit toute résistance impossible, et la ville ouvrit ses portes. Herménégilde parvint à se sauver à Cordoue; de là il espérait tenir tête au vainqueur avec l'aide de l'empire d'Orient; mais les Grecs dégénérés ne démentirent pas leur caractère et le vendirent à son père. Abandonné des hommes, Herménégilde se réfugia dans le sanctuaire d'une église voisine, d'où il fit demander grâce à son père. Son frère Reccared lui ayant juré au nom du roi qu'il n'avait rien à craindre, il abandonna son asile pour aller se jeter aux pieds de

Léovigilde. Celui-ci, cédant à la voix de la tendresse paternelle, le releva, l'embrassa en versant des larmes. Pendant un moment l'amour du père luttait contre les suggestions de la politique; enfin il ordonna qu'Herménégilde fût dépouillé des ornements royaux et exilé à Valence, pour y vivre désormais en simple particulier.

Si la division du père et du fils avait fini par l'exil de ce dernier, l'injustice de Léovigilde eût été moins criante. Mais il croyait voir dans l'union de son fils avec les catholiques un danger éminent. Aussi voulait-il avant tout le détacher d'eux. Dans ce but, il envoya plusieurs messagers confidentiels au prince, lui promettant non-seulement le pardon, mais la rentrée dans la faveur royale, s'il voulait revenir à la foi arienne. Avec une constance qui l'honore, Herménégilde repoussa et les promesses et les avances, et déclara qu'il était inébranlablement décidé à mourir dans la religion catholique. Le roi n'en fut que plus irrité, se livra à des transports de fureur et ordonna l'exécution du jeune prince, qui, après une tentative qu'il avait faite de passer en France, avait été jeté dans un cachot à Tarragone. Les ministres de la vengeance coururent à la prison, et une hache d'armes fendit la tête d'Herménégilde (585).

C'est à bon droit que la nature frémit et se révolte en songeant qu'un père devint l'exécuteur de son enfant. On voudrait pouvoir dire en faveur de Léovigilde, et ce serait peu de chose, qu'il ne médita pas de sang-froid un acte si odieux, et que l'ordre fatal lui échappa dans un moment où la passion l'avait privé de tout empire sur lui-même. Quant à Herménégilde, sa conversion, sa mort pour la foi catholique, et une foule de miracles opérés par son intercession, l'ont fait mettre au nombre des martyrs.

C'est à la même époque que Léovigilde mit fin au royaume des Suèves et le réunit irrévocablement au royaume wisigoth.

Presque dans le même moment, les rois francs Childebert et

Gontran, irrités des infortunes de leur sœur et nièce Ingunde et du trépas d'Herménégilde, poussés surtout par le désir de faire la conquête des Gaules, déclarèrent la guerre à Léovigilde. Ils commencèrent par l'invasion de la Septimanie, mais furent repoussés par Reccared, fils de Léovigilde. Celui-ci, croyant avoir assez humilié les Francs, leur proposa la paix; elle fut refusée. Le roi wisigoth se préparait à recommencer la guerre lorsqu'il mourut dans son palais de Tolède (586).

On peut dire que Léovigilde, qui a élevé son royaume au plus haut point de splendeur, fut le premier roi réel de la Péninsule, dont jusqu'à lui les habitants avaient été accoutumés à regarder les Goths comme des ennemis et des barbares. Il sut soumettre tout le pays et le gouverna d'une main ferme et sage. Malheureusement il ternit l'éclat d'un règne brillant par les persécutions contre les catholiques et par le meurtre de son fils. Il séduisit quelques prélats, en entraîna d'autres à l'apostasie par la terreur, et punit par l'exil, la prison et même la mort, ceux qui résistaient à ses caresses et à ses menaces. Son avarice paraît avoir égalé son amour de la vengeance. Les églises et les monastères des orthodoxes furent pillés, et de riches habitants forcés d'acheter leur grâce. Contrairement à ses prédécesseurs, que leur pouvoir seul distinguait des autres, il prit la couronne dans une assemblée publique, éleva dans son palais un trône magnifique, du haut duquel il donnait ses audiences, et s'entourna de tous les insignes de la royauté. C'est le premier roi wisigoth qui soit représenté avec le diadème sur le front. Sa plus grande gloire aux yeux des Espagnols, c'est de s'être converti, comme on le soupçonne, à la foi catholique quelques jours avant sa mort.

Reccared succéda à son père. Son règne fut un temps de repos pour le peuple wisigoth. L'empire s'étendait jusqu'à ses limites naturelles, et ne craignait plus les ennemis du dehors. Dès lors

l'esprit des princes ne devait plus se tourner vers la conquête, mais vers l'affermissement de la puissance royale; aussi, à partir de ce moment, la constante politique du peuple wisigoth fut de ne prendre les armes que pour repousser l'invasion étrangère. Recared, cédant à l'exemple de son frère, à l'éloquence de Léandre, mais spécialement à sa propre conviction, qui lui faisait un devoir d'entrer dans le sein de l'Église catholique, conçut le projet d'amener tous ses sujets à un même culte, afin de faire disparaître une cause perpétuelle de troubles. Mais il cacha avec soin pendant quelque temps ses intentions de conversion, parce qu'il savait que l'exécution d'une telle réforme devait nécessairement rencontrer des difficultés. Il connaissait trop bien la fierté des Goths pour croire qu'il pourrait les soumettre par force à une mesure contre laquelle se révolteraient leurs préjugés les plus invétérés. Le temps et la patience étaient indispensables pour réussir dans une entreprise aussi délicate. Il s'efforça de bien disposer les esprits en sa faveur; il était populaire; sa clémence envers tous ceux qui n'étaient pas incorrigibles, sa libéralité envers les pauvres, son amour de la justice, ses manières affables et sa générosité, lui obtinrent l'affection de son peuple, et firent plus pour le projet qu'il méditait que la raison ou l'éloquence.

Lorsqu'il crut les esprits suffisamment préparés, il jugea qu'il devait donner à sa conversion une sanction solennelle. Pour ôter tout soupçon de violence, il convoqua à Tolède (589) un concile des évêques ariens et catholiques. Il invita les prélats des deux Églises à discuter en sa présence, à exposer leurs doctrines avec modération, et se présenta entre eux comme médiateur impartial; il se déclara ennemi de toute persécution pour affaires de conscience, exhorta les deux partis à la paix et à l'harmonie. Il invita l'assemblée à passer trois jours consécutifs dans le jeûne et les prières, puis le troisième jour il ouvrit le concile. Après avoir dit que la

religion était une affaire de la plus haute importance pour l'homme, il parla des deux religions d'un ton calme et doux, mais en même temps ferme et résolu. Il en appela aux miracles opérés en faveur de la religion catholique, pour prouver sa divine origine, exprima sa croyance en leur réalité et leur multitude, et finit par déclarer que, comme, après la plus mûre délibération, il était resté convaincu de la vérité de cette foi, il avait résolu d'en faire une confession publique, tout en protestant n'avoir aucune intention de l'imposer à ses sujets. Toutefois il soumit à l'assemblée ce raisonnement : que si l'unité de la religion pouvait être rétablie, cela mettrait naturellement fin aux troubles qui avaient si longtemps tourmenté le royaume, et qui s'opposaient autant à la prospérité nationale qu'au bonheur individuel; enfin, il fit lire l'acte qui contenait son abjuration de l'arianisme, ainsi que sa croyance à l'autorité de l'Eglise catholique et apostolique. Son discours fut non-seulement écouté attentivement, mais accueilli avec de grands applaudissements; et lorsque lui et la reine eurent solennellement signé l'acte de confession, la plupart des nobles et des prélats de l'assemblée se hâtèrent d'en faire autant. La foi catholique fut ainsi déclarée religion de l'Etat. Espagnols, Suèves, Goths, furent réunis dans une même communion. Quelle que fût la satisfaction que cet important changement causa aux Goths en général, il s'en trouva cependant quelques-uns qui le blâmèrent comme une apostasie. Deux prélats ariens déclamèrent contre le roi, et allèrent même jusqu'à conspirer contre sa vie; mais la conspiration fut découverte, et Reccared, qui répugnait à toutes les mesures de rigueur, se contenta de les bannir. Tout le reste du règne de Reccared fut un continuel effort pour augmenter le bien-être de ses sujets; son administration sage et modérée obtenait les plus brillants résultats, et son peuple lui accordait une confiance et une affection sans bornes. Il ne s'éleva pas une seule guerre dans la-

quelle il ne fût victorieux, pas une rébellion qu'il n'étouffât promptement, pas une conspiration qu'il ne découvrit. Il parvint, par de sages réformes, à faire tomber les barrières qui séparaient les Romains et les Goths, et à réunir ces deux nations en un seul peuple n'ayant plus qu'un culte et les mêmes lois. Ses nobles efforts pour améliorer les institutions de ses États, sa sollicitude pour la gloire de l'Église, font de Reccared un grand roi, digne des éloges que lui prodiguaient ses contemporains.

Ce fut le premier roi qui se fit sacrer. Au moment où il croyait enfin son royaume florissant, et où il commençait à recueillir dans les bénédictions de son peuple la plus douce récompense de ses efforts, il mourut à Tolède en 601, après vingt-cinq ans de règne.

Après Reccared, se succédèrent dix rois, qui régnèrent au milieu de troubles continuels. En 672, après la mort de Receswinde, les grands appelèrent au trône Wamba, général qui s'était distingué par sa bravoure et ses vertus. Il refusa d'abord la dignité qu'on lui offrait; mais un duc, lui posant un poignard sur la poitrine, s'écria : « Choisis ou le trône ou la mort; il ne sortira d'ici qu'un roi ou un cadavre ! » Forcé d'accepter la couronne, Wamba fut couronné et se montra digne du rang où il avait été élevé. Il reprima l'esprit factieux des seigneurs de la Septimanie, de Nîmes et de Narbonne; mais il fit toujours preuve de modération et de générosité dans la victoire. Au moment où Wamba croyait son trône solidement affermi, la trahison préparait dans l'ombre un piège à sa trop grande confiance (680).

Un descendant d'Athanagilde, banni de Constantinople, était venu chercher un asile en Espagne; il y avait reçu une généreuse hospitalité, et avait épousé une princesse de la famille royale. De ce mariage était né Ervige, qui, non content du titre de comte, voulut s'élever plus haut et fit donner à son bienfaiteur un breu-

vage empoisonné, qui le mit à deux doigts du tombeau. Wamba tomba dans une profonde léthargie; on lui administra les sacrements, et les évêques et les grands du royaume, appelés par Ervige, revêtirent le corps d'un vêtement de pénitent, et lui rasèrent la tête, comme c'était la coutume. Dès lors Ervige se crut certain du succès. Il prit en main les rênes de l'État et se fit proclamer roi. Mais la constitution vigoureuse de Wamba triompha de l'effet du poison, et, lorsqu'il eut recouvré l'usage de ses sens, il reconnut la méchanceté et l'ingratitude de l'usurpateur. Mais il avait tant de grandeur d'âme et de désintéressement, qu'il aima mieux laisser ce crime impuni et se retirer dans la solitude d'un cloître que de faire verser des flots de sang dans une guerre civile. Comprenant que la tonsure et l'imposition du froc le rendaient inhabile à régner aux yeux de ses sujets, il signa une déclaration par laquelle il reconnaissait Ervige pour son successeur, et se retira dans un couvent, où, pendant plusieurs années qu'il vécut encore, il s'occupa à méditer sur le néant des choses de ce monde.

Deux lois de l'empire avaient été violées à l'élection d'Ervige : il était de race étrangère, et n'avait pas été élu par le libre choix des évêques et des grands. Il se hâta de faire sanctionner son avènement par un concile. Néanmoins il fut tourmenté par les nombreux troubles qu'excitèrent les partisans du gouvernement précédent et plus encore peut-être par les remords de sa conscience; et malgré tous les efforts qu'il fit pour gagner la faveur du peuple, il eut la mortification de voir témoigner les plus vifs regrets pour le dernier souverain. Afin de se mettre à l'abri des révolutions à venir, il se fit déclarer inviolable, lui et sa famille. Et puis, pensant qu'Égica, proche parent de Wamba, nourrissait contre lui des projets de vengeance, il résolut de l'apaiser en lui donnant sa fille, avec la promesse de le faire héritier du trône. Mais avant tout Égica dut faire serment de maintenir la famille du

roi dans la possession de ses biens. Ervige ne jouit pas longtemps de la douceur de la royauté. Voyant sa fin approcher, il se fit revêtir du froc de pénitent et résigna la couronne aux mains d'Égica. Mais avant d'expirer, il lui fit jurer d'être toujours juste envers le peuple qu'il confiait à ses mains (687).

Égica, maître du trône, eut à punir bien des conspirateurs, et à déjouer un complot dont l'exécution aurait pu avoir les conséquences les plus terribles pour l'Espagne entière. Beaucoup de juifs, entraînés par la crainte, ou poussés par l'appât des récompenses, avaient embrassé le catholicisme; mais ce n'était qu'un masque dont ils se couvraient; au fond de leurs cœurs ils soupiraient après le jour de la liberté et de la vengeance. Ils n'ignoraient pas que leurs frères d'Afrique, soumis à la domination arabe, jouissaient du libre exercice de leur culte, pourvu qu'ils payassent un tribut déterminé. Dans l'espoir d'obtenir la même liberté, si les musulmans devenaient maîtres de la Péninsule, ils firent alliance avec les juifs d'Afrique, et ceux-ci promirent d'exciter l'ambition de leurs maîtres à porter la conquête de l'autre côté du détroit. Égica eut connaissance de ce complot; il fit décréter des mesures très-sévères contre les auteurs de ce double attentat contre la religion et la patrie, puis se mit en état de résister aux Arabes, qui parurent avec une flotte sur les côtes de la Péninsule. Ils furent repoussés, et leur tentative échoua.

Égica fit aussi une guerre dans la Gaule contre les Francs ou les Vascons; il en sortit victorieux et acquit un si grand crédit, que, dans la dixième année de son règne, il parvint, au mépris de la constitution, à associer au trône son fils Witiza (698). Égica eut la satisfaction de voir l'intérieur du pays pacifié, les ennemis du dehors tenus en respect, et son fils chéri du peuple. Il mourut en 701, d'une mort paisible, après treize ans de règne.

A peine avait-il rendu le dernier soupir, que Witiza s'empressa

de saisir la couronne et de se faire déclarer roi. Le royaume était alors dans une situation florissante; les arts et les sciences y étaient cultivés avec succès, et la prospérité s'était élevée à un degré que n'avait pas encore atteint aucun autre État. Le gouvernement espagnol était bien supérieur à celui de la France, qui était à cette époque déchirée par les factions et gouvernée par des fantômes de rois. Bien que les chroniqueurs espagnols les plus rapprochés de ce temps fassent un très-grand éloge du règne de Witiza, tous les historiens postérieurs s'accordent à représenter ce prince comme un monstre qui, non content de réunir en lui l'assemblage des vices les plus hideux, faisait un devoir du crime à tous ceux qui l'entouraient. Ils le regardent comme l'auteur de tous les maux qui amenèrent la ruine de l'empire. Cette dernière opinion fut sans doute celle de la nation, qui rejeta ses enfants et mit sur le trône Roderic. Cette élection entraîna une guerre civile entre ses partisans et ceux des fils de Witiza, Éba et Sisebuth. Cette anarchie parut aux Arabes un moment favorable pour fonder sur l'Espagne, dont ils projetaient depuis longtemps la conquête.



VI.

CONQUÊTE DE L'ESPAGNE PAR LES ARABES.

Le premier dogme prêché aux sectateurs de Mahomet était le prosélytisme par le cimeterre. Ce principe avait excité l'ardeur des Arabes, qui n'aspiraient à rien moins qu'à soumettre le monde, et les commandements du prophète semblaient encourager cette espérance. La Syrie, la Palestine, la Perse, la plus grande partie de l'Asie, et l'Afrique, avaient été conquises avec une rapidité qui tenait du prodige. La puissance mahométane s'étendait en Orient jusqu'aux Indes, en Occident jusqu'à l'océan Atlantique. Dès l'année 672, sous le règne de Wamba, Okba, général arabe, s'était emparé de la forteresse de Tanger, située vis-à-vis de l'Espagne; il tenta de passer dans la partie méridionale de cette contrée; mais Wamba lui opposa une vive résistance. Les Arabes, moins expérimentés dans la marine que les Goths, n'eurent pas lieu de se féliciter de cette première tentative. Ils perdirent deux cent soixante et douze bâtiments, avec une grande partie des hommes qu'ils portaient. Ils ne réussirent pas davantage lorsque

plus tard ils protégèrent la révolte des juifs sous Égica. Mais sous le calife Walid (705), Mouça, guerrier connu pour un des plus ardents défenseurs de l'islamisme, détermina Walid à tenter une des plus brillantes conquêtes que pouvaient faire les Arabes, celle de l'Espagne. Il lui peignit cette contrée comme supérieure à l'Asie par la beauté de son ciel, par la douceur de son climat, par la variété et la richesse de ses productions. Les tentatives déjà faites pour pénétrer dans la Péninsule avaient, il est vrai, échoué ; mais les Arabes étaient revenus sur les côtes de Gibraltar, d'où l'œil pouvait s'étendre sur la riche contrée d'Andalousie. Non-seulement leur position les engageait à y passer, mais ils y étaient appelés par les divisions intestines qui déchiraient alors l'Espagne, dont les forces s'épuisaient dans les querelles de Roderic et des fils de Witiza. Le désir de propager leur foi, l'importance de la conquête, la facilité avec laquelle elle semblait devoir se faire, tout les poussait à tenter une descente dans la Péninsule.

Le calife Walid se laissa facilement persuader par Mouça, et s'empressa de lui envoyer tous les pouvoirs nécessaires, convaincu qu'il verrait s'accomplir la prédiction du prophète, qui promettait à ses disciples l'Orient et l'Occident. Le gouverneur arabe avait obtenu des renseignements assez exacts sur le pays, tant par les Africains que par les Goths mécontents ou persécutés qui venaient se réfugier en Afrique ; il savait combien la situation des partis le favoriserait. Le peuple était peu habitué à la guerre des ennemis extérieurs, une longue paix avait énérvé leur courage. Les Goths étaient d'abord bien différents de ces guerriers du Nord devant qui tous les obstacles disparaissaient. Cet esprit sauvage qui s'enflammait aux chants guerriers des bardes scandinaves et se plaisait au milieu des scènes de sang et de dévastations, s'était d'abord un peu humanisé par l'influence du christianisme, et les douceurs d'une vie paisible l'avaient enfin complètement détruit ; les vertus

militaires étaient tellement éteintes, que les habitants étaient devenus non-seulement insensibles à l'honneur, mais même peu préoccupés de leur sûreté. Ils regardaient avec indifférence les fréquentes descentes que les pirates faisaient sur les côtes, et, lorsqu'ils étaient appelés à la défense du pays, cet appel était ordinairement peu écouté. De plus, le peuple wisigoth, accablé sous l'oppression des grands, ruiné par les fureurs des guerres civiles, dont il ne pouvait espérer aucun profit, n'avait point cet esprit national qui est le plus ferme appui d'un gouvernement. Quelle différence entre ce peuple et les Arabes, si pleins d'enthousiasme et si fiers de leurs récentes victoires ! Cette différence dans la situation morale des deux peuples pouvait faire pressentir l'issue de la lutte qui allait s'engager.

Les Arabes furent secondés dans leur tentative par le gouverneur de l'Andalousie, le comte Julien, qui nourrissait contre Roderic une haine si violente, qu'il ne craignit pas d'y sacrifier l'indépendance de sa patrie. Le motif de cette haine était, dit-on, un outrage que le roi wisigoth avait fait à la fille de Julien ; mais il est plus vraisemblable que le comte goth avait des intelligences avec les fils de Witiza, dont il était proche parent ; qu'il refusa d'obéir au pouvoir d'un roi qui était illégitime à ses yeux ; qu'il livra Ceuta aux Arabes, et qu'il espérait expulser avec leur secours Roderic et son parti.

Il alla, en son nom et en ceux d'Éba et de Sisebuth, proposer à Mouça de faire passer une armée en Espagne ; il s'attacha à lui démontrer l'extrême facilité de l'entreprise, lui assurant qu'une foule de chrétiens n'attendaient que lui pour renverser l'usurpateur. Cette proposition ne pouvait manquer de sourire au général arabe. Il est même probable qu'il s'attendait à quelque chose de semblable ; mais il voulait procéder avec prudence ; il se rappelait que la marine des Goths avait déjà repoussé avec perte des flottes

arabes, et que ses propres troupes avaient naguère rencontré une vive résistance devant les forteresses de Tandja, d'Arsilla et de Ceuta; il n'osait encore se fier aux traîtres espagnols, d'autant plus qu'ils ne lui promettaient que du butin, sans lui accorder le droit d'étendre l'islamisme; de sorte qu'en soumettant le pays, il ne travaillerait pas pour lui, et ne ferait que prêter son appui à un parti opprimé. Mouça, ne voulant ni hasarder sa réputation passée dans cette expédition, ni ajouter une fin aveugle aux promesses du comte Julien, résolut de mettre à l'épreuve la bonne foi de celui-ci; il le chargea de faire une descente sur les côtes, afin de donner par là un témoignage éclatant de sa haine contre ses compatriotes. Julien rassembla les forces de la province, s'embarqua sur deux vaisseaux, passa en Espagne, ravagea quelques districts, et revint au bout de deux jours chargé de butin, et apportant de nouvelles promesses d'appui de la part des mécontents. La nouvelle de ce succès se répandit parmi les Arabes, qu'elle remplit de confiance dans l'infidèle Julien.

Malgré ce premier succès, Mouça usa de la plus grande circonspection dans une entreprise qui compromettait la vie de tant de vrais croyants; et quoiqu'il ne fût séparé du pays d'Andalousie que par un détroit qu'un œil perçant pouvait franchir, il résolut d'envoyer une troupe peu nombreuse faire une reconnaissance dans le pays. Cette mission importante fut confiée à Tarik-Ben-Zeyad. Ce guerrier s'embarqua avec cent cavaliers arabes et quatre cents fantassins africains, et vint aborder à une presqu'île qui prit de lui le nom de Tarik. Il s'y arrêta quelques jours pour attendre du renfort, puis s'enfonça dans l'intérieur du pays, dont la richesse surpassa les espérances des musulmans. Ils ravagèrent la contrée, incendièrent les églises, et revinrent avec quelques prisonniers sans avoir éprouvé aucune perte. Ce résultat acheva de décider Mouça. L'habile Tarik reçut le commandement de

l'expédition, et Julien l'infidèle servit de guide. Bientôt ils découvrirent les côtes de la Péninsule, qui leur parut bien riche en la comparant aux arides déserts de l'Arabie. Le débarquement se fit sans obstacle, le 28 avril 711, au pied du mont Calpé. Les Arabes nommèrent ce lieu l'île Verdoyante, nom que l'île et la ville en face conservent encore. On dit qu'à peine débarqué, Tarik, pour ôter tout espoir de retour à ses troupes et leur faire une nécessité de la victoire, mit le feu à tous les vaisseaux. Mais il est plus vraisemblable qu'il les renvoya en Afrique pour aller chercher des renforts. Un promontoire escarpé qui s'élevait en face de leur camp lui offrait un point d'appui favorable; il s'en empara et s'y entoura de retranchements. La fantaisie lui vint de changer le nom de cette montagne Calpé en celui de Tarik, d'où est venu le nom de Gibraltar.

Le gouverneur de l'Andalousie fut étonné de l'arrivée de ces étrangers; leur petit nombre ne lui inspira d'abord aucune crainte; mais quand il vit les débarquements se succéder presque sans interruption, il commença à concevoir de vives inquiétudes. Il se bâta de demander du secours à Roderic, qui marcha lui-même à la tête d'une armée de quatre-vingt-dix mille hommes. Mais ses plus dangereux ennemis n'étaient pas les musulmans; ils étaient au milieu de son peuple. Les mécontents ou les complices de Julien se disaient : « Pourquoi obéirions-nous à Roderic? N'est-il pas un vassal comme nous? Et de quel droit nous commande-t-il? Pourquoi aller combattre ces étrangers dont le seul but est d'amasser du butin? Réunissons-nous à eux, et, lorsqu'ils seront partis, nous pourrons rendre la couronne à qui elle appartient. »

Roderic s'imaginait qu'en face d'une invasion étrangère, qui menaçait la patrie d'une ruine complète, les divisions cesseraient, et que tous les Goths se réuniraient dans un même sentiment pour défendre le territoire. Dans cette persuasion il commit une im-

prudence : il appela près de lui les fils de Witiza, espérant les réconcilier avec son usurpation et les empêcher de faire une alliance honteuse avec l'ennemi.

Ils obéirent, probablement parce qu'ils étaient trop faibles pour résister ; mais ils n'attendaient qu'un moment opportun pour trahir Roderic. Cependant Tarik, qui avait demandé des renforts à Mouça, s'avancait ; les deux armées se trouvèrent enfin en présence, non loin de Xérès, au-dessous de Cadix ; elles n'étaient séparées que par le Guadalété. Le moment décisif était donc arrivé ; les deux peuples allaient engager une bataille, dont la perte enlèverait un royaume aux uns, ou toute voie de salut aux autres. Les Wisigoths avaient à défendre leurs foyers, leur religion, leur nationalité ; mais ils étaient affaiblis par les divisions et privés de cette confiance en eux-mêmes qui est le principe de la force. Les Arabes, pleins d'ardeur, voyaient devant eux un riche butin et la conquête d'un pays où ils devaient trouver toutes les jouissances de la vie. Les Goths, revêtus de leur cuirasse et protégés par leurs boucliers, étaient prêts à repousser l'ennemi avec la pique et l'épée à deux tranchants ; les Arabes, montés sur leurs coursiers rapides, armés du cimenterre et de la lance, se disposaient à l'attaque. L'armée de Tarik, quoique grossie par les juifs et les mécontents, ne s'élevait pas à plus de vingt-cinq mille hommes, tandis que celle des chrétiens était de quatre-vingt à cent mille. Malgré cette différence énorme dans le nombre, Tarik n'hésita pas à risquer une bataille.

Roderic commandait en personne le centre de son armée ; il en avait confié les deux ailes aux fils de Witiza, confiance bien imprudente, qui fut cause de sa perte. La bataille commença le dimanche 19 juillet 711 et dura jusqu'au dimanche suivant. Pendant plusieurs jours, la lutte se soutint avec des chances égales ; elle daurait depuis la pointe du jour jusqu'à ce que l'obscurité vint y

mettre fin : les deux armées reposaient pendant la nuit sur le champ de bataille jonché de cadavres, attendant le lever du soleil pour renouveler le carnage.

Déjà les rangs étaient fort éclaircis de part et d'autre, et Tarik, qui voyait diminuer sa petite armée, s'efforçait de ranimer le courage de ses troupes; mais il était vraisemblable qu'elle ne pourrait pas continuer longtemps le combat. Julien, qui s'en aperçut, s'entendit pendant la nuit avec les fils de Witiza; ceux-ci firent dire à Tarik qu'ils étaient prêts à se joindre à lui contre l'usurpateur du trône de leur père, et qu'il pouvait compter sur leur concours, s'il voulait leur assurer la restitution de l'héritage paternel. Cette proposition fut acceptée par le chef arabe, qui promit ce qu'on exigeait. Le quatrième jour, lorsque Roderic s'aperçut que les troupes que commandaient Éba et Sisebuth avaient passé à l'ennemi, il entra dans une grande colère, mais ne perdit pas encore l'espérance de la victoire. Emporté par son indignation, il engagea la bataille avec un redoublement de fureur, afin de punir les traîtres qui combattaient maintenant contre leur patrie. L'action continua ainsi jusqu'au dimanche, sans que la fortune se déclarât pour l'un ou pour l'autre parti. Pour en finir, Tarik résolut d'attaquer le roi lui-même; ses regards perçants l'eurent bientôt reconnu à son manteau de pourpre, à la couronne qu'il portait sur la tête, et à son brillant entourage. Tarik, suivi de ses intrépides cavaliers, se fraie un passage à travers les escadrons ennemis, atteint Roderic, l'étend mort à ses pieds et lui tranche la tête. Cette tête fut plus tard envoyée à Damas, et le calife la fit attacher au-dessus d'un poteau à la porte du palais. Tel est le récit des Arabes. Les écrivains espagnols prétendent, au contraire, que Roderic trouva son salut dans la fuite, et que, caché dans une vallée solitaire, sous un costume de paysan, il échappa aux recherches de l'ennemi. Suivant un troisième récit, Roderic se serait noyé en passant

dans le Guadalété. Cette dernière version paraît peu probable.

Dès que les Goths surent que le roi avait disparu, ils prirent la fuite en désordre, laissant à l'ennemi le champ de bataille et un butin immense. Les fils de Witiza ne jouirent pas des fruits de leur trahison, ils périrent en combattant. Leur mort déliait Tarik des promesses qu'il leur avait faites. Ainsi fut décidé le sort de l'Espagne, après une des plus sanglantes batailles dont l'histoire fasse mention. Le royaume des Wisigoths, qui avait existé trois siècles, depuis Alaric jusqu'à Roderic, était détruit.

Ce peuple qui, sorti de la Scandinavie, avait traversé toute la partie orientale de la Germanie, de la mer Baltique à la mer Noire ; qui avait campé devant Constantinople, et contraint les empereurs à lui payer tribut ; qui avait franchi le Bosphore, forcé le passage des Thermopyles, vu Sparte et Athènes, puis humilié et pillé la superbe Rome, subjugué l'Italie, la Gaule et l'Espagne, et surpassé tous les autres peuples en courage militaire ; ce même peuple a succombé devant une troupe de vingt-cinq mille aventuriers sortis de l'Arabie et des déserts de l'Afrique. Les Wisigoths, qui avaient eu l'imprudence de les appeler sur leur territoire, s'aperçurent bientôt, mais trop tard, qu'ils s'étaient donné des maîtres et qu'ils avaient livré leur pays à une domination étrangère. La conquête de l'Espagne par les Arabes a eu sur les habitants une tout autre influence que celle des Wisigoths. Ceux-ci, qui connaissaient depuis longtemps les mœurs et les institutions romaines, qui étaient unis aux Romains par le lien d'une religion commune, arrivèrent promptement, par des alliances réciproques, par une législation et une constitution communes, à former un seul peuple avec les vaincus. Bientôt on ne distingua plus les Romains, aux mœurs policées, des barbares du Nord. Les suites immédiates de la conquête arabe furent toutes différentes. Les nouveaux venus restèrent séparés des anciens habitants par les mœurs, le langage,

les lois et la religion ; et l'éloignement de ces deux peuples l'un pour l'autre contribua à maintenir entre eux une ligne de démarcation.

Roderic ne fut pas réellement le dernier des rois goths. Quelques seigneurs lui donnèrent pour successeur Theudemir et réunirent les débris de l'armée, non pas dans la vue d'opposer une résistance sérieuse, mais afin d'obtenir des vainqueurs des conditions plus favorables. Theudemir se réfugia dans les provinces de Murcie et de Grenade, dans l'espoir d'y trouver une retraite indépendante pour lui et les siens ; mais cette dernière et triste consolation lui fut refusée, il ne tarda pas à être poursuivi par les vainqueurs. Mouça avait rejoint Tarik ; ces deux chefs étendirent rapidement leurs conquêtes de l'est à l'ouest, puis du nord au midi. Les villes ou les bourgs étaient réduits en cendres par eux. On ne voyait que champs dévastés et églises profanées, à la moindre résistance ; les vainqueurs se montraient impitoyables, n'épargnaient ni le sexe, ni l'âge. De toutes parts les malheureux habitants fuyaient leurs demeures et couraient chercher un asile dans les gorges inaccessibles des montagnes. L'épouvante régnait partout, et les Goths abandonnèrent tout projet de résistance. Theudemir fut obligé de faire un traité avec les Arabes, de se contenter de posséder comme leur vassal une faible portion de cette monarchie naguère si brillante ; il n'était plus qu'un lieutenant des gouverneurs arabes, aux caprices desquels il était soumis. On ignore si la mort de Theudemir fut naturelle ou violente. On sait seulement qu'en 743 il eut pour successeur Athanagilde. L'histoire dit que ce prince était courageux sur le champ de bataille, constant dans sa foi, prudent dans les conseils, éloquent, versé dans les saintes Écritures, d'un caractère élevé, inspirant le respect aux chrétiens et même aux mahométans. On ne sait presque rien d'Athanagilde, sinon qu'il fut cruellement opprimé par un vice-roi, et que le

royaume de Murcie cessa d'exister vers l'an 755. Il est probable qu'alors Athanagilde, craignant que sa vie ne fût pas en sûreté dans la province désolée qu'il gouvernait, se retira avec plusieurs milliers de ses sujets dans les montagnes des Asturies. C'est sans doute en raison du peu de pouvoir dont jouirent Theudemir et Athanagilde que les historiens du pays ne reconnaissent ni l'un ni l'autre au nombre de leurs rois, et font passer la couronne, immédiatement après Roderic, à un prince, Pélage, dont les États étaient aussi bornés que ceux de Theudemir et qui régnait en même temps, mais qui, dédaignant de tenir son sceptre du bon plaisir des vainqueurs, et préférant l'indépendance avec la pauvreté à l'abondance avec l'esclavage, eut la gloire d'être honoré comme le régénérateur de son pays et le restaurateur de la monarchie espagnole.



VII.

EXPÉDITIONS DES ARABES CONTRE LES FRANCS.

L'Espagne conquise fut administrée par des walis ou gouverneurs, placés sous la dépendance des vice-rois d'Afrique; ils établirent le siège de leur gouvernement à Cordoue, afin d'être plus au centre du pays; le divan ou conseil d'État y résidait aussi. La charge de gouverneur d'Espagne n'était pas facile à remplir; outre qu'il fallait maintenir dans la soumission les peuples vaincus, satisfaire ou contenir toutes les cupidités qui s'étaient jetées sur cette riche proie, il fallait encore contenter deux maîtres à la fois, le calife et le vice-roi d'Afrique, sous la dépendance duquel était placé l'émir d'Espagne; des expéditions heureuses pouvaient seules lui donner les moyens de surmonter toutes ces difficultés. Les conquérants n'employèrent pas seulement la voie des armes pour s'assurer l'obéissance de leurs nouveaux sujets; de bonne heure ils recoururent à la voie plus sûre de la colonisation. Les sujets chrétiens, que l'on nommait Mozarabes, et qui,

moyennant un tribut déterminé, conservaient leur religion et leurs lois, formaient la majorité de la population; cette trop grande supériorité de nombre présentait un danger perpétuel. Pour y parer, on envoya en Espagne de nombreuses colonies d'Arabes, de Syriens, d'Égyptiens et de juifs, à qui on accorda les terres confisquées des Goths qui avaient succombé dans la lutte ou qui s'étaient enfuis dans les montagnes, ajoutant ainsi un nouvel élément de population au milieu de tous ceux dont se composait déjà la nation espagnole. Le moyen réussit, les vaincus cessèrent toute résistance, et la liberté fut étouffée. C'était dans les montagnes du nord qu'elle savait se maintenir en secret pour reparaître plus tard avec un grand éclat.

Il serait difficile de tracer un tableau exact et détaillé de la Péninsule après la conquête des Arabes; les rapports des deux populations étaient encore trop incertains; les vicissitudes de la lutte y amenaient trop de confusion; il y avait un trop grand mélange des institutions du Nord et de l'Orient; aussi nous ne parlerons pas en détail du grand nombre de walis ou émirs qui ont gouverné successivement l'Espagne; nous ne nous arrêterons qu'aux principaux faits et nous dirons que quelques émirs ménagèrent les chrétiens, mais que beaucoup firent peser sur eux un dur joug, et furent une calamité pour les musulmans mêmes, qui souvent se révoltèrent contre leurs gouverneurs, dont plusieurs furent déposés de leurs fonctions ou punis par les califes ou les vice-rois d'Afrique.

Les musulmans, maîtres de la Péninsule, songèrent à étendre les conquêtes de l'islamisme. En 717, l'émir El-Horr reçut du calife Omar II l'ordre de franchir les Pyrénées à la tête d'une nombreuse armée. El-Horr prit et pillà les villes de Carcassonne, de Narbonne, de Béziers, de Nîmes, et s'avança d'un côté jusqu'au Rhône, de l'autre jusqu'à la Garonne. Mais les belliqueuses

populations de ces contrées, saisies d'une terreur profonde au seul nom de Sarrasins, opposèrent une vive résistance et affaiblirent considérablement l'armée arabe. Après trois années de courses, de ravages et d'efforts infructueux, El-Horr fut obligé d'abandonner les villes conquises et de repasser en Espagne.

La rigueur de son administration souleva tant de plaintes contre lui, que le calife Omar le destitua et le remplaça par El-Samah. Ce choix était heureux : aux talents guerriers le nouveau gouverneur joignait la plus profonde connaissance de toutes les branches de l'administration ; aussi parvint-il promptement à rétablir l'harmonie parmi ses compatriotes. El-Samah aspira alors à la gloire plus éclatante des conquêtes ; il ambitionnait de reprendre cette Gaule gothique que ses prédécesseurs avaient tant de fois conquise et perdue. Il franchit les Pyrénées avec une formidable armée, envahit la Septimanie, s'empara de Narbonne et vint mettre le siège devant Toulouse, capitale de l'Aquitaine. Les habitants de cette ville opposèrent aux Arabes la plus vive résistance ; mais ils n'auraient pu soutenir l'attaque, si le duc Eudes ne fût accouru à leur secours avec de nombreuses troupes (721). Les deux armées se joignirent et s'entre-choquèrent avec violence ; la lutte fut opiniâtre, le carnage horrible, et l'issue resta longtemps douteuse pour les deux partis. Mais l'intrépide El-Samah, se portant partout où le danger était plus grand, reçut un coup de lance qui le fit tomber sans vie. Cette catastrophe découragea la cavalerie arabe, et toute l'armée abandonna le champ de bataille, couvert de cadavres. Mais le brave Abdérame, que les musulmans se donnèrent pour général, parvint, malgré la malheureuse bataille de Toulouse, à conserver la Septimanie et Narbonne (725).

L'émir Ambeza, qui avait succédé à El-Samah, jaloux de venger les défaites de l'islamisme, franchit les Pyrénées, enleva Carcassonne, passa le Rhône et envahit la Bourgogne ; mais les

Francs fondirent sur Ambeza, qui fut contraint de livrer bataille avant d'avoir pu rassembler toutes ses forces ; il essuya une défaite complète et reçut une blessure mortelle. Les musulmans furent obligés de se retirer. Mais la guerre entre eux et les Francs ne devait pas se terminer là. Abdérame, qui était connu par la valeur qu'il avait montrée à la bataille de Toulouse, fut élu gouverneur de toute l'Espagne (731). Tous les Arabes se réjouirent de cette nomination, excepté l'émir Othman, qui croyait avoir des droits à ce titre, et qui, voyant ses espérances trompées, jura une haine mortelle à ses coreligionnaires. Il commandait l'armée cantonnée dans le nord de l'Espagne et dans la Septimanie, il songea à se rendre indépendant ; le moyen d'y parvenir et de se venger lui fut bientôt offert. Dans une de ses expéditions au delà des Pyrénées, Lampégia, fille d'Eudes, duc d'Aquitaine, tomba au pouvoir de ses gens ; le duc lui accorda la main de sa fille ; alors le traître musulman, au lieu de tourner ses armes contre les Francs, se joignit à eux pour marcher contre ses compatriotes. Comptant sur l'appui de son nouvel allié, Othman se prépara à combattre son rival, et prit d'abord pour prétexte les persécutions que les Arabes faisaient subir aux Africains, persécutions qu'il voulait faire cesser. Il ne s'était pas encore déclaré en hostilité ouverte, lorsque l'émir eut connaissance de son alliance avec Eudes ; il lui envoya l'ordre de cesser tout rapport avec les Francs et de se tenir prêt à marcher contre eux. Apprenant que cet ordre n'était pas exécuté, Abdérame n'attendit pas que le rebelle eût fait ses préparatifs de défense ; il se hâta d'envoyer contre lui une armée qui surprit Othman dans Castrum, aujourd'hui Puycerda, et dont il s'était aliéné les habitants par ses cruautés ; il parvint à s'échapper avec sa femme et quelques partisans fidèles, et se jeta dans les montagnes des environs, pendant que ses ennemis les poursuivaient de tous côtés et s'efforçaient de découvrir leurs traces.

Il aurait peut-être pu se sauver par une prompte fuite ; mais il ne voulait pas abandonner Lampégia, qui, épuisée de fatigue et de besoin, ne pouvait avancer ; et les soldats d'Abdérane finirent par l'atteindre. Après avoir ordonné à quelques-uns de ses compagnons de sauver la princesse et s'être défendu en héros, couvert de blessures, et sentant que ses forces allaient le trahir, il se précipita dans un abîme, pour ne pas tomber vivant entre les mains de ses ennemis. Ceux-ci arrivèrent et lui coupèrent la tête, qu'ils envoyèrent au gouverneur avec Lampégia, dont on s'était emparé. L'émir, frappé de sa beauté, l'envoya à la cour de Damas, comme un présent digne du commandeur des croyants.

Après s'être débarrassé du rebelle gouverneur et avoir partout rétabli le calme intérieur, Abdérane se prépara à faire une campagne contre les Francs. Ce fut la quatrième, et la plus formidable qui eût encore été tentée. Il franchit les Pyrénées à la tête de quatre cent mille hommes, s'avança par la Navarre, et frappa ses premiers coups sur l'Aquitaine. Que pouvait le faible Eudes pour arrêter la marche des Arabes ? Nîmes et Narbonne étaient en leur pouvoir ; il était brouillé avec les Francs, il ne savait où implorer du secours ; aussi les nombreux combats qui se livrèrent furent autant de victoires pour Abdérane, qui se fraya un chemin jusqu'à la Garonne. Toulouse et Bordeaux furent pris, les églises furent incendiées et les habitants égorgés. Battu dans toutes les rencontres, chassé de toutes les villes, Eudes était retiré derrière la Dordogne. Abdérane accourut l'y chercher. Le malheureux duc essuya une défaite si sanglante, qu'il put à peine s'échapper avec quelques cavaliers ; et il ne lui resta d'autre ressource que d'aller se jeter dans les bras de son plus grand ennemi, le maire du palais Charles-Martel.

La fuite d'Eudes livra l'Aquitaine au vainqueur ; les pays d'alentour furent changés en désert ; des monceaux de ruines mar-

quaient seuls les endroits où s'élevaient naguère des villes. Les églises, loin d'offrir un lieu de refuge pour les infortunés habitants, attiraient spécialement la rapacité des ennemis; plus le butin était riche et le pillage facile, plus leur avidité semblait s'accroître. Ils venaient de livrer aux flammes l'église de Saint-Hilaire de Poitiers, et la renommée des trésors entassés dans la basilique de Saint-Martin à Tours les attira bientôt sous les murs de cette ville (732).

Charles-Martel, oubliant les inimitiés en présence du danger commun, répondit à l'appel que lui fit le duc d'Aquitaine, et, après avoir réuni une nombreuse armée, il s'avança rapidement vers la Loire, et rencontra l'avant-garde ennemie entre Tours et Poitiers. Pendant sept jours les deux généraux essayèrent leurs forces dans des engagements isolés, pour s'assurer le terrain le plus favorable; ils semblaient hésiter à livrer une bataille dont le résultat devait être si décisif. Charles-Martel n'était pas sans inquiétude en présence d'un ennemi si supérieur en nombre et jusque-là invincible. Abdérame, de son côté, voyait ses soldats plus occupés du soin de conserver leur butin que de défendre leur gloire militaire. Enfin, le huitième jour, une bataille générale s'engagea. Alors on vit les Germains et les Francs résister comme une muraille inébranlable aux attaques des Arabes, dont la valeur vint se briser contre l'intrépidité des chrétiens, qui défendaient leur religion et leur pays. Déjà Abdérame était tombé sous leurs coups, et le champ se couvrait de cadavres, lorsque la nuit vint arrêter le carnage. Aussitôt que les Arabes reconnurent la perte qu'ils venaient d'éprouver, ils rentrèrent en désordre dans leur camp, plus jaloux de mettre en sûreté leur butin que de mourir pour la défense de leur religion. Les Francs, qui s'attendaient à renouveler le combat le lendemain, marchèrent au point du jour sur le camp musulman. Quelle ne fut pas leur surprise de ne plus

apercevoir l'ennemi ! Il était en pleine déroute, il regagnait en toute hâte les frontières de la Septimanie, et le pays était délivré. C'est ainsi que la puissance de Charles-Martel sauva l'Europe du joug mahométan et fit triompher la croix sur le croissant. Cette victoire lui acquit une gloire immortelle et prépara la grandeur future de sa famille. La nouvelle de cette défaite répandit la terreur et la consternation parmi les Arabes, qui cependant ne renouvelèrent pas leurs projets d'invasion dans l'Europe occidentale. Ils firent encore un grand nombre de tentatives et d'excursions au delà des Pyrénées, même du temps de Charles-Martel, qui les repoussa toujours ; et en 738 il ne leur restait qu'une petite langue de terre, de Narbonne jusqu'aux Pyrénées. A partir de cette époque, ils ne repassèrent plus le Rhône ; tout ce qu'ils purent faire, ce fut de se maintenir sur les côtes de la Septimanie.

Les musulmans eurent bientôt à s'occuper, non de faire des conquêtes, mais de réprimer les dissensions intestines qui surgissaient sans cesse au milieu d'eux. Tant que les successeurs de Mahomet avaient vécu dans la simplicité, ne songeant qu'à la propagation de l'islamisme, les pays conquis avaient été gouvernés avec douceur, et les peuples s'étaient à peine aperçus du changement de domination. Mais lorsque, pour satisfaire les exigences du luxe et de la magnificence, les califes levèrent des impôts excessifs et firent sentir leur joug, les peuples se lassèrent, et des mouvements hostiles se manifestèrent dans plusieurs provinces. La Péninsule n'était pas la moins agitée, les fréquents arrivages de nouveaux colons avaient produit un étrange mélange dans la population musulmane.

On voyait comme jetés pêle-mêle les Arabes, les Syriens, les Égyptiens, les peuples de la Palestine, ceux de Kairwan, les Maures d'Afrique, les Persans. Chaque tribu réclamait les parties

les plus fertiles du pays comme sa propriété, et cette avidité naturelle était le germe de nombreuses dissensions qui s'élevaient constamment. Toute la Péninsule était divisée en une foule de partis acharnés les uns contre les autres, se regardant comme des ennemis mortels. L'oppression devenait chaque jour plus insupportable, les émirs étaient plus occupés de satisfaire l'avidité de leurs partisans que de veiller aux intérêts publics. Les chefs su-balternes, suivant leur exemple, ne regardaient les districts qui leur étaient confiés que comme des propriétés qu'ils pouvaient exploiter à leur fantaisie. Le mécontentement était général. Les Berbers surtout, qui se trouvaient en assez grand nombre en Espagne, supportaient impatiemment le joug mahométan et cherchaient à renverser la domination arabe. Les chrétiens du nord profitaient aussi des divisions qui agitaient le pays pour s'agrandir. En outre, les grandes commotions dont l'Orient et l'Afrique étaient le théâtre ne permettaient pas d'attendre de là des moyens de salut.

Dans cette situation critique, les plus nobles familles arabes se réunirent pour chercher les moyens de remédier aux maux du pays. Dans cette assemblée on convint d'élire un chef qui eût pouvoir sur tous et pût faire exécuter les lois. On reconnut qu'il fallait un homme dont le nom et les qualités personnelles fussent de nature à réunir tous les partis autour de lui, et qui jouit d'un assez grand crédit pour réprimer l'orgueil des puissants et l'avidité sans frein des soldats. Le choix unanime de l'assemblée tomba sur Jussef ben Abdérame el Fehri, qui réunissait à une belle naissance toutes les qualités nécessaires dans cette circonstance. Toute la Péninsule applaudit à ce choix. Mais l'élection d'un émir par les chefs des musulmans espagnols, sans la moindre participation du calife, est un événement remarquable qui commence une ère nouvelle. Un pareil changement ne pouvait arriver qu'à

la faveur des troubles qui agitaient l'Orient, qui amenèrent la chute des Ommiades à Damas, et fortifièrent de plus en plus l'idée de faire de la Péninsule un État indépendant de l'Asie et de l'Afrique, et par conséquent à l'abri de l'oppression de gouverneurs temporaires. Aussi, lorsque la chute des Ommiades plaça sur le trône la famille des Abbassides, on décida que la riche et fertile Espagne aurait à l'avenir un souverain indépendant, et que ses descendants lui succéderaient par droit d'héritage, afin d'éviter les rivalités et les guerres intestines qui depuis si longtemps faisaient tant de mal au pays.

Mais avant de parler de la décadence du puissant empire des Arabes et de l'établissement du califat d'Occident, nous devons nous arrêter à considérer comment un petit nombre de chrétiens, fidèles à la foi de leurs pères et pleins de confiance dans la puissance de leurs épées, parvinrent à relever le trône de leurs ancêtres dans les sauvages et impénétrables montagnes des Asturies (1).

(1) Depuis cette époque l'Espagne se trouvant partagée entre les anciens Goths et les Arabes, nous devons suivre séparément l'histoire des royaumes chrétiens et celle des musulmans.

VIII.

ROYAUME DES ASTURIES.

Pélage. — Favila. — Alphonse I^{er}. — Froila I^{er}. — Aurele. — Sélo. — Bermude I^{er}.
— Alphonse II.

Les historiens contemporains ont à peine parlé de Pélage ; mais la renommée de ses exploits s'est transmise de bouche en bouche, et les moines espagnols nous ont enfin donné des renseignements sur l'origine du royaume qu'il a fondé. Pélage était fils de Favila, duc de Cantabrie, qui, chassé de la cour par Égica, avait été tué en Galice par Witiza. Pélage parvint à échapper à la fureur de celui-ci, qui voulait lui faire crever les yeux, et se réfugia dans la Cantabrie. Mais lorsque son parent Roderic monta sur le trône, il revint de son exil et lui servit d'écuyer. Après la bataille du Guadalété, il ne désespéra point de la cause de la patrie, mais alla avec quelques compagnons fidèles chercher un refuge dans les montagnes des Asturies, pour y attendre l'occasion de se venger.

L'émir de Cordoue, bien décidé à anéantir le reste des chrétiens retirés dans les Asturies, envoya contre eux une formidable

armée. A la nouvelle de son approche, Pélage se retira dans une caverne dont l'accès était difficile; il s'y enferma avec quelques-uns des siens et plaça les autres en embuscade dans les bois qui environnaient la vallée. Lorsque les musulmans arrivèrent, ils furent étonnés du petit nombre d'ennemis qu'ils avaient à combattre; jugeant la résistance inutile et voulant éviter l'effusion du sang, ils chargèrent le traître Oppas, frère de Witiza, d'aller trouver ses compatriotes et de leur persuader de se rendre. Mais Pélage, bien décidé à défendre jusqu'à la mort son pays et sa religion menacée, ne recula pas devant les forces supérieures qui lui étaient opposées, et, comptant sur la protection divine, il répondit avec hauteur à l'envoyé. Sa confiance fut miraculeusement justifiée. L'évêque Oppas appela les musulmans au combat; mais ils virent paraître tout à coup une foule de chrétiens dont ils ne soupçonnaient pas la présence. Saisis de frayeur, ils se replièrent en désordre; mais la vallée trop étroite ne leur laissant aucun moyen de s'échapper, les chrétiens fondirent sur eux et en firent un horrible carnage. Pélage sortit de sa caverne à la tête des siens, s'élança sur la cime de la montagne, et fit rouler d'énormes quartiers de rochers dans la vallée; le nombre des morts fut considérable. Le général qui commandait les Arabes resta sur le champ de bataille, et Oppas, qui avait trahi sa foi et sa patrie, tomba vivant entre les mains des chrétiens.

Pélage, le héros de cette glorieuse défense, fut proclamé roi par le peuple des Asturies. Le pays reçut alors une impulsion nouvelle, les terres furent cultivées et les maisons de Dieu rétablies. Pélage régna glorieusement pendant dix-neuf années, mourut à Cangas et fut enterré, à côté de son épouse Gaudiosa, dans l'église de Sainte-Eulalie. Son nom est vénéré de ses compatriotes.

Après la mort de Pélage, son fils Favila prit les rênes du gouvernement; mais son règne, qui ne fut que de deux ans, ne lui

laissa pas le temps de faire aucun acte mémorable; il fut tué à la chasse (739).

Du temps de Pélage, un noble duc, nommé Pierre, et descendant de Reccared, avait su conserver son indépendance dans les montagnes de la Cantabrie. Le voisinage et la similitude de position amenèrent naturellement une sorte d'alliance entre lui et Pélage, qui donna sa fille en mariage à son fils Alonzo. Favila étant mort, et la nation ayant besoin d'un bras vigoureux pour étendre les frontières d'un État à peine formé, le choix tomba sur Alonzo, gendre de Pélage; il fut reconnu roi sous le nom d'Alphonse I^{er}. La Cantabrie, toute la côte jusqu'au pays des Vascons, fut alors réunie aux Asturies, et Alphonse sut porter le sceptre avec gloire. Il franchit avec son frère Froïla les montagnes qui séparent les Asturies de la Galice, où il établit un évêque; puis passa le Minho, prit Porto, Ségovie, Léon et tout le pays qui s'appelait alors le champ gothique. Les défilés qui séparent les deux Castilles l'une de l'autre paraissent avoir seuls arrêté sa marche victorieuse. Dans les pays plats, où il ne pouvait séjourner avec sa petite troupe, il mettait tout à feu et à sang. Des villes conquises, il ne gardait que celles qui étaient situées près de ses montagnes; mais partout il massacra les garnisons arabes, et emmena les chrétiens délivrés dans les retraites inaccessibles de ses États. Tout le pays depuis Astorga jusqu'à Rioja reconnut son pouvoir. Il y bâtit des églises et des cloîtres, fonda de nouveaux villages et s'attira l'affection de son peuple, qui l'honora du surnom de Catholique. Sa piété était si sincère, qu'après sa mort, qui arriva au bout de dix-huit ans de règne, on attribua une foule de miracles à la vertu de ses reliques (757).

Froïla I^{er}, son fils, lui succéda sur le trône des Asturies; il n'avait ni la douceur ni l'affabilité de son père; mais l'énergie de son caractère et sa passion pour la guerre le rendaient un adver-

saire redoutable pour l'ennemi de la foi chrétienne. Il remporta de nombreuses victoires sur les Arabes, soumit les Vascons, appelés plus tard Navarrais, et réduisit les peuples de la Galice. Lorsqu'il eut rétabli partout la tranquillité et fait reconnaître sa puissance, il songea à bâtir dans son royaume une ville où il pût établir sa cour. A quelques milles d'Asturum, bois sacré du temps des Romains, dans une contrée agréable, deux ermites, Fromestan et son neveu Maxime, avaient construit une église en l'honneur du saint martyr Vincent. Le roi Froïla choisit ce lieu pour l'emplacement de la ville qu'il projetait d'élever. En peu d'années cette ville, qui prit le nom d'Oviédo, acquit une étendue considérable et devint la capitale des rois des Asturies. La piété de Froïla l'embellit d'une église consacrée au Sauveur du monde.

L'esprit inquiet et soupçonneux de Froïla lui fit voir un traître dans son frère Vimaran, que ses manières insipuantes et ses libéralités avaient rendu populaire; il n'en fallut pas davantage pour attirer à Vimaran la haine de son frère, qui, craignant de se voir dépouiller de la couronne, ne recula pas devant un fratricide. Les grands du royaume furent révoltés d'une telle action; ils conspirèrent contre le roi, qui tomba sous leurs coups (768). Il laissait un fils, Alphonse. Soit qu'il parût trop jeune pour soutenir les fatigues de la guerre, ou que la haine contre sa famille empêchât les grands de le reconnaître comme successeur de son père, il fut éloigné du trône. On choisit Aurèle, frère de Froïla, qui s'était acquis la réputation d'un héros. Comme il n'entreprit, pendant les six années de son règne, aucune expédition contre les Arabes et qu'il se borna à réprimer une révolte d'esclaves, son règne n'a rien de remarquable. C'est une époque presque entièrement stérile pour l'histoire. Après sa mort (774), Sclô, gendre d'Alphonse I^{er}, monta sur le trône. Il eut la même destinée que son prédécesseur; il vécut en paix avec les musulmans, et n'eut à

lutter que contre les rébellions de ses sujets. Son règne fut de neuf ans ; il mourut sans laisser de postérité (783).

Alphonse, fils de Froïla, qui avait été éloigné du trône, fut proclamé roi par la veuve de Sélo et les grands de la cour. Mais Mauregat, parent d'Alphonse le Catholique, se révolta contre lui et réussit par ruse ou par force à chasser le jeune Alphonse des Asturies et à le forcer de chercher un refuge près de sa mère en Biscaye. Mauregat resta en possession du trône pendant six ans, jusqu'à sa mort (789).

L'avènement du jeune Alphonse paraissait ne plus devoir rencontrer d'obstacles ; néanmoins on transmit la couronne des Asturies à Bermude, surnommé le Diacre, à cause du diaconat qu'il avait reçu dans sa jeunesse. Adonné dès son enfance à l'étude des sciences, Bermude avait renoncé au monde et n'aspirait qu'à s'occuper de son salut. Le choix des grands le tira de sa retraite contre sa volonté ; et ce fut avec joie qu'après avoir supporté près de trois ans les ennuis de la royauté, il résigna la couronne à son neveu Alphonse, dont la jeunesse avait été éprouvée par tant de traverses.



IX.

CALIFAT DE CORDOUE.

Abdérane I^{er}. — Hescham I^{er}. — El-Hakem I^{er}. — Fondation de la Marche
franco-espagnole.

— Les Ommiades, qui avaient donné à la puissance mahométane un immense accroissement, avaient cependant été renversés par l'ambition et la jalousie des descendants d'Abbas. Les Abbassides avaient élevé leur califat sur les cadavres des Ommiades et poursuivaient avec acharnement tout rejeton ou tout allié de cette famille ; mais le sort, plus puissant que leur rage, sauva le dernier descendant des Ommiades, Abdérane, âgé de vingt ans. Il se réfugia en Égypte, et, s'y voyant encore exposé aux persécutions de ses ennemis, il s'enfuit dans les déserts, où les Berbers lui donnèrent une bienveillante hospitalité. Leur chef lui accorda sa protection et sut le soustraire aux soldats envoyés pour le découvrir. Bientôt le fidèle affranchi de son père, Bedr, que sa sœur lui envoyait avec de l'argent et des pierres précieuses, vint le rejoindre. Abdérane eut d'abord quelque peine à s'habituer à sa vie errante ; néanmoins il partagea courageusement avec ses compagnons toutes

les fatigues et les privations auxquelles ils étaient exposés. Mais lorsqu'il arriva sur les côtes de la mer, et qu'il apprit dans quelle situation se trouvait l'Andalousie, il résolut d'aller y chercher une nouvelle patrie. Avant d'aborder lui-même, il jugea prudent d'envoyer son fidèle Bedr, pour sonder les esprits et réclamer le secours des partisans de sa famille.

Abdérane ne pouvait trouver un moment plus favorable à ses desseins. Les musulmans d'Espagne, fatigués de la guerre civile, songeaient à créer un empire indépendant du califat d'Asie. Mais ils ne savaient à qui confier la souveraine puissance; l'arrivée de Bedr fit cesser leur indécision. La naissance de ce prince et sa fermeté dans le malheur firent présumer qu'il réunirait facilement autour de lui tous les partis, et l'on n'hésita pas à lui offrir un trône auquel il avait des droits. On envoya bientôt un vaisseau pour aller chercher Abdérane; il s'embarqua près d'El-Monkab, en septembre 755. Sa taille élancée, son front élevé, le feu qui brillait dans ses yeux, annonçaient le héros; et la noblesse de ses manières, son origine royale. Les habitants l'accueillirent avec de bruyantes acclamations : ils attendaient de lui la fin de leurs maux et le retour de la prospérité dans la Péninsule. Abdérane, prenant pour modèle les glorieux exploits de ses ancêtres, entreprit de conquérir par les armes la possession d'un empire qu'il regardait comme son héritage légitime. De toutes parts le peuple accourait se ranger sous les drapeaux du descendant des Ommiades; mais Jussef et ses partisans lui firent une vigoureuse résistance; bien des combats eurent lieu; et Abdérane, toujours victorieux, entra dans Cordoue (756) et continua à s'emparer de toutes les villes importantes, prouvant ainsi que sa jeunesse ne l'empêchait pas de se mesurer avec des chefs qui avaient vieilli dans la guerre.

Jussef, poussé à la dernière extrémité, entama des négociations

avec Abdérame, que le sort favorisait d'une manière si visible. Celui-ci fut assez généreux pour lui garantir à lui et aux siens l'oubli du passé et toute sécurité pour l'avenir, à condition que Jussef s'obligerait à livrer les places fortes qui se trouvaient encore en son pouvoir, et qu'à l'avenir il séjournerait exclusivement à Cordoue. Jussef accepta; mais son esprit turbulent ne pouvait rester longtemps dans l'inaction; il viola son traité pour essayer de reconquérir la puissance qui lui avait été enlevée. Il s'échappa de Cordoue, chercha à exciter les habitants de la campagne contre Abdérame, et parvint bientôt à réunir sous ses drapeaux près de vingt mille hommes de différentes tribus. Abdérame envoya contre lui une armée qui joignit les révoltés à Mérida, où se livra une bataille. Mais le sort se déclara encore contre Jussef: il fut défait, un grand nombre des siens resta sur le champ de bataille; il chercha son salut dans la fuite; mais quelques-uns de ses anciens partisans l'arrêtèrent dans un village près de Tolède, et, voyant que sa cause était désespérée, ils lui coupèrent la tête et l'envoyèrent à Abdérame comme un gage de leur soumission. Celui-ci la fit attacher à la porte de la citadelle de Cordoue, afin que personne n'ignorât que l'ancien chef de l'Espagne n'existait plus.

Abdérame gouverna la Péninsule comme émir indépendant, et son pouvoir paraissait bien affermi. Mais les Abbassides, dont la haine pour la dynastie des Ommiades n'était pas éteinte, et qui voulaient étendre leur empire sur tous les sectateurs de l'islamisme, virent l'élévation d'Abdérame avec mécontentement. Le calife Abu Djafer el Mansor ordonna au gouverneur d'Afrique d'opérer un débarquement en Espagne et d'y arborer le drapeau noir des Abbassides. L'Africain obéit et crut pouvoir se rendre maître de la Péninsule par une seule bataille; mais la fortune fut fidèle à Abdérame, qui, ayant fait trancher la tête à plusieurs chefs vaincus, envoya ces têtes au calife comme preuve de la défaite que ses

troupes avaient éprouvée. Un écrit qui accompagnait cet envoi annonçait que c'était ainsi que l'Ommiade Abdérame savait châtier les audacieux. Transporté de rage à la vue d'un tel outrage, le calife Abu Djafer s'écria : « Plût au ciel que les flots de la mer ne nous séparassent point de cet insolent ! » Il fit encore plusieurs tentatives pour renverser le califat de Cordoue, mais ce fut en vain ; la puissance d'Abdérame grandissait chaque jour, malgré les fréquentes révoltes qu'il avait à réprimer et qui étaient suscitées par le calife de Bagdad. Abdérame, voulant mettre un terme à cette agitation, résolut de laisser le gouvernement d'Espagne à son fils Soliman et de s'embarquer pour la Syrie, afin d'aller s'y mesurer avec son adversaire. Mais la nouvelle d'une tentative d'invasion par les Francs l'empêcha d'exécuter ce projet.

Depuis que les Arabes avaient abandonné la Provence devant les forces supérieures des Francs, et que leurs propres guerres civiles ne leur permettaient pas de tenter de reprendre ce qu'ils avaient perdu, ils ne conservaient plus en France que quelques places fortes, parmi lesquelles Narbonne était la plus importante. La puissance royale, qui, sous les derniers Mérovingiens, n'était pour ainsi dire qu'un vain nom et l'ombre de ce qu'elle avait été auparavant, allait recouvrer tout son éclat sous Pépin, fils de Charles-Martel. Aussitôt que la légitimité de son avènement fut confirmée par son sacre, il s'efforça de repousser au delà des Pyrénées les ennemis de sa croyance (752) et tourna ses armes contre Narbonne, le dernier asile des Arabes. L'épaisseur des murailles et l'opiniâtreté de la garnison déconcertèrent les plans de Pépin, qui fut bientôt obligé de passer en Aquitaine pour en soumettre le turbulent duc. Il avait laissé un corps d'armée devant Narbonne ; mais durant sept ans les Francs assiégèrent en vain la forteresse, et ce ne fut qu'après avoir lié des intelligences avec les habitants, d'origine gothique, qu'ils vinrent à bout de leur

entreprise; ceux-ci, ayant obtenu la promesse qu'ils conserveraient leurs droits et leur lois, tombèrent sur la garnison musulmane, la massacrèrent et ouvrirent les portes aux Francs (759). Toute trace de domination arabe disparut alors d'en deçà des Pyrénées, et l'accès de la Péninsule, que les Wisigoths avaient défendu avec tant de valeur pendant des siècles, fut alors ouvert aux Francs.

Mais si l'habile Pépin parvint à refouler les musulmans au delà des Pyrénées, il était réservé à son fils Charlemagne de franchir ces montagnes, sur l'invitation même de quelques Arabes, qui, fatigués de la domination d'Abdérame l'usurpateur, ainsi qu'ils l'appelaient, préféraient se soumettre à Charlemagne, dont la renommée était parvenue jusqu'à eux. Ils lui envoyèrent des ambassadeurs, ayant à leur tête le commandant de Saragosse, pour réclamer sa protection et son secours, lui offrant de lui livrer les villes confiées à leur garde. Le désir d'étendre son empire sur un sol non encore foulé par ses armées, ainsi que l'obligation de porter secours aux chrétiens opprimés du pays, engagea le monarque franc à prêter une oreille favorable à la demande des Arabes. L'année suivante (778), on le vit franchir les Pyrénées à la tête d'une nombreuse armée; il s'empara de Pampelune et de plusieurs villes et se dirigea sur Saragosse. Mais la nouvelle d'une insurrection des Saxons le força de repasser les Pyrénées; il laissa son armée, bien convaincu que la victoire n'abandonnerait pas ses drapeaux. Il n'en fut pas ainsi.

Les Vascons, ayant à leur tête Lupus, duc d'Aquitaine, qui avait à venger sur les Carlovingiens plusieurs injustices, attendirent dans une embuscade l'armée franque, la taillèrent en pièces et en détruisirent les restes dans la vallée de Roncevaux, où périrent plusieurs grands seigneurs, parmi lesquels était le célèbre paladin Roland. Lorsque Charlemagne apprit cette défaite et la mort de ses plus braves chevaliers, il en éprouva une vive douleur, et fit

trancher la tête à Lupus, qui était tombé en son pouvoir (781). Le départ des Francs laissa de nouveau le pays situé entre l'Èbre et les Pyrénées exposé aux attaques d'Abdérâme, qui se présenta sur-le-champ devant Saragosse. Pendant deux ans la valeur des habitants repoussa les assauts qu'il leur livrait ; mais enfin la ville se rendit.

Abdérâme avait à peine terminé cette expédition, qu'il surgit une révolte. Mohammed, fils de Jussef, languissait depuis plusieurs années dans un sombre cachot ; il parvint à s'évader et à réunir un assez grand nombre de partisans. Mais Abdérâme les anéantit promptement, et Mohammed fut amené enchaîné devant le vainqueur, qui lui accorda généreusement la grâce qu'il implorait, et lui donna des terres dans les environs de Séville, afin qu'il y pût terminer ses jours en paix.

Ainsi s'éteignit la dernière étincelle de la guerre civile (786). Depuis ce moment les bienfaits de la paix s'étendirent sur toute l'Espagne, et Abdérâme put s'occuper librement de l'amélioration intérieure du pays. Il créa à Cordoue, sa capitale, de superbes jardins, de somptueux édifices, et commença, non loin de son palais de l'Alcazar, sur les ruines du temple de Janus, d'autres disent d'une église chrétienne, la construction de la grande mosquée, chef-d'œuvre de l'architecture arabe, et qui est aujourd'hui la cathédrale de la ville ; il en traça lui-même le plan ; elle devait rivaliser en beauté avec celle de Damas et surpasser en magnificence et en grandeur celle que les Abbassides avaient fait élever à Bagdad. Abdérâme y dépensa des sommes énormes, et cependant il n'eut pas la joie de la voir entièrement achevée.

Pour assurer à sa famille la succession au trône, Abdérâme convoqua à Cordoue (787) les walis des provinces de Tolède, Mérida, Saragosse, Grenade et Murcie, vingt-quatre vizirs et vingt-deux commandants des places fortes, et en leur présence il

proclama son fils Hescham son successeur à l'empire. Tous les assistants rendirent hommage à Hescham comme à leur futur souverain. Hescham était plus jeune que ses frères Soliman et Abdallah ; mais les qualités du cœur et la maturité de son jugement semblaient l'avoir rendu plus digne du trône. Par respect pour leur père, les frères aînés cachèrent leur dépit ; mais ils nourrissaient en secret une haine violente contre celui qui les frustrait de leur héritage. Hescham accompagna Abdérâme dans un voyage qu'il fit à Mérida, et y reçut les derniers soupirs de son père, qui n'était âgé que de cinquante-neuf ans. Il laissait onze fils et neuf filles. Le château de Cordoue reçut sa dépouille mortelle (787).

Abdérâme mérite les éloges qu'on lui a donnés. Il releva la puissance affaiblie de l'islamisme en Espagne, sut fonder un État indépendant autant par son habileté et sa clémence que par ses talents militaires. Son amour pour la justice, sa bonté, sa libéralité et sa prédilection pour les sciences et la poésie ont été vantés par ses contemporains. Les chrétiens lui reprochent de les avoir accablés, ainsi que les juifs, d'impôts exorbitants.

Hescham, après avoir fait faire de magnifiques funérailles à son père, parcourut en grande pompe les rues de Mérida et fut salué partout avec de joyeuses acclamations. Son extérieur annonçait la douceur et la bonté ; son respect pour la religion et son attention à observer les lois lui ont acquis le surnom de Juste. Il était dans toute la force de l'âge, paraissant aussi éloigné des témérités de la jeunesse que des infirmités et de l'apathie de la vieillesse. Mais pendant qu'il recevait à Mérida les louanges du peuple, la jalousie de ses frères aînés, Soliman et Abdallah, méditait une trahison. Ils résolurent de ne point reconnaître la souveraineté de leur frère dans les provinces dont leur père leur avait confié le gouvernement, et de les garder pour eux en se rendant princes indé-

pendants. Heschem les somma de se soumettre ; sur leur refus , il les déclara traîtres , donna ordre à tous les généraux des provinces de marcher contre eux , et s'avança lui-même au-devant de Soliman ; une bataille sanglante et longtemps disputée s'ensuivit ; mais les derniers rayons du soleil couchant éclairèrent la défaite de Soliman , et l'obscurité de la nuit lui permit de s'échapper et de se réfugier dans les montagnes. Abdallah , de son côté , n'avait pas plus de succès ; forcé d'ouvrir les portes de Tolède au souverain légitime , battu sur tous les points , il fit sa soumission (788). Le gouverneur de Tortose tenta également de se rendre indépendant , mais il fut défait , et sa tête , envoyée à Cordoue , attesta la victoire remportée par les troupes du souverain.

Ces guerres intestines apaisées , Heschem se trouva paisible possesseur du pouvoir ; mais , après avoir rétabli l'ordre dans l'intérieur du royaume , il crut qu'il était de son devoir de faire la guerre aux chrétiens et de reporter la puissance de l'islamisme au delà des Pyrénées. Dans toutes les mosquées on excita le peuple à la guerre sainte contre les infidèles , et de toutes parts accoururent des bandes d'hommes avides de combat et de pillage. Une division de l'armée marcha contre les chrétiens des Asturies , rencontra le roi Bermude , le battit , et ravagea les campagnes de la Galice (794).

Mais l'attention des musulmans se portait principalement vers les frontières franques. C'était le moment le plus favorable pour reconquérir les places qu'ils avaient perdues au delà des Pyrénées (793) ; le redoutable Charlemagne était alors occupé par des guerres contre les Avars , à l'extrémité de son empire , et le jeune Louis , son fils , qui portait la couronne d'Aquitaine , avait quitté ses États pour aller secourir son frère Pépin en Italie. Heschem dirigea une nombreuse armée vers les Pyrénées orientales. Gironne fut reprise ; les habitants furent passés , comme traîtres , au fil de

l'épée. Narbonne succomba ensuite; les faubourgs furent livrés aux flammes, et les musulmans allaient s'élancer sur Carcassonne, lorsque le duc Guillaume de Toulouse se jeta au-devant d'eux et les attaqua avec impétuosité. Une foule d'Arabes trouvèrent la mort dans cette première charge; mais les Francs ne purent résister à la trop grande supériorité du nombre. Guillaume fit des efforts incroyables; abandonné des siens, il fut obligé de fuir; mais les musulmans achetèrent bien chèrement la victoire; leur nombre était tellement diminué, qu'ils n'osèrent avancer davantage dans les pays ennemis. Chargés d'un immense butin, ils reprirent le chemin de leur patrie, et, voyant qu'ils ne pouvaient conserver la ville de Narbonne, ils emmenèrent un grand nombre d'habitants et les forcèrent, comme des bêtes de somme, à porter les pierres de leurs murailles sur leurs épaules, ou à les trainer sur des chariots jusqu'à Cordoue. Ces débris de la ville franque servirent à bâtir une magnifique mosquée devant la porte des jardins impériaux, et le produit considérable du butin fut employé à l'achèvement du chef-d'œuvre de la grande mosquée.

L'année suivante (794), de nouvelles expéditions recommencèrent contre les chrétiens des Asturies et contre les Francs; elles furent toujours favorables à Hescham; aussi ses victoires l'avaient rendu redoutable à ses ennemis en même temps que sa douceur et sa libéralité l'avaient fait chérir de ses sujets. Il prêtait une oreille favorable à la demande de chaque pauvre qui était de sa religion; rien ne lui coûtait quand il s'agissait de délivrer des prisonniers; il pourvoyait avec une sollicitude toute paternelle et une grandeur de prince aux besoins des veuves et des orphelins dont les parents étaient morts à son service. Il considérait l'achèvement de la grande mosquée comme une obligation sacrée que lui avait léguée son père; il fit élever en outre beaucoup d'autres mosquées et de beaux édifices. Les grands, pour gagner le suffrage

du prince, s'empressaient à l'envi d'employer leurs richesses à l'embellissement de la ville. Hescham avait, comme tous les princes arabes, le goût des sciences et le zèle pour l'instruction de son peuple. Il construisit des écoles dans lesquelles les chrétiens mêmes pouvaient apprendre la langue arabe.

Un astrologue célèbre annonça à Hescham que sa fin approchait. En musulman fataliste, il se résigna sans plainte à l'immuable volonté du destin, ne perdit rien de sa sérénité, continua à se livrer à la culture de ses jardins et de ses fleurs, à faire des vers, à écouter de la musique et à jouer aux échecs. Mais il s'occupa d'assurer le trône à son fils El-Hakem; il le fit reconnaître pour son successeur par les gouverneurs des provinces, les vizirs et les grands. Dès l'année suivante la prédiction de l'astrologue s'accomplit : Hescham fut enlevé à ses sujets, après environ huit années de règne, et dans la quarante et unième année de son âge (796).

El-Hakem avait vingt-cinq ans lorsqu'il monta sur le trône. Tout en lui faisait présager un règne heureux et paisible; mais il fut bientôt troublé par des guerres civiles suscitées par l'ambition de ses oncles, qui aspiraient au trône. Ces luttes continuelles empêchèrent El-Hakem d'arrêter les envahissements des descendants de Pélagé, et ceux des Francs, qui s'avancèrent jusqu'aux bords de l'Èbre. Dès cette année (798) et l'année suivante, des députés arabes, envoyés par les gouverneurs de Saragosse et d'Huesca, se rendirent à Toulouse près de Louis, et à Aix-la-Chapelle devant Charlemagne, leur offrant les clefs de ces cités musulmanes et leur faisant de brillantes promesses pour l'avenir. Ces offres ne pouvaient manquer d'obtenir quelques résultats. En 800, en même temps que le roi des Francs passait les Alpes et se rendait à Rome, où il fut couronné empereur, son fils Louis sortait de Toulouse et se dirigeait vers les frontières espagnoles. Cette expédition eut peu d'importance; mais l'année suivante, le siège de Barcelone

fut entrepris. Il dura plusieurs mois, après lesquels les habitants ouvrirent leurs portes, à condition qu'ils auraient la retraite libre.

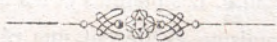
Ainsi tomba le boulevard de l'islamisme. Louis fit son entrée dans la ville, accompagné du clergé, chantant des hymnes sacrés; il se rendit à l'église de Sainte-Croix, pour remercier Dieu de la victoire. Il emmena le comte de Barcelone, le Wisigoth Bera, qu'il mit à la tête d'une nombreuse garnison de Francs. Louis assura ainsi sa conquête, et cette ville fut toujours un point d'appui pour les Francs, qui pendant plusieurs années s'avancèrent de plus en plus dans la Péninsule. Ils chassèrent les musulmans de Tarragone, s'établirent dans le pays de Saragosse et d'Huesca, prirent Tortose, Pampelune, enfin fondèrent dans le nord de la Péninsule la *marche franco-espagnole*, soumise au roi d'Aquitaine Louis. Lorsque celui-ci devint empereur des Francs, la marche franco-espagnole, ainsi que la Septimanie, forma un comté, dont Barcelone devint la capitale.

El-Hakem, voulant assurer le trône à son fils Abdérame, le fit reconnaître pour le futur émir de Cordoue; puis, laissant à ses généraux le soin de combattre les infidèles, il se retira dans l'intérieur de son palais, où il se livra à des plaisirs indignes d'un prince. Il s'abandonna à l'ivresse, vice si odieux aux vrais musulmans, et le peuple ne connut plus son existence que par ses actes de cruauté. Les sentiments de mécontentement et de mépris qui s'étaient d'abord exhalés en silence prirent peu à peu une expression plus menaçante. Les plaintes et les accusations des partisans zélés de l'islamisme excitèrent une révolte, dont les premiers symptômes se manifestèrent dans le faubourg occidental de Cordoue (818); la foule irritée s'avança jusqu'aux portes du château d'El-Hakem, vomissant contre lui des menaces et des imprécations. Mais alors l'émir sentit se réveiller en lui son ancienne ardeur guerrière; il se mit à la tête de sa garde, et s'élança au milieu des

insurgés. La plupart, saisis d'effroi, s'enfuirent à la hâte dans leurs demeures, et les autres furent facilement vaincus. La garde, encouragée par son chef et enivrée par le succès, fit un horrible carnage des mutins; huit cents d'entre eux furent pris et empalés sur les bords du fleuve. El-Hakem ordonna de livrer aux flammes le faubourg rebelle et permit aux exécuteurs de ses ordres de piller et de commettre toutes sortes d'excès. Au bout de trois jours, il laissa la vie à ceux qui avaient survécu au carnage, mais il les bannit de Cordoue. Cet acte de barbarie priva la ville d'une partie considérable de ses habitants les plus actifs et les plus utiles. Plus de quinze mille de ces malheureux passèrent en Afrique et allèrent jusqu'en Égypte.

La voix intérieure de sa conscience tourmentait El-Hakem encore plus cruellement que la voix irritée du peuple. Une tristesse profonde s'empara de son âme; les images sanglantes de ses victimes le poursuivaient nuit et jour. La musique et la poésie pouvaient seules calmer quelquefois son agitation. Il vécut ainsi quatre années, après lesquelles il mourut dans un âge peu avancé (822).

Sous son règne, la marine musulmane prit un grand développement, et les Arabes devinrent, comme pirates, redoutables sur toutes les côtes de l'Orient.



X.

ROYAUME DES ASTURIES.

Alphonse II le Chaste. — Ramire I^{er}. — Ordogno I^{er}.

Pendant que les Francs enlevaient aux Arabes la côte orientale de la Péninsule, l'avènement d'Alphonse II (Alonzo) au trône des Asturies parut promettre à ce royaume un brillant avenir. Le nouveau prince, plein d'énergie, se porta bientôt à la rencontre des infidèles qui venaient d'entrer sur le territoire des Asturies. Les deux armées se rencontrèrent à Lutos, où environ sept mille musulmans tombèrent sous l'épée des chrétiens. Cette victoire ouvrit au prince des Asturies une nouvelle carrière de conquêtes; il poussa jusqu'à l'embouchure du Tage et planta sa bannière sur les murs de Lisbonne (798). Les trésors de cette antique cité devinrent la proie de l'armée victorieuse; et cette conquête parut si glorieuse à Alphonse, qu'il crut devoir envoyer un message en porter la nouvelle à Charlemagne, son allié. Les ambassadeurs emmenèrent à Aix-la-Chapelle sept captifs arabes, autant de mulets et d'armures complètes; puis une tente magnifique. Ces

présents furent bien accueillis, et des relations amicales s'établirent entre les deux souverains. L'esprit de rébellion qui se réveilla tout à coup précipita du trône Alphonse, qui fut confiné dans un cloître; mais les nobles qui lui étaient restés fidèles le délivrèrent bientôt et lui rendirent la couronne.

Les guerres que l'émir El-Hakem eut à soutenir, tantôt contre ses rivaux, tantôt contre les Francs, le forcèrent pendant longtemps de tenir ses forces éloignées de la Galice et de conserver la paix avec le roi. Mais on ne pouvait compter sur la durée de cette paix. En effet, l'émir ne tarda pas à faire des excursions sur les frontières des Asturies et à donner l'ordre de ravager la Galice. Mais les chrétiens étaient prêts à recevoir les infidèles, qui furent défaits à la première bataille; leur cavalerie en déroute se jeta pêle-mêle dans un fleuve, et tout ce qui ne périt pas dans les flots succomba sous les flèches des chrétiens cachés dans les bois du rivage. Bien que le prince des Asturies ne fût pas toujours en état de garder ses conquêtes, il conserva la possession des Asturies et de la Galice jusqu'au Minho, et ce ne fut qu'avec peine que les Sarrasins purent se maintenir dans le pays.

Alphonse n'acquiesça pas moins de renommée dans la paix que dans la guerre; il établit des lois sévères pour réprimer la turbulence des nobles, fit des institutions pour consolider l'état chancelant du royaume, et en fixa le siège à Oviédo, dont il fit une résidence digne des princes des Asturies. A côté des palais s'élevèrent des maisons de plaisance, des bâtiments et des bains publics, d'une architecture aussi brillante que solide. Mais la piété du prince s'occupa surtout d'embellir la capitale de nouvelles églises. Il choisit pour métropole celle qui avait été dédiée par Froïla au divin Rédempteur avec ses douze autels en l'honneur des douze apôtres.

Trente ans suffirent à peine pour cette magnifique construction.

C'est sous ce prince qu'eut lieu la découverte miraculeuse du tombeau de saint Jacques, et que l'on bâtit une église en son honneur. Si la pieuse sollicitude d'Alphonse pour le bien de l'Église lui a attiré les éloges du clergé, la pureté de sa vie et le célibat dans lequel il passa ses jours lui ont valu le surnom de Chaste. Il occupa pendant plus d'un demi-siècle le trône des Asturies. L'église de Notre-Dame d'Oviédo reçut ses dépouilles mortelles (842).

Comme il n'avait pas d'enfants, il transmit la couronne à son cousin Ramire, fils de Bermude le Diacre. Sous le règne de Ramire, un ennemi inconnu jusqu'alors parut tout à coup sur les côtes de la Galice. Les Normands, peuple audacieux qui semblait avoir fixé son séjour sur la mer et qui ravageait depuis plusieurs années les côtes de la Gaule et de la Bretagne, débarquèrent pour la première fois en 843 sur les rivages espagnols. Inaccessibles à la pitié, ils portèrent partout la terreur et le carnage. Les villes et les églises furent pillées; hommes, femmes, enfants, vieillards, animaux même, rien ne fut épargné; ils massacraient tout, et brûlaient tout ce qu'ils ne pouvaient emporter. Ramire marcha contre eux et en fit plusieurs mille prisonniers, leur brûla beaucoup de vaisseaux et leur reprit la plus grande partie de leur butin. Ils se présentèrent alors devant Lisbonne, assiégèrent la ville pendant treize jours, saccagèrent toute la contrée, incendièrent tous les villages; mais, poursuivis de près, ils remirent à la voile et disparurent.

Des guerres contre les Arabes occupèrent Ramire. Il gagna sur eux deux brillantes victoires, dont l'une fut accompagnée de miracles. Le saint apôtre Jacques apparut au roi et se montra dans le combat, tenant à la main un drapeau sur lequel était tracée une croix rouge; les chrétiens, en suivant cet étendard, firent des prodiges de valeur.

Ramire, vainqueur des infidèles, le fut aussi des troubles inté-

rieurs qui eurent lieu dans ses États, mais n'agrandit point son royaume de conquêtes importantes. Il s'occupa de magnifiques constructions, fit élever des églises et des palais. Il mourut en 850, dans la huitième année de son règne, laissant le trône des Asturies et de la Galice à son fils Ordogno I^{er}. Il régna seize années, pendant lesquelles il remporta beaucoup de victoires sur les musulmans et défendit vaillamment son pays contre les invasions. On connaît peu de chose sur les réglemens qu'il fit pour l'amélioration intérieure de son royaume. Il paraît qu'il gouverna avec beaucoup de sévérité et que s'il récompensait les vertus, il punissait rigoureusement les vices. Son fils Alphonse III, surnommé le Grand, lui succéda.



XI.

CALIFAT DE CORDOUE.

Abdérame II. — Mohammed I^{er}. — El-Mondhir. — Abdallah.

Pendant la dernière année de sa vie, El-Hakem avait complètement abandonné à son fils Abdérame II la direction de la guerre et lui faisait partager celle des affaires générales de l'État; de sorte que le changement de règne ne causa aucun ébranlement. Abdérame arrivait à l'empire dans toute la force de l'âge, à trente et un ans; les victoires qu'il avait remportées sur les Francs et les chrétiens lui avaient acquis le surnom de Victorieux. Ce prince guerrier, versé dans les sciences et les arts, ne déploya pas moins de valeur et d'énergie dans les guerres contre les ennemis extérieurs et la répression des révoltes intérieures, que de sagesse et d'habileté dans les institutions et les règlements qu'il établit pour le bonheur de ses sujets. Il se montra sévère observateur des lois du Coran, s'attira par là l'affection des musulmans,

et étendit l'empire de l'islamisme en persécutant les chrétiens qui habitaient ses États, et en faisant continuellement la guerre aux Francs et aux Astures. Dès le commencement de son règne, Abdérame II eut à réprimer une tentative que fit son vieil oncle Abdallah pour s'emparer de la couronne; puis, une terrible révolte qui éclata à Mérida et qui avait été occasionnée par l'énormité des impôts qui pesaient sur les habitants et la rigueur avec laquelle ils étaient perçus. Cette ville ne fut soumise qu'en 828. A peine la tranquillité était-elle rétablie de ce côté, qu'une insurrection encore plus dangereuse eut lieu à Tolède : elle avait été fomentée par les chrétiens et les juifs, qui étaient nombreux dans la ville, et par les musulmans qui, sous le règne précédent, avaient été enfermés dans la forteresse, où ils devaient rester jusqu'à la fin de leurs jours.

Le danger était si grand, qu'Abdérame se mit lui-même en campagne, et fit entreprendre le siège de Tolède, qui dura huit ans. Les assiégés se défendirent avec la plus grande valeur; mais la famine triompha de leur opiniâtreté; ils furent obligés de se rendre. On éleva une citadelle au centre de la ville, et l'on y mit une nombreuse garnison pour tenir en échec une population toujours disposée à la révolte.

Abdérame, après avoir étouffé toutes les rébellions dans l'intérieur du pays, se prépara à la guerre contre les chrétiens (838). Il mit deux grandes armées en mouvement, l'une contre les Francs, l'autre contre Alphonse, roi des Asturies. Le chef de cette dernière armée lutta pendant deux ans contre les chrétiens avec des chances variées, sans faire aucune conquête importante. Les campagnes qui étaient le théâtre de la guerre furent ravagées et les villages pillés et détruits; puis les Arabes retournèrent dans leurs foyers (840). Les Normands, repoussés par le roi de Léon, remontèrent le Guadalquivir (844) et vinrent jusqu'à Sé-

ville. Ils réduisirent les faubourgs en cendres et livrèrent aux Arabes une bataille sanglante, qui dura trois jours, et dont le résultat leur fut favorable; mais battus peu après, ils furent obligés de se rembarquer. Malgré cet échec, ils reparurent de temps en temps devant Lisbonne et Coïmbre; mais Abdérame prit d'habiles mesures pour la sûreté du pays, et parvint, l'année suivante, à éloigner tout à fait les Normands. Lorsque ceux-ci furent enfin expulsés, les Arabes s'occupèrent de reconstruire les édifices détruits, de relever les remparts, de réparer les désastres de la guerre. Un fléau terrible succéda bientôt aux ravages des pirates du Nord. Il survint une grande sécheresse qui entraîna la stérilité, puis une famine affreuse.

Malgré les efforts que fit Abdérame pour soulager la misère de ses sujets, il ne put empêcher qu'un grand nombre ne mourussent de faim; beaucoup émigrèrent en Afrique pour échapper à la mort. Malgré cette situation déplorable, Abdérame entreprit une campagne contre le roi des Asturies, Ramire, qui inquiétait ses frontières. Si l'on en croit la plupart des auteurs arabes, les armes des Sarrasins furent partout victorieuses; selon les chroniqueurs chrétiens, au contraire, Ramire remporta de brillantes victoires. De cette contradiction dans l'opinion des écrivains, on peut conclure que les succès furent balancés.

Depuis l'an 827, les Arabes avaient cessé toute tentative contre les Francs, parce que les révoltes de Mérida et de Tolède les avaient empêchés de songer à aucune expédition extérieure. L'empereur Louis le Débonnaire, qui était alors en guerre avec ses fils, était trop faible pour profiter des circonstances, et Bernard, comte de Barcelone, qui gouvernait en prince presque indépendant non-seulement la marche espagnole, mais encore la Septimanie et Toulouse, s'occupait plus de combattre en faveur du fils et du petit-fils de Pépin, Louis, que de guerroyer contre les

Sarrasins. Abdérame jugea le moment favorable pour tenter une invasion dans la marche espagnole (838). Cette nouvelle lutte entre les musulmans et les Francs, qui se prolongea pendant une quinzaine d'années, fut une suite non interrompue de succès et de revers pour chaque parti. Bien des villes furent prises alternativement par les chrétiens et les infidèles. Aussi en 852 on pouvait presque dire que ni les uns ni les autres n'avaient acquis ou perdu quelque chose, si ce n'est d'avoir subi les conséquences terribles de la guerre.

Pendant que l'émir d'Espagne se montrait ainsi l'ennemi redoutable des États chrétiens qui l'environnaient, il dirigeait des persécutions terribles contre les *Mozarabes* (ou les sujets chrétiens), que ses prédécesseurs avaient laissés jouir d'une assez grande liberté : on leur avait accordé le libre exercice de leur culte, et des magistrats ecclésiastiques qu'ils choisissaient à leur gré. A Cordoue, ils avaient des églises, où ils pouvaient assembler les fidèles au son des cloches (ce que les mahométans ne permirent dans aucun pays). Outre la liberté religieuse, ils jouissaient encore d'une plus grande liberté civile que celle même qu'ils avaient eue sous les rois wisigoths. Seulement il leur était défendu de parler injurieusement de l'islamisme et d'entrer dans les mosquées. Malgré cette indulgence, l'esprit de révolte se montrait de plus en plus dans les villes où les chrétiens se trouvaient en assez grand nombre, et les tentatives pour secouer le joug mahométan devenaient de plus en plus fréquentes, quoiqu'elles réussissent rarement.

Abdérame, dès le commencement de son règne, chercha à étouffer leurs dispositions hostiles en les persécutant; mais les souffrances ne firent que fortifier leur foi. Quelques-uns, pour éviter les persécutions ou conserver leurs biens, feignaient de se convertir à l'islamisme; mais beaucoup aimaient mieux souffrir

la mort que de renoncer à leur religion. La persécution fut terrible et générale pendant les deux dernières années du règne d'Abdérame, qui mourut en 852 d'une attaque d'apoplexie, dans la soixante-deuxième année de son âge, après avoir régné trente et un ans et trois mois. Les chrétiens regardèrent sa mort comme une punition de Dieu. Il laissa quarante filles et quarante-cinq fils, dont l'aîné, Mohammed, lui succéda sur le trône de Cordoue.

Le portrait que les auteurs arabes font d'Abdérame est bien différent de celui qu'en tracent les chrétiens, qui le représentent avide de sang, cruel, impitoyable. Ils ont de bonnes raisons pour le dépeindre ainsi. Suivant les mahométans, au contraire, Abdérame était un prince doux, humain, affable dans la paix, intrépide, ardent et infatigable dans la guerre. Non-seulement il aimait la poésie, mais il la cultivait; il était passionné pour la musique, et faisait venir à sa cour les premiers artistes de l'Orient, et les payait royalement. Il s'entourait d'hommes d'esprit et de savants, avec lesquels il s'entretenait pendant les heures où il se reposait des soucis de la royauté. Sa libéralité était poussée jusqu'à la profusion. Il tenait sa cour avec une grande magnificence et y avait introduit le luxe et le cérémonial de l'Orient. Il fit de sages institutions, créa des moyens d'existence pour les pauvres, fit élever de beaux édifices, parmi lesquels on doit citer un hôpital pour les orphelins. Des fabriques furent établies dans les villes populeuses, des manufactures d'armes même furent construites à Tolède et à Cordoue; toutes les villes eurent des écoles pour l'instruction de la jeunesse, parce que, selon l'émir, il était aussi honorable de se distinguer par ses talents et ses connaissances pendant la paix que par sa valeur et son habileté à la guerre.

Si l'on compare la situation de l'Espagne à cette époque avec la civilisation des autres États de l'Europe, on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'elle l'emportait sous tous les rapports, et l'on

trouve tout naturel que les Arabes d'Espagne regardassent les peuples de l'Occident comme des barbares.

Deux ans avant sa mort, Abdérame avait proclamé Mohammed son successeur. Les grands l'avaient reconnu comme tel; aussi fut-il le premier Ommiade d'Espagne qui n'eut pas de guerre à soutenir à cause de la succession. Néanmoins son règne ne fut pas exempt de révoltes. Aussitôt que Mohammed fut monté sur le trône, il renvoya tous les chrétiens qui occupaient un emploi quelconque à la cour, limita leur liberté pour l'exercice de leur culte, ordonna des persécutions, fit exécuter l'archevêque Eulogius, le plus zélé défenseur de la foi catholique, et dont l'éloquence avait entraîné bien des chrétiens à souffrir le martyre. Mohammed excita ainsi la haine des chrétiens; aussi sentit-il la nécessité de faire cesser les persécutions; mais il le fit sans paraître avoir été vaincu par l'opiniâtreté des chrétiens.

Mohammed avait d'autant plus à redouter les Mozarabes, qui étaient partout nombreux, que dès la première année de son règne il eut à combattre des rébellions très-dangereuses. Le premier qui leva l'étendard de la révolte fut le vaillant Muza, qui, comme gouverneur de Saragosse, avait remporté des victoires sur les chrétiens. Il était d'origine gothique et avait été élevé dans la religion catholique. L'ambition l'avait poussé à embrasser l'islamisme avec toute sa famille, et Abdérame II, qui connaissait ses talents militaires, avait récompensé cette apostasie en lui donnant le gouvernement de Saragosse. Mohammed, à son avènement, voulut dépouiller de leurs emplois et dignités non-seulement les Mozarabes, mais encore les renégats. Muza fut du nombre. Il se révolta; beaucoup de Mozarabes et une foule de mahométans embrassèrent son parti; aussi parvint-il, tant par ruse que par force, à réduire sous son pouvoir Saragosse, Tudela, Huesca et Tolède. Il nomma son fils Lupus gouverneur de cette dernière ville, lui confia

la direction de la guerre contre Mohammed, et s'avança vers les Pyrénées. Les Navarrais, effrayés par la supériorité de ses forces, firent alliance avec lui; leur prince Garcie, qui épousa la fille de Muza, lui amena un corps de troupes. Muza franchit alors les Pyrénées et fonda sur la France, qu'il ravagea. Le roi Charles le Chauve, qui était trop faible pour repousser l'ennemi par les armes, acheta la paix. Muza revint alors en Espagne et se réunit à son fils contre Mohammed, qu'il força à lever le siège de Tolède. Les victoires que remporta Muza lui donnèrent tant de puissance et d'orgueil, qu'il prit le titre de *troisième roi d'Espagne* et se déclara même contre le roi des Asturies, qui jusqu'alors l'avait appuyé.

Toute l'Espagne, si l'on en excepte le comté de Barcelone, se trouva alors divisée en trois parties à peu près égales : Mohammed régnait au sud ; Muza possédait la partie centrale, et Ordogno I^{er}, fils de Ramire, la partie septentrionale. Celui-ci, voyant Muza disposé à envahir son territoire, tourna ses armes contre lui. Les troupes d'Ordogno, malgré leur petit nombre, se montrèrent si supérieures en courage à celles de Muza, que la victoire ne fut pas longtemps douteuse. Dix mille musulmans et une foule de chrétiens, entre autres Garcie, gendre de Muza, restèrent sur le champ de bataille. Muza lui-même reçut des blessures dont il mourut. Son fils Lupus déclara qu'il était prêt à se soumettre et à combattre la domination arabe en Espagne tant qu'il vivrait. A ces conditions, Ordogno lui laissa la paisible possession de Tolède (857).

Peu d'années après la défaite de Muza, une seconde expédition de pirates normands vint de nouveau jeter la terreur en Espagne (859). Leur flotte était considérable; ils débarquèrent sur les côtes de la Galice, où ils commirent de grands ravages; mais leur triomphe ne fut pas de longue durée; le roi des Asturies les

força à se rembarquer. Peu de temps après ils prirent terre en Andalousie, détruisirent une foule de bâtiments et de mosquées ; et lorsque les Arabes arrivèrent pour les chasser, ils s'étaient déjà rembarqués et avaient fait voile pour les îles Baléares. Ils exercèrent leurs pirateries jusqu'en Sicile, puis ils prirent leur direction vers l'Océan, et on ne les revit plus (860).

Aussitôt que les Normands eurent quitté l'Espagne, la guerre recommença sur tous les points à la fois, et les attaques devinrent si nombreuses, qu'il est difficile de les suivre. Ce qu'on peut dire de leur résultat, c'est que, malgré les succès du roi des Asturies, malgré les révoltes qui troublaient l'intérieur du pays, l'empire des Omniades resta la puissance prépondérante de l'Espagne jusqu'à l'avènement d'Alphonse III au trône d'Oviédo, époque où commencèrent les revers pour Mohammed, dont les ressources militaires étaient épuisées. Aussi désirait-il une trêve avec les chrétiens. Alphonse n'était pas moins disposé à la paix pour ramener l'aisance dans son royaume, qui souffrait beaucoup des horreurs de la guerre ; la paix fut conclue entre les deux souverains (883).

Mohammed, déjà vieux, chercha à se décharger des soucis du gouvernement en associant à l'empire son fils aîné El-Mondhir, qu'il fit reconnaître par les walis et les membres du divan pour leur futur souverain. A dater de cette époque (884), El-Mondhir dirigea presque seul toutes les affaires de l'État. Mohammed passait tranquillement ses journées avec ses amis, dans les superbes jardins de son Alcazar, que baignait le Guadalquivir. Il ne jouit de ce repos que deux années. En 886 il terminait sa carrière, à l'âge de soixante-cinq ans. Il en avait régné trente-quatre. De cent et quelques fils qu'il avait eus, trente-trois seulement lui survécurent.

El-Mondhir, associé à l'empire du vivant de son père, fut élevé

au trône sans opposition. A peine y fut-il monté, qu'il se trouva engagé dans une terrible guerre civile. Omar ben Hafsun, musulman d'une naissance obscure, avait déjà tenté, du temps de Mohammed, de renverser l'empire arabe. C'était un pauvre laboureur, un artisan de Ronda, doué d'une âme fière et énergique; ne pouvant supporter l'humilité de sa position, il se fit bandit. Il organisa d'abord une troupe de brigands dans l'Andalousie, et défia pendant quelque temps les poursuites de la justice. Il parvint à réunir des forces considérables et se rendit maître de presque toutes les villes arabes sur la rive gauche de l'Èbre. Cette révolte parut si dangereuse à Mohammed, qu'il s'avança en personne contre les rebelles et les défit. L'armée de Hafsun fut anéantie; mais il parvint à se sauver, après avoir conseillé à ses amis de se soumettre et leur avoir dit de s'attendre à le revoir au milieu d'eux dans des temps plus favorables. Il tint parole. A la nouvelle de la mort de Mohammed, Hafsun descendit de ses montagnes à la tête de troupes nombreuses, parcourut les campagnes arrosées par l'Èbre, s'empara de Saragosse, d'Huesca, et entra dans Tolède. Il sut par ses ruses et sa perfidie déjouer toutes les tentatives de résistance qui furent dirigées contre lui; et tous les efforts que fit El-Mondhir pendant deux ans pour le soumettre n'amenèrent aucun résultat. L'émir, dans sa fureur, qu'augmentait encore sa haine contre Hafsun, se précipita au milieu des rebelles, qui le massacrèrent. Ainsi mourut El-Mondhir, à l'âge de quarante-cinq ans, après deux ans de règne (888). C'était un des plus vaillants princes ommiades qui eussent régné en Espagne. On ne vante point son éloquence et ses talents politiques comme ceux de ses prédécesseurs, mais il les surpassa tous par sa valeur.

El-Mondhir, qui ne laissait que des fils encore en bas âge, n'avait pas songé à désigner son successeur. Cet oubli pouvait deve-

nir la cause des plus grandes contestations ; mais on proclama émir son frère aîné Abdallah. Aucun des Ommiades ne monta sur le trône dans des circonstances aussi périlleuses. Les mesures despotiques de son prédécesseur avaient excité un mécontentement général et disposé les esprits à la révolte. De plus, les Sarrasins, peuple accoutumé à la vie et au tumulte des camps, étaient las du repos que leur laissait la paix conclue avec les chrétiens ; et à défaut de guerres étrangères, ils étaient toujours disposés à porter leurs armes contre eux-mêmes et ne reculaient pas devant les horreurs d'une guerre civile. Aussi Abdallah, malgré les efforts qu'il fit pour se concilier l'affection de ses peuples, ne put empêcher des soulèvements consécutifs. Ses propres fils Mohammed et Asbay et son frère Alcasun se mirent à la tête d'une révolte, qui éclata dans le sud de l'Andalousie. Lisbonne et Mérida se soulevèrent également. Abdallah était dans une position des plus critiques : menacé à l'ouest et au sud par ses fils, à l'orient par des insurgés, il l'était encore au nord par le terrible Hafsun. L'émir, secondé par son fils Abdérame, s'efforça de faire face à tous les rebelles à la fois ; mais la lutte fut terrible et longue. Elle se termina en 895 par une bataille des plus sanglantes dans les environs de Xérès. Les chefs des deux armées, ennemis impitoyables, quoique frères, avaient communiqué leur haine à leurs soldats. La victoire resta longtemps incertaine ; le courage des deux frères en prolongea la durée. Mais Mohammed et son oncle étant tombés au pouvoir des ennemis, cet événement mit la confusion parmi leurs troupes, qui succombèrent en grande partie sur le champ de bataille.

Mohammed fut mis en prison, où il ne tarda pas à expirer. Le bruit se répandit que c'était des suites de ses blessures, mais on croit qu'il fut empoisonné de la main de son frère Abdérame, d'après l'ordre de son père. Abdallah jugea cet acte barbare né-

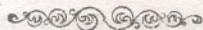
cessaire à sa propre sûreté ; car, tant que Mohammed aurait vécu, une grande partie de la population aurait toujours été sur le point de se soulever en sa faveur.

De tous les ennemis d'Abdallah, il ne restait plus à vaincre que le perfide Hafsun, qui se maintenait dans les provinces de Tolède et de Saragosse. Abdallah, voyant la puissance d'Hafsun croître de jour en jour, s'abaissa jusqu'à implorer le secours d'Alphonse III contre les rebelles. A la nouvelle de l'alliance entre le roi des Asturies et le calife, Hafsun rassembla une armée considérable, tomba à l'improviste sur le pays des chrétiens, et s'avança jusqu'à Zamora, portant partout le pillage et la dévastation. Pendant qu'il faisait ses préparatifs pour prendre cette ville d'assaut, il écrivit au roi Alphonse une lettre insolente, par laquelle il le sommait, s'il voulait conserver sa vie et ses États, de se déclarer immédiatement musulman et vassal d'Hafsun. Pour toute réponse, le roi des Asturies se montra à la tête de son armée. Alors s'engagea près de cette ville un combat sanglant qui dura quatre jours, et dont le résultat fut la défaite complète de l'armée d'Hafsun. Les chrétiens élevèrent de nombreux trophées pour perpétuer le souvenir de cette mémorable victoire (901). Ce triomphe de l'armée d'Alphonse excita l'indignation de quelques zélés partisans de l'islamisme, qui, pour venger le sang des musulmans, voulaient faire alliance avec Hafsun. Mais Abdallah, qui sentait que l'appui du roi des Asturies lui était nécessaire, persista à maintenir le traité de paix conclu avec Alphonse, et que celui-ci avait religieusement observé. On dit même qu'il reçut le baptême et devint en quelque sorte le vassal d'Alphonse. On ne peut affirmer ce fait ; mais ce qui est positif, c'est que les alêmes (théologiens) des mosquées s'élevèrent contre le calife ; les imans supprimèrent le nom d'Abdallah dans les prières pu-

bliques, et partout on refusait de payer le tribut, parce qu'il était, disait-on, un allié des chrétiens et un infidèle.

Au milieu de tous ces éléments de discorde, et avec un peuple aussi mal disposé pour lui, Abdallah parvint avec peine à se maintenir au pouvoir et à lutter contre le terrible Hafsun, dont les conquêtes ne se bornaient plus aux provinces de Tolède et de Saragosse, mais embrassaient encore Valence, Murcie, Jaën et les Alpuxarres.

L'empire, miné par ces guerres intestines et la puissance toujours croissante des chrétiens, semblait être menacé d'une chute prochaine, lorsque Abdallah mourut en 912, après un règne de vingt-quatre ans. Il laissa onze fils et treize filles. La plupart des auteurs arabes ont exprimé sur ce prince une opinion très-défavorable, probablement parce qu'il s'était attiré le blâme et la haine des musulmans fanatiques par son alliance avec Alphonse III, et que toutes les mesures de son administration, quelque bonnes ou salutaires qu'elles aient pu être dans leur principe, n'ont jamais produit que des résultats fâcheux ou nuisibles. Malgré ce jugement sévère, tous s'accordent à donner à ce prince du courage, de la fermeté, une grande habileté dans la guerre, et surtout une présence d'esprit admirable au sein des troubles. Il possédait une érudition remarquable.



XII.

ROYAUME DES ASTURIES.

Alphonse le Grand.

NAVARRE.

Tandis que la puissance des Arabes s'affaiblissait sous le règne malheureux d'Abdallah, le royaume des Asturies acquérait chaque jour plus de force et d'étendue. Alphonse III, pendant un règne de quarante-quatre ans, recula les bornes de ses États, planta ses drapeaux victorieux au delà du Douro, passa même le Tage et la Guadiana, pénétra jusqu'à Mérida et s'empara de plusieurs villes fortes du Portugal. Ces importantes conquêtes lui furent assurées par le traité de paix qu'il conclut en 883 avec Mohammed. Nous ne parlerons pas ici de la guerre d'Alphonse III contre les Sarrasins, de la bataille de Zamora (901), et de son expédition contre Tolède (904), puisque ces faits ont été mentionnés dans le règne de Mohammed. Mais nous dirons qu'à son retour dans ses États, on découvrit une conspiration suscitée par l'ambition de ses fils, qui aspiraient au trône. Le roi fit arrêter son fils aîné Garcie et le fit conduire, chargé de chaînes, dans une for-

teresse. Cette sévérité, loin d'intimider les insurgés, ne fit qu'exciter leur audace. A leur tête étaient la reine Ximenès, femme ambitieuse, et Mugno, comte de Burgos, beau-père de Garcie. A force d'intrigues, de démarches et d'activité, ils étaient parvenus à ranger sous les drapeaux de la révolte les autres fils du roi, Ordogno, Froïla et Gundisalvus, ainsi que la plus grande partie du peuple. Les insurgés, maîtres depuis longtemps de plusieurs points fortifiés, avaient propagé la révolte dans le reste du royaume. Alphonse, à qui son armée était restée fidèle, eût pu, malgré la supériorité de ses ennemis, défendre encore longtemps sa couronne; mais, voulant épargner le sang de ses sujets, il abdiqua volontairement en faveur de son fils aîné Garcie; il confia au second, Ordogno, la régence de la Galice, et au troisième, Froïla, le gouvernement des Asturies, en subordonnant toutefois leur puissance à l'autorité royale de leur aîné.

Ce roi, que nul ennemi n'avait pu vaincre, et que le crime de ses fils avait fait descendre du trône, se rendit au tombeau de saint Jacques; puis il revint à Astorga, pour solliciter de Garcie le commandement d'une armée qu'il désirait conduire encore une fois contre les Sarrasins. Le roi ayant cédé à sa demande, Alphonse marche contre Hafsun, qui occupait toujours la province de Tolède. Il défait partout l'ennemi, sans pouvoir rencontrer une mort qu'il désirait sans doute de trouver sur un champ de bataille. Vainqueur, il retourne à Zamora; mais à peine y est-il arrivé, qu'il est attaqué d'une fièvre maligne qui l'enlève, le 20 octobre de l'année 910.

Inhumé d'abord à Astorga, son corps fut transporté plus tard à Oviédo, dans le tombeau des rois. Il était âgé de cinquante-huit ans, et en avait régné quarante-quatre. Sa piété et la sagesse de son gouvernement lui méritèrent, autant que l'éclat et la grandeur de ses victoires, le surnom de Grand.

C'est vers cette époque que la Navarre s'érige en royaume. Les commencements de la formation de ce royaume sont enveloppés de ténèbres; toutefois on doit dire que la Navarre, qui fut peuplée par les Basques, et dont le nom signifie habitants des pays plats, fut longtemps alliée des Romains et résista aux Suèves et aux Wisigoths. Mais en 778, Charlemagne prit Pampelune et soumit la plus grande partie de la Navarre; le reste devint la proie des Ommiades.

L'an 806, Louis le Débonnaire, alors roi d'Aquitaine, donna le gouvernement de la Navarre au comte Aznar. Mais il n'était donné à aucune puissance d'asservir ni d'enchaîner pour longtemps un peuple si belliqueux et si passionné pour la liberté. Aussi, dès 831, Aznar se rendit indépendant. Son frère Sanche, qui lui succéda en 837, prit le titre de comte, et Garcie Ximenès, fils et successeur de Sanche, prit celui de roi en 857. Avec lui commencent les rois de Navarre.

Tandis que la province de Navarre s'élevait ainsi au rang de royaume indépendant, le comté de Barcelone se séparait de la Septimanie et formait, sous le nom de *Marche espagnole*, gouvernée par ses propres comtes, la seule possession que les Francs conservassent encore en Espagne, possession même purement honorifique. En 773, Geoffroy le Velu gouverna ce pays avec le titre de margrave; mais en 888 le comté devint héréditaire dans sa famille.

C'est à peu près vers la même époque que les comtes de Castille commencèrent à lutter pour conquérir leur indépendance.



XIII.

CALIFAT DE CORDOUE.

Abdérame III.

Les troubles civils qui avaient agité le règne d'Abdallah avaient menacé l'empire des Ommiades d'une entière dissolution et donné aux chrétiens du nord de la Péninsule l'occasion d'acquérir une telle prépondérance, que désormais la durée du califat en Espagne ne paraissait dépendre que de la volonté du roi Alphonse III. Mais en peu d'années tout changea de face. Jusqu'à la fin du ix^e siècle, l'Espagne chrétienne avait toujours été en grandissant, parce qu'elle avait formé un seul État gouverné par un seul roi ; mais lorsque, après la mort d'Alphonse, elle se divisa en plusieurs États, elle perdit le principe de sa force, l'unité ; et l'empire des Ommiades, débarrassé peu à peu de toute guerre intérieure, reprit rapidement une vigueur qu'il n'avait pas eue depuis Abdérame I^{er}. Ce fut Abdérame III, le plus grand des Ommiades d'Espagne, qui réalisa ce rapide accroissement de la puissance arabe. Il monta sur le trône en 912, comme fils et héritier du

malheureux prince royal Mohammed. Son avènement avait dérogé à l'ordre de succession : la couronne revenait au second fils d'Abdallah ; mais celui-ci abandonna volontiers ses droits à son neveu, qu'il chérissait, et l'élévation d'Abdérame causa une joie universelle ; elle assurait au pouvoir l'appui d'un parti nombreux. A son avènement, Abdérame n'avait pas encore vingt-deux ans ; il avait reçu l'éducation la plus soignée ; cet avantage était relevé par sa grâce naturelle, sa grande beauté et sa taille majestueuse. Sa mère s'appelait Maria et était fille de parents chrétiens. Il possédait dans toutes les sciences beaucoup plus de connaissances qu'on n'en a ordinairement à cet âge, et joignait à cette instruction une intelligence remarquable, une bonté rare, un grand désir de faire le bonheur de ses sujets, qu'il s'attacha, dès les premiers jours de son règne, par la diminution des impôts. Il réussit ainsi, en très-peu de temps, à éteindre les vieilles haines de familles, qui, sous le règne d'Abdallah, avaient mis l'État à deux doigts de sa perte ; et ceux qui s'étaient montrés jusqu'alors hostiles au pouvoir changèrent de sentiments et se rallièrent avec empressement autour du trône.

Abdérame était le huitième souverain ommiade d'Espagne, et le troisième de son nom. Il fut le premier prince de Cordoue qui prit, comme les califes de Bagdad, le titre de prince des croyants ; ses prédécesseurs s'appelaient seulement émirs ; et les monnaies arabes d'Espagne avaient la même inscription, la même empreinte et la même valeur que celles des califes d'Orient ; on y remarquait seulement l'indication du pays, *en Andalousie*. Mais Abdérame III, en prenant le titre le plus élevé de la hiérarchie musulmane, changea l'empreinte des monnaies d'or et d'argent, et y fit placer son nom et son titre. Dès le commencement de son règne, il fit un appel au pays contre Hafsun, qui se maintenait à Tolède, à Murcie, et sur l'Èbre. Il fut bientôt à la tête d'une



nombreuse armée et marcha contre lui. La première bataille fut une victoire, qui laissa sept mille rebelles sur le champ du combat. Malgré cette défaite, Hafsoun continua la guerre contre Abdérame ; mais ses efforts furent vains, et il mourut en laissant son parti bien affaibli. Ses fils continuèrent la lutte, mais n'éprouvèrent que des revers. La ville de Tolède s'étant rendue à Abdérame, ils se réfugièrent auprès du roi de Léon, lui offrirent leurs services, comme vassaux, et l'excitèrent à la guerre contre Abdérame, dans l'espoir de reconquérir leurs États. Les chrétiens y étaient d'autant plus disposés qu'ils remarquaient avec effroi le pouvoir croissant d'Abdérame et qu'ils sentaient la nécessité d'en arrêter les progrès. Aussi les hostilités ne tardèrent pas à commencer ; nous en verrons le détail au chapitre suivant. Mais pendant qu'Abdérame guerroyait contre les chrétiens, ses généraux combattaient en Afrique pour y agrandir sa puissance. Ne nous occupant que de l'histoire de l'Espagne, nous ne suivrons pas les Arabes dans leurs expéditions africaines. Nous nous bornerons à dire qu'Abdérame, après avoir soutenu la dynastie des Édrissides contre celle des Aglabites et des Fatimites, s'empara de Fez et fut proclamé souverain de toute la Mauritanie. Cet événement augmenta la renommée militaire qu'il s'était déjà acquise.

Abdérame fit construire de nombreux et superbes édifices. Parmi eux on doit citer l'Azzahara, palais, ou plutôt ville entourée de magnifiques jardins. Les plus célèbres architectes de Constantinople et de Bagdad, les artistes les plus habiles de l'époque furent chargés de construire et de décorer cet édifice, dont la magnificence était si grande, que, lorsqu'on lit les détails qu'en donnent les auteurs arabes, on trouve que leurs récits ressemblent à un des contes des *Mille et une Nuits*. Partout, disent-ils, on voyait des colonnes de marbre et les sculptures les plus délicates, des incrustations d'or et de pierres précieuses. Des tissus d'or et de

soie, ainsi que les tapis les plus magnifiques, ornaient toutes les salles.

Le palais principal se nommait l'Alcazar; il était entouré de beaucoup d'autres bâtiments construits dans le même goût, et leur ensemble pouvait prendre le nom de ville. On y avait élevé une mosquée, qui n'égalait pas en étendue la célèbre mosquée de Cordoue, mais qui pouvait rivaliser avec elle en richesse et en beauté. Les jardins qui entouraient la résidence d'Azzahara n'étaient pas moins remarquables que les palais. Là, l'imagination orientale s'était déployée dans toute sa richesse et avait prodigué tout ce qui peut flatter l'esprit le plus capricieux. On aurait dit que la nature et l'art avaient rivalisé pour les embellir; des massifs de myrtes, de lauriers et d'oliviers, se succédaient les uns aux autres et aboutissaient à des lacs d'une certaine étendue, qui en réfléchissaient les beautés. Des milliers d'oiseaux animaient ce charmant séjour. On dit que les dépenses annuelles pour la construction d'Azzahara se montaient à 300,000 ducats, indépendamment de la grande quantité de marbre et d'autres matériaux précieux que les souverains étrangers envoyaient comme présents au calife. On employa quarante ans à le bâtir. Le palais principal fut achevé en 936. On le regardait à juste titre comme la merveille de l'époque.

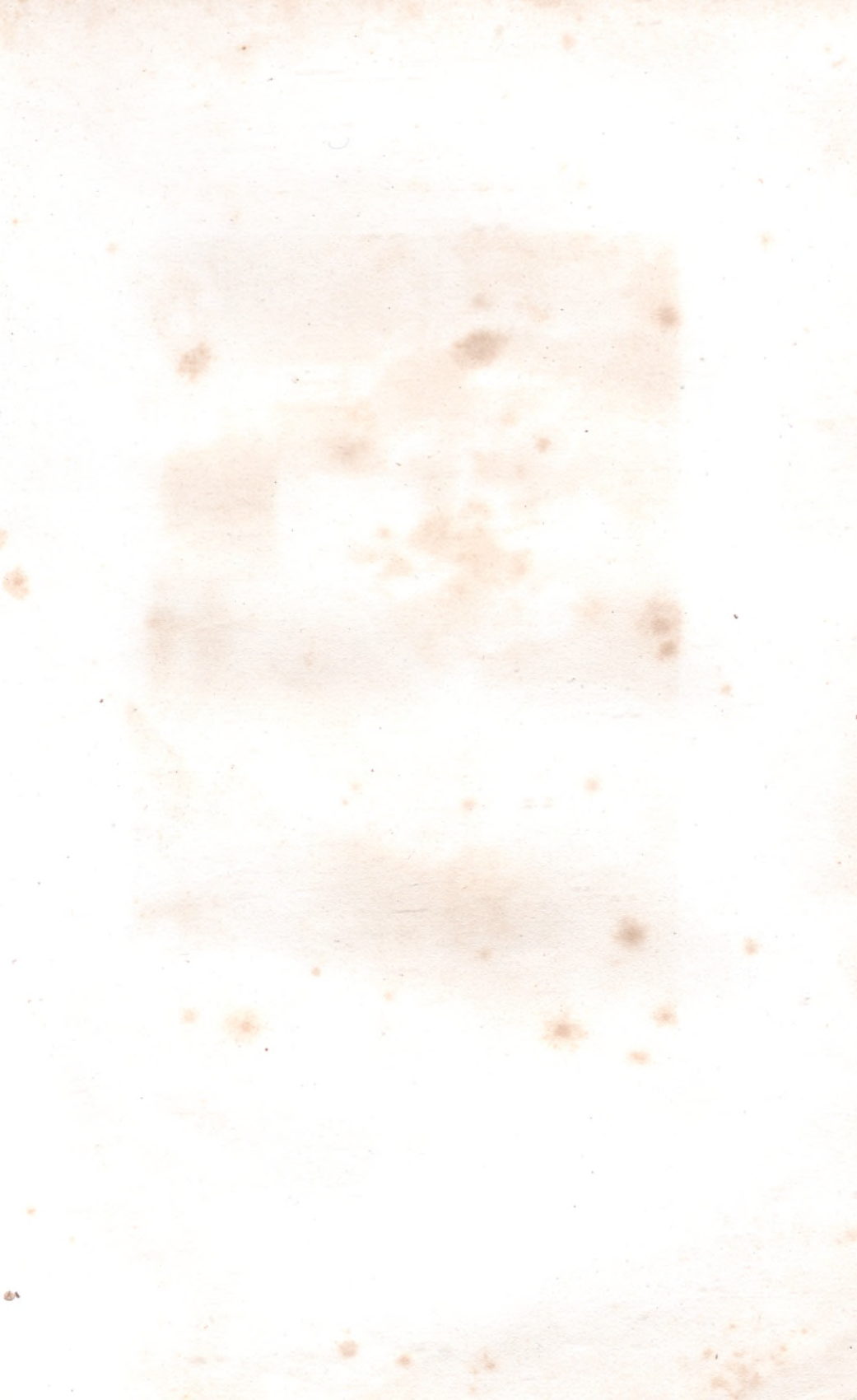
Dès l'année 949, Abdérame avait fait reconnaître pour son successeur El-Hakem, son fils aîné. Mais Abdallah, son second fils, sut gagner l'affection du peuple par son affabilité et sa supériorité sur son frère. Ses amis lui persuadèrent qu'Abdérame avait commis une injustice en préférant Hakem. Ils le décidèrent à former une conspiration, l'assurant qu'elle aurait une heureuse issue, que le calife serait alors forcé de lui accorder la couronne. Cette perspective sourit au prince, qui redoubla d'efforts pour s'attirer des partisans; mais le secret fut révélé à Abdérame. Le calife, en

apprenant qu'on avait déjà fixé le jour qui devait opérer une révolution complète dans l'État, fit aussitôt arrêter son fils, qui fut jeté dans un cachot.

Dans son interrogatoire, Abdallah avoua ses projets de révolte; malgré les prières d'El-Hakem, qui demandait grâce pour son frère, Abdérame fit taire ses sentiments paternels pour ne songer qu'au repos de son empire. Convaincu que, tant qu'Abdallah vivrait, son parti ne serait point soumis, et qu'El-Hakem ne serait pas sûr de lui succéder, il donna l'ordre d'exécuter Abdallah (950). Le jour où la conspiration devait éclater, l'exécution eut lieu pendant la nuit et dans la prison.

Quoiqu'en général Abdérame ait montré un caractère plein de douceur et d'humanité, il n'en est pas moins vrai que quelquefois, et particulièrement dans l'exécution d'Abdallah, il a fait preuve d'une cruauté égale à celle de ses prédécesseurs. On ne dit point qu'il ait persécuté ses sujets chrétiens, comme avaient fait Abdérame II et Mohammed; mais une foule de prisonniers de guerre, surtout les prêtres, furent chargés de chaînes et jetés dans de sombres cachots; et la barbare exécution de Pélage, enfant de treize ans, qui s'était rendu prisonnier pour rendre la liberté à son oncle, évêque de Tuy, porta une vive atteinte à sa réputation d'humanité.

Abdérame, laissant à l'héritier de la couronne, El-Hakem, le soin de diriger les affaires de l'État, passa les derniers mois de sa vie dans sa retraite d'Azzahara, au milieu de toutes les jouissances de la vie, et entouré des savants et des artistes les plus célèbres. Saisi d'une indisposition peu grave en apparence, il succomba peu de jours après (961), à l'âge de soixante-douze ans. Abdérame a rendu son règne célèbre moins par l'éclat de ses victoires que par la magnificence de sa cour, la prospérité du pays, l'état florissant





l'Espagne ancienne et moderne.

ABDÉRAÏE III.

Je possède trône, puissance, honneurs, plaisirs;
 Mais moi-même lorsque je compte les jours où j'ai goûté un bonheur sans mélange, je n'en trouve que quatorze.

de l'industrie, des arts et des sciences, et par la manière dont il a relevé l'empire chancelant des Ommiades.

Ce calife avait reconnu que le trône, comme tous les biens terrestres, n'offre pas de bonheur durable. Dans son journal, qu'il écrivit lui-même, et où il rend soigneusement compte de sa vie, il a tracé, peu de temps avant sa mort, les lignes suivantes : « J'ai régné cinquante ans dans la paix et la gloire, aimé de mes sujets, redouté de mes ennemis, estimé de mes alliés et des plus grands princes de la terre, qui ambitionnaient mon amitié. Trône, puissance, honneurs, plaisirs, j'avais tout à ma disposition. Néanmoins, lorsque j'ai compté les jours où j'ai goûté un bonheur sans mélange, je n'en ai trouvé que quatorze. » Puis il ajoute : « Homme de sens, réfléchis combien peu de bonheur le monde peut offrir, même dans les circonstances les plus favorables. »



XIV.

ÉTATS CHRÉTIENS. — LEURS RAPPORTS AVEC ABDÉRAME.

LÉON. = Garcie. — Ordogno II. — Frolla II. — Alphonse IV. — Ramire II. —
Ordogno III. — Ordogno IV, usurpateur. — Sanche I^{er} le Gros.

NAVARRE. = Sanche I^{er}. — Garcie II.

CASTILLE. = Ferdinand Gonzalve, comte.

Quoique la puissance chrétienne fût affaiblie par le partage qui avait eu lieu entre les trois fils d'Alphonse, et par les divisions qui en étaient résultées, Garcie fit une incursion sur les terres mahométanes, et prit un chef ennemi ; mais il mourut après un règne de trois ans (914). Ordogno réunit alors la Galice et les terres voisines sous le nom commun de royaume de Léon, se fit couronner roi et s'établit à Léon, centre de ses États. Avant son avènement, Ordogno II s'était montré habile général et ennemi implacable des Sarrasins ; devenu roi, il ne changea pas de sentiments, et fit plusieurs expéditions dans le cœur de l'Espagne arabe. S'il essuya des revers, il gagna plusieurs batailles, et ses tentatives furent en général heureuses.

Le royaume de Navarre, qui avait pris naissance sous Garcie Ximènès (857), avait eu pour second roi Fortunio (880). Celui-ci avait su se maintenir avec des chances diverses, combattant tantôt pour les chrétiens et tantôt pour les Sarrasins. Sanche I^{er} lui succéda en 905. Son courage et son élévation d'âme montrèrent promptement qu'il était digne du trône et le font généralement regarder comme le véritable fondateur du royaume de Navarre. A son avènement, il entreprit une expédition au delà des Pyrénées, pour porter secours aux Vascons Aquitains attaqués par les Normands. Pendant son absence, Hafsun, gouverneur indépendant de Saragosse, s'avança contre Pampelune, capitale de la Navarre, espérant bien s'en rendre maître. Sanche, à la nouvelle de cet événement, franchit à la hâte, pendant l'hiver, les neiges des Pyrénées, surprend les ennemis et remporte sur eux une victoire éclatante (907). Ce fait d'armes rendit son nom redoutable et lui valut un grand nombre de villes importantes, qu'il enleva aux Arabes. Il étendit ses conquêtes, occupa toute la contrée appelée depuis Aragon, et acquit ainsi un boulevard fortifié par la nature et très-important pour protéger son royaume contre les incursions étrangères. Sanche, déjà affaibli, moins par l'âge que par les fatigues continuelles de la guerre, soupirait après le repos ; il confia les affaires du royaume à son fils Garcie II (920) et se retira dans un cloître. Mais peu de temps après, Abdérame ayant tourné ses armes contre la Navarre, Sanche comprit le danger du royaume qu'il avait fondé ; il abandonna le froc de moine et reparut, à côté de son fils, à la tête de l'armée, pour la conduire, comme autrefois, à la victoire. L'exemple du vénérable vieillard excita le courage de ses anciens sujets, prêts à combattre pour une sainte cause. La jalousie qui avait existé entre les princes chrétiens cessa au moment du danger commun. Sanche réclama le secours du roi de Léon, qui, entrevoyant dans la chute du royaume de Navarre le

prélude du sort que lui réservait le pouvoir croissant d'Abdérame, n'hésita pas à se joindre à Sanche.

Les forces réunies des rois chrétiens rencontrèrent les troupes arabes dans la vallée de Jonquera : là se livra une sanglante bataille, dans laquelle les chrétiens furent défaits et essuyèrent de grandes pertes ; mais ils devaient bientôt prendre leur revanche. Les Sarrasins, dans l'ivresse de leur victoire , franchirent les Pyrénées, tombèrent sur la France et revinrent chargés de butin. Mais Sanche s'était emparé des gorges des Pyrénées par où l'armée des infidèles devait passer à son retour. Lorsque celle-ci se fut engagée dans les défilés, sans soupçonner la présence d'aucun ennemi, les Navarrais sortirent de tous côtés de leurs embuscades, et l'armée d'Abdérame essuya (921) une défaite semblable à celle que l'arrière-garde de Charlemagne avait éprouvée dans la vallée de Roncevaux. Cette victoire sur les Sarrasins releva les chrétiens , découragés par la défaite de Jonquera. Ordogno , pour resserrer plus étroitement le lien d'amitié et d'union qui existait entre lui et le roi de Navarre, épousa la princesse dona Sancha , sœur de Garcie ; mais la mort l'enleva bientôt (924). Il avait régné environ dix ans.

Ordogno fut un prince très-belliqueux. A une époque d'orages et de dangers, il tint d'une main ferme les rênes de l'État et montra une grande habileté dans le commandement des armées ; il fit prudemment cesser la division qui existait entre les États chrétiens, et chercha à les réunir pour combattre l'ennemi commun. Quoiqu'il n'ait pas été toujours vainqueur , on doit le louer de ne pas avoir courbé le front sous le pouvoir supérieur d'Abdérame. Au retour de chacune de ses expéditions heureuses , l'Église recevait toujours une partie du butin , qui était employée à des fondations pieuses.

Estimé pour sa justice envers ses sujets et sa bienfaisance en-

vers les malheureux, Ordogno a néanmoins souillé sa mémoire par sa honteuse trahison envers les comtes de Castille. Ceux-ci paraissaient vouloir établir une souveraineté indépendante à Burgos. Ordogno ne voulut pas leur faire la guerre, parce qu'ils ne s'étaient pas ouvertement révoltés, mais il leur fit dire de se trouver à une entrevue qu'il désirait avoir avec eux sur la rivière Carrion, près de Tibulare. Les comtes Fernandez, Alburmandar, son fils Diégo, et Fernando, se rendirent sans méfiance au lieu indiqué. Ils furent aussitôt saisis par les gardes du roi, chargés de chaînes, et envoyés à Léon, où ils furent exécutés.

Ordogno avait laissé deux fils. Ils furent éloignés du trône par leur oncle Froïla II, jusqu'alors roi indépendant des Asturies, et qui s'empara de la couronne de Léon. Le troisième fils d'Alphonse le Grand se montra tout à fait indigne du trône, et ses cruautés sont le seul souvenir que l'histoire ait conservé de son règne d'un an; aussi l'a-t-on surnommé le Cruel. La guerre l'occupa peu ou point; il mourut de la lèpre en 925.

Froïla laissa trois fils; mais aucun d'eux ne monta sur le trône; les grands proclamèrent roi le neveu de Froïla, Alphonse IV, fils d'Ordogno, et surnommé l'Aveugle ou le Moine. C'était un prince faible, incapable de s'occuper des affaires et convaincu lui-même de son incapacité. Il se dégoûta promptement du pouvoir et déposa volontairement la couronne entre les mains de son frère Ramire II, quoiqu'il eût un fils, Ordogno, surnommé le Mauvais; puis il se retira dans un monastère. Mais les grands, mécontents d'être contents par Ramire, décidèrent le prince à quitter le froc; et pendant que Ramire faisait à Zamora les préparatifs d'une expédition contre les Sarrasins, Alphonse se dirigea vers Léon, réclama le trône avec le même empressement qu'il l'avait abandonné, et trouva un parti puissant pour le soutenir. Aussitôt que Ramire apprit le retour de son frère, au lieu de diriger son armée contre les Sarrasins, il la

fit marcher sur Léon et y assiégea Alphonse pendant deux ans. Dans le même temps, une révolte éclata dans les Asturies ; les chefs étaient les trois fils de Froïla II. Ramire réussit à prendre Léon et à faire son frère prisonnier. Alors il marcha contre ses cousins, dont il s'empara, les jeta dans un cachot, et là, leur fit crever les yeux, ainsi qu'à son frère. Lorsque Ramire n'eut plus à craindre leurs prétentions à la couronne, le sentiment d'humanité se réveilla dans son cœur ; il fit bâtir un cloître pour les malheureux qu'il avait privés de la vue et les y fit traiter d'une manière convenable à leur rang jusqu'à la fin de leur vie. Alphonse avait possédé le titre de roi pendant cinq ans, de 925 à 930, et il vécut encore deux ans dans la cécité.

La guerre civile terminée, Ramire tourna ses armes contre les ennemis de sa foi. Il passa le Douro avec une nombreuse armée, et pénétra jusqu'à Madrid ; il conquist cette ville (932), massacra tous les habitants en état de porter les armes, et retourna dans son royaume avec un riche butin.

Dans les années suivantes, Abdérame fit d'immenses préparatifs pour anéantir les États chrétiens d'Espagne. Ramire, de son côté, réunit des forces ; le comte Ferdinand Gonzalve de Castille et le roi Garcie II de Navarre se joignirent à lui pour lutter contre la tempête qui les menaçait. Les deux armées ennemies se rencontrèrent à Simancas, où se livra en 939 une terrible bataille. Les Arabes y firent des pertes considérables, qui les obligèrent à se retirer. Abdérame ne tarda pas cependant à attaquer de nouveau les chrétiens ; mais ceux-ci combattirent avec succès à Zamora, à Salamanque, à Talaveira. Cette guerre acharnée dura jusqu'en 944, époque où Ramire entama des négociations ; elles furent acceptées par Abdérame, et l'on signa une trêve de cinq ans. Ramire, sentant combien il était important que les chrétiens restassent unis, chercha à s'assurer la fidélité des comtes de Castille, et, croyant

utile de lier sa famille à celle du puissant comte Ferdinand Gonzalve, il maria Ordogno, prince royal, avec Urraca, fille de Ferdinand.

Le roi de Léon employa le temps de la paix à des améliorations utiles pour son pays. Il éleva une foule d'églises et de cloîtres, et se montra très-libéral envers le clergé. Lorsque la trêve de cinq ans fut expirée (949), Ramire regarda comme un devoir sacré de reprendre les armes contre les infidèles. Il s'avança jusqu'à Tala-veira, et défit une armée envoyée à sa rencontre; il retourna victorieux à Léon, où il mourut, après avoir régné avec fermeté pendant près de vingt ans (950).

Ordogno III, l'aîné de ses fils, lui succéda. Son frère Sanche prétendit au gouvernement de quelques provinces. Ordogno, voyant combien il serait dangereux de diviser le royaume, s'opposa courageusement à ses prétentions, qui étaient soutenues par le roi de Navarre et le comte de Castille; car ceux-ci étaient assez insensés pour désirer, par amour-propre, l'abaissement du royaume de Léon, sans réfléchir qu'alors ils seraient plus facilement écrasés par le calife de Cordoue. Ils poussèrent l'aveuglement jusqu'à commencer la guerre civile. Ferdinand Gonzalve et Garcie marchèrent avec des troupes sur les frontières d'Ordogno, dans le but de s'avancer jusqu'à Léon pour mettre Sanche sur le trône. Mais Ordogno, homme d'une grande expérience militaire, opposa une telle résistance aux alliés, qu'ils crurent prudent de ne pas tenter plus longtemps la fortune de la guerre et de se retirer sans avoir rien exécuté. Pour se venger de son parjure vassal, le comte de Castille, Ordogno lui renvoya sa fille Urraca, et se maria aussitôt avec Elvira. De ce mariage naquit Bermude le Paralytique.

De nouvelles attaques d'Abdérame réconcilièrent les deux ennemis; le comte Ferdinand Gonzalve, voyant le danger commun,

reconnut Ordogno III comme son seigneur suzerain , et celui-ci le confirma dans sa dignité de comte de Castille.

L'armée réunie du roi Ordogno et du comte Ferdinand força les Arabes à se retirer (954). L'année suivante, Ordogno III mourut à Zamora, après avoir régné cinq ans.

Bermude, fils d'Ordogno III, n'ayant, à la mort de son père, que trois ans, ce fut son oncle Sanche I^{er} qui monta sur le trône. Plusieurs grands de Léon, qui regardaient l'avènement de Sanche comme une usurpation, menaçaient de ne point le reconnaître roi. Cette circonstance parut favorable aux prétentions de Ferdinand , qui aspirait non-seulement à rendre le comté de Castille indépendant de Léon, mais à réduire toute l'Espagne chrétienne sous sa domination. Il avait fait des tentatives d'indépendance sous Ramire, mais il avait été forcé à une réconciliation. Ce qu'il n'avait pu réaliser pendant le règne d'Ordogno III, il l'effectua sous le faible Sanche I^{er}. Il sut habilement entretenir et exciter le mécontentement des grands et fit éclater une révolte qui menaçait la vie du roi. Celui-ci, après un an de règne, fut forcé de renoncer au trône ; il alla chercher un asile auprès de son oncle Garcie, roi de Navarre. Pendant que Sanche, fixé à Pampelune, songeait au moyen de recouvrer son trône, tout le territoire de Léon était déchiré par les différents partis. Bien peu se prononcèrent pour le roi fugitif. Les Galiciens auraient voulu qu'on donnât le trône au fils d'Ordogno III, Bermude, quoiqu'il n'eût que quatre ans. Pendant ce temps , Ferdinand Gonzalve , qui avait occasionné tous les troubles, parvenait à faire choisir Ordogno le Mauvais, fils d'Alphonse IV. Il maria ce prince avec sa fille Urraca , qu'Ordogno III avait chassée. Ordogno IV régna seulement de nom ; mais de fait c'était son puissant beau-père, qui , pour affermir de plus en plus sa domination, fit alliance avec Abdérame III.

Cette alliance n'empêcha pas Sanche et Garcie de Navarre de

chercher aussi du secours près du calife. Abdérame dut être flatté et put même concevoir de grandes espérances pour l'avenir, lorsqu'il vit que les inimitiés des princes chrétiens les obligeaient d'implorer son appui. Lui, qui avait en vain essayé de soumettre par les armes ces mêmes princes, se voyait appelé à être leur arbitre et leur protecteur. Il jugea qu'il était prudent de soutenir les droits des rois fugitifs et d'anéantir le pouvoir de Ferdinand, qui gouvernait toute l'Espagne comme un seul royaume, Ordogno IV n'étant que l'instrument de ses volontés. Celui-ci se rendait si odieux par ses cruautés, que presque tout le peuple détestait son gouvernement. La crainte de l'armée du comte de Castille empêchait seule le mécontentement d'éclater en révolte. Aussi, lorsque Sanche se présenta à la tête d'une armée arabe que lui avait donnée Abdérame, il pénétra presque sans résistance au delà du Douro, fut reçu avec acclamations par son peuple opprimé et remonta sur le trône de ses pères. Tout le royaume de Léon se soumit et le reconnut pour roi légitime. Ordogno s'enfuit à Burgos auprès du comte de Castille, son protecteur ; mais il y trouva peu de secours ; car Garcie, roi de Navarre, serrait de près Ferdinand Gonzalve, et, après quelques rencontres sanglantes, il eut le bonheur de le vaincre et de le faire prisonnier à la bataille d'Aconia (960). Ferdinand fut conduit à Pampelune et sérieusement gardé. Ordogno, chassé de Burgos, fut réduit à chercher un refuge chez les Sarrazins, ses ennemis mortels. Il y termina sa vie.

L'asile qu'Abdérame accorda à Ordogno ne troubla en rien la bonne intelligence qui régnait entre Sanche et les Arabes. Le roi de Léon renvoya avec de riches présents ses auxiliaires, et resta, tant qu'il vécut, ami intime d'Abdérame, à qui il devait le trône. Sanche périt d'une manière violente. Le gouverneur de la Galice s'était soulevé contre le roi ; forcé de se soumettre, il demanda grâce à Sanche, l'invita à un festin et lui fit manger une pomme

empoisonnée. Trois jours après, le roi mourut des suites de l'empoisonnement (967). Il avait régné douze ans, si l'on compte le temps de son exil. Il laissait pour lui succéder un enfant de cinq ans, Ramire III.

Le roi de Navarre, après avoir tenu prisonnier Ferdinand pendant plusieurs années, fut obligé de lui rendre la liberté (964); il y fut contraint par les Castellans, très-attachés à leur comte. Ferdinand Gonzalve, de retour en Castille, y régna indépendant, quoique le roi de Léon cherchât à faire prévaloir son autorité.



XV.

CALIFAT DE CORDOUE.

El-Hakem II. — Heschem II. — Le vizir Mohammed-Almanzor.

Le lendemain de la mort d'Abdérame III, son fils El-Hakem fut proclamé calife (961). Il avait déjà atteint l'âge de quarante-huit ans. Son extérieur était sérieux, mais agréable. La cérémonie de son couronnement fut plus solennelle que toutes celles qui avaient précédé. Dès qu'El-Hakem fut monté sur le trône, il ne consacra plus que ses heures de repos à l'étude des sciences et des arts, qui jusqu'alors avait absorbé tout son temps. Quoiqu'il fût d'un caractère pacifique, et qu'il mit son ambition plutôt à répandre la civilisation parmi ses sujets qu'à acquérir de la gloire militaire, la direction que les affaires politiques avaient prise en Espagne ainsi qu'en Afrique le força à recourir aux armes.

Les relations amicales ne furent jamais interrompues avec le roi Sanche, qui devait son trône au père d'El-Hakem; mais il n'en fut pas de même entre le calife et le comte de Castille, Fer-

dinand Gonzalve. Ce vassal puissant du royaume de Léon s'était entièrement affranchi du pouvoir de Sanche et avait fondé l'indépendance du comté de Castille. L'étroite amitié qui unissait les rois de Léon et les califes de Cordoue aurait suffi pour faire de Ferdinand l'ennemi de ces derniers, quand même son idée fixe n'eût pas été de faire la guerre aux Arabes, dans les pays desquels il faisait de continuelles incursions. La témérité et les succès du comte inspirèrent des craintes à El-Hakem, qui résolut d'écraser, pendant qu'il en était encore temps, la puissance d'un prince aussi ambitieux. Le calife, dans la seconde année de son règne (963), fit de grands préparatifs de guerre contre la Castille et fit assiéger la forteresse d'Estevan. D'après les relations des Arabes, les chrétiens essayèrent une défaite sanglante. Cette victoire fut suivie de la prise d'Estevan, de Simancas, de Zamora et de plusieurs villes importantes, dont les murs furent rasés. Mais si les Castillans opposèrent si peu de résistance, on doit l'attribuer à l'absence de Ferdinand Gonzalve, qui, lorsque El-Hakem entra en campagne contre la Castille, languissait encore dans la captivité où le tenait le roi Garcie. A cette époque, tout dépendait encore de l'héroïsme et de l'esprit chevaleresque du chef, qui, à lui seul, valait une armée. Urraca, qui gouvernait en l'absence de son époux, n'était pas capable de résister aux forces des Arabes. Les places fortes tombèrent les unes après les autres; la Castille parut perdue; les ennemis de la foi chrétienne triomphaient et songeaient déjà à préparer le même sort aux autres États chrétiens. Cette perspective effraya le comte de Barcelone ainsi que le roi de Navarre. Ferdinand recouvra la liberté et reparut à la tête de son armée. Sa présence remplit tous les chrétiens de joie et d'espoir; car c'était un capitaine aussi habile que supérieur à tous les autres chevaliers de son temps par sa bravoure.

Les deux années suivantes (963 à 965), El-Hakem fit encore la guerre aux princes chrétiens; mais il ne fit plus de conquêtes importantes, après que Ferdinand eut repris le commandement de ses troupes. Le calife, persuadé de la difficulté de mener cette guerre à une heureuse issue, fit la paix avec les chrétiens. Le traité, qui n'avait pas été rompu par la guerre avec la Castille, fut renouvelé avec Sanche, roi de Léon, et les ambassadeurs de ce prince furent reçus à Cordoue de la manière la plus honorable. Les envoyés du comte de Castille y trouvèrent un accueil non moins favorable. Le calife donna des fêtes splendides à Azzahara en l'honneur des ambassadeurs d'Espagne, et ne les surprit pas moins par les richesses et la somptuosité de l'Alcazar et de ses jardins, que par le ton d'urbanité et de politesse avec lequel il les traita. Peu de temps après, la paix fut conclue et signée (965).

Pendant le reste de son règne El-Hakem vécut en paix avec les chrétiens, malgré tous les avantages que semblaient lui présenter les circonstances. Beaucoup de comtes et de chevaliers du royaume de Léon, ainsi que de la Castille et du nord-est de l'Espagne, se révoltèrent contre leurs suzerains. Ils vinrent à Cordoue, et ne cherchèrent pas seulement la protection d'El-Hakem, mais ils s'efforcèrent encore de l'exciter à la guerre contre leurs ennemis. Les walis des frontières, remarquant les dissensions des chrétiens, poussaient vivement à la guerre. Mais El-Hakem résista avec fermeté et répondit à ses belliqueux conseillers par ce passage du Coran : « Soyez fidèle à vos engagements; car Dieu vous en demandera compte. »

En même temps qu'El-Hakem maintenait la paix avec les chrétiens, il conservait en Afrique l'autorité que son père y avait acquise par la force de ses armes; la Mauritanie restait sous la domination des Ommiades de Cordoue. El-Hakem fit partie du petit nombre des grands princes qui ne trouvèrent leur satisfac-

tion que dans le bonheur et la prospérité de leur peuple, et qui ne favorisèrent pas seulement les arts et les sciences, mais les cultivèrent eux-mêmes avec succès. Une attaque d'apoplexie l'enleva le 30 septembre 976. Il avait régné quinze ans et était parvenu à l'âge de soixante-trois ans. El-Hakem II est le dernier des grands princes omniades. Sous le règne de son fils Hescham, enfant mineur, l'exercice du pouvoir fut enlevé au calife et devint l'objet des prétentions du hadjeb ou vizir.

Après la mort d'El-Hakem, son fils, âgé de six ans, Hescham II, fut élevé au califat. Sa jeunesse rendait une régence nécessaire. Sa mère, la sultane Sabeiha, qui avait eu une grande influence sur El-Hakem, retint la régence entre ses mains et nomma hadjeb ou premier vizir Mohammed, homme distingué par ses talents. Elle lui confia l'administration de toutes les affaires, ainsi que la tutelle de son fils, qu'elle éloigna du gouvernement. Le jeune calife ne fut pas, comme les souverains qui l'avaient précédé, élevé au milieu de guerriers et de savants; on le relégua dans l'intérieur de l'Alcazar, où il n'avait pour distractions que des jeux frivoles et la compagnie d'esclaves de son âge. Il était gardé avec tant de rigueur par Mohammed, que personne ne pouvait lui parler qu'en sa présence.

Le vizir ne négligeait rien pour se faire de nombreux partisans; il sut maintenir ses amis dans l'obéissance, en se montrant un puissant soutien pour eux, et épouvanta ses adversaires comme un rival terrible qu'il ne fallait pas songer à renverser. En même temps il se fit aimer du peuple en concluant la paix avec les musulmans d'Afrique, et en jurant au contraire une guerre ouverte aux États chrétiens qu'il promit de soumettre de nouveau à la puissance arabe. Cette déclaration du vizir lui valut de la part des musulmans le nom d'*Almanzor* (qui signifie défenseur). Son pouvoir grandit chaque jour, au point de ne plus avoir de bornes.

Il revêtit ses fils et ses parents des plus importantes dignités de l'État, tandis qu'il n'était fait mention d'Hescham dans aucun document public, où le nom du prince ne paraissait pas. Almanzor gouvernait avec une autorité telle que n'en avait peut-être pas encore eu aucun calife. Il ne put maintenir la paix en Afrique, comme il en avait l'intention; elle avait duré sept ans, lorsque le calife fatimite d'Égypte se rendit maître de la Mauritanie et se fit proclamer émir (983). Almanzor envoya des troupes en Afrique pour reconquérir ce qu'il avait perdu. Cette guerre ne se termina qu'en 997, où les troupes du vizir entrèrent triomphantes dans Fez. Almanzor nomma son fils, Abdel-Mélek, émir de Mauritanie. Pendant cette expédition le grand vizir était continuellement en campagne contre les chrétiens.



XVI.

GUERRES ENTRE LES ÉTATS CHRÉTIENS ET ALMANZOR

LÉON. == Ramire III. — Bermude II.

NAVARRE. == Garcie II. — Sanche II.

CASTILLE. == Garcie-Fernandez. — Sanche.

BARCELONE. == Comté.

Ramire III n'ayant que cinq ans lorsqu'il monta sur le trône de Léon, la reine-mère dona Thérésia et la sœur du roi défunt, la pieuse dona Elvira, prirent les rênes du gouvernement pendant la minorité du jeune prince. Elles s'efforcèrent, par l'exécution des traités, de conserver la paix. Le calife qui régnait alors, El-Hakem II, était pacifique. Non-seulement il ne troubla pas la sécurité des deux reines, mais il céda à leur désir en leur livrant les restes de saint Pélage, qui avait souffert le martyre sous Abdérame.

Dans la deuxième année du règne de Ramire (969), les Normands débarquèrent sur les côtes de la Galice, pénétrèrent dans l'intérieur du pays, pillèrent les villes non fortifiées, et rava-

gèrent les campagnes. Le comte de Galice parvint à les vaincre et à brûler leur flotte.

Vers le même temps, les autres États chrétiens avaient reçu de nouveaux souverains. Le comte Ferdinand Gonzalve, fondateur de l'indépendance castillane, était mort en 970; son fils Garcie-Fernandez lui avait succédé. Cette même année, mourait Garcie II, fils et successeur de Sanche I^{er}, roi de Navarre. Garcie avait régné avec douceur et bonté et combattu souvent, et quelquefois avec succès, contre les Arabes. A sa mort (970), Sanche II Abarca prit le gouvernement de la Navarre.

Le comté de Barcelone, qui, depuis le règne d'Abdérame III, jouissait d'une paix constante avec les mahométans, offre dans la première moitié du x^e siècle peu ou point d'événements importants. Les comtes Wifred II, Miro Sencofred et Burell, qui se succédèrent, étaient vassaux du roi de France, mais avaient dans le fait un gouvernement indépendant. À l'avènement de Burell en 979, les habitants de Barcelone jouissaient d'une paix profonde avec les États voisins.

Sans lien entre eux, animés d'une méfiance et d'une jalousie mutuelles, tels étaient l'un à côté de l'autre les quatre pays chrétiens d'Espagne, les royaumes de Léon et de Navarre, et les comtés de Castille et de Barcelone. Il faut ajouter que les grands fomentaient continuellement des troubles, dans l'espoir d'en profiter pour s'élever de plus en plus. Il y avait à Cordoue plusieurs comtes chrétiens exilés, qui avaient déjà inutilement tenté de pousser El-Hakem à la guerre contre leur patrie. Mais lorsque Almanzor eut pris en main les rênes du gouvernement, en qualité d'hadjeb et de tuteur d'Hescham, les choses changèrent; après un court espace de paix, la tempête éclata avec fureur sur les États chrétiens isolés et chancelants, et ils furent bientôt réduits au même état de misère où ils étaient tombés du temps de Tarik

et de Mouça. C'est alors que commencèrent les expéditions d'Almanzor contre les chrétiens, expéditions qui furent au nombre de cinquante et se prolongèrent pendant vingt-cinq ans, jusqu'à la mort du vizir.

Les quatre États chrétiens furent alternativement le théâtre de guerres sanglantes et furent cruellement traités par les armées d'Almanzor, auxquelles la victoire était plus facile, en raison des divisions qui existaient entre les princes chrétiens et des révoltes de leurs propres sujets.

En 982, une guerre civile éclata dans le royaume de Léon. Le jeune roi Ramire III était fier et artificieux. Les grands mécontents élevèrent au trône le fils d'Ordogno III, Bermude II, surnommé le Paralytique. Les deux rois combattirent avec acharnement l'un contre l'autre. Heureusement pour l'Espagne, la mort surprit Ramire III, et Bermude II fut reconnu roi dans tout le royaume. Quoique sa maladie parût le condamner à l'inaction, puisqu'il ne pouvait ni marcher, ni monter à cheval, ni aller en voiture, et qu'il était obligé de se faire porter sur le dos de quelques hommes, son esprit était plein de vigueur et d'activité. Son règne est l'époque la plus malheureuse du royaume de Léon, et cependant il établit des institutions sages et bienfaisantes, qui ne sont ordinairement que le résultat de la paix. Malgré ses courageux efforts, la ville de Léon tomba au pouvoir des Arabes. Almanzor fit raser les maisons et les fortifications; il n'excepta, dit-on, de la démolition totale, qu'une seule tour, pour laisser à la postérité un souvenir de ce qu'il avait anéanti.

Le vizir tourna ensuite ses armes contre Barcelone, qu'il assiégea par mer et par terre. Le jeune comte Burell, n'ayant aucun espoir d'être secouru par le roi de France Lothaire, et voyant toute résistance inutile, s'échappa par mer pendant une nuit obscure, sans être remarqué des vaisseaux qui bloquaient le port. Deux

jours après, la ville fut prise, les habitants massacrés ou emmenés en esclavage. Le comte Burell parvint cependant à reconquérir Barcelone.

L'année suivante, Almanzor dirigea toutes ses forces contre Garcie-Fernandez; il tenait à écraser la Castille, qui avait acquis une certaine puissance. Les vaillants Castillans lui opposèrent une vive résistance; néanmoins leur défaite fut complète, et leur comte, grièvement blessé, fut fait prisonnier; malgré les soins que lui fit donner Almanzor, il mourut peu de temps après la perte de sa liberté (995). Son corps, enveloppé d'un précieux drap d'écarlate et couvert d'herbes aromatiques, fut, d'après l'ordre d'Almanzor, placé dans un cercueil artistement travaillé et porté à Cordoue; là il fut rendu aux chevaliers castillans qui venaient le racheter; mais Almanzor ne voulut accepter ni leur or ni leurs présents.

Le vizir, vainqueur sur tous les points, se décida à accorder la paix à Bermude; mais il n'en continua pas moins ses expéditions en Castille et en Navarre. Le malheur de l'Espagne chrétienne était alors à son comble: les pays ravagés, les forteresses rasées, les villes et les villages livrés aux flammes, ne présentaient plus qu'un triste désert. Le comté de Castille n'existait plus; le comte Sanche, fils de Garcie, vivait fugitif avec ses malheureux sujets dans les âpres montagnes des Asturies, de la Navarre, de la Biscaye. Les chrétiens de ces derniers pays n'étaient pas beaucoup plus heureux. Le roi paralytique Bermude avait eu le bonheur de conclure une courte paix avec Almanzor; mais il payait un tribut, et ni ses souffrances continuelles, ni l'affaiblissement total de son royaume, réduit aux Asturies et à une partie de la Galice, ne lui permettaient de renouveler la guerre contre les Arabes. Le culte chrétien avait presque entièrement cessé en Espagne; les prêtres étaient morts dans les guerres, ou avaient pris vainement

les armes pour la défense de leur patrie et de leur religion. Les cloîtres et les églises tombaient en ruines ; les trésors de ces dernières avaient été la proie des infidèles. Le désespoir et l'esclavage restaient seuls aux chrétiens. Bermude n'eut pas le temps de voir l'Espagne chrétienne délivrée du joug musulman ; il mourut dans la dix-septième année de son règne (999), et ne laissa qu'un fils de trois ans , nommé Alphonse V.

A la mort de Bermude , Almanzor ne se crut plus lié par le traité de paix qu'il avait conclu avec lui , et résolut de porter de nouveau la guerre du côté de Léon. Les victoires qu'il avait remportées lui avaient donné l'espoir de soumettre à son joug ou d'exterminer complètement les chrétiens. Dans ce but , il fit venir d'Afrique de nombreuses troupes et ordonna une levée considérable. Ces immenses préparatifs n'échappèrent pas aux chrétiens ; ils comprirent que l'instant approchait où il fallait vaincre ou mourir. Les différents États oublièrent leurs inimitiés , réunirent leurs forces et agirent de concert. Tout ce qui put porter les armes devint soldat. Le comte Menendo Gonzalve , tuteur du jeune roi Alphonse V , conduisait au combat les Léonais , les Galiciens et les Astures ; Sanche-Garcie , les Castellans fugitifs ; car leur pays était entièrement occupé par les ennemis ; le roi Sanche Abarca , les Navarrais et les Basques. On ne sait si les Catalans prirent part à la lutte , mais on peut le supposer. Le lieu du rendez-vous de toutes ces troupes était les montagnes de la Biscaye , près des sources du Douro. On savait qu'Almanzor dirigeait ses forces de ce côté. En effet , il arriva ; mais il fut bien surpris en considérant l'étendue du camp chrétien ; il ne pouvait croire qu'il eût été possible à ses ennemis , après tant de défaites , de réunir une si nombreuse armée ; les Arabes en étaient tout à la fois saisis d'étonnement et d'épouvante. La bataille commença avec une ardeur et une opiniâtreté égales de part et d'autre , et fut soutenue par les deux armées

avec une constance admirable. La nuit sépara les peuples ennemis, sans que l'un ou l'autre eût reculé d'un seul pas, et suspendit ce combat acharné où des milliers d'hommes avaient trouvé la mort. Lorsque Almanzor se retira dans sa tente, il s'aperçut que presque tous ses généraux étaient morts ou grièvement blessés; il reconnut alors sa défaite et l'impossibilité de recommencer la bataille le lendemain. Il donna aussitôt l'ordre d'effectuer la retraite, mais recommanda de la cacher aussi longtemps que possible. Les chrétiens, à la pointe du jour, n'apercevant plus l'ennemi, soupçonnèrent une embuscade et ne s'avancèrent que lentement et avec la plus grande précaution, jusqu'à ce qu'enfin ils se convainquirent que les Arabes étaient véritablement en fuite. Malheureusement il était trop tard pour les poursuivre; mais les trésors dont le camp ennemi était rempli furent une riche proie pour les vainqueurs.

Almanzor ne put survivre longtemps à la honte de sa défaite. Abattu et mélancolique, il s'abandonna au chagrin d'avoir perdu la gloire d'*invincible*, et il ne fit donner aucun soin à ses blessures, qui devinrent bientôt incurables. Il refusait toute nourriture; et comme il ne pouvait rester à cheval, il fut porté quatorze heures de chemin dans une litière, sur les épaules de ses soldats, jusqu'aux frontières de Castille, près de Médina. Là, il trouva son fils Abdel-Mélek, qui était parti de Cordoue dans l'espérance de saluer son père vainqueur. Il expira peu de jours après la bataille, le 1^{er} juillet 1002.

La mort d'Almanzor fut pour ses troupes une bien triste nouvelle; elles le pleurèrent comme leur bienfaiteur et leur père. Il fut enseveli à Médina. Il est évident que le but d'Almanzor était de léguer son autorité à ses descendants, non-seulement comme ministres, mais comme souverains véritables. Semblable aux maires du palais des Francs, il dirigeait tout lui-même, tandis

que le nom du prince ne paraissait que comme une vaine formalité. Mais il connaissait trop bien les sentiments de ses contemporains pour oser prendre le nom de calife ; il aurait par là fourni des armes à ses nombreux ennemis , ainsi qu'aux religieux musulmans , qui considéraient les droits de la maison ommiade comme inviolables. Son usurpation en aurait fait non-seulement un rebelle , mais aussi un infidèle. Cependant il pouvait nourrir l'espoir qu'Hescham , qui n'avait point d'héritier direct , adopterait un de ses fils. Mais Almanzor mourut avant d'avoir vu réaliser le rêve de son ambition.

Sa mort causa autant de tristesse et d'abattement parmi les Arabes qu'elle réveilla de joie et d'espérance chez les chrétiens.



XVII.

CALIFAT DE CORDOUE.

Hescham II. — Les Vizirs. — Soliman, calife. — Les Édrissides. — Chute
du Califat de Cordoue.

Abdel-Mélek prit les fonctions de vizir comme un héritage paternel. La famille et les parents d'Almanzor, les Alamérides, étaient presque une famille princière, comme celle des Ommiades. Abdel-Mélek fit des traités pour s'assurer la conservation de la Mauritanie; mais s'il avait à cœur la soumission de l'Afrique, il tenait encore bien davantage à combattre les chrétiens, qui, depuis la mort de son père, s'étaient relevés et avaient rebâti plusieurs forteresses. Le comte de Castille, Sanche-Garcie, avait repris la plus grande partie de ses terres occupées par les Arabes; c'était surtout autour de lui que se réunissaient un grand nombre de chrétiens empressés de combattre et qui concevaient de grandes espérances depuis la victoire de Calatanazor. Ainsi que l'avait fait Almanzor, Abdel-Mélek résolut d'entreprendre chaque année deux expéditions contre les pays chrétiens; il les réitéra pendant quatre ans, de 1004 à 1008, avec des chances diverses de revers

et de succès. Ce fut au retour d'une de ces expéditions qu'Abdel-Mélek tomba malade à Cordoue et mourut après d'horribles souffrances, qui étaient probablement l'effet du poison. Il avait gouverné pendant six ans et quatre mois.

La grandeur des Alamérides descendit au tombeau avec Abdel-Mélek. Leurs partisans parvinrent encore, il est vrai, à faire nommer Abdérame, frère d'Abdel-Mélek, vizir et chef de la garde; ils eurent assez de pouvoir pour l'imposer au faible calife Heschem II; mais on vit bientôt qu'il n'avait pas hérité des qualités de son père et de son frère. Incapable de gouverner l'Espagne et de tenir tête à ses ennemis, livré à ses passions, il prétendait néanmoins au titre de calife. Heschem étant en son pouvoir, il crut qu'il ne lui serait pas difficile d'obtenir du faible calife, qui n'avait pas d'enfants, la succession de la couronne; il se proposait même de l'y forcer, quoique Heschem ne fût que dans sa quarante-deuxième année et qu'il eût encore beaucoup de parents. Abdérame avait tout préparé pour l'exécution de son projet; mais, malgré le secret avec lequel il l'avait conçu, il fut connu des *Méruans* (famille des Ommiades). Ceux-ci, irrités qu'on voulût enlever l'empire à leur famille, réunirent tous leurs efforts pour renverser Abdérame. Mohammed, petit-fils d'Abdérame III, qui, après la mort d'Heschem, avait le plus de droits au trône, se mit à la tête de la conjuration qui avait pour but de renverser les Alamérides. Il marcha contre Cordoue, prit cette ville, s'empara de la personne du calife et fit publier la déposition du vizir, qui était absent. Celui-ci accourut, mais, abandonné des troupes, il fut défait et tomba entre les mains de Mohammed, qui le fit aussitôt crucifier (1009). Almanzor était sans doute loin de prévoir que le pouvoir qu'il croyait avoir bien affermi dans sa famille finirait ainsi honteusement, sous son fils, sept ans après sa mort. Abdérame n'avait été vizir que quatre mois. Mohammed, après

avoir exterminé la famille d'Almanzor, détruisit les édifices qui auraient pu en immortaliser le nom.

Immédiatement après la mort d'Abdérame, Mohammed se fit nommer vizir par le calife Hescham. Pour se rendre agréable au peuple, il ordonna à toutes les troupes africaines qui formaient en grande partie la garde, et qui étaient détestées des habitants de la capitale, de s'éloigner d'Azzahara et de Cordoue ; mais, par cette mesure, il s'en fit des ennemis irréconciliables. Après avoir éloigné toutes les personnes qui possédaient la confiance du calife ou qui lui étaient dévouées, et avoir donné à ses amis toutes les places importantes de l'État, il hasarda un pas de plus pour s'emparer entièrement du pouvoir. D'abord il fit courir le bruit qu'Hescham était gravement malade. Cette nouvelle eut généralement pour effet de faire regarder le vizir comme le successeur d'Hescham, parce qu'il était son proche parent. Lorsqu'il se fut ainsi assuré des dispositions du peuple, il songea à se débarrasser du calife. Ne voulant pas recourir à une mort violente, il fit enfermer Hescham dans une prison obscure et cachée, sous la garde d'un homme sûr ; puis, ayant fait enlever et égorger un chrétien qui avait quelque ressemblance avec Hescham, il fit placer son corps dans le lit du calife, dont il fit annoncer l'agonie et la mort. Le cadavre du prétendu Hescham fut enseveli en grande pompe, et un tombeau lui fut élevé dans la première cour de l'Alcazar (1009).

Mohammed se fit alors proclamer calife ; mais son avènement fut le signal de la guerre civile. L'ordre donné à la garde africaine de quitter Cordoue l'avait irritée ; son chef Soliman résista et demanda même la tête de l'usurpateur, souillé, disait-il, du sang du calife. Alors commença une lutte terrible entre Soliman et Mohammed. Elle durait depuis un an, lorsque Wada, qui avait contribué à l'emprisonnement d'Hescham et qui était devenu

vizir, voulant s'élever sur la puissance de Mohammed, eut l'idée de présenter dans la mosquée, aux yeux du peuple, le malheureux prince qu'on croyait mort. Son apparition causa une grande joie ; on le salua comme le légitime souverain. Mohammed fut amené devant Heschem, que le malheur avait rendu dur et impitoyable. Mohammed l'avait retenu dans un obscur cachot ; il voulut s'en venger en lui faisant trancher la tête en sa présence (1010). Le règne de Mohammed avait duré seize mois.

Heschem était délivré d'un ennemi, mais il lui en restait un autre beaucoup plus fort qui assiégeait la ville. Pour donner à ce dernier un exemple qui lui servit d'avertissement et le portât à l'obéissance, il lui envoya la tête de Mohammed. Mais elle fit sur Soliman une tout autre impression ; il se réjouit de la mort de son adversaire, et, voulant la faire servir à son élévation, il chercha à précipiter Heschem du trône. La guerre civile continua ; le vizir, voyant que la fortune souriait au puissant Soliman, se rapprocha de lui ; mais ses relations ayant été découvertes, Heschem le fit exécuter comme traître et nomma vizir à sa place le gouverneur Hairan Alamirè, excellent général. Malgré tous les efforts de celui-ci, Soliman entra dans Cordoue, pénétra dans l'Alcazar et s'empara d'Heschem (1013). Les larmes et les prières de ses serviteurs et de ses esclaves, qui demandaient qu'on lui conservât la vie, ne purent toucher le cœur inflexible de Soliman, qui regardait la mort du malheureux calife comme nécessaire à la consolidation de son trône. On ne sait de quelle manière mourut Heschem. Il avait régné près de trente-six ans et atteint l'âge de quarante-sept ans.

Soliman se fit proclamer calife sous le nom d'Addafar Bibulalla ; mais la grande fermentation du peuple, les nombreuses factions des grands et les violences des Africains, qui étaient détestés, faisaient facilement prévoir que le repos ne durerait pas longtemps.

Hairan Alamire, dernier vizir d'Hescham, avait pris la fuite et fait voile pour Ceuta en Afrique, où l'Édrisside Ali-ben-Hamud était gouverneur. Il chercha non-seulement à l'exciter, en lui disant qu'Hescham l'avait nommé son successeur, mais il traita avec lui presque en qualité d'envoyé du calife, comme s'il vivait encore, et demanda aux Édrissides du secours contre l'usurpateur Soliman. Ali, entraîné par ses projets de domination, et irrité des cruautés de Soliman, se montra prêt à combattre pour la liberté d'Hescham, ou, s'il était mort, à devenir son vengeur. Il rassembla ses troupes, auxquelles se joignirent bientôt tous les musulmans instruits; car la barbarie et la grossièreté des Africains révoltaient presque tous les habitants de l'Espagne. Tous juraient de combattre pour le calife Hescham; mais partout se répandait le bruit, assez fondé, que les Édrissides et les Alamérides n'avaient pas pris les armes pour la famille omniade, mais pour s'élever eux-mêmes et se venger de Soliman.

Soliman, en voyant les préparatifs que l'on faisait pour le renverser, prit toutes les précautions pour conjurer la tempête qui le menaçait et demanda de prompts secours à tous ses sujets et à ses alliés; mais il ne voyait pas approcher le danger sans inquiétude. On prétend que ce ne fut qu'à cette époque qu'Hescham, dont la vie avait été épargnée jusque-là, fut mis à mort, parce qu'on le considérait comme le motif de cette nouvelle guerre civile.

Les troupes réunies des Édrissides et d'Hairan joignirent celles de Soliman, et, après plusieurs batailles meurtrières, les Africains succombèrent. Ali-ben-Hamud fit son entrée dans la capitale, s'empara de l'Alcazar, et se fit amener Soliman, son frère Abdérame et son père El-Hakem; il leur demanda ce qu'ils avaient fait d'Hescham; et sur leur réponse qu'ils ne savaient pas où il était, Ali tira son glaive et les décapita lui-même tous les trois (4016). Ali ordonna de chercher partout Hescham avec le plus grand soin,

mais on ne trouva aucune trace de ce malheureux prince, dont on fit connaître publiquement la mort. Soliman avait régné six ans et demi, d'abord comme calife opposé à Mohammed, ensuite à Heschem II, enfin à Ali. Malgré sa cruauté dans la guerre, il se distingua par son talent poétique et sa grande éloquence. Il nous reste encore plusieurs de ses poésies.

L'Édrisside Ali-ben-Hamud fut proclamé émir d'Espagne dans Cordoue par l'influence d'Hairan; mais Ali ne tarda pas à craindre qu'Hairan n'ambitionnât le trône; il voulut l'envoyer comme gouverneur à Alméria, pour l'éloigner de ses nombreux amis de Cordoue. Mais cette disposition révolta Hairan, qui résolut de se venger du prince qui lui devait le trône. Il se fit facilement des partisans, qui jurèrent de renverser l'Édrisside Ali et de rétablir sur le trône un prince de la famille ommiade, à qui la souveraineté appartenait légitimement. On proclama calife un petit-fils d'Abdérame III, Abdérame IV, et la guerre commença en son nom. Ali, trahi par des troupes slaves, fut étranglé dans un bain; on fit courir le bruit qu'il était mort d'une attaque d'apoplexie. Il avait quarante-huit ans et en avait régné près de deux. Quoiqu'il fût exact dans l'exercice de ses devoirs religieux, il montra envers ses ennemis une cruauté impitoyable, qui fut la cause de sa mort violente. Ses partisans proclamèrent son frère aîné Alcasun souverain d'Espagne.

Les Édrissides et les Ommiades continuèrent de se disputer le califat de Cordoue. Ces derniers eurent successivement pour califes Abdérame IV, qui, au milieu d'une victoire, reçut un trait mortel en 1023; puis Abdérame V ou Almostader, dont le règne ne fut que de quarante-sept jours : il tomba victime d'un de ses cousins qui était irrité de n'avoir pas été élevé au trône (1024). Sa mort fut un malheur pour l'Espagne. Son meurtrier Mohammed III fut reconnu calife; il combla d'honneurs et de présents les chefs de la

garde rebelle qui l'avait secondé pour arriver au pouvoir; il lui laissa une grande liberté, pendant que lui ne songeait qu'à rétablir et à embellir les jardins d'Azzahara, et à se livrer aux plaisirs. Cette inaction et cet abandon des affaires révoltèrent bientôt ses sujets, qui se soulevèrent contre lui et demandèrent à grands cris sa tête. Il parvint à se sauver dans la province de Tolède, mais ses ennemis trouvèrent bientôt l'occasion de le faire périr; il fut empoisonné (1025); il ne laissa pas de successeur. Son règne avait duré dix-sept mois.

L'anarchie était alors complète. Ce n'était pas seulement dans le parti des Ommiades qu'éclataient des révoltes, mais aussi parmi les Édrissides, dont les chefs succombaient dans les séditions et se succédaient avec rapidité.

Après la mort de Mohammed III, on proclama calife Hescham III, arrière-petit-fils d'Abdérame III. Hescham avait jusqu'alors mené une vie retirée et tranquille sur les frontières de la Castille, sans avoir ni l'intention ni le désir d'échanger son repos pour un gouvernement agité. Il remercia les envoyés qui lui apportèrent la nouvelle de son élévation au trône, mais il fut longtemps à se laisser persuader par les Alamérides d'occuper la dignité suprême qu'il ne se sentait pas capable de porter. Pour préparer son arrivée à Cordoue, il fit la guerre aux chrétiens des frontières : c'était l'unique moyen de ramener l'union parmi les musulmans. Mais le nouveau calife guerroya pendant deux ans sans succès; alors il vint dans sa capitale, où il montra, par sa justice et son activité, qu'il méritait l'affection de son peuple. Mais s'il réussit à gouverner la capitale, il fut très-malheureux dans l'essai qu'il fit de ramener à l'obéissance les walis qui s'étaient détachés de la puissance ommiade. Lorsque Hescham vit qu'il ne pouvait pas les soumettre par la douceur, il essaya de le faire par les armes; mais il eut le chagrin de voir qu'il était trop faible pour espérer aucun

résultat satisfaisant. Les mesures de rigueur lui réussirent encore moins, et bientôt éclata contre lui une révolte. Heschem, ne voyant partout que trahison et reconnaissant l'impossibilité de relever l'empire ébranlé, abandonna son Alcazar avec une partie de sa garde qui lui était restée fidèle, et se retira près de Cordoue sur une montagne; mais il y fut poursuivi par les Cordouans, auxquels il échappa cependant. Il chercha protection près du gouverneur de Saragosse, qui lui donna pour habitation un fort près de Lérida. Là, dans un petit cercle d'amis fidèles, Heschem cultiva la poésie et les sciences, et mena une vie paisible jusqu'à sa mort (1037). Il avait régné quatre ans et quelques mois, et vécu environ six ans dans la province de Saragosse. Après lui, il n'y eut plus d'Ommiade sur le trône de Cordoue.

Ainsi finit avec ce prince, qui avait mérité un meilleur sort, la puissance des Ommiades en Espagne. Elle avait duré deux cent soixante-seize ans. Sur ses débris se formèrent plusieurs royaumes indépendants, qui se partagèrent l'Espagne arabe (1031).



XVIII.

RÉUNION DE LA CASTILLE ET DE LÉON.

CASTILLE. = Sanche I^{er}. — Garcie-Sanche. — Ferdinand I^{er}. — Sanche II.
— Alphonse VI.

LÉON. = Alphonse V. — Bermude III.

NAVARRE. = Sanche II Abarca. — Garcie III. — Sanche III le Grand. — Garcie IV.
— Sanche IV.

CATALOGNE. = Burell. — Raymond-Bérenger.

Les guerres cruelles que les pays chrétiens avaient soutenues pendant vingt-cinq ans contre Almanzor les avaient presque dépeuplés. Mais l'Espagne chrétienne put se relever de son abaissement pendant les guerres civiles qui éclatèrent à la mort du vizir Abdérame.

La Castille avait repris ses anciennes frontières et occupait une place importante parmi les États espagnols; comme sa situation géographique en faisait le point central de la Péninsule pyrénéenne, elle faisait pencher la balance du côté où elle se tournait; aussi plusieurs partis avaient-ils successivement demandé des secours à son comte Sanche, dont la valeur était bien connue.

Le royaume de Léon, depuis 1008, recueillait les fruits d'une

heureuse suspension d'armes. Alphonse V reconstruisit Léon, détruit par Almanzor et Abdel-Mélek; il fortifia de nouveau Zamora, menaça ainsi les Arabes en construisant cette importante forteresse sur ses frontières, et rendit au royaume l'ancien boulevard contre lequel s'étaient souvent brisées les forces de l'ennemi. Il profita des divisions qui affaiblissaient les musulmans pour traverser le Douro, et ravagea des pays au travers desquels il s'avancait sans obstacle. Le fort de Viseu seul opposa de la résistance; et pendant qu'Alphonse examinait l'endroit par lequel il serait plus facile de s'emparer de la ville, l'ennemi, qui l'observait, lui lança un trait mortel (1027). Alphonse expira aussitôt. Il était encore à la fleur de l'âge, dans sa trente-deuxième année, et avait régné vingt-huit ans, si l'on compte les années de sa minorité. Il laissa une fille, dona Sancha, et un fils de douze ans, Bermude III, qui lui succéda. Le règne d'Alphonse est surtout remarquable par les éclaircissements que les chroniques et les documents de ce temps nous donnent sur l'histoire intérieure du royaume wisigoth.

L'histoire de Navarre, depuis 970 jusqu'au commencement du XI^e siècle, est enveloppée d'une grande obscurité. On sait cependant qu'à Garcie II ont succédé Sanche II Abarca et Garcie III, dont il est peu parlé. Mais avec Sancha le Grand, qui arrive au trône en 1000, le royaume de Navarre devient puissant. Ce roi, ayant épousé dona Murcia Elvira, fille du comte Sanche, était en rapport d'amitié avec la Castille. Il s'empara sur les Arabes de plusieurs places fortes; le wali indépendant de Saragosse Almandur voulut essayer de reprendre au roi de Navarre ses conquêtes et fit une irruption dans son royaume; mais Sanche le mit en déroute à Funes en lui faisant essuyer de grandes pertes, et en peu d'années tout concourut à augmenter la puissance du roi de Navarre.

En Catalogne, Burell avait reconquis son comté sur les Sarrasins. Cependant la situation du comte de Barcelone était d'autant plus difficile qu'il pouvait moins compter sur le secours de la France; car, depuis l'avènement de Hugues Capet (987), il s'était déclaré libre de toute dépendance des rois français. Il mourut en 993, en combattant contre les Arabes. Son fils aîné Raymond devint comte de Barcelone. Ce fut sous son règne qu'Abdel-Mélek remporta sur les Catalans (1003) sa victoire de Lérida. Les conquêtes que fit Raymond sur les frontières arabes furent peu importantes. A sa mort (1017), son épouse Ermesinde eut la tutelle de son fils Bérenger. Le wali de Saragosse crut le moment favorable pour faire des conquêtes en Catalogne; mais Ermesinde demanda du secours aux Normands, qui croisaient sur les côtes d'Espagne. Ceux-ci, ayant à leur tête Roger, chassèrent les Sarrasins et les remplirent de tant d'épouvante, qu'ils demandèrent la paix à Ermesinde (1018), et lui payèrent un tribut.

En 1021 mourut Sanche-Garcie, comte de Castille. Il ne laissa qu'un fils d'environ dix ans, Garcie-Sanche, qui lui succéda, et deux filles, dont l'une fut mariée au roi Sanche de Navarre et l'autre au roi Bermude III de Léon. Pendant la minorité de l'enfant (1), sa mère dona Urraca eut la régence; mais, au bout de quelques années, elle fut tuée sans qu'on connût l'auteur de sa mort. Garcie, quoique jeune, prit les rênes du gouvernement, vraisemblablement sous la direction de son oncle, le roi de Navarre. Pour se lier plus étroitement avec le roi de Léon, il demanda à Bermude III, jeune homme comme lui, qui depuis un an seulement était sur le trône de Léon, la main de la princesse

(1) Ce titre était donné aux enfants des rois; plus tard il désigna le fils puîné; l'aîné, héritier présomptif de la couronne, prit celui de prince des Asturies.

donna Sancha, sa sœur. Bermude consentit à cette union, et Garcie vint à Léon pour y célébrer le mariage; mais au moment d'entrer à l'église, il fut lâchement assassiné par les trois fils de Véla, ancien comte d'Alava, qui avait été chassé du pays par le comte de Castille : ils jugèrent le moment favorable pour se venger sur le fils du châtimement que leur avait infligé le père. Quoiqu'on soit certain que ce crime fut leur œuvre, on ne peut s'empêcher de soupçonner que Bermude III fut instruit de la conjuration.

Si Bermude fut coupable du meurtre du comte Garcie, il expia cruellement son crime; car tous ses malheurs en furent la conséquence. Sanche, roi de Navarre, était héritier de la Castille, comme époux de la sœur du comte assassiné. Il prit aussitôt possession du pays, se déclarant vengeur de son beau-frère, poursuivit les frères Véla et les fit brûler vifs.

Bermude ne tarda pas à sentir la supériorité de son nouveau voisin; les liens de parenté qui l'unissaient à Sanche ne le défendirent pas contre l'ambition et l'arrogance de ce prince, avide de conquêtes, qui envahit bientôt ses États. Bermude voulut s'opposer par les armes aux injustes prétentions du roi de Navarre; mais le jeune roi de Léon, qui n'égalait le vieux Sanche ni en forces militaires ni en expérience de la guerre, parut disposé à faire la paix, même au prix de quelques sacrifices; elle se conclut aux conditions suivantes : Bermude donnait en mariage dona Sancha à don Ferdinand, second fils du roi Sanche; celui-ci abandonnait à son fils le comté de Castille, auquel le roi de Léon ajoutait encore, comme présent de nocés, les terres comprises entre la Pisergua et la Cea. Ferdinand devait gouverner le tout sous le nom du roi de Castille. Quelque pénible que fût cette cession pour Bermude, la nécessité et les prières de ses conseillers le décidèrent à la faire; il espérait, par cette division, affaiblir la grande puissance de Sanche, qui depuis deux ans régnait des Pyrénées

aux frontières de la Galice, sous le titre de roi de Pampelune, d'Aragon, de Sobrarve, de Castille et de Léon. On dit même que ce prince avait pris le titre d'empereur.

Peu de temps après le mariage de Ferdinand avec dona Sancha, le vieux Sanche, courbé par l'âge, partagea le reste de ses États entre ses autres fils. Il laissait à Garcie, son fils aîné, la Navarre; à Gonzalve, le royaume de Sobrarve et Ribagorce; à Ramire, le royaume d'Aragon. Ce partage brouilla toute la famille et arma les frères les uns contre les autres, après la mort de leur père. Il mourut en 1035, dans un âge fort avancé, après un règne de soixante-cinq ans. Il laissa une brillante réputation militaire. Aucun roi de Navarre n'avait gouverné une aussi grande étendue de pays. Il ne fut pas seulement guerrier, il fit le bonheur de ses sujets. On lui doit la fondation d'un grand nombre d'églises et de cloîtres.

Aussitôt que le roi de Léon, Bermude III, eut reçu la nouvelle de la mort de Sanche, il conçut l'espoir de faire des conquêtes et entreprit de reprendre les pays qu'il avait été obligé de céder à Ferdinand. Celui-ci, trop faible pour résister seul au roi de Léon, demanda du secours à son frère Garcie, roi de Navarre. L'armée des deux frères joignit celle de Bermude. Dès le début la victoire semblait être assurée au roi de Léon; mais, dans sa fougueuse ardeur, il voulait donner la mort à ses deux antagonistes, et pendant qu'il cherchait des yeux ces deux princes, il reçut un coup mortel. Ses compagnons, saisis de terreur, prirent la fuite dans le plus grand désordre. Il eût été facile à Ferdinand de massacrer tous les fuyards, mais il songea qu'il devait épargner ses nouveaux sujets. Bermude ne laissant pas d'enfants, Ferdinand se trouvait, comme époux de dona Sancha, héritier de la couronne de Léon. Il fit ensevelir le corps du roi Bermude avec tous les honneurs royaux, et se transporta ensuite à Léon, où il fut cou-

ronné, le 22 juillet 1037. La Castille et le royaume de Léon se trouvèrent de nouveau réunis.

Bermude n'avait régné que dix ans ; il avait comblé de faveurs le clergé. S'il avait été innocent du meurtre du comte de Castille, il aurait mérité un meilleur sort. Avec lui s'éteignit la ligne mâle de l'ancienne dynastie gothique, qui tirait son origine du roi Recared, et qui s'était maintenue avec gloire contre la puissance des Ommiades.

L'Espagne eut alors cinq princes chrétiens :

1^o Ferdinand, roi de Castille, à qui la mort de Bermude avait donné Léon, la Galice, les Asturies, et les comtés qui en dépendaient. C'était le plus puissant monarque de l'Espagne.

2^o Garcie, fils aîné de Sanche, régnait sur la Navarre, berceau de la puissance de sa famille, depuis les Pyrénées orientales jusqu'aux sources de l'Èbre.

3^o Ramire, sous le titre de roi d'Aragon, avait un faible royaume, près de celui de Navarre.

4^o Gonzalve gouvernait un pays encore plus petit, la Sobrarve, vers le centre des Pyrénées.

5^o Le comte Raymond-Bérenger possédait le comté de Barcelone ou de Catalogne, qui s'étendait des Pyrénées orientales jusqu'aux côtes de la mer, vers l'embouchure de l'Èbre.

La partie occupée par les musulmans avait un bien plus grand nombre de souverains indépendants. Sur les grandes villes de Cordoue, Séville, Grenade, Malaca, Valence, Badajoz, Tolède et Saragosse, régnaient des émirs qui avaient pour vassaux un certain nombre de walis et de cadis. Ces États étaient tantôt alliés, tantôt en guerre. Leurs divisions leur ôtaient la possibilité de nuire aux princes chrétiens, qui, en réunissant leurs forces, auraient pu chasser de la Péninsule les ennemis de leur croyance. Mais, pleins d'envie les uns contre les autres, ils aimèrent mieux

se faire la guerre que de tourner ensemble leurs armes contre l'islamisme.

Un an après le partage entre les fils de Sanche, Gonzalve, revenant de la chasse, fut assassiné par un de ses vassaux. Ramire, roi d'Aragon, hérita de son petit royaume, qui fut réuni au sien. Ses frères Ferdinand et Garcie n'eurent rien des possessions de Gonzalve. Ramire, fier de ce premier succès, voulut tenter de s'emparer des États du roi de Navarre, et, pour y parvenir, il ne recula pas devant une alliance avec des gouverneurs arabes. Malgré ce secours, il fut défait et perdit une portion de ses États, qu'il recouvra cependant plus tard.

Pendant ce temps, Ferdinand avait lutté avec avantage contre les Arabes, et considérablement étendu les frontières de son royaume. Il avait pénétré dans le Portugal et avait repris les villes que les Sarrasins avaient conquises cinquante ans auparavant. Le succès de ses armes contre l'émir de Badajoz l'avait encouragé à tenter des expéditions semblables contre les émirs de Tolède et de Saragosse; mais ceux-ci aimèrent mieux payer tribut à Ferdinand que de s'engager dans une lutte douteuse contre le roi de Castille. Après avoir élevé sa puissance aux dépens des infidèles et assuré la paix par ses victoires, Ferdinand tourna son activité vers des institutions et des améliorations dans ses États.

Garcie voyait d'un œil jaloux le vaste royaume et les belles conquêtes de son jeune frère Ferdinand. Il nourrissait en secret le désir de s'approprier ses États, et, pour y parvenir, il eut recours à la perfidie et projeta un fratricide. Il fit dire au roi de Castille qu'il était sur son lit de mort et désirait le voir avant d'expirer. Ferdinand accourut près de lui; mais le coupable projet de son frère lui ayant été révélé, il revint à la hâte dans son royaume, avant que le roi de Navarre ait pu exécuter son crime, et se promit de punir un frère qui respectait si peu les

lois du sang et les droits sacrés de l'hospitalité. Comme Garcie ignorait que Ferdinand avait découvert son plan, il n'hésita pas à venir le voir quelques années après. Aussitôt qu'il fut en Castille, il fut jeté en prison; mais il parvint à s'échapper et à retourner dans ses États.

Cet événement fit éclater la guerre entre les deux frères. Garcie non-seulement conclut une alliance avec le roi Ramire, son plus mortel ennemi jusque-là, mais fortifia son armée par des auxiliaires sarrasins, qu'il acheta de l'émir de Saragosse. Le clergé chercha à réconcilier les trois frères, mais ce fut en vain; le sang devait couler. Garcie entra en Castille et s'avança jusque près de Burgos. Ce fut là que les armées se rencontrèrent et se livrèrent bataille, en septembre 1054. Garcie tomba percé d'une lance et rendit le dernier soupir sur le champ de bataille; les Navarrais prirent la fuite en désordre. On dit que Ferdinand donna l'ordre de ne pas les poursuivre plus loin, afin d'épargner l'effusion du sang chrétien, mais de frapper sans pitié sur les auxiliaires mahométans, qui furent presque tous massacrés ou faits prisonniers. Cette victoire procura un nouvel agrandissement au royaume de Castille; une partie de la Navarre fut occupée par Ferdinand; il laissa le reste du royaume au fils du roi défunt, Sanche IV, que les Navarrais avaient élevé sur le trône immédiatement après la mort de Garcie.

Le rapide accroissement de la puissance de Ferdinand effraya Ramire, roi d'Aragon, qui eut une entrevue avec le roi de Navarre (1057) et conclut avec lui une alliance, en apparence contre les Sarrasins, mais en réalité contre Ferdinand, et, au lieu de chercher à éviter une guerre avec ce dernier, il le provoqua en attaquant les émirs qui étaient ses vassaux. Ferdinand envoya à leur secours une division de Léonais et de Castillans, commandés par l'infant Sanche, et dans laquelle se trouvait le Cid. Les chrétiens

et les musulmans réunis marchèrent contre Ramire, qui perdit la vie dans le combat.

Les trois frères de Ferdinand périrent ainsi de mort violente : Gonzalve, par un assassinat; Garcie et Ramire, en combattant contre les troupes de Léon et de Castille. Le fils de Ramire, Sanche I^{er}, fut proclamé roi par les Aragonais, et, fort du dévouement de ses sujets, il put mettre en sûreté ses frontières.

Ferdinand, après avoir heureusement terminé la guerre contre Séville, s'être emparé de Coïmbre, de Valence, revint à Léon, chargé d'un riche butin, mais avec le pressentiment de sa fin prochaine.

Malgré les malheurs qui étaient résultés pour l'Espagne du partage de son territoire et de sa puissance, Ferdinand commit la même faute que son père Sanche le Grand, et se détermina à partager de son vivant ses États entre ses trois fils. Lorsqu'il eut réglé ses affaires temporelles, se sentant dangereusement malade, il demanda à être transporté dans l'église de Saint-Jean-Baptiste, qu'il avait fait bâtir et richement orner. Là, déposant au pied du grand autel l'habit royal avec la couronne et le sceptre, il se prosterna et dit à haute voix : « C'est de vous, Seigneur, que j'ai reçu le pouvoir et l'honneur du diadème; je les remets aujourd'hui tous deux entre vos mains; accordez-moi la grâce de faire participer mon âme aux bienfaits de la miséricorde. » Par son ordre, il fut revêtu de l'habit de pénitent, et on lui répandit des cendres sur la tête. Rapporté dans son palais, il mourut le jour suivant, 27 décembre 1065, après avoir régné trente-sept ans sur la Castille et vingt-huit sur Léon et les pays qui en dépendaient.

Ferdinand I^{er} est au nombre des plus grands rois espagnols; il fut vainqueur dans toutes les guerres qu'il entreprit. Il réduisit à la dépendance et rendit tributaires les émirs de Tolède, de Sé-

ville, de Badajoz et de Saragosse. Ses armes furent victorieuses contre les rois de Léon, de Navarre et d'Aragon. Ces princes ayant succombé dans les batailles, Ferdinand put jouir complètement des fruits de ses victoires; aussi Sanche I^{er} et Sanche IV ne possédaient plus toute l'étendue du territoire qu'avaient possédée leurs prédécesseurs. Cependant ils étaient restés indépendants de la Castille; mais il est probable que Ferdinand, dans les dernières années de son règne, tendait à soumettre leurs royaumes à son sceptre. Le titre d'empereur, qu'il prit après sa victoire sur son frère Garcie, vient à l'appui de cette conjecture.

Le caractère de Ferdinand retrace fidèlement les mœurs de cette époque. A la guerre, il était plus chevalier que roi; dans les affaires d'État, la haine ou l'affection décidait les résolutions les plus importantes. Au sortir des batailles, dans lesquelles il se montrait impitoyable pour les ennemis de la foi chrétienne, il accourait aux pieds des autels avec de riches présents pour les églises et pour les cloîtres. Il se retirait de temps en temps dans un monastère, où il vivait comme les autres moines, se soumettant aux ordres de l'abbé. Dans sa résidence même de Léon, il se conformait exactement à la règle des chanoines de la cathédrale. Sa bienfaisance pour les pauvres était inépuisable. Les trésors qu'il avait amassés péniblement dans ses guerres étaient employés au soulagement des malheureux. Après la mort de Ferdinand, le partage de ses États se fit ainsi qu'il l'avait ordonné. Sanche, l'aîné, eut la plus grande partie de la Castille avec suzeraineté sur les Sarrasins que gouvernait l'émir de Saragosse. Alphonse devint roi de Léon et des Asturies; et comme seigneur suzerain de Tolède, il reçut un tribut annuel de l'émir de cette province. Garcie, le plus jeune, obtint la Galice et le Portugal, comme royaume, avec la suzeraineté sur les émirs de Séville et de Badajoz. D'après les intentions de Ferdinand, tous les couvents de

son royaume furent placés sous la direction de ses deux filles, dona Urraca et dona Elvira; en outre, la première reçut la ville de Zamora, forteresse importante sur le Douro; la seconde, Toro et quelques autres places situées sur le même fleuve.

Tant que la veuve de Ferdinand, dona Sancha, vécut, elle sut par son ascendant maintenir l'harmonie parmi ses enfants. Mais lorsque, deux ans après, elle eut rejoint son époux dans la tombe, rien ne retint plus l'avidité et l'emportement des trois frères. Sanche, roi de Castille, déplorait amèrement de n'avoir pas été, comme aîné, unique héritier du royaume de son père. Dans son insatiable ambition de conquêtes, il attaqua d'abord ses cousins, les rois de Navarre et d'Aragon, et chercha à leur enlever plusieurs places fortes; mais il ne réussit pas dans son entreprise. Il tourna alors ses armes contre ses frères Alphonse et Garcie, dans l'espérance d'en finir avec eux. Une guerre terrible désola pendant trois ans Léon et la Castille. Alphonse obtint d'abord quelques succès, mais ensuite il fut défait et fait prisonnier. Sanche lui accorda la vie à la prière de sa sœur aînée Urraca; mais Alphonse dut céder la couronne de Léon et se retirer dans un cloître, d'où l'adroite Urraca parvint à le faire échapper. Il trouva près de son vassal, l'émir de Tolède, un asile et une généreuse hospitalité. Garcie, roi de Galice et de Portugal, n'eut pas un sort plus heureux qu'Alphonse. Sanche ayant envahi ses États, il s'échappa, suivi seulement de sa garde, et se réfugia près de son vassal, l'émir de Séville.

C'est ainsi que Sanche s'empara des royaumes de ses deux frères. Pour leur enlever tout point d'appui et leur rendre difficile leur retour dans leurs États, il ne manquait à Sanche que les deux importantes forteresses de Zamora et de Toro, que possédaient ses sœurs. Sanche leur demanda de les lui céder, elles refusèrent; il voulut les y contraindre par la force. Toro tomba facile-

ment en son pouvoir; mais Zamora résista, et Sanche non-seulement échoua dans sa tentative d'assaut, mais tomba sous la main d'un assassin (1072), qu'on ne nomme point; mais on soupçonne que le crime fut commis à l'instigation d'Urraca et d'Alphonse.

L'armée des assiégeants se retira en désordre aussitôt après la mort du roi, et Urraca se hâta de faire savoir la vacance du trône à Alphonse, qui était toujours à Tolède, et de l'engager à revenir promptement. En rentrant dans son ancien royaume de Léon, Alphonse recouvra facilement ses droits; mais dans la Castille et les pays qui dépendaient auparavant de la Navarre, les grands firent des difficultés et ne voulurent accorder le trône à Alphonse qu'à la condition qu'il se disculperait par un serment solennel du soupçon d'avoir trempé dans le meurtre de Sanche. Alphonse ayant rempli cette condition, aucun grand de Castille n'osa refuser de lui prêter serment, de peur d'encourir sa disgrâce, et il fut reconnu roi dans toute la Castille. Pendant ce temps, le roi de Galice exilé, Garcie, était aussi revenu dans son royaume. Il réclamait une portion de la Castille comme cohéritier de Sanche. Cette prétention brouilla les deux frères. Alphonse s'empara de Garcie par trahison, le fit charger de chaînes et enfermer dans une forteresse, où il vécut dix-huit ans. Lorsque les médecins annoncèrent sa mort prochaine, Alphonse lui offrit sa liberté, mais il la refusa. « J'ai traîné si longtemps mes fers, dit-il, que je veux les emporter avec moi dans la tombe. » Il expira en maudissant son frère.

C'est ainsi qu'Alphonse VI, que ses propres malheurs n'avaient point rendu plus compatissant, réunit les trois royaumes sous son sceptre par la trahison et le crime; et quelques années plus tard, il y ajouta encore plusieurs districts de la Navarre. Sanche IV ne régnait que sur un fort petit royaume; grâce à ses

montagnes inaccessibles, et le défendait contre les ennemis extérieurs; mais ses plus proches parents travaillaient à son renversement. Raymond et Ermesinde, prenant pour exemple la conduite d'Alphonse et d'Urraca envers Sanche de Castille, espéraient arriver au même résultat qu'eux par l'assassinat. Un jour que le roi était à la chasse, il fut précipité du haut d'un rocher dans une plaine, où il fut assommé (1076). Le fratricide devint si odieux aux Navarrais, qu'ils élevèrent sur le trône le roi d'Aragon Sanche, en dépit des efforts de Raymond, qui appela à son secours le puissant Alphonse. Sans avoir égard aux deux fils mineurs du roi assassiné, les rois d'Aragon et de Castille envahirent le pays et se le partagèrent.

Raymond se réfugia à Saragosse, près des Sarrasins, où il termina sa vie dans l'obscurité; et quant aux fils de Sanche IV, Alphonse les fit élever à Léon, à sa cour. Pendant que les violences, les trahisons, l'assassinat et les guerres réduisaient les États espagnols aux deux royaumes de Castille et d'Aragon, et que la puissance chrétienne acquérait par là une grande supériorité sur les Arabes, le comte Raymond-Bérenger I^{er}, surnommé l'Ancien, gouvernait le comté de Barcelone (de 1035 à 1076). Il se distingua comme défenseur de la chrétienté et vaillant adversaire des Sarrasins. Il augmenta l'étendue et la force de sa principauté, en réunissant à Barcelone le comté d'Urgel, qui en avait été séparé, et en achetant en 1069 le comté de Carcassonne. Le comte Raymond-Bérenger entreprit des guerres importantes contre l'émir de Tolède, et en faveur de Séville.

XIX.

ÉTATS MUSULMANS. — PRISE DE TOLÈDE.

Après la chute des Ommiades, l'Espagne mahométane se divisa d'abord en une foule d'États particuliers, de manière que presque chaque ville avait son émir indépendant (roi, prince, gouverneur ou cadi, selon qu'il régnait sur un grand ou sur un petit territoire); mais bientôt il fut facile de prévoir qu'une telle situation n'aurait pas de durée. Le fort chercha à soumettre le faible; celui-ci, pour se soustraire au danger, s'allia à son voisin plus puissant que lui, dont il devint le vassal, et aida son suzerain à vaincre l'ennemi commun, ou succomba avec lui, quand les secours qu'ils achetaient chèrement des princes chrétiens ne les sauvaient pas. Après une lutte sanglante, la multitude de petites principautés arabes se fonda en quatre États principaux, qui avaient subjugué tous les autres ou fait alliance avec eux. C'étaient :

1^o Les Édrissides ou les Beni-Hamud de Malaga, qui s'étaient élevés dans l'Espagne méridionale, à Grenade et dans une partie de l'Andalousie ;

2^o Les Beni-Abed de Séville, qui avaient entraîné sous leur domination les émirs de Cordoue et de Badajoz ;

3^o Les Beni-Dilnum, émirs de Tolède, auxquels obéissait l'Espagne centrale ;

4^o Les Beni-Alamari de Valence et de Murcie, qui occupaient l'Espagne orientale.

Telle était au commencement du xi^e siècle la situation des États mahométans, qui, pour la plupart, avaient plus de haine les uns contre les autres que pour les chrétiens, avec lesquels ils ne rougissaient pas de conclure des alliances et dont ils achetaient les secours à prix d'argent. Les guerres les plus importantes qui eurent lieu entre les émirs furent celles que se livrèrent l'émir de Séville, Almutamed, et celui de Tolède, Alcadir. Le premier avait obtenu de grands avantages et fait bien des acquisitions, mais il ne les regardait pas assurées tant que l'émir de Tolède pouvait recevoir des secours du roi de Castille. Dès lors il se hâta de conclure une alliance avec celui-ci avant d'être prévenu par Alcadir. Par ce traité, le roi de Castille s'engageait à envoyer des troupes auxiliaires à l'émir de Séville contre tous ses ennemis musulmans ; celui-ci lui promettait en retour non-seulement de lui payer de grosses sommes d'argent comme subsides, mais de ne pas l'empêcher de faire la conquête de Tolède, condition qui plut à Alphonse. Almutamed sacrifia ainsi le boulevard de l'Espagne mahométane pour pouvoir réduire sous sa domination les pays de Grenade, de Badajoz et de Saragosse. Alphonse commença la guerre en 1079 contre Tolède, où il avait jadis trouvé un refuge contre les persécutions de son frère Sanche, et malgré le serment qu'il avait fait de défendre et de maintenir en possession de ses États le fils de son bienfaiteur.

Il ravagea cette province pendant cinq ans, et dans la sixième année il assiégea Tolède. Alcadir essaya de résister ; mais plus accoutumé à vivre dans la mollesse que dans un camp, et menacé d'une révolte de la part de ses sujets, qui manquaient de vivres,

il offrit au roi de Castille de lui payer un tribut et de reconnaître sa suzeraineté. Il espérait à ce prix conjurer l'orage qui menaçait de l'anéantir. Alphonse repoussa toutes les propositions, et exigea une soumission sans conditions et la reddition de la ville. Le courage de quelques hommes déterminés, qui voulaient mourir pour la liberté et l'indépendance, ne trouva ni écho ni imitation chez le peuple, qui soupirait après la fin de ses maux. Alcadir se vit dans l'impossibilité de défendre plus longtemps la ville; elle fut rendue à Alphonse, après qu'il eut promis aux habitants la vie, la conservation de tous leurs biens et de leurs grandes mosquées, le libre exercice de leur religion, le maintien de leurs lois et de leurs magistrats, et la permission d'émigrer sans obstacle dans les États musulmans. Ce fut le 25 mai 1085 qu'Alphonse VI fit son entrée dans l'ancienne capitale du royaume des Wisigoths; après être restée trois cent soixante-douze ans entre les mains des Arabes, elle rentra sous la domination des chrétiens. Le roi de Castille y établit sa résidence, et elle devint de nouveau la capitale de l'Espagne chrétienne. Une foule de chrétiens de Castille et de Léon vinrent s'y établir; tandis que les Sarrasins émigrèrent et accompagnèrent à Valence leur émir Alcadir, qui reçut le gouvernement de cette ville. Ainsi finirent les Beni-Dilnum à Tolède.

La bonne intelligence entre Alphonse et l'émir de Séville cessa avec la prise de Tolède. Le premier ne tarda pas à montrer ouvertement que son dessein était de conquérir toute l'Espagne mahométane; il tourna ses armes contre Saragosse, qui se vit menacée du même sort que Tolède. Les princes arabes, voyant tous approcher le moment de leur chute, se réunirent pour arrêter les conquêtes du roi de Castille; mais, reconnaissant que leurs forces étaient insuffisantes, ils résolurent d'appeler à leur secours les Almoravides d'Afrique.

XX.

LES ALMORAVIDES. — YSSEF.

Les Almoravides étaient établis depuis un temps fort reculé dans les déserts africains. Ils étaient nomades, vivaient sous des tentes, ne connaissaient aucune science, ni même l'écriture ; leur religion était le fétichisme. Un musulman , Abdallah , esprit dominateur, entreprit de civiliser ces nomades ; il y parvint, leur fit embrasser la religion de Mahomet et se fit reconnaître leur souverain. Les enfants du désert, appelés depuis Almoravides , nom qui signifie zélés défenseurs de l'islamisme, excités aux conquêtes par leur chef, marchèrent de victoire en victoire. Abdallah périt dans un combat ; il fut remplacé par Abubekr , qui jeta les fondements de Maroc en 1062. Cette ville fut achevée et embellie par Yssef , qui étendit son empire , prit Tunis (1080), Tanger (1084), et fut bientôt en possession de toutes les côtes d'Afrique situées vis-à-vis de l'Espagne. Ce fut alors que la Péninsule espagnole s'offrit à lui, en venant réclamer son secours contre les chrétiens.

Les princes et les chefs musulmans avaient, dans une assemblée, proposé de faire un appel au conquérant africain Yssef, dont le bras semblait seul capable de sauver l'islamisme. La proposition avait été accueillie avec applaudissement, excepté par le wali de Malaga, qui eut le courage de combattre cette dangereuse démarche. « Vous voulez appeler, dit-il, les Almoravides à votre secours ! Ignorez-vous que ces féroces habitants des déserts ressemblent aux tigres qui les entourent ? Ne les laissez pas, je vous en supplie, entrer dans les fertiles plaines de l'Andalousie et de Grenade. Sans doute, ils briseraient le joug de fer qu'Alphonse nous prépare ; mais vous n'en seriez pas moins condamnés à porter les chaînes de l'esclavage. Ne savez-vous pas que dans tous les pays qu'il a soumis il a substitué partout le despotisme à la liberté et à l'indépendance ? » Le wali ne fut pas écouté ; on l'accusa même d'être partisan secret des chrétiens. Al-Raschid, fils d'Almutamed, qui partageait l'avis de l'émir, objecta à son père que si l'on appelait Yssef, il les chasserait de leur pays. « Sacrifions tout, répondit Almutamed, plutôt que de nous soumettre aux chrétiens ! J'aimerais mieux devenir humble berger, conducteur des chameaux d'Yssef, que de consentir à régner sous le bon plaisir de ces chiens de chrétiens ! »

L'ambassade fut donc envoyée à Yssef, qui promit le secours de ses armes. Toutefois, il exigea que la forteresse d'Algésiras fût remise entre ses mains, sous prétexte que si la fortune lui était contraire, il lui fallait une place où il pût se réfugier. Une telle demande aurait dû ouvrir les yeux à Almutamed, mais il n'en fit rien et consentit à tout.

Quoique les Sarrasins eussent possédé pendant près de quatre cents ans la plus grande partie de la Péninsule, les chrétiens espagnols ne croyaient cependant pas leurs droits perdus par le temps ; ils regardaient toujours le sol comme leur propriété et nour-

rissaient la ferme conviction qu'un jour ils recouvreraient tout le pays et en chasseraient les conquérants étrangers. Alphonse VI crut que ce temps était venu ; il s'allia avec Sanche I^{er}, roi d'Aragon et de Navarre, et avec le comte Raymond-Bérenger de Barcelone. Tous dirigèrent leurs forces contre les Arabes, qui pressèrent Yssek de venir à leur secours. Le chef almoravide fit embarquer son armée au commencement d'août 1086.

A peine sa flotte avait-elle mis à la voile, qu'Yssek monta sur le pont de son vaisseau, éleva les bras vers le ciel et s'écria : « Dieu tout-puissant ! si mon expédition est destinée à sauver les croyants, et tu le sais, ô Seigneur ! apaise les flots de cette mer, et rends-la douce à notre navigation ; sinon, excite les tempêtes pour empêcher notre passage. » Aussitôt, disent les fervents musulmans, la mer devint calme et le ciel serein ; la flotte traversa le détroit et aborda sur les côtes d'Andalousie avec la plus grande rapidité. Lorsque Yssek prit terre près d'Algésiras, il trouva presque tous les émirs et les cadis réunis pour lui faire une réception solennelle, et la forteresse promise lui fut remise. On fit de suite les dispositions pour entrer en campagne. Cependant la nouvelle de l'arrivée des Almoravides était parvenue au camp des chrétiens devant Saragosse ; Alphonse avait tâché de hâter la chute de cette ville ; le danger qui menaçait sa capitale, Tolède, le détermina à lever le siège, et il fit d'immenses préparatifs pour soutenir glorieusement la guerre contre les Africains. Il vit arriver, des provinces méridionales de la France, de la Guyenne, du Languedoc, de la Provence, des chevaliers qui venaient se ranger sous ses drapeaux pour combattre.

Les deux armées ennemies, également formidables, campèrent à quelques lieues de Badajoz, dans la plaine de Zelaca ; une petite rivière séparait les combattants. Yssek envoya au roi de Castille une lettre dans laquelle il lui faisait ces trois propositions : 1^o de se

faire musulman ; 2° de consentir à devenir comme chrétien tributaire du prince almoravide, ou 3° de se préparer immédiatement au combat. Il ajoutait encore qu'il avait appris qu'Alphonse avait eu le projet de passer en Afrique pour y chercher les Almoravides ; que pour lui éviter cette peine, il venait lui-même en Espagne y chercher le roi des chrétiens, et que Dieu les avait enfin réunis dans la même plaine pour y confondre ses prétentions et son arrogance. Lorsque Alphonse eut lu cette lettre, il la jeta à terre, et, dans sa colère, il dit à l'envoyé : « Va dire à ton maître que nous nous verrons sur le champ de bataille. » Relativement au choix du jour où l'on livrerait la bataille, le roi chrétien fit dire au souverain musulman qu'elle ne pouvait avoir lieu le vendredi, jour de fête chez les musulmans ; ni le samedi, jour du sabbat des juifs ; ni le dimanche, jour sanctifié par les chrétiens ; mais qu'il proposait le lundi 26 octobre 1086 ; ce qui fut accepté par Yssek.

Alphonse, adoptant le principe peu honorable qui autorise, en temps de guerre, toute espèce de ruses, se crut en droit d'attaquer l'ennemi à l'improviste ; aussi, malgré les conventions arrêtées entre lui et son adversaire, il se prépara à tomber sur les Arabes le lendemain vendredi. Mais Yssek et l'émir de Séville découvrirent ses intentions et se mirent sur la défensive. La bataille s'engagea avec acharnement ; tant qu'Alphonse n'eut affaire qu'à l'émir Almutamed, il eut l'avantage et se crut sûr de la victoire ; mais lorsqu'il se trouva en face de l'armée d'Yssek, le combat devint terrible. Les Almoravides combattaient en fanatiques et semblaient chercher la mort pour entrer plus tôt dans le paradis de Mahomet. Les chrétiens, de leur côté, ne combattaient pas avec moins d'ardeur pour la défense de leur foi et de leur patrie. Pendant plusieurs heures, les soldats tombaient par milliers, le sang inondait le champ de bataille ; et plus d'un blessé étanchait sa soif avec celui qu'il avait fait couler. L'arrivée de la nuit décida enfin de l'issue

du combat. Les chrétiens, attaqués de deux côtés en même temps, n'eurent bientôt plus de choix qu'entre une lutte désespérée et la fuite. Ils se sauvèrent avec les débris de leur armée, laissant sur le champ de bataille les cadavres de ceux qui avaient succombé glorieusement. Alphonse, grièvement blessé à la jambe, ne voulait pas survivre à sa défaite. Cinq cents cavaliers l'enlevèrent malgré lui et le transportèrent sur une hauteur, d'où ils atteignirent Caria à la faveur de la nuit.

Ce brillant succès des musulmans aurait pu avoir de grands avantages pour les Almoravides, s'ils avaient poursuivi leur marche victorieuse comme l'avaient fait Tarik et Mouça, qui n'avaient pas laissé aux chrétiens le temps de réparer leurs pertes. Par bonheur pour l'Espagne chrétienne, elle n'était pas alors gouvernée par un roi faible comme Roderic, mais par un prince ferme et habile. Sans se laisser décourager, il s'occupa de rassembler une nouvelle armée, et moins d'un an après sa défaite le roi de Castille put se présenter à ses ennemis avec des forces considérables. Yssef, qui avait été obligé de passer en Afrique, à cause de la mort de son fils, à qui il avait confié le gouvernement de l'empire de Maroc, débarqua de nouveau (1088) en Andalousie. Cette fois, l'armée almoravide, à laquelle s'étaient jointes celles de tous les émirs, se dirigea, par Malaga, vers Murcie, où les musulmans étaient vivement pressés par les chrétiens. On tenta de s'emparer du fort d'Alid, mais on ne put s'en rendre maître. Yssef et Almutamed se décidèrent à abandonner l'entreprise. Le premier retourna bientôt en Afrique, et cette immense armée se dispersa sans avoir livré bataille. Alphonse eut la gloire d'avoir déjoué tous les plans de ses ennemis, qui bientôt travaillèrent eux-mêmes à leur perte.

Les émirs de l'Andalousie s'aperçurent bientôt que les Almoravides étaient plus à redouter que les chrétiens. Plusieurs d'entre eux eurent des intelligences secrètes avec le roi Alphonse, espé-

rant pouvoir, avec son secours, expulser ces mêmes Africains qu'ils avaient appelés. Le souverain des Almoravides fut informé de cette disposition des émirs ; il se hâta de revenir en Espagne sans y être appelé. Cette fois, il résolut de mettre fin à la domination des princes andalous, mais ne communiqua son plan à personne et parut vouloir diriger toutes ses forces contre les chrétiens. Il ne demanda aucunes troupes auxiliaires aux émirs, qui ne lui en offrirent point. Yssek pénétra dans la province de Tolède, ravagea tout sur son passage, puis, revenant tout à coup dans l'Andalousie, il fit avancer à la fois quatre armées contre les émirs, pour les empêcher de réunir leurs forces et pour mettre plus promptement fin à leur puissance. Almutamed fut attaqué le premier ; sa chute devait entraîner celle des autres. L'émir de Séville fit une courageuse résistance ; mais, vaincu après une sanglante bataille, il se rendit, et la ville de Séville tomba au pouvoir des Almoravides (1094). La fin d'Almutamed fut digne de pitié et présenta un triste exemple des vicissitudes de la fortune : l'homme qui, pendant près d'un quart de siècle, avait eu entre les mains le sort de l'Espagne, qui avait régné sur la presque totalité de la partie méridionale de la Péninsule, qui avait introduit les Almoravides en Espagne, termina sa carrière dans la plus profonde misère, au milieu des plus grandes douleurs, et au fond d'un cachot. Après plusieurs années de captivité, la mort le délivra de ses maux en 1095. Il avait été émir de Séville pendant vingt-trois ans. La ville d'Almeria fut prise presque en même temps que Séville ; Grenade eut le même sort ; son émir Abdallah fut envoyé à Maroc. Une fin cruelle et tragique termina la vie d'Omar, émir de Badajoz. Presque en même temps que tombait cette ville (1094), la flotte almoravide attaquait les îles Baléares, dont la conquête fut bientôt achevée. Toute l'Espagne musulmane, à l'exception de la province de Saragosse, se trouva ainsi soumise aux Almoravides dans les six premiers mois de 1094.

XXI.

ARAGON.

Sanche V. — Don Pèdre. — Le Cid.

L'émir de Saragosse Ahmed était le seul qui eût profité du secours des Almoravides, sans l'avoir payé par la perte de sa puissance. Mais il fut attaqué par Sanche-Ramire, roi d'Aragon, qui mit le siège devant Huesca. En dirigeant l'attaque contre cette forteresse, Sanche fut blessé mortellement par un coup de flèche. Moins occupé de lui que du bonheur de son peuple, il rassembla les grands qui se trouvaient dans l'armée et leur fit prêter serment de fidélité à son fils aîné don Pèdre; il fit également jurer au jeune prince de poursuivre le siège d'Huesca jusqu'à la prise de la ville. Tranquille sur ce sujet, il retira la flèche de sa blessure, et mourut, comme le Thébain Épaminondas, avec la conscience d'avoir conduit son peuple à la victoire (1094).

Le jeune roi d'Aragon poursuivit l'œuvre commencée par son père, et, malgré toutes les forces réunies des Sarrasins, il les battit près d'Alcoraza. Cette victoire amena la chute d'Huesca (1096). Don Pèdre y transporta sa résidence. La principale mosquée fut sur-le-champ convertie en église chrétienne, et l'on y entonna des chants d'actions de grâces pour la brillante victoire d'Alcoraza, qu'on attribua au secours de saint Georges, patron de l'Aragon.

Ce ne fut qu'alors que les restes du roi Sanche furent confiées à la terre ; car, suivant son serment, don Pèdre ne pouvait lui rendre les derniers devoirs qu'après la prise d'Huesca.

La conquête de cette ville était aussi importante pour l'Aragon que celle de Tolède l'avait été onze ans auparavant pour la Castille. Elle ouvrit aux Aragonais le chemin de Saragosse, et aux Castellans celui de l'Andalousie. Les efforts des Sarrasins et les divisions des princes chrétiens purent seuls retarder encore quelque temps les conquêtes qui auraient dû suivre immédiatement la chute de ces deux places fortes.

La conquête d'une troisième forteresse, de laquelle on pouvait menacer toutes les côtes orientales de l'Espagne musulmane, fut accomplie, non par des souverains chrétiens, mais par un simple chevalier, dont le peuple espagnol a fait son héros, par le comte Rodrigue Diaz, surnommé le Cid et le Campeador de Bivar. Rodrigue était né à Burgos en 1040. Ce fut dans la dernière année du règne de Ferdinand qu'il se distingua pour la première fois dans les guerres contre les Aragonais et les Sarrasins. Lorsque Ferdinand eut partagé son royaume entre ses trois fils, le comte Rodrigue se trouva sous la domination de Sanche, qui le distingua bientôt entre tous les autres chevaliers et le plaça à la tête de ses troupes. Rodrigue assista à toutes les batailles que Sanche livra à ses frères et contribua à la victoire. Ce fut probablement à cette époque qu'il reçut le nom de Campeador (grand général). Lorsque Sanche tomba sous le fer d'un assassin devant Zamora, et que son frère Alphonse eut pris possession de tout le royaume, les Castellans, on se le rappelle, ne voulurent le reconnaître qu'après qu'il se fut justifié par serment du soupçon porté contre lui d'avoir trempé dans le meurtre de Sanche. Le Cid eut la hardiesse de faire répéter deux fois ce serment au roi de Castille, quand tous les autres grands se taisaient. De là, la rancune d'Alphonse contre

le Campeador et la facilité avec laquelle il prêtait l'oreille aux calomnies de ses ennemis; aussi fut-il banni jusqu'à trois fois de sa patrie. Dans sa retraite, il rassembla ses vassaux et ses amis, marcha contre les Maures, et les battit en plusieurs rencontres. Il finit par assiéger Valence, et la pressa tellement, que les habitants, opprimés par la domination almoravide, forcèrent le wali Ahmed d'ouvrir les portes aux assiégeants. Le Cid entra dans Valence avec les alliés dans le mois de mai 1094. Il en conserva la souveraineté; et tant qu'il vécut, tous les efforts des Almoravides pour reprendre cette ville échouèrent. Il mourut, régnant encore sur cette province, en 1099. La troisième année après sa mort, le roi Alphonse fut obligé d'abandonner Valence aux Almoravides, après un long siège (1102).

Tous les poètes ont chanté la gloire du Cid. Ce ne furent pas seulement ses mérites, mais la sympathie de toute l'Europe pour la cause qu'il défendait, qui lui valurent une gloire impérissable. Le pape n'ayant pas voulu permettre aux chrétiens d'Espagne de prendre part à la conquête de la terre sainte, le Cid voulut s'en dédommager par quelque exploit remarquable sur les infidèles; il attaqua Valence en même temps que Godefroi de Bouillon partait pour aller à la délivrance du saint sépulcre. Mais plus près du but de son entreprise, il était déjà en possession de Valence longtemps avant la prise de Jérusalem par les croisés. Quand la nouvelle de la conquête de la ville sainte se fut répandue en Europe et que les noms des principaux héros de la croisade furent dans toutes les bouches, les Espagnols voulurent chanter aussi et transmettre à la postérité les exploits du Cid. Ils comparaient la conquête de Valence, accomplie par des chevaliers, et non par un roi, à celle de Jérusalem. C'est pourquoi le Cid devint le principal héros des poètes espagnols, qui le représentaient comme le modèle des chevaliers braves, pieux, nobles et généreux.

XXII.

ALY. — BATAILLE D'UCLÈS.

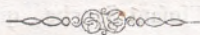
Toute l'Espagne musulmane était soumise aux Almoravides. Yssef, déjà avancé en âge, voulut la visiter encore une fois, pour y régler tout avant sa mort. Ce fut en 1103, peu après que Valence eut été reprise, que le prince africain passait pour la quatrième fois dans la Péninsule, non plus dans des vues hostiles aux Sarrasins espagnols, mais dans leur intérêt, parce qu'alors il les considérait comme ses sujets. Il avait amené avec lui ses deux fils Abu-Tahir et Abulhasem-Ali. Bien que le dernier fût le plus jeune, le père le désigna pour son successeur, parce qu'il possédait à un plus haut degré que son frère aîné les qualités nécessaires pour gouverner. Il convoqua à Cordoue les gouverneurs et les généraux, leur déclara sa volonté de nommer Ali son successeur, et leur ordonna de lui prêter serment; ce qu'ils firent immédiatement. Cette cérémonie eut lieu en 1103. Yssef, ayant réglé les affaires d'Espagne, retourna en Afrique, où il termina sa

carrière, âgé de cent ans environ, en 1106. Yssek était un de ces hommes rares qui semblent destinés à faire de grandes choses. Il soumit, pacifia et réunit en un vaste et puissant empire les différentes parties de l'Afrique septentrionale morcelées par les partis, et sut, par de nouvelles institutions et de sages mesures, communiquer aux peuples soumis à son pouvoir un tel enthousiasme, qu'avec eux il eût pu faire des prodiges. Par ses guerres en Espagne contre les chrétiens et surtout par la victoire de Zelaca, il ajouta à la renommée de conquérant le titre de défenseur de l'islamisme. On vante son amour pour la justice. Il abolit la peine de mort.

Immédiatement après la mort de son père, Ali fut proclamé à Maroc. Il ne tarda pas à passer en Andalousie, pour y faire reconnaître son pouvoir. Il retourna en Afrique sans avoir rien entrepris d'important. Dès l'année suivante (1107) il visita de nouveau l'Espagne, mais dans l'intention d'attaquer les chrétiens. Il confia les fonctions de généralissime à son frère aîné Abu-Tahir, qu'il avait nommé émir de Valence. Celui-ci, à la tête d'une armée, se dirigea de Grenade vers les frontières chrétiennes, brûlant de montrer qu'il était aussi digne qu'Ali de monter sur le trône, si c'eût été la volonté de son père. Il entra rapidement dans le royaume de Castille, et sa marche ne fut arrêtée que devant la forteresse assez importante d'Uclès, qu'il assiégea. Lorsque le vieux roi Alphonse VI en apprit la nouvelle, il maudit la faiblesse de l'âge qui ne lui permettait plus de s'élancer à la tête de l'armée chrétienne. Pour exciter le courage des troupes, il fit partir avec elles son fils unique, l'infant Sanche, quoique le jeune prince n'eût encore que onze ans. Il recommanda au comte Garcie de Cabra, qui était chargé de l'éducation du jeune prince, de veiller sur ses jours.

Aussitôt que l'armée chrétienne fut arrivée près d'Uclès, Abu-

Tahir voulut lever le siège et prendre la fuite. Les vieux généraux obtinrent avec peine qu'il se décidât à livrer bataille. Mais la position de l'armée almoravide était telle, que, si elle ne remportait pas la victoire, toute voie de retraite lui était fermée. A la pointe du jour, les Sarrasins attaquèrent l'armée chrétienne avec une si grande impétuosité, que rien ne put leur résister. Les chrétiens furent repoussés, malgré des prodiges de courage. Malheureusement l'infant Sanche tomba dans la foule; le comte Garcie le couvrit de son bouclier et combattit avec le courage du désespoir pour sauver ses jours, mais ce fut en vain; le comte tomba, fidèle à son devoir, et à côté de lui l'héritier du trône de Castille. Dès que ces terribles paroles : « Sanche est mort ! » eurent retenti dans l'armée chrétienne, tous les soldats prirent la fuite en désordre. Les vainqueurs en firent un grand carnage, et profitèrent du premier moment de terreur pour prendre Uclès d'assaut. Plus de vingt mille chrétiens restèrent sur la place, ainsi que sept des comtes castillans les plus distingués. Mais les Sarrasins avaient, de leur côté, payé cher la victoire; ce qui explique pourquoi ils ne s'avancèrent pas plus loin dans la province de Tolède. La victoire d'Uclès, qui fut gagnée le 29 mai 1108, est l'apogée de la puissance almoravide en Espagne. Depuis ce temps elle déclina d'année en année. L'esprit de révolte la ruina en Afrique, comme en Andalousie, et l'on put dès lors prévoir sa chute prochaine.



XXIII.

PUISSANCE DE LA CASTILLE.

Urraca et Alphonse d'Aragon. — Prise de Saragosse. — Bataille de Fraga. —
Avènement de la maison de Bourgogne en Castille. — Alphonse-Raymond.

Alphonse VI, courbé par l'âge et les fatigues de la guerre, songea à désigner son successeur. Quoiqu'il eût eu plusieurs femmes, il n'avait pas d'héritier. Son fils Sanche avait péri à la bataille d'Uclès. Dès lors il s'occupa de transmettre tous ses États à sa fille Urraca, veuve du comte Raymond de Bourgogne, qui était venu en Espagne. Mais il jugeait nécessaire qu'une main ferme tint avec elle les rênes du gouvernement. D'ailleurs, sa pensée fixe était de réunir tous les États chrétiens d'Espagne sous un même sceptre. Ce fut dans cette intention qu'il désigna pour l'époux d'Urraca le roi d'Aragon et de Navarre, Alphonse I^{er}. Il fit approuver ce mariage par les états de son royaume. Cette assemblée décida qu'Urraca devait être reine de Léon, de Castille et des Asturies ; que son fils Alphonse-Raymond aurait, comme

infant, la Galice, sous la suzeraineté de la Castille, de même que le comte Henri, gendre d'Alphonse, gouvernerait le Portugal comme vassal de la couronne castillane. Dans le cas où la reine Urraca n'aurait point d'enfants de son union avec le roi d'Aragon, tous les États que gouvernait Alphonse VI devaient reconnaître Alphonse-Raymond pour leur roi.

Ces dispositions étaient à peine prises, que la mort délivra le vieux roi des soucis qui l'attachaient encore à la vie (1109). Tout le peuple le pleura. Pendant un règne de quarante-quatre ans, il affermit la puissance de la Castille pour des siècles, et ni les guerres civiles ni les partages du pays même ne purent détruire son ouvrage. Ce grand roi se distinguait par sa piété, sa générosité, qu'il déployait particulièrement envers le clergé et les pauvres, par sa sagesse, son amour de la justice et son affabilité. Quelque grande que fût sa puissance, il n'oublia jamais que le dernier de ses sujets était son égal par la loi de nature, et qu'il devait aimer en lui un frère, comme l'ordonne la religion chrétienne. Par ses talents militaires, il était digne de marcher à la tête des vaillants chevaliers espagnols de son temps. Sa plus brillante conquête fut celle de Tolède. Trente-neuf batailles lui valurent le surnom de *Bouclier de l'Espagne*. Plus puissant que les rois, il prit le titre d'empereur. Il voulait montrer par là qu'il tenait un rang plus élevé que les autres souverains de la Péninsule, qu'il regardait tous comme des vassaux trop heureux d'être sous la protection de la Castille.

Après la mort d'Alphonse VI, Alphonse I^{er} d'Aragon, son gendre, réunit à ses propres États d'Aragon et de Navarre ceux de sa femme Urraca, c'est-à-dire les royaumes de Léon, de Castille et des Asturies, et étendit sa suzeraineté sur les comtés nouvellement fondés de Galice et de Portugal. Comme le comté de Catalogne ou de Barcelone lui appartenait encore, il régnait réel-

lement sur toute l'Espagne chrétienne. Depuis Pélage, aucun roi ne vit une aussi grande étendue de pays soumise à son sceptre.

Dès 1105, Alphonse avait succédé sur le trône d'Aragon à son frère Pèdre I^{er}. Pendant son règne de dix ans, Pèdre s'était montré roi chevalier et pieux chrétien. Alphonse, après la mort de son frère, marcha sur les traces de ses ancêtres. Doué de grands talents, ses premières actions attirèrent sur lui l'attention générale. Devenu maître de l'Espagne par son mariage avec Urraca, il eut à sa disposition des forces immenses qu'il employa avant tout à la soumission de Saragosse. Ce ne fut cependant qu'après bien des tentatives et au bout de plusieurs années qu'il parvint à s'emparer de cette ville, dans laquelle il fit son entrée le 18 décembre 1118.

L'émir et beaucoup d'habitants émigrèrent, préférant le sol étranger au sol national, où chaque jour la puissance de la croix diminuait celle du croissant. Avec Saragosse tomba le plus puissant rempart des Sarrasins; ils l'avaient possédée pendant quatre siècles. Le roi d'Aragon fit de cette importante ville sa capitale; la grande mosquée devint l'église de Saint-Salvador. Depuis ce moment la fortune parut abandonner les Arabes. Alphonse profita de la terreur qu'avait inspirée la prise de Saragosse pour s'emparer de plusieurs villes importantes.

Alphonse VI était mort avec la ferme confiance que le mariage de sa fille Urraca avec le roi d'Aragon affermirait la puissance de l'Espagne et détruirait celle des Arabes; mais elle fut une source de malheurs qu'il n'avait pu prévoir. Urraca, dont la conduite était scandaleuse, était une femme altière, avide de domination. Elle réclama comme lui appartenant le gouvernement de Castille et des pays qui en dépendaient. Alphonse ne voulut pas admettre ses prétentions. De là commencèrent des querelles qui durèrent un an, et après lesquelles on en vint à une guerre ouverte. Les

chevaliers et les comtes de Castille, de Léon et des Asturies, détestaient la domination des Aragonais; pour s'en délivrer, ils se déclarèrent champions des droits de leur reine. Ils n'étaient cependant pas disposés à se soumettre au gouvernement d'une femme; mais ils portaient leurs espérances sur l'infant Alphonse-Raymond, qu'ils regardaient comme leur souverain futur; aussi cherchèrent-ils à s'en faire un point d'appui en le faisant sacrer roi de Galice, bien qu'il n'eût encore que six ans. La cérémonie eut lieu en 1110, dans l'église de Saint-Jacques.

La guerre civile se poursuivit avec vigueur entre le roi d'Aragon, les Castellans, au nom de la reine Urraca, et les partisans du jeune roi de Galice; elle donna lieu à plusieurs rencontres et batailles importantes, qui ne terminèrent cependant point les querelles.

Alphonse-Raymond avait atteint sa douzième année; déjà il avait combattu plusieurs fois contre les Sarrasins, à côté de généraux expérimentés. Les chevaliers de Léon et une partie des évêques lui étaient tellement attachés, qu'ils le proclamèrent roi dans l'ancienne capitale; mais non content de régner sur deux royaumes, il aspirait encore à celui de Castille. La majeure partie de la noblesse de ce pays était dévouée à la reine Urraca, il est vrai, mais celle-ci perdait de jour en jour de son crédit; ses mœurs, qui avilissaient la majesté royale, commençaient à lui aliéner les grands, qui, voyant dans l'infant Alphonse-Raymond leur futur souverain, soutenaient volontiers ses entreprises guerrières. Ils le secondèrent fortement dans celle qu'il dirigea contre Tolède, que possédaient les Aragonais. Alphonse défendit vaillamment cette place importante; mais une affreuse famine força les habitants à ouvrir les portes à Raymond (1117), qui monta ainsi le premier degré du trône de Castille.

Le roi Alphonse, voyant les Castellans peu disposés à se sou-

mettre à sa domination, et sentant la difficulté de conserver ce pays, se contenta du titre d'empereur d'Espagne qu'il avait pris, à l'exemple de Ferdinand et d'Alphonse VI, et tourna ses armes contre les Sarrasins, guerre qu'il croyait plus utile et plus glorieuse pour l'Aragon que celle qu'il pourrait faire aux Castillans.

Néanmoins les provinces espagnoles continuèrent d'être fortement agitées. Les seigneurs faisaient la guerre entre eux, sous prétexte de combattre pour Urraca ou pour son fils, mais ils cherchaient à se rendre indépendants. Toutes les assemblées convoquées pour faire cesser le désordre n'eurent point de résultat; la mort seule de la reine rendit le repos au pays. Elle fut emportée subitement le 7 mars 1126. Urraca était une femme entreprenante; son caractère était plutôt celui d'un homme que celui d'une femme. L'amour du pouvoir était sa passion dominante; elle y sacrifia ses devoirs d'épouse et de mère, et elle ne rougit pas de mettre pendant près de vingt ans toute l'Espagne chrétienne à feu et à sang, pour retenir dans ses mains les rênes du gouvernement, droit qui appartenait à son mari d'abord, et à son fils ensuite.

La mort d'Urraca mit son fils Alphonse-Raymond en jouissance de ses droits sur les États de son grand-père. Ce ne fut qu'alors qu'il fut couronné solennellement à Léon; mais il lui fallut encore beaucoup d'efforts et de peines avant de soumettre les grands, peu accoutumés à l'obéissance.

Alphonse-Sanche possédait en Castille plusieurs villes fortes dont la garnison et les habitants lui étaient restés fidèles. Mais, à la mort d'Urraca, ils reconnurent le roi de Castille pour leur souverain légitime. Alphonse, voulant arrêter l'accroissement rapide de la puissance castillane, franchit les frontières à la tête d'une nombreuse armée et renouvela ses prétentions de suzerai-

neté sur la Castille (1127). Pendant trois ans les deux partis se livrèrent des combats peu importants. Chaque fois que les deux armées se préparaient à une bataille, les prêtres s'interposaient et exhortaient les deux souverains à épargner le sang chrétien, et à donner à leur courage une plus noble direction en combattant contre les Sarrasins. Leurs efforts réitérés parvinrent enfin à amener une trêve entre la Castille et l'Aragon.

Alphonse l'Aragonais renonça au titre d'empereur d'Espagne, qu'il avait porté jusque-là, céda à son beau-fils Alphonse-Raymond toutes les places qu'il possédait en Castille; et en retour, celui-ci laissa à l'Aragon la province de Rioja, qu'Alphonse VI avait enlevée à la Navarre.

Lorsque les hostilités eurent cessé, Alphonse d'Aragon entreprit d'étendre les frontières de son royaume sur la Méditerranée, afin d'avoir la libre navigation sur l'Èbre. Il résolut d'attaquer Tortose; mais avant d'en faire le siège, il s'empara de plusieurs villes, qui se rendirent facilement. Ce ne fut que devant Fraga qu'il trouva une vigoureuse résistance. Les habitants reçurent des secours non-seulement des chrétiens de Valence et de Murcie, mais aussi des Almoravides. Toutefois Alphonse n'abandonna pas son plan; le siège fut poursuivi, et il jura, comme son père l'avait fait quarante ans auparavant devant Huesca, de prendre Fraga ou de mourir; ses vassaux firent le même serment et rivalisèrent avec lui d'héroïsme. Les chrétiens ayant mis en fuite les Sarrasins qui venaient pour délivrer la place, les habitants de Fraga furent si découragés, qu'ils offrirent de rendre la ville à des conditions raisonnables. Mais Alphonse repoussa toutes les propositions; il ne voulait devoir cette conquête qu'à la valeur. Ce refus entraîna une résistance désespérée des habitants, auxquels les Almoravides envoyèrent une plus nombreuse armée. Ce que la force ne pouvait exécuter, la ruse l'accomplit. En abandonnan

un convoi de vivres, les ennemis attirèrent les Aragonais dans une embuscade, où succombèrent les plus vaillants guerriers et une partie de l'armée. On ne sait pas au juste ce que devint Alphonse. Un grand nombre d'écrivains rapportent qu'il succomba, le 17 juillet 1134, à la bataille de Fraga, mais que, malgré toutes les recherches qu'on fit, on ne put le trouver parmi les morts. D'autres disent qu'il mourut de chagrin, huit jours après la bataille, dans le couvent de Saint-Jean à Saragosse.

Les écrivains aragonais et castillans représentent Alphonse sous des couleurs bien différentes. Les premiers le peignent comme un prince pieux, chevaleresque, libéral envers les églises et le clergé. Les seconds, au contraire, l'appellent tyran, impie, sans croyance, parjure à sa parole, pillard, ne respectant ni les églises ni le clergé. Ce dernier langage est celui de l'esprit de parti.

Comme Alphonse n'avait pas d'enfants et que son frère Ramire était dans les ordres, il légua son royaume et ses richesses aux pauvres, aux chevaliers hospitaliers et aux templiers. Mais ni les Aragonais ni les Navarrais ne se crurent obligés de se conformer aux dispositions du testament. Les premiers se réunirent pour élire un roi; le choix tomba d'un commun accord sur le frère du roi défunt, Ramire, qui avait déjà passé plus de quarante ans dans les ordres. Les Navarrais n'admirent pas cette élection, se séparèrent des Aragonais et élurent à Pampelune l'infant Garcie-Ramire, petit-fils du roi Sanche. L'Espagne chrétienne se trouva ainsi divisée de nouveau en plusieurs États.

Les nouveaux rois n'étaient pas en état d'imposer à Alphonse-Raymond; aussi celui-ci parut bientôt sur l'Èbre avec une armée et attaqua en même temps les deux royaumes de Navarre et d'Aragon. Le comte de Barcelone, Raymond-Bérenger IV, dont la politique était de se maintenir en bonne intelligence avec la Cas-

tille, le principal État de l'Espagne, vint se présenter à Alphonse devant Saragosse, avec le comte Alphonse de Toulouse; ils promirent non-seulement de prêter un secours actif au roi, mais ils lui prêtèrent serment de vassalité. Le mariage de Bérengère, sœur de Bérenger, avec le roi de Castille (1128), fortifia encore l'amitié des deux princes. Le roi de Navarre et celui d'Aragon furent tellement effrayés de la supériorité de leurs nouveaux ennemis, qu'ils aimèrent mieux ne posséder qu'un demi-royaume que d'engager une lutte inégale. Ramire II abandonna Saragosse au roi de Castille et se retira dans les montagnes de Ribagorce; et Garcie, roi de Navarre, se résigna à se reconnaître vassal d'Alphonse. Le comte de Portugal, Alphonse-Henriquez, sentit aussi que seul il ne pourrait rien contre les forces castillanes; dès lors il ne se refusa point à reconnaître la suzeraineté qu'Alphonse prétendait posséder sur le Portugal. La puissance du roi de Castille s'étendit ainsi peu à peu sur tous les États chrétiens de l'Espagne, et aucun prince ne put lutter avec lui. Aussi prit-il le titre d'empereur d'Espagne, et se fit-il proclamer avec une grande pompe (1136).

Pendant la première année qui suivit le couronnement d'Alphonse-Raymond, les princes d'Espagne lui montrèrent assez de soumission, mais peu à peu ils cherchèrent à secouer le joug de la vassalité. Le comte de Catalogne seul resta fidèle à l'empereur, son beau-frère; encore l'intérêt personnel, l'espérance de s'agrandir, fut-il le seul motif qui le retint. La guerre ne tarda pas à éclater entre l'empereur et le roi de Navarre. Le sort sembla d'abord être favorable à Alphonse, qui pénétra en Navarre; mais il fut bientôt obligé de retourner sur ses pas, pour combattre le comte de Portugal, et la Navarre échappa pour le moment au danger qui l'avait menacée.

En Aragon, Ramire II n'avait su conquérir ni l'autorité par sa

rigueur, ni l'affection par sa clémence; une partie de ses sujets le voyaient avec horreur, parce qu'il s'était marié, malgré son caractère de prêtre; il y avait cependant été autorisé par le pape, à raison de son élévation au trône. Dégouté du pouvoir et sentant un penchant pour la solitude, dans laquelle il avait passé la plus grande partie de sa vie, il prit la résolution de marier sa fille unique Pétronella, de laisser à son gendre le fardeau du gouvernement et de se retirer des affaires. Il choisit le comte Raymond-Bérenger, qui consentit à devenir l'époux d'une princesse qui n'avait que deux ans. Il fut décidé que si Pétronella mourait avant Raymond, celui-ci n'en resterait pas moins possesseur de ses États. Le comte prit sur-le-champ les rênes du gouvernement en qualité de régent, tandis que Ramire, tout en conservant le titre de roi, se retira dans un cloître, où il vécut encore six ans. Les deux pays, la Catalogne et l'Aragon, ne formèrent un même État que sous les descendants de Raymond-Bérenger et de Pétronella.

L'empereur, qui avait travaillé à l'élévation de son beau-frère, approuva les dispositions de Ramire II, et Raymond lui promit de l'appuyer dans toutes ses guerres. Il était de l'intérêt de tous deux d'attaquer leur ennemi commun, le roi Garcie de Navarre. Raymond-Bérenger considérait ce royaume comme dépendant de l'Aragon; l'empereur, de son côté, en voulait au roi de Navarre, parce qu'il s'était soustrait à la soumission qu'il lui avait jurée. Dès lors ils réunirent leurs forces contre Garcie, qui sut les repousser sans qu'ils eussent fait la moindre conquête. Cependant, pour conserver son royaume, il fut obligé de reconnaître la suzeraineté de l'empereur. Comme garantie de paix, un mariage fut conclu entre le fils aîné d'Alphonse-Raymond et l'infante de Navarre. Ce traité n'apaisa point l'Aragon, qui continua à élever ses prétentions sur la Navarre et chercha à les faire valoir par la force des armes. Les succès furent assez longtemps balancés; cependant Garcie

commençait à avoir l'avantage, lorsque l'empereur parvint à lui faire promettre de cesser toute hostilité contre l'Aragon. L'empereur, ayant ainsi pacifié et soumis l'Espagne chrétienne, se hâta de se remettre en campagne contre les Arabes (1138). Il fit plusieurs expéditions, pénétra en Andalousie et enleva plusieurs places fortes. En 1144, il renouvela ses courses dans les environs de Cordoue, de Séville, de Grenade; rien ne fut épargné. Partout on voyait les villages et les hameaux saccagés ou livrés aux flammes. L'empereur revint en Castille avec un immense butin, tandis que les Almoravides, poursuivis et affaiblis en Espagne, voyaient encore s'écrouler leur empire africain sous les coups des Almohades.



XXIV.

LES ALMOHADES.

CASTILLE. = Sanche III. — Alphonse le Petit. — Famille des Castro et des Lara.

ARAGON. = Alphonse II. — Régence de Pétronella.

Les Almohades, secte, dynastie de princes maures, ainsi appelés parce qu'ils prétendaient être les seuls qui reconnussent l'unité de Dieu, eurent pour chef Abdallah-Mohammed, qui en 1120 souleva les Kabayles contre la puissance almoravide. Abd-el-Moumen, son successeur, poursuivit son œuvre, s'empara de Fez en 1145, et de Maroc en 1146. Ibrahim fut mis à mort. Avec lui s'éteignit la domination des Almoravides; sur leur trône s'assirent les Almohades, après s'y être frayé un chemin par des torrents de sang.

Les commotions qui venaient d'enlever aux Almoravides le pouvoir en Afrique devaient nécessairement causer en Espagne des révoltes et des troubles. Les Andalous, composés en grande

partie de tribus arabes et syriennes, et accoutumés à l'indépendance, trouvèrent l'oppression et l'arrogance des gouverneurs almoravides insupportables. La crainte seule des forces immenses de leurs oppresseurs pouvait les retenir dans l'obéissance ; aussi, dès que les événements d'Afrique eurent dissipé cette crainte, les Arabes ne songèrent plus qu'à secouer le joug.

Les Almoravides se décidèrent à réclamer des secours de l'empereur Alphonse. Celui-ci fit avancer ses armées, mais il garda pour lui les conquêtes qu'il fit, exigea des concessions et finit par être l'allié aussi bien des Andalous que des Almoravides.

Cependant les Almohades, après avoir anéanti la domination des Almoravides en Afrique, tournèrent leurs regards vers l'Espagne ; ils y firent passer une armée. L'empereur Alphonse, voyant le danger qui pour la troisième fois allait fondre de l'Afrique sur la Péninsule, s'avança dans le cœur de l'Espagne méridionale avec toutes les forces réunies des princes espagnols, et fut nommé généralissime de cette armée. La guerre commença et se continua pendant plusieurs années sans résultat décisif ; mais en 1148 les Almohades occupèrent Cordoue, et, malgré les efforts des alliés, ils finirent par conquérir Grenade et toutes les villes de l'Andalousie que possédaient encore les Almoravides et les chrétiens, et massacrèrent toutes les garnisons. Les faibles débris des troupes almoravides s'enfuirent à Majorque, et leur domination cessa en Espagne.

Ce fut pendant qu'Alphonse effectuait sa retraite que la mort vint le frapper ; il mourut le 21 août 1157, dans le défilé de Muradal. On ne sait si c'est par suite de ses blessures ou de douleur d'avoir vu échouer son expédition. Il était âgé de cinquante-neuf ans, avait régné quarante-sept ans sur la Galice, près de quarante sur Léon et la Castille, et, comme empereur, il avait gouverné presque toute l'Espagne pendant vingt-deux ans. Il prenait les

titres d'empereur d'Espagne, de roi de Galice, de Léon, de Castille, de Najera, de Saragosse, de Tolède, d'Almería et d'Andujar ; aucun prince n'avait avant lui donné autant d'extension à l'empire ; il avait atteint le faite de la puissance. Alphonse VII, ou Alphonse VIII, si l'on met Alphonse le Batailleur au nombre des rois de Castille, est le dernier des princes qui ont porté le nom d'empereur d'Espagne. Il est le chef de la maison de Bourgogne, qui occupa le trône de Castille jusqu'au ^{xv}^e siècle. Son gouvernement se distingua par la sagesse, la justice et l'énergie. Brave dans les batailles, il était la terreur des infidèles, bien qu'il fût toujours généreux envers les vaincus. Il sacrifia quelquefois les règles sévères de la loyauté en passant rapidement d'une alliance à l'autre, selon que l'exigeait l'avantage de la Castille ; aussi il échoua devant l'écueil où vient toujours se briser la gloire des princes qui ont avant tout recherché l'agrandissement de leurs États.

L'empereur Alphonse avait donné la couronne de Castille à son fils aîné, Sanche III, qui fit de Tolède sa capitale, et à Ferdinand II, son second fils, le royaume de Léon, la Galice, les Asturies. L'Espagne chrétienne fut alors divisée en cinq États presque égaux en puissance, et qui ne s'occupèrent que de leurs intérêts particuliers, sans songer à ceux de la patrie commune. Aussi vit-on les Castellans, les Léonais, les Portugais, les Navarrais et les Aragonais s'attaquer entre eux avec plus de violence qu'ils avaient attaqué les Arabes. Cependant le clergé parvint souvent, par ses constants efforts, à réconcilier les princes chrétiens et à les armer pour le triomphe de la croix.

Un traité fut conclu, et Sanche fit les préparatifs de son couronnement. Tous les princes chrétiens devaient y assister ; on espérait que cette réunion amènerait une alliance offensive contre les Almohades, qui faisaient depuis quelque temps des envahisse-

ments inquiétants. Tous ces projets s'évanouirent par la mort inattendue de Sanche III. Elle eut lieu à Tolède, en 1158, après un règne d'un an. Ce prince était surnommé *le Désiré*, et les chroniqueurs sont unanimes dans les éloges qu'ils lui accordent. Il ne laissa qu'un fils âgé de trois ans, Alphonse le Magnifique ou le Petit. Pour priver le roi de Navarre et celui de Léon de toute influence dans les affaires de la Castille, Sanche III n'avait donné la tutelle de son fils ni à sa veuve, la reine Blanche de Navarre, ni à son frère, Ferdinand de Léon, mais au comte Guttiéro Ferdinand, de la puissante famille des Castro.

A dater de ce moment, l'histoire de l'Espagne prend un nouveau caractère. Ce n'est plus le trône qui forme le centre du pouvoir et du gouvernement, mais bien les grandes et puissantes familles du pays. C'est l'origine de cette aristocratie qui profita de la minorité des rois pour s'élever au-dessus de la royauté.

A l'époque de la mort de Sanche, deux familles puissantes dominaient en Espagne : celle des Castro et celle des Lara ; elles étaient presque égales entre elles par leurs richesses, leur influence et le nombre de leurs partisans. Toutes deux avaient contribué à fonder la puissance royale, et en récompense elles avaient reçu beaucoup de terres en fief et avaient été revêtues des plus hautes dignités. Mais Sanche III s'étant montré favorable aux Castro, en confiant la tutelle de son fils au chef de cette famille, Guttiéro, son ancien gouverneur, la jalousie des Lara s'éveilla et amena des troubles bien nuisibles à la Castille. Les Lara enlevèrent le jeune roi. Son oncle Ferdinand, roi de Léon, accourut pour défendre son neveu, s'empara du gouvernement et de la régence (1159), et se fit restituer Alphonse. Néanmoins les exigences des Lara entraînèrent une guerre qui dura plusieurs années, et pendant laquelle les provinces de la Castille furent dévastées, les châteaux pris et les citoyens assassinés. Les Lara par-

vinrent par ruse à s'emparer de nouveau du jeune roi , et accrurent tellement leur puissance, que le roi Ferdinand reconnut qu'il lui était impossible de soutenir plus longtemps les Castro ; il les abandonna à leur destinée, pour ne pas être entraîné dans une guerre contre la Castille. Chassés de leur pays, ils n'eurent plus d'asile que chez les ennemis de la foi chrétienne. Dès ce moment la puissance des Lara n'eut plus de bornes.

Peu d'années après la mort de Sanche, mourut (1162) Raymond-Bérenger IV. Quoique ce prince ne prit jamais le titre de roi d'Aragon , même après la mort de Ramire II , on peut avec raison le regarder comme le vrai fondateur de la puissance aragonaise. Toute sa vie fut consacrée à combattre contre les Sarrasins, le roi de Navarre et les seigneurs français. Son fils aîné, Alphonse II, fut reconnu pour son héritier ; mais comme il n'avait pas dix ans , sa mère , Pétronella , prit la régence.



XXV.

ORDRES RELIGIEUX ET MILITAIRES.

C'est le moment de parler de l'origine et de l'établissement des ordres religieux et chevaleresques en Espagne. Cette origine remonte aux temps où les conquêtes des Almohades menaçaient de plus en plus la chrétienté. Comme les rois espagnols étaient occupés à guerroyer les uns contre les autres, on ne pouvait en attendre aucun secours contre les progrès des infidèles ; on songea alors à créer des institutions semblables à celles qui avaient été si utiles en Palestine.

Quand Alphonse I^{er}, après la prise de Saragosse (1118), fit bâtir le château de Montréal sur la frontière, il avait le dessein d'y établir un ordre de chevaliers pour le défendre contre les Sarrasins. Il présenta son plan aux barons du royaume et assigna des sommes considérables pour l'entretien de l'ordre ; mais ce projet ne fut pas réalisé, attendu qu'il ne se trouva pas assez de

partisans. Cependant cette idée porta ses fruits ; l'institution d'un ordre religieux n'ayant pas réussi, on chercha à transporter en Espagne l'ordre des Templiers. Le comte Bérenger III se fit recevoir dans l'ordre peu de jours avant sa mort. Son fils et successeur fonda un couvent du Temple en Catalogne. Alphonse, comme nous l'avons dit, donna, dans son testament, le tiers de son royaume à l'ordre des Templiers, qui ne profita pas de cette donation ; car le peuple aragonais s'opposa au partage du royaume ; mais il fut convenu avec l'ordre, qui fit valoir ses droits, de lui abandonner, parmi les contrées enlevées aux Sarrasins, Huesca, Balbastro, Calatayud, Saragosse et quelques autres villes ; en revanche, leurs bras devaient en tout temps combattre les ennemis des chrétiens. Ce traité fut conclu en 1143. Bientôt les templiers se montrèrent si redoutables, qu'on leur confia la garde des châteaux nouvellement conquis.

Deux nouveaux ordres militaires furent bientôt institués dans la Nouvelle-Castille et en Estramadure : ce fut l'ordre d'Alcantara et celui de Calatrava. Un peu avant la mort de l'empereur Alphonse, en 1156, deux chevaliers de Salamanque, Guero et Gomez, se réunirent à un ermite nommé Saint-Amandus, dans le dessein d'établir un ordre militaire destiné à combattre perpétuellement les infidèles. Ils construisirent un château dans une vallée près de Salamanque, qui reçut la règle de Saint-Benoît, semblable à celle de l'ordre de Cîteaux. Plus tard, dans le commencement du XIII^e siècle, cet ordre prit le nom d'Alcantara.

En 1158, les Sarrasins s'avancèrent avec une nombreuse armée contre Calatrava ; les templiers, à qui la garde de cette forteresse était confiée, désespérèrent de pouvoir la défendre et la rendirent au roi de Castille, qui s'affligeait de la perte inévitable de Calatrava, lorsque l'abbé Raymond de Fitero et le moine Diégo Velasquez, qui appartenait à une famille noble, offrirent au roi

d'entreprendre la défense de cette forteresse. Sanche acquiesça à leur demande, et l'archevêque Jean de Tolède appuya l'abbé et son allié en accordant une indulgence plénière à tous ceux qui s'armeraient pour cette expédition. En peu de temps l'abbé eut autour de lui plus de vingt mille combattants, et ceux qui ne pouvaient assister en personne à cette expédition lui envoyèrent des chevaux, des équipements, des provisions et de l'argent, en sorte que la forteresse fut bientôt pourvue de tout ce qui était nécessaire. Les Sarrasins n'osèrent pas l'attaquer, et Calatrava fut sauvée.

Afin de fonder une institution durable, Raymond décida que tous ceux qui voulaient vouer leur vie à la guerre contre les infidèles entreraient dans une sorte de confrérie. Ainsi se forma l'ordre de Calatrava, dont l'abbé Raymond fut le premier grand-maître, et qui acquit chaque jour plus de considération et de richesses.

Trois ans après, en 1161, un nouvel ordre, celui de Saint-Jacques, fut fondé en Galice. On cite comme fondateurs quelques chevaliers qui s'étaient convertis, après avoir mené une vie mondaine et dissipée. A la tête de cette confrérie fut placé comme grand-maître Pédro Fernandez. Il soumit ses chevaliers à la règle de Saint-Augustin ; mais ils pouvaient se marier. L'épée sanglante de saint Jacques était le signe de cet ordre, qui devint, comme celui de Calatrava, riche et puissant.

Alphonse-Henriquez, après avoir fondé le royaume de Portugal, admit les templiers et les chevaliers de Saint-Jacques dans ses États. Il établit lui-même un autre ordre militaire et religieux, qui prit le nom d'Évora. Plus tard, en 1211, Alphonse II leur ayant donné la place d'Avis, où ils établirent un château, ils furent appelés chevaliers d'Avis.

Quelques années après, en 1167, le roi de Portugal fonda

encore un nouvel ordre, celui de Saint-Michel. On dit qu'il fut établi à l'occasion de l'apparition d'un bras armé que l'on vit combattre pour Alphonse à la bataille de Santarem, où il remporta une victoire éclatante. Les chevaliers de Saint-Michel devaient toujours, pendant la bataille, se tenir auprès de l'étendard royal. Ils portaient sur la poitrine, comme signe de l'ordre, une aile de couleur pourpre et resplendissante d'or.

Tous ces chevaliers étaient constamment occupés à défendre les frontières contre les incursions des Sarrasins; dès lors les rois chrétiens prirent moins de part aux guerres des infidèles, jusqu'à ce qu'un danger imminent les y força.



XXVI.

RÉUNION DÉFINITIVE DE LA CASTILLE ET DE LÉON.

LÉON. == Ferdinand. — Alphonse IX.

ARAGON. == Alphonse II. — Pierre II. — Jacques I^{er}.

NAVARRE. == Sanche VI. — Sanche VII.

CASTILLE. — Alphonse IX. — Henri I^{er}. — Ferdinand III.

Léon. — Ferdinand, roi de Léon, de Galice et des Asturies, avait reçu aussi de son père la suzeraineté, jusqu'alors contestée, du Portugal. Mais comme ce pays, par ses victoires sur les Sarrasins et par les excellentes institutions de son roi, devenait chaque jour plus puissant, et que les Portugais s'étaient prononcés contre toute dépendance de l'Espagne, il fut impossible au roi de Léon de faire valoir ses droits. Néanmoins, et quoiqu'il eût épousé Urraca, fille d'Alphonse-Henriquez, il prépara une agression contre ce pays. Une rencontre eut lieu près de Badajoz. Une chute de cheval que fit Alphonse lui brisa le pied et le fit tomber au pouvoir des Léonais. Ferdinand se montra généreux, fit soigner les blessures de son beau-père, et le traita avec tous les honneurs dus à son rang. Quoique le roi de Portugal, pour recouvrer sa liberté, consentit à reconnaître la suzeraineté de Léon, Ferdinand

se borna à réclamer la restitution de toutes les places qu'Alphonse avait conquises en Galice. Ceci exécuté, le roi de Portugal retourna dans ses États, emportant le chagrin de sa défaite et celui de ne pouvoir combattre à cheval, à cause de ses blessures. Ferdinand, de retour à Léon, répudia Urraca, quoiqu'il en eût un fils, l'infant Alphonse ; mais c'était probablement pour rompre l'alliance avec le Portugal.

Après avoir remporté de grands avantages en Castille sur les Lara, il se déclara pour eux et épousa une comtesse de cette famille. Il fut plusieurs fois attaqué par les Castellans ; ce ne fut que par la médiation du roi d'Aragon qu'un armistice fut conclu en 1180.

Le roi de Léon mourut pendant un pèlerinage qu'il faisait au tombeau de l'apôtre saint Jacques, le 28 janvier 1187. Il s'est plutôt distingué par sa bravoure, sa magnanimité et sa piété, que par son intelligence et sa sagesse. Ses libéralités envers le clergé eurent si peu de bornes, qu'il lui donna presque tous ses domaines. Son successeur fut Alphonse IX.

Aragon. — Alphonse II monta sur le trône à l'âge de onze ans, sous la tutelle de sa mère, Pétronella. A peine avait-il atteint sa majorité, qu'il fut obligé de faire la guerre, pour défendre ses possessions dans le midi de la France, où Raymond de Toulouse lui disputait le comté de Provence. Alphonse II défendit ses droits avec l'épée et n'eut pas de peine à vaincre son rival, qui renonça à ses prétentions.

Les relations de l'Aragon avec la Castille furent d'abord peu pacifiques ; mais Alphonse II comprit que son intérêt exigeait qu'il obtint la paix avec ce pays, afin de pouvoir diriger ses armes contre les Sarrasins et contre la Navarre. Il épousa l'infante Sancha, sœur d'Alphonse le Magnanime ; mais comme les traités entre les rois étaient alors aussi vite rompus que conclus, les que-



relles renaissaient sans cesse ; le droit du plus fort faisait seul la loi, et aucun parti ne reculait devant l'assassinat et le pillage. Alphonse ne tarda donc pas à rompre avec le roi de Castille, et forma une alliance contre lui avec son plus grand ennemi, Sanche de Navarre. Alphonse, attaqué dans le même moment par les Almohades, essuyait la sanglante défaite d'Alarcos (1195), et, pour sauver sa couronne, se jeta dans les bras des Maures. Le roi d'Aragon, voyant toute la grandeur du péril, essaya une réconciliation générale ; mais ses tentatives furent infructueuses. Il rentra dans ses États, où il mourut en 1196, à l'âge de quarante-cinq ans. Il laissa pour lui succéder son fils aîné Pierre.

Navarre. — Sanche VI était mort en 1194, en nommant pour son successeur Sanche VII, son fils, surnommé le Sage. Sanche VI avait régné quarante-quatre ans ; et quoiqu'il fût souvent attaqué par la Castille et l'Aragon réunis, il sut cependant se défendre dans son petit royaume et conserver son indépendance. Il fut sévère dans ses mœurs et honora la couronne par toutes les vertus qui conviennent à un monarque. Sanche VI ne fut pas seulement, comme son père, le protecteur des poètes ; il fut aussi, comme le roi Richard d'Angleterre, troubadour lui-même.

Castille. — Après la prise de Tolède par les Lara, Alphonse IX, fils de Sanche III, qui n'avait que douze ans, fut proclamé roi de Castille (1166). Sa majorité fut reconnue en 1167, et en 1170 il épousa Éléonore, fille du roi d'Angleterre. Il essaya, sans y parvenir, de ramener dans ses États l'ordre et la tranquillité constamment troublés par les Castro, le roi de Léon et les Sarrasins.

Depuis que les Almohades s'étaient emparés de Grenade, en 1157, ils n'avaient fait aucune conquête importante en Espagne, parce que leur chef, Abd-el-Moumen, avait été retenu en Afrique, et qu'au moment où il se préparait à repasser en Espagne, la mort l'avait surpris. Il laissa un empire qui s'étendait depuis

l'Océan jusqu'à l'Égypte et depuis le grand désert jusqu'à la Sierra-Morena en Espagne. Sa mort écarta le péril qui menaçait la chrétienté. Son fils Jussef passa dans la Péninsule, et pendant quatre ans fit plusieurs expéditions contre les chrétiens, principalement contre le roi de Portugal. Ce fut en combattant contre celui-ci qu'il périt à Santarem, percé d'une lance. Son successeur, Almanzor, continua la guerre, saccagea et incendia bien des villes et des villages; mais il fut obligé de retourner en Afrique, et pendant quelques années les Almohades restèrent en repos.

Alphonse de Castille ralluma la guerre; il entra dans l'Andalousie, qu'il ravagea; puis, dans les termes les plus orgueilleux, il provoqua le sultan des Almohades, qui, courroucé des prétentions du roi de Castille, se prépara au combat. Dans tout le nord de l'Afrique le cri de guerre retentit contre les chrétiens, qui avaient menacé l'islamisme. Presque à la même époque, les chrétiens marchaient pour conquérir Jérusalem, et, tandis qu'on voulait planter la croix en Orient, elle était menacée de tomber en Occident sous les coups des infidèles.

Almanzor aborda sur les côtes de l'Espagne et marcha contre la Castille. Le roi Alphonse avait rassemblé une armée considérable, avec laquelle il marcha à la rencontre des Maures. Ce fut le 19 juillet de l'an 1195 que fut livrée la mémorable bataille d'Alarcos. Des milliers de Sarrasins y trouvèrent la mort; et déjà les chrétiens croyaient avoir remporté une victoire complète, lorsque les chances du combat tournèrent du côté des infidèles. Bientôt il ne resta plus autour d'Alphonse que les débris de son armée. Il continua néanmoins de combattre, ne voulant pas survivre à sa défaite; aussi fallut-il l'arracher du champ de bataille, où il voulait périr. Telle fut l'issue de la sanglante journée d'Alarcos; elle coûta la vie à trente mille hommes et à un grand nombre de chevaliers; toutes les richesses que renfermait le

camp tombèrent au pouvoir des vainqueurs, qui, poursuivant leurs succès, prirent d'assaut les forteresses d'Alcantara et d'Alarcos, et s'emparèrent de Salamanque, qu'ils incendièrent. Jamais la puissance des Almohades n'avait été si grande. Ils échouèrent cependant devant Tolède ; mais pris par la disette, ils furent obligés de se retirer. Almanzor mourut peu de temps après. Le désastre d'Alarcos avait mis les chrétiens dans la position la plus périlleuse ; mais la mort d'Almanzor arrêta les conquêtes des Almohades, et les chrétiens purent réparer les pertes immenses qu'ils avaient faites.

En 1209, Alphonse le Magnanime, voulant effacer la honte de la défaite d'Alarcos, recommença les hostilités et pénétra en Andalousie. Mohammed, qui avait succédé à Almanzor, proclama la guerre sainte et appela tous ses peuples aux armes. De son côté, Alphonse s'efforça de réunir toutes les ressources des chrétiens. Un grand nombre de Français et de croisés des différentes contrées de l'Europe vinrent se ranger sous la bannière castillane. Il y eut des prières publiques pour demander à Dieu la victoire. Tolède fut le point de rassemblement des troupes, qui de là s'avancèrent au-devant de l'ennemi.

Dès le cinquième jour, le château de Magalon fut pris, et la garnison passée au fil de l'épée. Les croisés continuèrent leur marche sur la forteresse de Calatrava, qui tomba bientôt en leur pouvoir. Ils furent arrêtés quelques moments dans leurs victoires par la désertion des alliés étrangers, qui les abandonnèrent et repassèrent les Pyrénées au nombre de cinquante mille. L'arrivée de l'armée de Sanche, roi de Navarre, releva le courage des Castillans. On s'empara d'Alarcos, du château de Ferrol, et on arriva dans la plaine de Tolosa, où s'engagea le combat, le 16 juillet. Les chrétiens subirent d'abord un échec, mais ils reprirent l'avantage sur les infidèles, dont la défaite fut complète.

Le carnage fut horrible ; on massacra même les fuyards. Les Espagnols trouvèrent dans le camp des ennemis de l'or et beaucoup d'objets précieux. Les princes et l'armée rentrèrent à Tolède et se rendirent à l'église de Sainte-Marie, où fut chanté un *Te Deum*. Cette victoire éclatante des chrétiens leur facilita la conquête de plusieurs places fortes, et porta un coup mortel à la domination africaine. Les mahométans comptent ce jour au nombre des plus désastreux de leur histoire.

En Aragon, après la mort d'Alphonse, Pierre II, âgé de vingt-trois ans, lui avait succédé. Il prit une part active à la guerre contre les Sarrasins. Après son retour de Tolosa, il tourna toute son attention sur ses États situés de l'autre côté des Pyrénées, où la guerre des Albigeois excitait de grandes dissensions. Pierre se montra très-sévère contre les hérétiques, les menaça de les faire brûler vifs et de les dépouiller de leurs biens, s'ils ne quittaient pas ses États. Le pape Innocent III ayant envoyé une armée de croisés contre le vicomte Roger de Béziers, qui avait embrassé l'hérésie, celui-ci demanda des secours à Pierre, qui les lui refusa. Réduit à ses propres forces, il fut obligé de capituler, et mourut après une longue captivité. Ses domaines furent donnés au comte Simon de Montfort.

Le roi d'Aragon, qui venait de se concilier ainsi le pape, l'irrita ensuite par une alliance intime qu'il contracta avec le comte Raymond de Toulouse. Celui-ci ayant été excommunié, Pierre en fut si irrité, qu'il se décida à protéger ouvertement les hérétiques, et, uni aux comtes de Toulouse, de Foix et de Comminges, il entra en campagne pour reconquérir les domaines de ses alliés. Plus brave qu'habile général, il se rangea parmi les premiers combattants ; mais il fut bientôt reconnu ; toutes les attaques se dirigèrent contre lui, et il succomba. Sa mort fut le signal d'une déroute complète (1213).

Pierre était remarquable par sa valeur ; il y avait en lui un mélange de sentiments nobles et généreux unis à une grande dureté et à une froide cruauté. Il montra un goût prononcé pour les lettres et fut lui-même troubadour.

En 1214, le roi de Castille invita Alphonse de Portugal ainsi qu'Alphonse de Léon à une entrevue, afin d'y décider une nouvelle expédition contre les Maures. Mais au milieu de ses projets, Alphonse de Castille mourut, en octobre 1214, à l'âge de cinquante-huit ans, après un règne de plus d'un demi-siècle. Tous les chroniqueurs font son éloge. L'ardeur de sa foi le porta à combattre sans relâche les infidèles. Il était généreux envers les pauvres, magnanime envers ses ennemis, valeureux à la guerre, juste envers tous. Il fut généralement estimé, même des Sarrazins. Il se montra aussi l'ami des arts et des sciences, et eut la gloire de fonder la première université. Sa fille Blanche fut la célèbre Blanche de Castille, reine de France et mère de saint Louis.

Alphonse le Magnanime avait eu quatre fils ; ce fut le second, Henri I^{er}, qui lui succéda ; il n'avait que dix ans. Sa mère, Éléonore, avait été nommée tutrice, mais elle suivit de près son époux dans la tombe ; alors Bérengère, sœur de Henri, fut chargée de la tutelle et de la régence. Mais les grands, mécontents de voir les affaires et la tutelle entre les mains d'une femme, excitèrent des troubles. A la tête de la noblesse était la puissante famille des Lara, qui fit tous ses efforts pour arriver au pouvoir. Bérengère, trop faible pour lui résister, donna au comte Alvaro de Lara le gouvernement du royaume et lui confia aussi l'éducation du jeune roi ; mais elle conserva le titre de régente. Une partie de la noblesse offrit à Bérengère de lui rendre le gouvernement ; mais le comte Alvaro s'empara aussitôt des biens de cette princesse, lui ordonna en maître de sortir du royaume, et

déclara tous ses partisans coupables de haute trahison. La guerre civile s'alluma, mais un événement inattendu en changea la direction. Le jeune roi mourut, en 1217, d'une blessure que lui fit une pierre qui le frappa à la tête ; il n'avait pas encore atteint quatorze ans.

D'après le testament d'Alphonse, la couronne de Castille, dans le cas où Henri mourrait sans enfant, devait appartenir à Bérengère ou à ses héritiers légitimes.

Malgré la vive opposition que fit le régent, les cortès de Valladolid la reconnurent reine et lui prêtèrent serment. Alors se formèrent trois partis. Le premier était celui de la reine ; le comte Alvaro de Lara était à la tête du second, et contre eux se présenta le roi de Léon, père de l'infant Ferdinand, qui éleva des prétentions à la couronne de Castille et envoya son frère Sanche avec une armée pour les faire valoir. Bérengère ne négligea rien pour anéantir ces deux partis, et elle abandonna tous ses droits à son fils Ferdinand, âgé de dix-huit ans. Le 31 août 1217, Ferdinand reçut le serment de fidélité dans la cathédrale de Valladolid. Alphonse de Léon combattit son propre fils ; mais la mort du comte Alvaro de Lara le rendit plus conciliant ; il rentra dans ses États et fit la paix avec Ferdinand.

Depuis ce moment le père et le fils conduisirent tous les ans leurs forces combinées contre les Sarrasins. Dans une guerre qu'Alphonse de Léon entreprit contre eux, il leur prit Badajoz ; ce fut son dernier fait d'armes ; il mourut le 23 septembre 1230, après un règne de quarante-deux ans.

Ferdinand, qui était déjà roi de Castille, devint de droit, par la mort de son père, roi de Léon. Les deux couronnes furent définitivement réunies. Cette réunion doit être regardée comme l'événement le plus important survenu dans le XIII^e siècle.

XXVII.

CHUTE DES ALMOHADES. — ROYAUME DE GRENADE.

Après la malheureuse bataille de Tolosa, Mohammed, dans son premier accès de dépit, sacrifia tous ses généraux et repassa en Afrique, non pour y réunir une nouvelle armée et relever l'honneur des Almohades, mais pour étouffer sa colère et oublier son malheur en se livrant aux plaisirs. Il vécut peu de temps, il fut empoisonné par ses serviteurs en 1213. Sous ses successeurs, la domination des Almohades, qui avait déjà commencé à baisser, tomba de plus en plus, et à un tel degré, qu'aucun calife ne put la relever.

Les chrétiens faisaient continuellement des excursions en Andalousie, ravageaient le pays, et enlevaient une à une toutes les places importantes des Almohades, qui luttèrent avec courage, mais finirent par perdre cette confiance qui avait jadis fait leur force.

Les avantages que remportaient les chrétiens furent encore favorisés par les dissensions intérieures des musulmans. Des soulèvements surgissaient dans toutes les provinces; les califes, qui périssaient souvent victimes des révoltes, se succédaient rapidement. Enfin, en 1248, Omar, prince sage, parvint au califat. Il combattit avec vigueur les ennemis de sa maison, mais la fortune ne le seconda pas; il fut renversé du trône par Édris, prince almohade, qui le remplaça; mais il ne jouit pas longtemps de son usurpation.

Pour détrôner Omar, il s'était allié aux Mérinites, secte qui avait déjà renversé les Almohades en Afrique, et qui, après avoir prêté son secours à Édris, lui déclara la guerre. Ils combattirent avec un égal succès pendant trois ans; le 1^{er} septembre 1269, on engagea sur les bords du Guadalquivir une bataille meurtrière, où Édris fut tué, et son armée battue sur tous les points. Cette défaite mit fin à la domination des Almohades, qui avait duré cent cinquante ans; elle finit avec son quatorzième prince et fut remplacée par celle des Mérinites.

Le royaume de Grenade avait pris naissance après la prise de Cordoue par Ferdinand III de Castille (1236), sous Mohammed I^{er}, fondateur de la dynastie des Naserides ou Alhamarides. Ce royaume, dernier asile de l'islamisme et refuge des débris des Almohades, devait prolonger son existence pendant deux siècles. Il le dut à ce qu'il était défendu par les monts Alpuxarres et la mer, soutenu par les musulmans d'Afrique et protégé par les guerres qui divisaient les chrétiens.

En 1245, le roi de Grenade devint tributaire de la Castille et aida les chrétiens à détruire toute autre puissance maure en Espagne. Des dissensions et des révoltes presque continuelles agitérent les règnes de tous les princes qui se succédèrent sur le trône de Grenade; elles facilitèrent les conquêtes des rois chrétiens, qui enle-

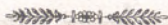
vèrent aux Maures toutes leurs villes importantes et réduisirent le royaume à la ville de Grenade avec ses environs. En 1492, elle fut assiégée et prise par Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon (1).

Le dernier roi de Grenade, Boabdil, passa en Afrique, où il fut tué. Son fils Abdallah resta dans la Péninsule, embrassa la foi chrétienne et fut comblé d'honneurs par le nouveau souverain.

Ainsi finit la domination des Maures en Espagne. Elle avait duré sept cent quatre-vingt et un ans, depuis la conquête des Arabes sur Roderic jusqu'à la chute de Grenade.

Le royaume de Grenade s'était élevé sous les Maures à une haute prospérité par l'agriculture et surtout par l'industrie; les soieries, les étoffes de Grenade étaient les premières du monde. Les rapports continuels que les Maures avaient avec les chrétiens leur avaient fait adopter des mœurs chevaleresques jusqu'alors inconnues aux musulmans.

(1) Voir, pour plus de détails, au règne d'Isabelle et de Ferdinand.



XXVIII.

ARAGON.

Jacques le Conquérant . — Conquête des îles Baléares. — Prise de Valence.
— Pierre III.

NAVARRE.

Thibaut I^{er}. — Thibaut II. — Henri I^{er}. — Jeanne. — Philippe le Bel.

Pierre II, en mourant, laissait pour successeur son fils Jacques, âgé seulement de sept ans. Sa tutelle et son éducation furent confiées au grand-maître des templiers, et la régence fut donnée à son oncle Sanche, qui éleva des prétentions au trône et causa ainsi de grands troubles dans le royaume; il se soumit cependant et reconnut le jeune roi. Un adversaire plus dangereux se présenta; ce fut Fernand, autre oncle de Jacques, qui se mit à la tête des rebelles, et fit déclarer plusieurs villes en sa faveur. Jacques chercha un appui en Castille en épousant Éléonore, fille d'Alphonse le Magnanime (1224); au milieu de circonstances si difficiles, il ne cessa de soutenir ses droits les armes à la main;

et par des négociations habiles il réussit à désarmer Fernand, qui tout à coup se vit abandonné de ses partisans et fut si découragé, qu'il se soumit. Le roi pardonna non-seulement à son oncle, mais encore à tous ses amis. On célébra alors le rétablissement de la tranquillité publique par des processions, des actions de grâces, et des fêtes populaires.

Jacques songea alors à tenter le sort des armes contre les infidèles. En 1229, il entreprit une expédition contre Majorque; le port de Salon fut le point de rassemblement et de départ. Le début fut heureux; avant que les Sarrasins aient pu se réunir, on était maître des côtes. Jacques pensa qu'il fallait sans retard attaquer la ville. Le dernier jour de l'année 1229, après que les chrétiens eurent entendu la messe et reçu la sainte communion, le roi les conduisit à l'assaut et entra dans la ville. Les Maures de Minorque se soumirent aussi au roi d'Aragon, sans résistance.

Après la conquête des îles Baléares, Jacques voulut faire celle de Valence. Le pape Grégoire IX appuya cette expédition en faisant prêcher une croisade aux peuples d'Occident. Un grand nombre de Français et d'Anglais vinrent se joindre aux Aragonais. Jacques était si décidé à se rendre maître de Valence, qu'il jura de ne jamais retourner dans ses États avant de l'avoir prise. En 1237 il dirigea son armée contre cette ville. Les Sarrasins, malgré tous leurs efforts, ne purent en ralentir la marche, ni en arrêter les succès. Les tours et les châteaux de Valence furent pris les uns après les autres, et la ville fut vivement assiégée par terre et par mer (1238). Pressés par les dangers d'un long siège, et sans espoir de secours, les Sarrasins commencèrent des négociations pour la reddition de la ville. Le 28 septembre un traité fut conclu, au grand mécontentement des barons et des chevaliers, qui s'étaient promis un riche butin. Valence fut livrée au roi d'Aragon, à la condition qu'il serait permis à la population d'émigrer

où il lui plairait, et que ceux qui voudraient rester dans la ville jouiraient d'une entière liberté pour leur culte. Jacques fit son entrée solennelle à Valence, et la grande mosquée fut immédiatement convertie en église chrétienne. Le roi d'Aragon poursuivit ensuite la conquête du royaume de Valence; il en expulsa entièrement les Maures, qui ne trouvèrent plus d'asile que dans le royaume de Grenade.

Pendant les dernières années de son règne, Jacques fut accablé par des chagrins domestiques; la division se mit dans sa famille; la haine animait ses fils les uns contre les autres, et l'un d'eux, Pierre, fit noyer son frère Ferdinand. Jacques mourut en 1276, à Valence. Ses conquêtes lui valurent le surnom de Conquérant, mais toutes ses actions furent peu honorables; il ne mérite pas les éloges que lui donnent les historiens de la Péninsule. Son fils Pierre III lui succéda.

Navarre. — Après la bataille de Tolosa, Sanche VII renonça à la guerre et vécut en paix avec ses voisins. Il mourut au mois d'avril de l'année 1234, âgé de quatre-vingts ans. Avec lui s'éteignit la maison de Sanche, fondateur de cette souveraineté.

Les Navarrais choisirent pour lui succéder Thibaut VI, comte de Champagne, neveu du dernier roi. Il prit le nom de Thibaut I^{er}. Nous savons de lui qu'en 1226 il avait pris part à la ligue des feudataires contre la reine Blanche. En 1239, il prit la croix et passa en Palestine; mais, peu satisfait du résultat de l'expédition, il revint dans son royaume. Il mourut à Pampelune en 1253, laissant la garde de son jeune fils et de son royaume à Jacques d'Aragon. Thibaut I^{er} est célèbre par ses talents comme troubadour.

Thibaut II trouva un protecteur généreux et puissant dans le roi d'Aragon. En 1258, le jeune prince épousa la princesse Isabelle, fille de saint Louis. Il prit ensuite la croix et s'embarqua avec son beau-père en 1270. Après la mort du saint roi devant Tunis,

Thibaut fit voile pour la Sicile, où la fatigue et l'inquiétude le conduisirent au tombeau.

Henri, frère de Thibaut II, devint roi de Navarre; il ne jouit pas longtemps de la royauté; il mourut en 1274, laissant pour lui succéder sa fille Jeanne, âgée de quatre ans. Pendant la minorité de la jeune reine, l'administration du royaume fut confiée à sa mère, Blanche. Ferdinand, infant de Castille, ne tarda pas à jeter les yeux sur la jeune princesse, comme un parti convenable pour son fils aîné. Pierre d'Aragon eut les mêmes prétentions. Les deux princes, sous prétexte de soutenir leurs partisans respectifs, mais en réalité pour prendre possession de l'héritière, prirent les armes. Blanche effrayée s'enfuit avec sa fille, de Pampelune à Paris, et plaça Jeanne et le royaume de Navarre sous la protection de Philippe III. Cette fuite excita des troubles. Le dessein bien connue de Blanche d'unir sa fille à l'héritier de Philippe ne plaisait nullement aux Navarrais. Ils étaient divisés en trois partis : le plus nombreux favorisait l'union avec l'Aragon; un autre était pour l'alliance avec la Castille; le dernier, le moins influent, approuvait la politique de la reine-mère. Blanche, qui ne s'inquiétait pas beaucoup des opinions des Navarrais, arrangea définitivement les conditions du mariage avec le roi de France. Les partis qui étaient opposés à cette union excitèrent une insurrection populaire. Philippe fit passer des troupes françaises en Navarre; elles apaisèrent les troubles et soumirent bientôt tout le royaume.

En 1284, la jeune reine donna sa main à l'époux qui lui était destiné, Philippe le Bel, et la Navarre devint une province de France; mais Jeanne conserva l'administration particulière de ses États.

XXIX.

CASTILLE.

Ferdinand III. — Alphonse X. — Sanche IV. — Ferdinand IV. — Alphonse XI.
— Pierre le Cruel.

Pendant que le roi d'Aragon s'emparait du royaume de Valence, le roi de Castille Ferdinand III profitait des discordes et de l'abattement des Maures en Andalousie pour leur enlever une à une toutes les villes qu'ils possédaient encore. La conquête la plus importante qu'il fit fut celle de Cordoue. Au mois de janvier 1236, les Castillans mirent le siège devant cette ville; le sultan des Almohades découragé l'abandonna, le 29 juin 1236. Les Maures perdirent ainsi Cordoue, après l'avoir possédée cinq cent vingt-trois ans.

Les chrétiens plantèrent la croix sur la grande mosquée, et l'étendard du roi de Castille flotta sur la tour de l'Alcazar. La prise de Cordoue entraîna la soumission de plusieurs citadelles et du

royaume de Murcie. L'infant Alphonse fit son entrée à Murcie en l'année 1243, au milieu de fêtes brillantes.

Ferdinand tourna alors ses armes contre l'émir de Grenade. Celui-ci, reconnaissant l'inutilité de toute résistance, voulut avant tout garantir ses États des dévastations des chrétiens, et même chercher un appui près d'eux. Il se rendit avec une grande confiance au camp du roi de Castille, à qui il prêta serment en qualité de vassal, et qui reçut de lui tous ses États en fief. Ferdinand conclut avec l'émir un traité, et la forteresse de Jaën fut donnée au roi de Castille en garantie de ce traité.

Cette issue inattendue de la guerre contre Grenade permit à Ferdinand de penser à une autre entreprise. Son attention se porta sur la riche et populeuse ville de Séville.

Il dirigea une armée vers les plaines d'Andalousie ; le 20 août de l'année 1247, Séville fut bloquée par mer et par terre, et le siège fut continué et soutenu avec ardeur. Il durait déjà depuis dix-huit mois lorsque les chrétiens incendièrent les vaisseaux ennemis dans le port de Séville. Les assiégés, n'ayant alors plus aucun espoir de secours, et étant menacés des horreurs de la famine, commencèrent des négociations. Les clefs de la ville furent remises à Ferdinand, qui permit cependant aux Maures d'y rester. Ainsi finit la domination des Almohades à Séville. Trois mille Sarasins quittèrent la ville, et Ferdinand y fit son entrée solennelle. Il était accompagné de l'infant Alphonse, héritier du trône, et des infants de Portugal et d'Aragon. Le cortège se rendit dans la grande mosquée, qui avait été purifiée et changée en église.

Ferdinand consolida l'union de ses États héréditaires et de ceux qu'il avait conquis, et s'attira par là la reconnaissance des Espagnols, qui voient en lui le véritable fondateur de la monarchie. Il mourut le 30 mai 1252, après avoir régné trente-cinq ans sur la Castille et vingt-deux sur Léon. Il fut regretté de tous ses

sujets, comme un des meilleurs rois. Sa piété le fit regarder, pendant sa vie, comme un saint; beaucoup de miracles s'opérèrent à son tombeau; il fut canonisé en 1671.

Son fils, l'infant Alphonse, fut proclamé héritier de la couronne.

Alphonse X, surnommé le Sage, monta sur le trône sous les plus heureux auspices, et cependant peu de règnes furent signalés par autant d'infortunes.

Après la mort de Ferdinand, l'émir de Grenade conçut quelque espoir de relever sa puissance; il pensait qu'il ne trouverait pas dans Alphonse un aussi rude adversaire que dans son père, et se décida à faire une irruption sur le territoire de Castille. Alphonse marcha contre lui; les deux princes se rencontrèrent près d'Alcala-Réal, où l'émir essuya une défaite complète. Après cette victoire, le roi de Castille alla châtier les Algarves, qui s'étaient révoltées. Consterné de ces désastres, l'émir de Grenade demanda la paix, que le roi chrétien lui accorda. Mais elle ne pouvait avoir de durée.

Les prétentions qu'Alphonse éleva sur la Souabe peuvent être regardées comme une des principales causes des infortunes de son règne. A la mort de l'empereur Guillaume, comte de Hollande, et à l'exclusion de Conradin à la candidature, les électeurs voulant choisir un prince étranger, Alphonse crut pouvoir aspirer à la dignité impériale. Élu par un parti, il fut repoussé par un autre plus puissant, qui avait donné ses suffrages à Richard, comte de Cornouailles et frère de Henri III. Ces deux élections n'étaient pas légitimes; de là naquit cette longue contestation qui divisa l'Allemagne et l'Italie. En 1273, le choix tomba enfin sur Rodolphe, comte de Habsbourg. Alphonse, blessé de cette préférence, ne renonça pas à ses prétentions mal fondées, quoiqu'il les appuyât sur les droits qu'il croyait avoir par sa mère Béatrix, fille de Philippe, duc de Souabe et empereur de Germanie. Dans

le but de soutenir ses prétentions, il leva des sommes énormes sur ses sujets, qui en murmurèrent, et les barons mécontents formèrent un parti contre le roi. Celui-ci eut la faiblesse d'offrir un traité aux rebelles, leur promettant, s'ils mettaient bas les armes, et s'ils lui faisaient connaître leurs sujets de plainte, de faire droit à leurs demandes. Cette concession enhardit les mécontents, qui firent alors des demandes déraisonnables et insultantes pour la royauté. Alphonse les leur accorda cependant presque toutes et sollicita même une réconciliation; mais les rebelles ne voulurent rien entendre et se retirèrent près de l'émir de Grenade.

Ce fut peu de temps après, en 1275, que mourut l'infant Fernando de la Cerda, fils aîné d'Alphonse, et son héritier. Cet événement souleva de graves discussions. Les cortès furent convoquées en 1276 à Ségovie, pour décider la question de succession au trône. Cette assemblée se prononça pour don Sanche, second fils d'Alphonse, et ce prince fut proclamé héritier de la couronne. La décision des cortès causa à Philippe de France, frère de Blanche, veuve de Fernando, le plus vif mécontentement; car ce prince regardait avec raison l'aîné de ses neveux comme légitime successeur d'Alphonse. Ce prince demanda le douaire de sa sœur, et la permission pour cette princesse et ses enfants de passer en France. Ces deux demandes furent refusées par le roi castillan. Blanche, accompagnée de la reine, irritée comme elle de leur exclusion de la couronne, parvint à s'échapper de Burgos avec les infants et fut reçue par le roi d'Aragon. La guerre fut alors déclarée à la Castille par la France; mais l'explosion en fut arrêtée par le pape Nicolas III. En 1278, la reine de Castille retourna près de son mari; mais Blanche resta à la cour de son frère. Quant aux deux infants, on les retint en Aragon, bien moins par motif d'humanité et de justice que dans l'espoir d'avoir en eux un sujet d'inquiéter un jour la Castille.

Au milieu de ces événements, il s'en passa un bien triste, enveloppé d'une grande obscurité : c'est l'assassinat du prince Fadrigue, frère du roi ; il fut étranglé dans son palais de Burgos par des assassins soldés, dit-on, par Alphonse. La raison donnée à cette accusation est la part que prit l'infant à la fuite de la reine, de Blanche et de ses deux fils. Les écrivains nationaux se sont efforcés de chercher un autre motif à cette détestable action, mais ils n'ont pu en trouver, et la mémoire d'Alphonse est restée chargée de ce crime.

Afin de satisfaire les continuelles réclamations de la France au sujet des droits des infants de la Cerda, Alphonse proposa dans l'assemblée des cortès de Séville, en 1281, de détacher Murcie de la couronne en faveur de ces princes. Cette proposition généralement rejetée indigna Sanche. Alphonse s'aliénant de plus en plus l'affection de ses sujets par des actes de faiblesse et des persécutions, les barons mécontents jetèrent les yeux sur Sanche et lui offrirent la couronne. Il la refusa, acceptant seulement les titres d'héritier et de régent ; mais il ne visa pas moins au pouvoir et gagna à son parti plusieurs villes du royaume.

Alphonse, si grièvement offensé par son fils, en appela aux rois de Portugal, de Navarre et d'Aragon ; mais tous gardèrent la neutralité ; alors, par un acte solennel, il déshérita son fils, appela sur sa tête les plus terribles malédictions, et institua pour ses héritiers les infants de la Cerda. Le pape intervint alors en faveur d'Alphonse, et menaça de l'excommunication les partisans de Sanche. Les autres fils du roi et le clergé, qui avait embrassé le parti de Sanche, reconnurent leur erreur et revinrent au légitime souverain. Leur exemple fut suivi par un grand nombre de villes et de barons. Sanche lui-même, voyant la révolution opérée dans les esprits, proposa une réconciliation ; mais au moment où elle allait s'effectuer, Sanche tomba gravement malade à Salamanque.

Alphonse, en apprenant l'état de son fils, oublia sa juste indignation et fut si vivement affecté, qu'il tomba lui-même dans un état plus dangereux que celui de Sanche. Celui-ci recouvra bientôt la santé, tandis que l'état du roi empira chaque jour jusqu'au 5 avril 1284, où il trouva la fin de ses souffrances. Son dernier testament ne fut pas révoqué.

On trouve dans Alphonse un mélange de science et de faiblesse; et quels que soient les défauts qu'on ait eu à lui reprocher, on ne peut nier son affection paternelle.

Malgré les dispositions testamentaires d'Alphonse, les états du royaume reconnurent roi son fils Sanche. Ce prince avait épousé sa cousine dona Maria de Molina, sans pouvoir obtenir du pape les dispenses nécessaires.

Sanche conçut de vives inquiétudes lorsque la reine lui donna un fils, dont la légitimité ne fut pas reconnue, celle de son mariage ne l'étant pas. Il craignait les prétentions des infants de la Cerda, toujours protégés par les rois de France et d'Aragon. Des troubles intérieurs vinrent augmenter ses perplexités.

Sanche avait comblé de faveurs Lope Dias de Haro et avait marié sa fille à l'infant don Juan, le liant ainsi étroitement à la famille royale. L'arrogance de ce favori le rendit bientôt odieux au peuple et aux nobles, qui s'en plaignirent au roi. Haro, voyant que la confiance du roi lui était enlevée, se retira avec l'infant sur les frontières du Portugal, d'où ils firent plusieurs excursions sur les terres de Sanche. Le roi de Castille convoqua en 1288 une assemblée où les rebelles durent se présenter. Là on leur déclara qu'ils resteraient prisonniers jusqu'à ce qu'ils eussent remis entre les mains de Sanche les forteresses qu'ils lui avaient prises. Le comte tira son épée et se précipita sur le roi. Était-ce pour le percer ou seulement pour effectuer sa retraite? On ne l'a jamais su. Don Juan saisit aussi ses armes et tua deux barons qui vou-

laient le retenir. Les gardes royaux se précipitèrent sur Haro et l'étendirent mort aux pieds du roi. L'infant aurait probablement éprouvé le même sort, s'il n'avait imploré la protection de la reine, qui était dans l'assemblée.

La mort de don Lope ne rendit pas la tranquillité à l'État. Le roi d'Aragon, excité par le fils de l'ancien favori, proclama roi de Castille et de Léon Alphonse, l'aîné des infants de la Cerda. La guerre commença aussitôt entre les deux monarques et se continua jusqu'en 1291, époque à laquelle le roi de Castille obtint, non la paix, mais une suspension d'hostilités. Sanche vécut encore quelque temps au milieu de troubles continuels; il mourut en l'année 1295, laissant à la reine la régence du royaume et la tutelle de son fils aîné Ferdinand.

Le règne de Ferdinand IV ne fut qu'une suite continuelle de révoltes et de désastres. A peine avait-il reçu les hommages des états, que son oncle, le turbulent Juan, remit en question la légitimité du jeune roi, et réclama la couronne. Dans le même temps le roi de Portugal s'arma pour obtenir trois forteresses des frontières; le roi de Grenade suivit son exemple. L'infant Henri, qui en 1258 s'était révolté contre son frère Alphonse le Savant, revint en Espagne, dans l'intention d'enlever à la reine la régence; s'il n'y réussit pas, du moins il eut l'adresse de se faire donner une grande part dans la direction des affaires. La reine dona Maria, pour obtenir la paix intérieure, abandonna au roi de Portugal les trois forteresses qu'il convoitait; elle prodigua l'argent et les gouvernements, récompensant ainsi la rébellion par des richesses et des dignités. Une pareille politique eut de tristes résultats. Les nobles n'eurent pas plus tôt obtenu ce qu'ils désiraient, qu'ils voulurent acquérir plus encore, et conspirèrent contre l'État. Tous les princes s'unirent pour diviser le royaume. Juan fut proclamé roi de Léon; Alphonse de la Cerda, roi de Castille; et le

roi d'Aragon se rendit maître de toute la Murcie. Cette ligue inique et honteuse fut cependant sanctionnée par les rois de France, de Portugal et de Grenade. Il semblait que la destinée de Ferdinand fût irrévocablement fixée, et que ses dépouilles dussent être partagées par les rebelles réunis contre lui; mais la Providence déjoua les projets d'une injuste ambition : les dissensions des alliés, leur manque d'argent et de provisions sauvèrent le royaume. Les Aragonais se retirèrent; le roi de Portugal fut amené à faire la paix; Henri mourut; Alphonse de la Cerda et don Juan restèrent armés et entretenirent des troubles qui ne finirent qu'avec la vie de Ferdinand. Ce prince mourut subitement en septembre 1312. Sous son règne eut lieu l'accusation contre les templiers; en Castille et en Aragon leurs biens furent séquestrés.

Alphonse XI, fils de Ferdinand, n'avait que quelques mois lors de son avènement au trône. Les infants Juan et Pierre, oncles du jeune prince, et don Juan de Lara prétendirent à la tutelle. La reine Maria les frustra de leurs espérances en confiant la garde du royal enfant à l'évêque et au peuple d'Avila, qui le placèrent dans une tour de la cathédrale sous une bonne garde. Les princes eurent alors recours aux armes pour soutenir leurs réclamations. Après quelques mois d'hostilités, ils consentirent à partager entre eux le gouvernement.

En 1319, les deux infants périrent dans une guerre contre Grenade; leur mort fit naître de nouvelles querelles; la régence fut disputée par plusieurs princes, qui obtinrent chacun le gouvernement de quelques provinces. Ce fut une source de désordres. La rivalité des factions affaiblit partout l'exercice du pouvoir; les plus grands crimes se commettaient impunément et n'étonnaient plus; les maux de tous genres affligeaient le royaume. La reine Maria de Molina mourut au milieu de ces pénibles circonstances, en 1322.

Alphonse atteignit enfin sa quatorzième année, et prit la direction des affaires, en 1324. On espéra alors que les rébellions cesseraient; mais cet espoir fut bientôt déçu. La tranquillité fut de nouveau troublée par Jean Manuel et Jean el Tuerto, qui, mécontents de la diminution de leur pouvoir, conspirèrent pour le reconquérir. Pour briser leur union, le roi demanda en mariage dona Constance, fille de Jean Manuel, que devait épouser Jean el Tuerto. Le mariage fut célébré à Burgos; mais il fut dissous en 1327. Constance, enfermée d'abord dans la forteresse de Toro, fut remise à son père, et Alphonse, l'année suivante, épousa la princesse Marie de Portugal. Jean el Tuerto, abandonné de Jean Manuel, s'allia avec le Portugal et l'Aragon, et refusa obstinément de faire la paix avec le roi de Castille, qui eut alors recours à un expédient qui devait couvrir un chevalier chrétien d'une honte éternelle. Il invita Jean el Tuerto à une entrevue amicale. Jean s'y rendit et fut reçu par Alphonse avec beaucoup d'égards; mais le lendemain, lorsqu'il se rendait à l'appartement du roi, il fut poignardé par des assassins postés à dessein sur son passage. La Biscaye, dont il était seigneur, devint la récompense de cette infâme action. Mais cette perfidie fit sur Jean Manuel une vive impression; il s'unit au roi de Grenade, et pendant plusieurs années fut en guerre avec Alphonse. En 1334, il accepta enfin les offres royales et consentit à rentrer dans le devoir; mais il ne fut jamais un sujet bien dévoué.

Lorsque les troubles intérieurs furent apaisés, Alphonse songea à faire la guerre aux musulmans. Le roi de Grenade, Mohammed IV, et le Mérinite Abul-Haçan avaient détruit une flotte castillane, et assiégeaient Tarifa. Le roi de Castille, secondé par le roi de Portugal, marcha contre les Maures, leur livra bataille en 1340, et les défit complètement; deux cent mille musulmans y périrent. Les rois vainqueurs furent appelés libérateurs de la

patrie, et toute l'Espagne rendit à Dieu de solennelles actions de grâces. Alphonse, voulant profiter de sa victoire pour achever la ruine des musulmans, commença le siège d'Algésiras. Son camp fut pendant vingt mois le rendez-vous des chevaliers de toutes les nations qui voulaient prendre part à la gloire d'une croisade. Le roi de Grenade, recevant peu de secours, et se voyant même abandonné par les siens, proposa des arrangements. Alphonse demanda et obtint la remise d'Algésiras; la garnison eut la liberté de se retirer, et les habitants, bien traités, contre leur attente, s'attachèrent à leur nouveau maître.

Le roi de Castille, poursuivant ses conquêtes, mit le siège devant Gibraltar. Il s'en serait emparé, s'il ne se fût déclaré dans son camp une peste à laquelle il succomba, et qui força l'armée castillane à la retraite (1350).

Pierre, surnommé le Cruel, succéda à son père, à l'âge de seize ans; il se montra de suite despote et cruel. Son premier acte fut de faire arrêter Éléonore de Guzman, qui, secrètement unie au roi Alphonse, lui avait donné dix enfants. Il redoutait l'influence de cette femme; il la fit enfermer dans une étroite prison pendant plusieurs mois, et finit par la faire mettre à mort (1351).

Ce meurtre fut immédiatement suivi d'un autre. Le roi ayant fait lever une taxe de sa propre autorité à Burgos, les habitants de cette ville se révoltèrent et tuèrent le collecteur. Pierre accourut aussitôt pour les châtier; ils prirent les armes et mirent à leur tête Garcilasso de la Vega. Pierre fit mander celui-ci, qui, au lieu de fuir, comme on le lui conseillait, se rendit près du roi. Dès que Pierre l'aperçut, il donna l'ordre de le tuer. Un garde le frappa sur la tête avec sa masse d'armes et l'étendit mort, et le cadavre sanglant fut jeté dans la rue et foulé sous les pieds des taureaux qui passaient.

Peu de temps après, les fils d'Éléonore de Guzman se révol-

tèrent contre Pierre, et s'unirent à d'autres mécontents ; plusieurs des confédérés furent mis à mort , mais les princes évitèrent les poursuites du roi.

Ce fut vers le même temps que Pierre forma avec Marie de Padilla une liaison coupable, qui continua jusqu'à la mort de cette dernière, pour le malheur du royaume. Marie était attachée au service de dona Isabelle d'Albuquerque, femme du ministre favori du roi. Malgré ce lien illégitime, Pierre, par condescendance pour les cortès de Valladolid, consentit à demander en mariage une princesse de la royale maison de France. Le choix tomba sur Blanche de Bourbon, remarquable par ses excellentes qualités. Elle arriva à Valladolid dès le commencement de l'année 1353, et le mariage fut célébré avec une grande pompe. Mais deux jours après, Pierre quitta la reine pour retourner à la favorite, et la malheureuse Blanche fut renfermée dans la forteresse d'Arevalo, où personne, pas même la reine-mère, n'obtint la permission de la voir. Le ministre Albuquerque, qui avait pressé le roi d'accomplir son union avec Blanche, fut disgracié, et la faveur royale fut transférée aux Padilla. Afin d'élever Diégo de Padilla, frère de sa favorite, Pierre fit assassiner le grand-maitre de Calatrava, et les commandeurs de l'ordre furent obligés de le remplacer par Diégo.

Pierre, ne reculant devant aucun crime, se proposa d'épouser dona Juana de Castro, à laquelle il persuada que son union avec Blanche était nulle. Le mariage eut lieu dans la cathédrale de Salamanque, en 1354. La profanation accomplie, Pierre apprit à sa nouvelle victime qu'il l'avait trompée, puis il l'abandonna pour jamais. Cette lâche infamie indigna le frère de Juana, Fernando Perez de Castro, l'un des plus puissants seigneurs de la Galice ; il se joignit aux mécontents, à Albuquerque et à Henri de Transtamare, frère de Pierre ; puis ils formèrent une ligue, dont le but était de chasser de la cour toute la famille des Padilla, et de forcer Pierre

à reprendre son épouse légitime. Une guerre civile commença et se poursuivit avec plus de rage que de succès ; les ligueurs parvinrent cependant à s'emparer du roi , qui , recourant à toutes ses ruses ordinaires , sut , par de trompeuses promesses , recouvrer sa liberté. Alors , rassemblant les cortès à Burgos , il réclama , au nom de toute la Castille outragée en sa personne , la punition de ses ennemis , et un grand nombre d'exécutions eurent lieu. Albuquerque périt probablement empoisonné ; Henri de Transtamare s'enfuit vers l'Aragon.

Les années qui suivirent furent employées par Pierre à de petites guerres contre le roi d'Aragon. Beaucoup de seigneurs mécontents passèrent dans les troupes aragonaises : action qu'on ne peut s'empêcher de flétrir et qui diminue l'intérêt attaché à la manière dont ils étaient traités , quand ils tombaient entre les mains de leur maître irrité. On ne peut nier que le roi de Castille n'ait été souvent provoqué par ses nobles , qui se révoltaient parfois sans motif bien fondé ; mais la barbarie de ses exécutions , la duplicité avec laquelle il projetait froidement la perte de ceux qu'il avait soumis en leur promettant le pardon , l'adresse perfide de ses promesses , de ses serments , pour faire tomber ses ennemis en son pouvoir , sans excepter même ses proches , lui ont mérité à juste titre le surnom de Cruel.

L'exécution de son frère Fabrigue , grand-maitre de Santiago , en 1358 , le caractérise parfaitement. Sur quelques soupçons peu fondés que le grand-maitre entretenait des intelligences avec le roi d'Aragon , Pierre le rappela des frontières de Valence à Séville , où il était alors. Fabrigue , à son arrivée , trouva près du roi une réception amicale ; mais quelques instants après , Pierre ordonnait de sang-froid à ses gardes de s'emparer du grand-maitre de Santiago et de le tuer. Fabrigue se défendit avec courage , mais tomba percé de plusieurs coups de poignard. Ce crime accompli , le tyran

envoya des ordres pour exécuter de suite plusieurs chevaliers et les serviteurs de Fabrigue. L'affreux triomphe de Pierre lui causa une si grande joie, qu'il voulut dîner dans la chambre où le cadavre de son frère était resté étendu. Ce fut alors qu'il promit à son cousin, Jean d'Aragon, de lui donner la suzeraineté de la Biscaye, lorsqu'il l'aurait enlevée à don Tello ; mais lorsque Pierre s'en fut emparé, voulant la garder pour lui, il amusa Jean par de fausses promesses et le fit assassiner à Bilbao ; puis, jetant son corps d'une fenêtre sur la place publique : « Voilà, dit-il, votre seigneur, celui qui avait l'ambition de vous gouverner. » Le cadavre, rapporté à Burgos, n'eut d'autre sépulture que le cours du fleuve.

Le meurtre était devenu une passion pour Pierre, et il semblait chercher sans cesse sur qui il pourrait faire exécuter ses ordres sanguinaires. Il fit mettre à mort la reine douairière d'Aragon, sa propre tante. Abu-Saïd, usurpateur du trône de Grenade, forcé par le roi légitime, Mohammed V, de chercher des alliés, vint solliciter des secours de Pierre le Cruel. Il fut d'abord bien accueilli ; mais, lorsqu'il eut laissé voir ses trésors, sa mort fut décidée ; ses dix-sept compagnons furent égorgés sur-le-champ, et lui-même, conduit près de leurs cadavres, reçut le coup mortel de la main même du roi, qui lui disait : « Reçois la peine de ton alliance avec l'Aragonais. » Mais une victime restait encore à immoler. La reine Blanche, prisonnière depuis dix-huit ans, attirait sur ses longs malheurs la commisération générale ; une guerre se préparait pour elle ; Pierre ordonna sa mort, ainsi que celle d'Isabelle, fille de Jean de Lara.

Mais l'heure de la juste punition du crime avait sonné, Pierre allait subir le châtimement dû à ses forfaits. Henri de Transtamare, secondé par les rois de Navarre et d'Aragon, entreprit en 1365 de détrôner le tyran. Il détermina Bertrand du Guesclin, le comte

de la Marche, et d'autres chefs français, à l'aider dans son entreprise. Le roi de France Charles V, avide de venger le cruel outrage fait à la maison royale, embrassa la cause de Henri, ordonna à ses soldats licenciés de se réunir pour une expédition contre la Castille, et les *grandes compagnies* organisées partirent sous la conduite de Bertrand du Guesclin. Les Français entrèrent bientôt en Catalogne et atteignirent sans obstacles Calahorra, où Henri fut solennellement proclamé roi de Castille.

L'inaction de Pierre fut telle au moment de l'invasion de son royaume, que la postérité ne sait s'il était lâche, ou s'il connaissait trop bien le peu d'affection que lui portait son peuple pour hasarder une bataille contre l'ennemi. Il quitta précipitamment Burgos, sans oser mesurer son épée avec celle de son frère. Il réclama l'aide du Portugal, elle lui fut refusée; tout ce qu'il put obtenir fut de passer par le territoire portugais pour gagner la Galice. Pierre atteignit la ville de Santiago, vers le milieu de juin; là il arrêta dans son esprit un nouveau meurtre. Sous prétexte d'affaires pressantes, il manda l'archevêque; le prélat se rendit à ses ordres; Pierre, qui l'attendait à l'entrée de l'église, lui perça le cœur à coups de lance; le doyen, qui l'accompagnait, partagea le même sort. Après ce nouvel acte de barbarie, l'assassin s'embarqua pour Bayonne, et fut bientôt reçu par le Prince Noir, qui lui promit de l'aider à reconquérir sa couronne.

Pendant que Henri était reconnu dans l'Andalousie et se rendait maître de presque tout le royaume, le prince anglais faisait ses préparatifs de guerre, et au printemps de l'année 1367 ils furent achevés; le Prince Noir passa les Pyrénées à Roncevaux et descendit dans les plaines de la Navarre. Le 2 avril, les deux armées ennemies se rencontrèrent près de Najera, où se livra la bataille qui devait décider du sort des deux rois. Henri et ses alliés combattirent vaillamment, mais ils ne purent résister au

vainqueur de Crécy et de Poitiers ; ils furent défaits, et du Guesclin fait prisonnier. Pierre fut replacé sur le trône de Castille. Malgré les avis et les reproches de son loyal allié, il versa avec avidité le sang des prisonniers, il sévit avec rigueur contre toutes les personnes qui lui paraissaient suspectes, et ne respirait que vengeance contre tous ceux qui avaient montré du zèle au service de Henri, surtout s'ils avaient quelques biens qui pussent remplir ses coffres vides. Aussi plusieurs villes se déclarèrent bientôt ouvertement pour Henri et l'engagèrent à faire de nouveaux efforts pour reprendre la couronne.

Ce prince, soutenu par le pape, par la France, et secondé par du Guesclin, qui avait recouvré sa liberté, entra en Espagne vers la fin de l'année 1367. Le prince de Galles avait trop bien appris à connaître le caractère de Pierre pour se mêler encore de ses affaires ; il se tint à l'écart des deux partis, et Pierre se trouva réduit à ses propres forces. Henri obtint en peu de temps de nombreux succès sur son frère, qui, après la défaite de Montiel, songea aux moyens d'évasion. Trompé par des promesses qui lui furent faites, il se rendit à la tente de du Guesclin ; Henri l'y attendait, il tira sa dague et blessa son frère au visage. Alors tous deux se saisirent par le corps, tombèrent et roulèrent par terre ; mais la lutte fut de courte durée : le poignard de Henri arracha la vie à son terrible adversaire (1369). Pierre fut débauché et cruel ; sa mémoire est restée en exécution. Deux de ses filles entrèrent dans la famille royale d'Angleterre.



XXX.

ARAGON.

Pierre III. — Vêpres siciliennes. — Alphonse III. — Jacques II. — Alphonse IV.
— Pierre IV. — Jean I^{er}. — Martin. — Réunion de l'Aragon à la Castille.

Pierre III, qui succéda à Jacques I^{er}, s'occupa d'affermir son pouvoir en soumettant tous les rebelles. Mais bientôt un événement important l'appela en Sicile. A la mort de Manfred, qui avait usurpé le trône au préjudice de son neveu Conradin, le pape avait donné la couronne des Deux-Siciles à Charles d'Anjou, frère de saint Louis. La défaite et l'exécution du jeune Conradin, qui avait tenté de ressaisir le trône qui lui appartenait, affermirent Charles dans sa possession ; mais le gouvernement tyrannique de ce prince le rendit bientôt odieux à ses sujets ; les Siciliens opprimés se plaignirent au pape Nicolas III, à Michel Paléologue, empereur de Constantinople, mais surtout à Pierre d'Aragon, qui avait

épousé Constance, fille de Manfred, et que, par cette raison, les Siciliens regardaient comme leur légitime souverain; ils le pressèrent de venir détrôner le tyran. Pierre, satisfait de trouver l'occasion d'étendre ses États, fit aussitôt ses préparatifs pour cette expédition. Les événements vinrent favoriser ses projets.

Le lundi de Pâques de l'année 1282 eut lieu à Palerme le massacre connu sous le nom de *Vêpres siciliennes*. Charles d'Anjou se disposait à venger d'une manière terrible la mort des Français, lorsque arriva à Palerme Pierre d'Aragon, qui fut proclamé roi de Sicile. A la nouvelle de l'élection de Pierre, le pape Martin IV, qui avait succédé à Nicolas, excommunia ce prince et le déclara privé de la couronne, qu'il donna à Charles de Valois. Une croisade fut prêchée contre Pierre; un grand nombre de chevaliers accoururent sous l'étendard de Philippe le Hardi, qui, voulant venger son oncle Charles d'Anjou, se hâta d'entrer en Catalogne avec une nombreuse armée. S'il obtint quelques succès, ils furent chèrement achetés : les rangs des soldats français furent tellement éclaircis par la peste et le fer, que Philippe retourna à Perpignan, où il mourut. L'arrière-garde de son armée fut harcelée par Pierre, et la flotte française presque entièrement anéantie par Roger de Lauria.

Peu de temps après (1285) mourut Pierre III, laissant l'Aragon et la Catalogne à son fils aîné, Alphonse III, et la Sicile à son second fils, Jacques.

Alphonse III, pendant son court règne, eut à combattre une ligue formée par les rois de France, de Naples et de Castille, et fut contraint de faire un traité humiliant; il vit aussi les Aragonais poser des limites aux empiétements du pouvoir royal. Alphonse mourut subitement à Barcelone en juin 1291, au moment où il entamait des négociations pour obtenir la main de la princesse Éléonore, fille d'Édouard d'Angleterre. Comme il ne laissait pas

d'enfants, la couronne passa à son frère Jacques, roi de Sicile, qui accourut réclamer ce riche héritage.

Pour s'affermir sur son trône, Jacques II fit la paix avec le pape, le roi de France et Charles d'Anjou, devenu roi de Naples. Jacques épousa même la fille de Charles, et fit en même temps une cession formelle de la Sicile à son beau-père. Les Siciliens irrités proclamèrent pour leur souverain Frédéric, frère de Jacques. Une lutte s'ensuivit; Jacques fut vainqueur; mais, ne voulant pas continuer une guerre qui lui paraissait dénaturée, il revint dans ses États, laissant à Charles d'Anjou le soin de défendre ses droits.

La souveraineté de la Sardaigne et de la Corse avait été conférée par le pape au roi d'Aragon; mais si Jacques en avait l'investiture, le gouvernement national était entre les mains des Pisans, dont la tyrannie exaspéra les naturels; ceux-ci demandèrent des secours à Jacques, qui vint mettre le siège devant Cagliari. La ville capitula. Les Pisans conservèrent le gouvernement comme vassaux de l'Aragon; mais des révoltes ayant eu lieu, Jacques fit prévaloir son autorité, soumit de nouveau Cagliari, et les Pisans abandonnèrent l'île.

Jacques prit une part active aux troubles de Castille en protégeant les infants de la Cerda. Murcie devait être la récompense de l'assistance qu'il leur prêta. Mais en 1306, dans un traité avec Ferdinand IV, il abandonna toute prétention à cette importante province; et en 1309, dans une entrevue avec Alphonse XI, non-seulement il confirma cette renonciation, mais il arrêta le mariage de son fils aîné Jacques avec une princesse de Castille. L'infant se refusa à cette union, déclarant sa volonté formelle de se retirer dans un cloître. Il renonça publiquement à ses droits à la couronne, les transmit à son frère Alphonse, qui succéda à son père, lorsque celui-ci mourut en 1327.

Alphonse IV fut surnommé le Débonnaire, à cause de sa bonté,

qui dégénéra souvent en faiblesse. De même que ses prédécesseurs, il encouragea la rébellion en Castille, sans cependant que la paix intérieure dans son royaume en fût ébranlée; mais il ne put maintenir l'union dans sa famille. Son fils aîné Pierre, irrité de ce que son père avait donné quelques domaines de la couronne à son fils Alphonse, né d'une autre femme, s'en plaignit amèrement et excita des dissensions qu'Alphonse IV ne put étouffer; le chagrin qu'il en ressentit abrégé ses jours. Il mourut à Barcelone en 1336.

A Alphonse succéda son fils Pierre IV, surnommé *le Cérémonieux*. Il ne tarda pas à réaliser un projet qu'il avait formé dès le moment de son avènement au trône : c'était de dépouiller son beau-frère Jacques de la Catalogne et de l'île Majorque. Il y parvint, expulsa Jacques de ses États, et les réunit à l'Aragon. En 1340, Pierre s'allia avec le Portugal et la Castille contre les Maures. Il eut à combattre les Génois, qui lui disputaient la Sardaigne; il les défit sur mer près d'Alghero, et fit ensuite un traité avec eux. De 1357 à 1365 il soutint Henri de Transtamare contre son frère; plus tard cependant il s'allia avec le roi de Portugal contre lui, à condition qu'il aurait en partage une partie du royaume de Castille; mais il fut forcé de renoncer à ses prétentions. Diverses révoltes troublèrent son règne, qui fut de cinquante et un ans. Ce prince, qui ne connaissait ni la sincérité ni la justice, mourut en 1387.

Jean I^{er}, fils de Pierre, prit possession du trône, qu'il n'occupa que huit ans. Il fut continuellement en hostilité avec ses sujets et s'attira leur haine et leur mépris. Une chute de cheval qu'il fit à la chasse causa sa mort en 1395.

L'Aragon, la Catalogne et Valence proclamèrent d'un commun accord Martin, frère de Jean I^{er}. Il était alors en Sicile, soutenant les droits de son fils et de sa belle-fille, souverains de cette île.

Cette élection fut contestée par Matthieu, comte de Foix, qui avait épousé la fille aînée de Jean I^{er} et qui soutenait que la couronne lui appartenait. Il réunit des troupes et envahit l'Aragon, mais il échoua; Martin déclara le comte et la comtesse de Foix traîtres envers l'État, et leurs vastes domaines de Catalogne furent confisqués. L'année suivante, il fit reconnaître pour son successeur son fils, le roi de Sicile, et déclara en même temps que la Sicile et l'Aragon seraient désormais unis sous le même sceptre. Le roi de Sicile mourut en 1409. Cet événement força Martin et les Aragonais à s'occuper de nommer un successeur à la couronne. Cette question donna lieu à des débats dont Martin ne vit pas la fin; il mourut en 1410, sans avoir rien décidé pour sa succession; ce qui allait entraîner de longs troubles. Avec Martin finit la maison de Barcelone. Ce prince manquait de la vigueur nécessaire pour gouverner des esprits turbulents comme les Aragonais.

A la mort de Martin, quatre partis se formèrent, se déclarèrent pour des prétendants divers et se firent mutuellement la guerre; cette lutte fut une source de maux et donna lieu à bien des combats, qui n'amenaient aucun résultat définitif. Pour mettre un terme à ces troubles, on choisit neuf arbitres, qui examinèrent les droits des prétendants et délibérèrent sur le choix qu'on devait faire. Six d'entre eux se prononcèrent pour Ferdinand, régent de Castille, qui était sans contredit le plus digne des prétendants. Il fut reconnu roi d'Aragon et de Sicile. Ce dernier royaume, ennemi mortel des princes d'Anjou, était assuré à l'Aragon. Le règne de Ferdinand fut court; ce roi, qui s'acquittait le titre de Juste, mourut en 1416.

Alphonse V succéda à son père. En 1420, il traita avec Jeanne II, reine de Naples, qui l'adopta pour son fils et son successeur. Il passa en Italie; mais ayant mécontenté sa bienfaitrice, son adop-

tion fut révoquée. Jeanne institua pour son héritier René d'Anjou, et mourut en 1435. Alphonse V, jugeant la circonstance favorable pour recouvrer le royaume de Naples, assiégea Gaëte. Il perdit une bataille navale, où il fut pris par les Génois; il recouvra bientôt sa liberté et poursuivit avec ardeur ses projets sur le royaume de Naples, dont il acheva la conquête en 1443. Il régna encore glorieusement pendant quinze années, et mourut en 1458, sans laisser de postérité légitime. Ferdinand, son fils naturel, lui succéda à Naples; Jean II, son frère, déjà roi de Navarre, hérita du royaume d'Aragon, de la Sardaigne, de la Sicile et des îles Baléares. Ainsi que nous le dirons en parlant de la Navarre, son règne fut troublé par de fréquentes révoltes et souillé par des crimes provenant de son ambition démesurée. Ce prince mourut en 1479. L'Aragon fut alors uni à la Castille sous Ferdinand le Catholique, qui avait épousé Isabelle de Castille.



XXXI.

NAVARRÉ.

Rois de France et de Navarre. — Rois de Navarre. — Jeanne II. — Philippe d'Évreux.
— Charles II le Mauvais. — Charles III le Noble. — Blanche et Jean II. —
Don Carlos. — Blanche. — Éléonore. — Réunion de la Navarre à l'Aragon.

Le mariage de Jeanne I^{re} avec Philippe le Bel avait fait passer la Navarre dans la maison de France ; elle y resta sous les règnes de Louis le Hutin, de Jean I^{er}, de Philippe le Long et de Charles IV (I^{er} en Navarre).

A la mort de Charles IV, Jeanne, fille de Louis le Hutin, exclue du trône de France par la loi salique, obtint de Philippe de Valois la restitution de la Navarre. Elle avait épousé Philippe d'Évreux. Quelques conditions jurées par-devant les cortès d'Espagne par les deux souverains assurèrent le pouvoir de la maison d'Évreux sur la Navarre (1328). Jeanne mourut en 1349. Son fils Charles lui succéda.

Charles II, surnommé le Mauvais, se fit couronner à Pampe-

lune aussitôt après la mort de sa mère. En 1352, il passa en France, où il épousa Jeanne, fille aînée du roi Jean. Enhardi par cette alliance, il sollicita la restitution des comtés de Champagne et de Brie, qu'il considérait comme devant lui appartenir. Ses prétentions rencontrèrent des obstacles de la part du connétable de France. Charles le fit assassiner. Charles était trop puissant pour être publiquement puni. Le roi de France l'attira à un festin et le fit saisir. On l'enferma dans une forteresse; mais ses partisans parvinrent à le faire évader. Il retourna en Navarre en 1361. Pendant la captivité du roi Jean, il souleva Paris contre le dauphin (Charles V) et tenta même de l'empoisonner. Lorsqu'il vit ce prince solidement établi sur le trône, il se tourna alors vers l'Espagne et eut de longs démêlés avec Pierre le Cruel et Henri de Transtamare, qui se disputaient la Castille. Trahissant tous les partis à la fois, Charles se fit tant d'ennemis, qu'il fut forcé, pour se tirer d'embarras, d'abandonner une portion de ses États (1379). Il se décida enfin à rester en paix et mourut en 1387. Son caractère est suffisamment connu par les actions qui lui ont valu le surnom de Mauvais. Charles III, surnommé le Noble, succéda à son père Charles le Mauvais. Il s'appliqua surtout à vivre en paix avec ses voisins, renonça aux prétentions de son père sur plusieurs provinces de France (1404) et reçut en dédommagement des sommes considérables. Il mourut en 1425.

Sa fille Blanche, son héritière, ayant épousé Jean II, second fils de Ferdinand le Juste, fit passer le trône de Navarre dans la maison d'Aragon. Jean II eut de Blanche d'Évreux un fils nommé don Carlos, prince de Viane, et deux filles, Blanche, qui épousa Henri IV, roi de Castille, et Éléonore, qui fut mariée à Gaston IV, comte de Foix. Blanche d'Évreux mourut en 1441. La couronne de Navarre devait appartenir au prince de Viane; mais don Carlos, ne pouvant monter sur le trône sans en faire descendre son père,

ne se montra point empressé de régner, et Jean II conserva les honneurs de la royauté. Ce prince, ayant épousé en secondes nocces Jeanne Henriquez, fille de l'amirante de Castille, en eut un fils qui fut Ferdinand le Catholique.

La nouvelle reine persuada à son mari de s'approprier une couronne qu'il ne tenait qu'à titre de concession, et résolut même de la faire passer sur la tête de Ferdinand. Jean II suivit les conseils de cette femme ambitieuse; il éloigna le prince de Viane de toutes les affaires, parut méconnaître tous ses droits, et don Carlos, victime de sa belle-mère, parvint à l'âge de trente ans sans pouvoir obtenir justice de son père, que les lois avaient fait son sujet en Navarre. Le respect filial l'eût peut-être emporté sur le ressentiment, si les mauvais traitements qu'essuyait le prince de Viane, et les sollicitations des plus fidèles Navarrais, qui demandaient leur souverain légitime, ne l'eussent déterminé à réclamer le trône. Alors le royaume se divisa entre le père et le fils. Don Carlos, après avoir longtemps hésité, prit les armes, et, appuyé par les Castillans, il livra bataille à Jean II près d'Aibar (1452). Il fut vaincu, fait prisonnier et enfermé dans une forteresse. On aimait don Carlos; on plaignit sa jeunesse opprimée; on murmura de sa captivité, et Jean se vit obligé de lui rendre la liberté en 1453. Mais, en 1456, il conclut avec son gendre une coupable alliance contre son fils malheureux: il fut convenu que Jean posséderait pendant sa vie le royaume de Navarre, qui, après sa mort, passerait au comte et à la comtesse de Foix, au préjudice de don Carlos et de Blanche, sa sœur, reine de Castille. Don Carlos prit une seconde fois les armes; il fut battu à Estella, quitta l'Espagne et se rendit successivement à Paris, à Naples, pour solliciter l'intervention des rois Charles VIII et Alphonse V.

Pendant ce temps, Jean II, comme la plupart des usurpateurs, chercha à s'autoriser d'une apparence de consentement national,

et fit prononcer l'exhérédation du prince par une assemblée (1457). Cette iniquité souleva les partisans de don Carlos ; oubliant qu'ils avaient été vaincus deux fois, ils n'écoutèrent que leur indignation, et le proclamèrent roi en son absence. Cette nouvelle le remplit de douleur ; également touché et affligé de leur zèle , il les conjura d'y mettre des bornes et de ne point susciter d'obstacles à la paix, qu'il désirait sincèrement. Alphonse V lui servit de médiateur. Ce prince était frère de Jean II ; il était à la fois roi d'Aragon et de Naples, et n'avait point de postérité légitime. Jean II avait trop à espérer ou à craindre d'un frère si puissant, pour refuser sa médiation. Il conclut donc une trêve de six mois et signa une convention par laquelle il s'engageait à faire cesser dès lors toutes les hostilités dans le royaume, et remettait ses prétentions et ses griefs à l'arbitrage du roi d'Aragon. Mais la fortune ennemie du prince de Viane ne permit pas qu'il recueillit le fruit de ce traité. Alphonse, son protecteur, mourut en 1458. Don Carlos était encore en Italie. Les seigneurs napolitains lui offrirent de le reconnaître à la place de Ferdinand, fils naturel d'Alphonse V ; il refusa de recouvrer par l'usurpation un titre que l'usurpation lui ravissait ; il repassa en Espagne, où son père venait de monter sur le trône d'Aragon, et sollicita une réconciliation. Trompé par les apparences, il se confia à la bonne foi de Jean II, qui le fit enfermer une seconde fois ; et pour justifier cette perfidie , le roi , à l'instigation de Jeanne Henriquez, imputa au prince les plus noirs desseins. Cette persécution et ces calomnies augmentèrent le nombre des partisans de don Carlos : les Navarrais, les Catalans , les Aragonais même se soulevèrent. Le roi, après avoir fait conduire son fils de château en château, fut contraint de le mettre en liberté (1461). Par un traité conclu avec les Catalans, il fut décidé que ce prince, en qualité de fils aîné du roi, serait reconnu son héritier. Mais bientôt après, soit que la reine l'eût fait empoison-

ner, selon l'opinion commune, soit qu'il ne pût se voir, sans une vive douleur, l'objet de la haine paternelle, il tomba dans une maladie de langueur qui termina ses jours.

Blanche, sa sœur, ne fut pas plus heureuse. Elle avait été répudiée par Henri IV, roi de Castille. Carlos, en mourant, l'institua son héritière; il ne lui légua que son infortune. Jean II fit emprisonner la princesse, et bientôt après il la sacrifia à son ambition de régner. Il conclut avec son gendre un arrangement par lequel celui-ci lui laissait la jouissance du royaume de Navarre, à condition qu'après sa mort il passerait à la maison de Foix. La princesse Blanche fut remise entre les mains du comte et de la comtesse de Foix, et enfermée au château d'Orthes, où le poison abrégé sa vie.

Cependant les Catalans, à la fois alarmés pour leurs privilèges et irrités de la mort de don Carlos, s'étaient de nouveau soulevés contre Jean II, et pensaient même à s'ériger en république. Ils ne parlaient qu'avec horreur d'un roi et d'une reine homicides, et avec enthousiasme du prince de Viane, qu'ils considéraient comme un martyr. Jean II, voyant les rebelles soutenus par le roi de Castille, demanda du secours à Louis XI; il en obtint une forte somme, pour laquelle il lui engagea les comtés de Roussillon et de Cerdagne (1462), et l'année suivante, avec sa médiation, il détacha le roi de Castille de son alliance avec les Catalans. Cette défection n'abattit point leur courage. En 1464, ils appelèrent don Pèdre, prince de la famille royale de Portugal. Ce prince reçut leurs serments, et prit le titre de roi d'Aragon et de Sicile; mais vaincu par les Aragonais à la journée de Calaf, il perdit la plupart de ses places fortes, et mourut de chagrin à Barcelone. Les Catalans choisirent alors Jean d'Anjou, duc de Calabre. Ce prince rétablit leurs affaires, mais une maladie l'enleva en 1470; sa mort porta un coup fatal à la révolte. La guerre languit encore deux années, et

la prise de Barcelone acheva, en 1472, la soumission de la Catalogne.

En 1475, Jean II entreprit de reconquérir le Roussillon ; mais il échoua, et Louis XI assura par la force des armes l'ouvrage de sa politique. Jean mourut en 1479. En vertu des traités, Éléonore, sa fille, fut proclamée reine de Navarre. Elle n'occupa que peu de temps un trône qu'elle n'avait acquis qu'au prix de la vie de sa sœur ; elle mourut cette même année, et la couronne de Navarre passa alors à la maison de Foix dans la personne de François Phébus, petit-fils d'Éléonore. Catherine de Foix, sœur de François Phébus, lui succéda en 1483. Elle épousa Jean d'Albret en 1484.

L'an 1514, Ferdinand le Catholique, voulant porter la guerre en France, fit demander au roi de Navarre de passer par ses États. Jean d'Albret, loin de consentir à sa demande, s'allia avec le roi Louis XII. Ferdinand se vengea de ce refus par la conquête de la Navarre. Le duc d'Albe, à la tête d'une armée, s'empara de Pampelune en 1512. Jean d'Albret tenta vainement, les années suivantes, de rentrer dans ses États. Ferdinand réunit pour toujours en 1515 la Navarre à la Castille. Mais il ne put s'assurer sa conquête qu'en la changeant en désert. La Navarre, trop attachée à ses souverains, fut impitoyablement dévastée et réduite, par la ruine de toutes ses places, à l'impuissance de secouer le joug espagnol. Jean d'Albret, dépouillé, mourut de douleur en 1516. C'était un prince débonnaire, mais sans talents et sans courage. La reine Catherine, douée d'un esprit plus ferme et plus viril, lui disait : « Si nous fussions nés, vous Catherine et moi don Juan, nous n'aurions jamais perdu la Navarre. » Cette princesse ne survécut que peu de mois à son époux. Ils laissèrent un fils, Henri II, qui hérita de leurs domaines au delà des Pyrénées. Il fut l'aïeul de Henri IV, roi de France.

XXXII.

CASTILLE. — MAISON DE TRANSTAMARE.

Henri II. — Jean Ier. — Henri III. — Jean II. — Henri IV.

L'avènement de Henri de Transtamare changea pour quelque temps la face des affaires. La lutte du roi et des grands, étant assoupie, fit place aux rivalités de la nouvelle famille et des princes étrangers, ses compétiteurs. Plusieurs princes, contestant les droits de Henri, firent valoir leur descendance des anciens rois : Pierre IV d'Aragon, Ferdinand de Portugal, deux fils du roi d'Angleterre, et enfin les ducs de Lancastre et d'York, qui avaient épousé les deux filles de Pierre le Cruel. Henri II commença par punir le roi de Grenade, qui avait ruiné Algésiras, et le contraignit au repos; et après la mort de son frère Tello, il réunit au domaine royal la Biscaye, qui devint une barrière contre les rois de Navarre, et les Anglais, maîtres de la Gascogne. Il entra dans les intérêts du roi de France Charles V, et battit la flotte anglaise devant la Rochelle. Deux fois il défit le roi de Portugal Ferdinand, et lui imposa la paix. Pierre IV d'Aragon abandonna à son tour ses prétentions pour une somme d'argent, et maria sa fille à l'héritier de la Castille, don Juan. Une expédition contre la

Guyenne anglaise, concertée avec le duc d'Anjou, prévint l'invasion du duc de Lancastre (1374). Le roi de Navarre essaya de surprendre la ville de Logrono; mais, contraint de faire la paix, il céda vingt châteaux pour garantie (1379). Henri de Transtamare mourut la même année, emportant le surnom de Magnifique. La sagesse de son administration maintint l'accord dans la Castille, et ses bienfaits lui concilièrent la bienveillance du peuple.

Jean I^{er} lui succéda. Il combattit les Portugais, et fut vaincu avec sa noblesse à la journée d'Aljubarrota (1385). Mais il mit fin aux droits prétendus de la maison de Lancastre. La fille de Pierre le Cruel se contenta d'une rente, et son mari, d'une somme d'argent. Catherine, leur fille, fut promise à Henri, fils de Jean. Cet arrangement fut confirmé par les cortès, qui donnèrent à l'infant don Henri, et, après lui, à tout héritier du trône de Castille, le nom de prince des Asturies. Ainsi fut solennellement reconnue et affirmée la maison de Transtamare. Jean I^{er} mourut en 1390. Il eut peu d'ennemis intérieurs; il le dut sans doute à sa docilité aux volontés des grands.

Après la mort de Jean I^{er}, les désordres intérieurs recommencèrent. Son fils Henri III, qui lui succéda, n'avait que onze ans; ses oncles se disputèrent la régence. En 1395, Henri secoua leur tyrannique tutelle, les combattit, les vainquit, mais leur pardonna. Il obtint de grands succès sur les Portugais et les corsaires africains, et mourut en 1406, laissant le trône à Jean II, son fils, qui n'avait pas atteint sa deuxième année. La régence fut donnée à Catherine, la reine-mère, et à l'infant Ferdinand, oncle du dernier roi. Un parti assez nombreux voulait donner la couronne à Ferdinand; mais il refusa, demeura ferme dans sa fidélité à son neveu, le fit couronner, et détourna par sa prudence et sa fermeté les maux qu'entraîne ordinairement la minorité des rois. Il fit avec succès la guerre aux mahométans.

En 1410, Ferdinand fut élu roi d'Aragon; il prit possession de ce trône, laissant l'administration de la Castille entre les mains d'un conseil de régence, à la tête duquel était la reine. Tant qu'il vécut, il semblait que son influence dominât encore les conseils de la Castille; le royaume demeura dans une parfaite tranquillité; mais à sa mort (1412), la reine, qui avait reconnu dans son fils un esprit doux et facile à plier sous l'influence des courtisans, le retint pendant six ans à Valladolid, lui refusant la liberté de sortir, ou de recevoir d'autre visite que celle de ses serviteurs; elle l'amollit dans les plaisirs et l'empêcha d'acquérir les connaissances qui lui étaient nécessaires. Elle mourut subitement en 1418, laissant à la Castille un roi incapable de gouverner. L'archevêque de Tolède s'empara de cet esprit faible, lui fit épouser Marie d'Aragon, fille de Ferdinand, et gouverna au nom de Jean.

En 1419, le jeune roi prit les rênes du gouvernement; mais il laissa promptement voir que son esprit était formé pour l'obéissance et non pour le commandement. Aussi son règne ne doit pas être considéré comme le sien, mais plutôt comme celui de ses favoris. Le plus célèbre, Alvarez de Luna, était un homme de génie, mais son ambition a rendu son nom fatal dans les annales castillanes. Le premier trouble sérieux fut suscité par don Henri, infant d'Aragon, qui demanda la main de la princesse Catherine, sœur du roi. Rejeté par cette princesse, il résolut d'arracher par la force ce qu'il ne pouvait obtenir par d'autres moyens. Au mois de juillet 1420, il pénétra dans l'appartement du roi, accompagné de gardes, et fit Jean prisonnier. Catherine se sauva dans un couvent; mais Henri déclara qu'il allait faire brûler la maison, si Catherine n'en sortait pas. Les grands de Castille, indignés d'une telle violence, s'armèrent pour la cause de leur souverain; mais la faiblesse de Jean rendit leurs efforts inutiles; ce prince, loin de se plaindre de l'espèce de captivité où il était retenu, protesta

qu'il jouissait de toute sa liberté; aussi Henri déjoua-t-il toutes les tentatives faites contre lui, et parvint à son but : il épousa la princesse Catherine. Mais au milieu des fêtes du mariage, Henri se relâcha de la surveillance qu'il exerçait sur son royal prisonnier. Jean en profita pour prendre la fuite avec Alvarez; il fut conduit en triomphe à Talavera, non pour y régner en souverain indépendant, mais pour porter les chaînes de ses favoris. Jean n'avait ni assez de vigueur pour punir ses ennemis, ni assez de reconnaissance pour récompenser ses amis. Tandis que Henri s'échappait avec impunité, ceux qui avaient délivré le roi étaient oubliés.

Henri resta armé près de deux ans, après lesquels, se confiant aux promesses de Jean, il revint à la cour; mais il fut immédiatement emprisonné; en 1425, il n'obtint sa liberté que grâce aux menaces que fit à Jean son frère le roi d'Aragon.

Le roi combla de faveurs Alvarez et l'éleva à la dignité de connétable. Le pouvoir du favori fut illimité; mais il se rendit bientôt odieux au peuple par ses exactions, et aux grands par sa hauteur. Ces derniers parvinrent à le faire exiler; il quitta la cour, conservant l'amitié du roi; aussi ne tarda-t-il pas à être rappelé. Les Castillans, mécontents formèrent contre Alvarez une nouvelle ligue, qui fut appuyée par la reine, par son fils, par les barons, et par les rois de Navarre et d'Aragon. Jean, voyant qu'il ne pouvait lutter contre tant d'ennemis, consentit à renvoyer son favori pour six ans. Mais les confédérés, sachant que le roi entretenait toujours des relations avec Alvarez, continuèrent les hostilités et gardèrent Jean prisonnier dans son propre palais. Celui-ci parvint à s'échapper et à rejoindre son fils, qui était à la tête des troupes. Les confédérés furent battus dans plusieurs actions, et complètement défaits à la bataille d'Olmedo.

Cette victoire de Jean, et la mort de l'infant d'Aragon Henri,

premier instigateur des troubles , forcèrent les confédérés à chercher un refuge en Aragon et en Navarre. Le roi reprit l'autorité, et l'influence d'Alvarez reparut plus grande que jamais.

Mais les affections des princes sont quelquefois changeantes. Alvarez ne tarda pas à en faire l'expérience. Jean, fatigué de l'autorité sans bornes qu'exerçait son ministre, résolut sa perte. Il hésitait sur les moyens à prendre pour effectuer son projet, lorsque Alvarez se souilla d'un meurtre. Ayant découvert qu'Alphonse de Vivars, l'un de ses affidés, se concertait avec le roi pour l'arrêter, Alvarez le fit précipiter du sommet d'une tour. Ce crime fixa l'irrésolution de Jean , qui ordonna son arrestation. Assiégé dans sa demeure de Burgos , le connétable fut obligé de se rendre; puis, conduit à Valladolid, il y fut jugé et condamné à mort. Jean, en se rappelant les services que lui avait rendus le connétable, l'affection qu'il lui avait portée, et la promesse qu'il lui avait faite d'épargner sa vie , fut sur le point d'arrêter l'exécution; mais la reine éloigna ses scrupules. L'heure fatale arrivée, Alvarez quitta sa demeure, monta sur une mule et accompagné par deux moines. Sur sa route, le héraut public, selon la coutume, vociférait ses crimes et son châtimement. « Je mérite cela, dit le condamné, et plus encore, pour mes péchés. » Arrivé près de l'échafaud, il appela un page du prince et lui dit : « Page, dis à monseigneur le prince de récompenser ses serviteurs mieux que le roi mon souverain ne me récompense maintenant. » Il monta d'un pas ferme les degrés de l'échafaud, s'agenouilla quelques instants devant un crucifix, plaça tranquillement sa tête sur le billot, et l'exécuteur accomplit l'œuvre de la justice. Ainsi tomba le grand connétable de Castille, victime de son insatiable ambition, mais aussi de la jalousie des grands et de l'inconstance du roi.

Jean II ne survécut pas longtemps au connétable; il mourut en 1454. Il fut un des plus faibles et des plus méprisables princes

qui jamais tinrent un sceptre dans aucun pays. Outre deux fils, il laissa l'infante Isabelle, dont le nom devait être si grand en Espagne.

Henri IV, fils de Jean II, commença son règne par une guerre contre les Maures. Il entra avec cinquante mille hommes dans le royaume de Grenade, mais ne fit point de conquêtes, et la campagne se réduisit à de vaines hostilités qui ne dédommagèrent pas des frais de la guerre. Avant de monter sur le trône, Henri avait répudié Blanche de Navarre, parce qu'il n'en avait pas d'enfants, et, au retour de son expédition, il épousa Jeanne, infante de Portugal. La corruption la plus profonde régnait à la cour de Castille. Henri s'abandonnait à tous les désordres, et la nouvelle reine suivit son exemple. La conduite du roi l'avilissait aux yeux de la nation; sa faiblesse pour d'indignes favoris, à qui il prodiguait toutes les grâces et même les plus hautes dignités, lui aliénait le cœur des grands, et la haine, jointe au mépris, forma insensiblement un orage qui devait éclater tôt ou tard. Quelques expéditions heureuses contre les Maures, la conquête de Gibraltar, la part que prirent les Castillans à la guerre de Catalogne, suspendirent le soulèvement. Enfin, en 1463, les grands, ayant à leur tête l'archevêque de Tolède, proclamèrent roi Alphonse, frère de Henri. Le lâche monarque conclut avec les rebelles un accommodement par lequel il sacrifiait sa fille, la princesse Jeanne, et reconnaissait Alphonse pour son héritier. De nouvelles dissensions suivirent ce honteux traité.

Le 5 juin 1465, dans une vaste plaine, près d'Avila, les factieux élevèrent un théâtre sur lequel ils placèrent le simulacre du roi assis sur un trône, revêtu de longs voiles de deuil, et portant les attributs de la souveraineté. En présence des grands et du peuple, un greffier lut à haute voix une liste des crimes qu'on reprochait à Henri; ensuite on le déclara déchu du trône; on lui ar-

racha successivement la couronne, son sceptre, son épée, et tous les insignes de la royauté; enfin, on renversa la statue et on la foula aux pieds avec d'horribles imprécations. Après cette cérémonie, Alphonse, âgé seulement de douze ans, monta sur le théâtre où l'on venait d'insulter à la majesté royale, et fut proclamé sous le nom d'Alphonse XII.

Henri trouva cependant des partisans dans son infortune; plusieurs familles illustres s'armèrent en sa faveur, et soutinrent la guerre contre l'usurpateur avec des chances diverses. En 1467, les deux frères se livrèrent bataille, sous les murs de Médina-del-Campo. La victoire, vivement disputée, resta indécise. L'autorité de l'Église, qui intervint dans la querelle, ne fut pas plus décisive; et le pape ayant lancé une excommunication contre les rebelles, ils n'en parurent que plus animés, et appelèrent de cet anathème au futur concile. La mort même d'Alphonse, qu'un mal violent et subit enleva l'année suivante, ne mit pas fin à la révolte. Les factieux jetèrent les yeux sur Isabelle, sœur de Henri, et la proclamèrent reine sans la consulter. Elle déclara que, tant que son frère vivrait, elle ne pouvait prendre un titre qui ne lui appartenait pas, et demanda seulement à être reconnue princesse des Asturies. Le roi souscrivit à cette condition, et les droits de la princesse Jeanne furent une seconde fois mis en oubli.

Isabelle était recherchée par le roi de Portugal et par le duc de Guyenne, frère de Louis XI. Elle refusa ces deux princes et leur préféra Ferdinand, fils de Jean II, roi d'Aragon. En 1469, tandis que le roi était en Andalousie, elle se rendit à Valladolid. Ferdinand vint l'y trouver secrètement, et l'on y célébra sans éclat une union à laquelle l'Espagne allait devoir sa grandeur. Les clauses du contrat portaient que Ferdinand respecterait les droits d'Isabelle comme souveraine, quand elle serait montée sur le trône; qu'il ne changerait rien aux lois castillanès.

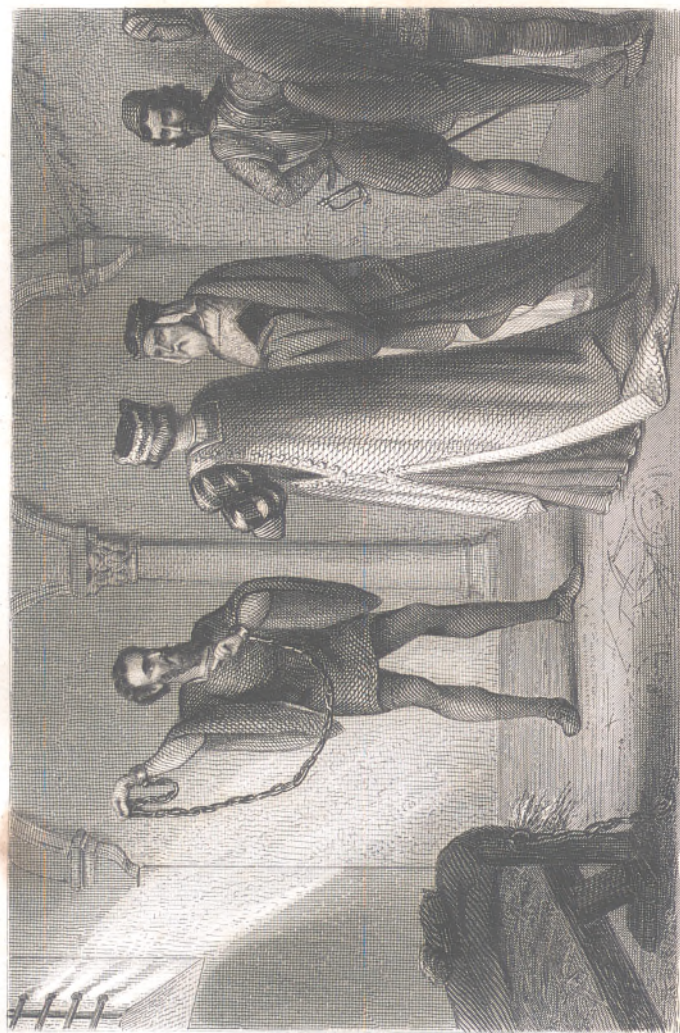
Henri apprit avec mécontentement ce mariage, qui allait donner de nouvelles forces au parti de sa sœur. Il annula par un décret tout ce qu'il avait fait en faveur d'Isabelle, rétablit la princesse Jeanne dans tous ses droits, et le royaume fut plongé de nouveau dans les horreurs de la guerre civile. Henri ne put réussir à chasser Ferdinand de la Castille, et mourut en 1474. L'année qui précéda sa mort, il avait tenté de porter remède aux nombreux abus qui s'étaient introduits sous son malheureux règne. Mais cette tardive velléité de réforme ne peut le réhabiliter au tribunal de l'histoire, qui lui reproche sa faiblesse pour ses favoris, sa prodigalité ruineuse, et son inapplication aux affaires; il attribue à son mauvais gouvernement, encore plus qu'aux malheurs du temps, les troubles qui agitérent son règne et en firent une longue anarchie.

Avant d'expirer, il avait nommé sa fille Jeanne son héritière. Don Alphonse V, roi de Portugal, oncle de cette princesse, embrassa son parti, et elle fut aussi soutenue par ces mêmes factieux qui lui avaient autrefois contesté ses droits, mais qui alors craignaient la fermeté d'Isabelle. Alphonse entra en Castille et livra bataille à Ferdinand près de Toro. Le prince d'Aragon fut vainqueur, et Jeanne, abandonnée, fut obligée de se retirer dans un couvent de Coïmbre.

La même année, mourut Jean II, roi d'Aragon. Ses États comprenaient encore avec l'Aragon les provinces de Catalogne, de Valence et de Murcie, les îles Baléares, la Sardaigne et la Sicile. Ferdinand hérita de toutes ces couronnes et les unit à celle de Castille.

L'Espagne, depuis longtemps divisée et faible, entra enfin dans une époque de gloire et de puissance. La politique et la fortune concoururent également à son agrandissement.





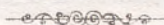
Médard & Cie

l'Espagne.

CHRISTOPHE-COLOMB.

Son génie et ses succès excitent la jalousie. Colomane près des Souverains qu'il a enrichis, il en est délaissé, et n'a pas même la gloire de donner son nom au continent qu'il a découvert.

TEMPS MODERNES.



XXXIII.

ISABELLE ET FERDINAND V.

Dès que Ferdinand et Isabelle eurent le sceptre en main, leur règne offrit un grand contraste avec celui de Henri IV. Autant ce prince avait été faible, indolent, méprisé, autant ils imprimèrent le respect par une autorité ferme, vigilante et protectrice. Le crime cessa d'être impuni, et le supplice des brigands et des assassins annonça aux peuples que l'anarchie et la violence allaient faire place à l'ordre et à la justice. Ferdinand fit raser les forteresses qui servaient de refuge aux bandits, et, de concert avec Isabelle et les états de Castille et d'Aragon, il agrandit et fortifia l'organisation de la *Sainte-Hermandad* (1477), confrérie ou société protectrice des personnes et des propriétés; elle était entretenue

aux dépens des cités, qui payaient un corps de troupes destiné à protéger la sûreté des routes et à poursuivre les malfaiteurs. Quiconque avait commis un meurtre, un vol ou quelque délit qui troublait la paix publique, s'il tombait entre les mains des soldats de la *Sainte-Hermandad*, était traduit devant des juges spéciaux, qui, sans avoir égard à la juridiction que pouvait réclamer le seigneur du lieu, jugeaient et condamnaient le coupable. Ferdinand protégea de tout son pouvoir, contre la haine de l'aristocratie, une institution propre non-seulement à maintenir la police dans le royaume, mais encore à affaiblir et à détruire avec le temps le pouvoir féodal des barons, qui était incompatible avec le pouvoir royal et le bon ordre de la société.

Ferdinand et Isabelle n'apportèrent pas moins de soins à l'administration de la justice. Ayant su que les membres de leur conseil et les officiers exigeaient des plaideurs au delà de leur salaire, ils rendirent une ordonnance par laquelle ils condamnaient les prévaricateurs à rendre sept fois plus qu'ils n'avaient reçu illégitimement (1478). Aussi, en assurant à chacun la protection de la loi, ils menacèrent de leurs rigueurs quiconque, au lieu de recourir aux justices royales pour avoir satisfaction d'un tort ou d'une offense, voudrait en tirer raison par des moyens contraires à la paix publique.

Ayant ainsi apaisé les factions et affermi leur autorité, Isabelle et Ferdinand méditèrent l'entière expulsion des Maures de Grenade, qui depuis longtemps ne se soutenaient que grâce aux dissensions des chrétiens. Outre le grand avantage que leur donnait la réunion de leurs forces, les souverains de Castille et d'Aragon s'étaient entourés d'hommes supérieurs. Le célèbre cardinal Ximenès était à la tête du conseil, et les guerres civiles avaient formé une foule d'excellents généraux, parmi lesquels on distinguait Gonzalve, à qui son siècle et la postérité ont confirmé le

surnom de Grand Capitaine que lui donna sa patrie. Le trésor public, épuisé par les prodigalités de Henri, s'était rempli par la sévère économie d'Isabelle. Les troupes étaient aguerries et nombreuses; tout annonçait la chute du dernier trône des musulmans.

Muley-Hassem, qui l'occupait, ne fut point effrayé de tant de périls. Il commença le premier les hostilités (1481) en s'emparant de Zahara, place très-forte voisine de Grenade. Alhama fut surprise par les chrétiens, et la guerre allumée pour ne plus s'éteindre. Les succès en furent d'abord balancés. Muley pouvait longtemps se défendre, mais une imprudence le précipita dans un abîme de maux. Épris d'une esclave chrétienne, il répudia sa femme Aïxa, issue d'une des premières familles de Grenade, et dont il avait un fils, appelé Boabdil ou Abou-Abdallah, qui devait régner après lui. Ce fut le signal de la guerre civile. L'épouse outragée et son fils soulevèrent une partie des Maures. Muley-Hassem fut chassé de la capitale. Boabdil prit le titre de roi, et le père et le fils se disputèrent les armes à la main une couronne que Ferdinand allait ravir à tous deux. Quelque temps après, un frère de Muley, nommé Zagal, remporta un avantage considérable sur les chrétiens dans les défilés de Malaga. Cette victoire lui valut la confiance et l'estime des Maures; il forma un troisième parti. Boabdil, ayant à se défendre à la fois contre les Maures et contre les chrétiens, fut pris par ces derniers en 1483, et Ferdinand le fit garder à Cordoue.

Muley-Hassem saisit ce moment pour reprendre la couronne. Malgré le parti de Zagal, il rentra dans la capitale. Bientôt Ferdinand, pour augmenter les dissensions des Maures, rendit à son captif la liberté et promit de l'aider contre son père, à condition qu'il lui paierait un tribut et se reconnaîtrait son vassal. Le lâche prince promit tout, et, soutenu par Ferdinand, il courut faire la guerre à Muley. Le royaume de Grenade devint alors un théâtre

sanglant où Muley-Hassem, Zagal et Boabdil s'attaquaient avec une aveugle fureur, tandis que les Espagnols marchaient de conquête en conquête. Au milieu de ces calamités, Muley-Hassem mourut de douleur, ou par les coups de son frère (1485). Ferdinand se rendit maître de toute la partie occidentale du royaume, et Boabdil, oubliant ses derniers engagements, convint avec Zagal de partager le reste de cet État chancelant. La guerre n'en continua pas moins, et Zagal, désespérant de conserver les places qu'il possédait, les vendit à Ferdinand pour une pension annuelle (1490). Enfin, il ne restait plus aux musulmans que la seule ville de Grenade, où régnait encore Boabdil.

Les souverains de Castille et d'Aragon l'envoyèrent sommer de remettre entre leurs mains sa capitale ; mais il résolut de la défendre. Alors Ferdinand, à la tête d'une armée, vint mettre le siège devant Grenade, le 9 mai 1491. Cette grande ville était flanquée de plus de mille tours, et, malgré les guerres civiles qui l'avaient inondée de sang, elle renfermait encore plus de deux cent mille habitants. Le siège dura près de neuf mois. Ferdinand ne tenta point l'assaut d'une place si bien fortifiée ; après avoir dévasté les environs, il attendit paisiblement que la famine la lui livrât. Un accident mit le feu pendant la nuit aux tentes d'Isabelle. Boabdil n'en profita point. La reine voulut qu'à la place de ce camp brûlé, les Espagnols bâtissent une ville, afin de faire voir aux musulmans qu'elle ne le lèverait jamais.

Cette pensée, digne du grand génie d'Isabelle, fut réalisée en quatre-vingts jours. Les Espagnols s'établirent dans la nouvelle cité, qui subsiste encore aujourd'hui sous le nom de Santa-Fé, que lui donna la princesse. Enfin, pressés par la famine, battus dans les petits combats qui se livraient sans cesse sous leurs murs, abandonnés par l'Afrique, qui ne tenta aucun effort pour les sauver, les Maures virent la nécessité de se rendre. Gonzalve de Cordoue

fut chargé de rédiger les conditions de la capitulation. Elle portait : 1^o que les Grenadins reconnaissent pour leurs rois Ferdinand et Isabelle, ainsi que leurs successeurs ; 2^o qu'ils rendraient sans rançon tous les prisonniers chrétiens ; 3^o que les Maures, toujours gouvernés selon leurs lois, conserveraient leurs coutumes, leurs juges, le libre exercice de leur culte ; qu'ils pourraient garder ou vendre leurs biens, et se retirer en Afrique ou dans tel autre pays qu'ils choisiraient, sans que jamais les Castillans pussent les forcer à quitter l'Espagne ; 4^o que Boabdil jouirait dans les Alpuxarres d'un riche domaine dont il disposerait à son gré.

Ce malheureux roi alla porter à Ferdinand les clefs de Grenade, et ne reentra plus dans cette ville. Suivi de sa famille et d'un petit nombre de serviteurs, il prit le chemin des terres qu'on lui donnait à la place d'un royaume. Arrivé sur le mont Padul, d'où l'on découvrait Grenade, il jeta sur cette cité un dernier regard, et des larmes baignèrent son visage. « Mon fils, lui dit sa mère Aïxa, vous avez raison de pleurer comme une femme le trône que vous n'avez pas su défendre comme un homme. » Cet infortuné ne put vivre sujet dans le pays où il avait régné : il passa peu de temps après en Afrique, et fut tué dans un combat. Isabelle et Ferdinand firent leur entrée à Grenade le 22 janvier 1492. La puissance des Maures avait duré sept cent quatre-vingt-deux ans, depuis la conquête de Tarik.

Les juifs, dont la destinée était unie à celle des Arabes, avaient été compris dans le traité, et devaient jouir des mêmes privilèges que les musulmans ; mais on ne tint pas les promesses qu'on leur avait faites. En butte à la haine et au mépris des chrétiens, ils s'en dédommageaient par leur industrie. Enrichis par le commerce et par l'usure, ils possédaient presque tout l'argent de la nation ; ce qui excitait contre eux la fureur populaire. Le gouvernement crut devoir leur ordonner de sortir du royaume. Il en partit cent cin-

quante mille. Un certain nombre passèrent en Afrique, où ils furent pillés par les Maures ; d'autres se retirèrent en France, et la plus grande partie en Portugal, où ils furent reçus moyennant une rançon par tête ; mais bientôt il leur fut enjoint de choisir entre le baptême et l'esclavage ou un nouvel exil. Avec eux disparurent de la Péninsule l'industrie et le commerce. On avait cru s'enrichir par leur expulsion ; mais le profit que le gouvernement tira de la violence faite à ce peuple usurier ne fut que momentané et ne compensa pas la privation du revenu que les juifs payaient auparavant au fisc royal.

On employa bientôt la même rigueur envers les mahométans : on les força à se faire chrétiens , malgré la capitulation de Grenade. Les uns passèrent en Afrique, les autres feignirent d'embrasser le christianisme. Ils tentèrent plusieurs fois de recouvrer leur liberté et de rétablir leur ancien culte, mais ils furent toujours réprimés.

La même année de la conquête de Grenade, Christophe Colomb donna un *nouveau monde* à la couronne de Castille. A cette époque, les Portugais, habiles navigateurs, avaient fait de nombreuses découvertes et formé des établissements en Afrique. On était parvenu à doubler le cap Vert et l'on s'était avancé péniblement jusqu'à l'équateur ; on cherchait un passage pour aller aux Indes, et l'on espérait y arriver en prenant la direction de l'Est. Un Génois, Christophe Colomb, un des meilleurs marins de l'Europe, crut possible de découvrir un chemin plus droit et plus court, en naviguant à l'Ouest, à travers la mer Atlantique, au delà de laquelle il devait infailliblement se trouver, disait-il, des pays inconnus. Christophe Colomb avançait que, d'après la forme de la terre, on devait conclure que l'Europe, l'Asie et l'Afrique n'en étaient qu'une partie, et que l'hémisphère connu devait être balancé par un autre continent placé dans l'hémisphère opposé.

Le navigateur génois présentait un monde nouveau; il avait le désir et l'espoir de le découvrir; mais, pour exécuter son projet, il lui fallait la protection de quelque puissance qui fournit aux frais de l'entreprise. Sa première pensée fut d'en procurer la gloire à sa patrie; mais le sénat génois le rebuta comme un insensé. Il eut recours au Portugal, sa patrie adoptive. Jean II, qui y régnait, l'accueillit et soumit son plan à Diégo, évêque de Ceuta; mais celui-ci avait adopté, sur l'existence d'un passage aux Indes, la théorie portugaise entièrement contraire à celle qui lui était soumise. Il chercha néanmoins à lasser Christophe Colomb par une lenteur excessive dans sa sentence, et tenta d'usurper l'honneur et les avantages de son entreprise. Il obtint du roi de faire partir un vaisseau qui devait suivre la ligne tracée par Christophe Colomb; mais le pilote, effrayé des vents contraires, revint à Lisbonne, appelant extravagante l'entreprise où il avait échoué.

Colomb, justement indigné d'une pareille déloyauté, passa en Espagne en 1484, et soumit ses idées à Isabelle et à Ferdinand. Tous deux lui témoignèrent quelque bienveillance et firent examiner son plan. Après cinq années employées en vaines discussions, Ferdinand et Isabelle déclarèrent qu'ils ne s'engageraient dans aucune entreprise avant la fin de la guerre avec les Maures. En 1492 la ville de Grenade fut prise, et Colomb fut écouté de nouveau. Le 17 avril 1492, il fut signé un traité par lequel Ferdinand et Isabelle créaient l'habile navigateur grand amiral de toutes les mers, îles et continents qu'il allait découvrir. Colomb était au comble de ses vœux, quoique l'armement qu'il obtint ne fût que de trois vaisseaux, qui ne seraient aujourd'hui que de grandes chaloupes. L'amiral génois montait le premier, la *Sainte-Marie*; les deux autres, la *Pinta* et la *Nigna*, étaient commandés par les deux frères Pinson, riches marins qui voulurent bien risquer avec Colomb leur fortune et leur vie. Cette escadre, si l'on peut lui

donner ce nom, avait coûté 100,000 fr. environ de notre monnaie. Telle fut la faible somme que la cour d'Espagne accorda avec peine et qui cependant lui valut un nouveau monde.

Colomb, après avoir accompli ses devoirs religieux, mit à la voile au port de Palos, le 3 août 1492. Après trois semaines de navigation, la petite flotte se trouva comme perdue dans un océan inconnu et sans bornes. Les Espagnols sentirent défaillir leur courage; ils commencèrent à murmurer contre leur amiral et formèrent le projet de le jeter à la mer. Colomb sut les apaiser en leur faisant remarquer des indices qui semblaient annoncer la terre. Mais déçus plusieurs fois dans leurs espérances, ils se révoltèrent de nouveau, et, s'assemblant autour de l'amiral, ils le sommèrent de reprendre sur-le-champ la route de l'Espagne. Colomb, ne pouvant comprimer la révolte, composa et promit à l'équipage de se conformer à son désir, si au bout de trois jours on n'apercevait pas la terre. Le troisième jour, dans la nuit du 11 octobre, on entendit retentir sur le vaisseau ces mots : *Terre ! terre !*... Au point du jour les Espagnols virent une île verdoyante, garnie de bois et arrosée de plusieurs ruisseaux. Ils chantèrent un *Te Deum* et s'avancèrent vers l'île inconnue.

Colomb fut le premier Européen qui foula le sol du nouveau monde. Il débarqua l'épée à la main, éleva un crucifix, et prit possession du pays pour la couronne de Castille. Cette île, appelée par les insulaires Guanahani, reçut de Colomb le nom de San-Salvador. Il parcourut ensuite plusieurs petites îles, puis découvrit celle de Cuba, et aborda le 6 décembre à Haïti, qu'il nomma Hispaniola, en l'honneur de la nation espagnole. Les habitants avaient beaucoup d'or, qu'ils échangeaient avec empressement contre de petits présents, des sonnettes, des épingles et d'autres objets nouveaux pour eux. Les Espagnols ne rencontrèrent que douceur et humanité chez ces nations simples, dont peut-être ils

méditaient déjà l'asservissement et la ruine. Colomb laissa une partie de ses compagnons dans l'île et se hâta de retourner en Espagne, où il arriva le 15 mars 1493, sept mois et onze jours après en être parti.

Il fut reçu au milieu des acclamations et des félicitations, et fut nommé vice-roi des pays qu'il avait découverts. Mais, de toutes les faveurs et de tous les honneurs que Colomb reçut à la cour, ce qui le satisfit le plus, ce fut l'ordre d'équiper, sans délai, une nouvelle flotte et de voler à de nouvelles découvertes. Les apprêts de cette seconde expédition se firent avec la promptitude qui naît du désir et de l'espérance; au mois de septembre de la même année, Colomb repartit avec dix-sept vaisseaux et quinze cents passagers.

Vingt-six jours après son départ, il abordait à une des îles Caraïbes, qu'il nomma la Désirade, fit de nouvelles découvertes et revint à Hispaniola organiser sa colonie, et fonda une ville qu'il appela Isabelle. Ses succès excitèrent l'envie. Calomnié près de Ferdinand et d'Isabelle, il passa en Espagne pour se justifier; il y parvint et partit une troisième fois. En 1498, il aborda à l'île de la Trinité et toucha enfin le continent. Mais, calomnié de nouveau, il fut dépouillé de son commandement et remplacé par Bovadilla, qui le renvoya en Espagne chargé de fers. Il obtint sa liberté, mais ne recouvra pas son crédit. Il partit cependant une quatrième fois, mais fut tellement éprouvé par ceux qui l'avaient remplacé, qu'il revint en Espagne. La reine Isabelle était morte, et l'ingrat Ferdinand négligea Colomb, qui se retira à Valladolid, où il mourut en 1506.

Ce célèbre navigateur, ainsi délaissé et mal récompensé par ceux qu'il avait enrichis, n'eut pas même la gloire de donner son nom au continent qu'il avait découvert; cet honneur lui fut enlevé par Améric Vespuce, pilote qui avait accompagné un de ses lieutenants en 1499 et qui prétendit avoir le premier découvert la terre ferme.

Mais la postérité n'en rapporte pas moins tout le mérite au génie de Christophe Colomb, et l'Espagne lui doit de lui avoir frayé la voie des découvertes et des conquêtes qui devaient être pour la Péninsule une source d'immenses richesses.

Ferdinand, après avoir expulsé les Maures d'Espagne et acquis un nouveau monde, voulut obtenir la restitution du Roussillon et de la Cerdagne; mais, à toutes ses ambassades, Louis XI ne donna que des réponses évasives. Le successeur de Louis, Charles VIII, tout en désirant maintenir la bonne intelligence avec le roi d'Espagne, tenait à conserver une province dont la possession, en cas de guerre, serait d'une grande utilité; mais lorsque le roi de France vit Ferdinand prendre les armes pour recouvrer cette frontière, il fit évacuer Perpignan et les forteresses de la province. Les troupes françaises furent immédiatement remplacées par des garnisons aragonaises. Cette restitution augmenta encore la prospérité de l'Espagne.

Le bonheur dont jouissait Ferdinand et Isabelle fut troublé en 1497 par la mort de l'infant don Juan, leur fils unique, qu'ils venaient de marier à l'archiduchesse Marguerite d'Autriche. Il leur restait quatre filles. Dona Isabelle, l'aînée, épousa l'héritier du royaume de Portugal, qui la laissa veuve peu de temps après son mariage; elle fut de suite unie à son beau-frère don Manuel de Portugal; l'année suivante elle mourut, laissant un fils, qui ne lui survécut pas longtemps. Ferdinand et Isabelle marièrent la princesse Marie à Manuel, qui était devenu roi de Portugal, et Catherine, d'abord à Arthur de Galles, puis à Henri son frère, depuis Henri VIII. Toutefois l'espérance d'un héritier reposait principalement sur leur seconde fille, Jeanne, qui avait épousé Philippe, fils de l'empereur Maximilien et de Marie de Bourgogne, et qui avait un fils. Ce prince, né en 1500, devint le célèbre Charles-Quint. Ainsi la couronne d'Espagne devait couronner un front

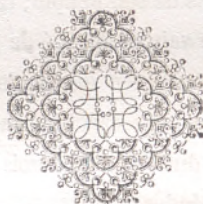
étranger : c'était le premier exemple depuis la fondation de la monarchie par Pélage.

Le malheur continua d'éprouver la famille royale. La princesse Isabelle, qui eût préféré la solitude du cloître à la splendeur d'un trône, mourut fort jeune. Jeanne, malgré son affection exaltée pour son mari, s'en vit négligée et souvent délaissée. Pour Catherine, on connaît les chagrins et les humiliations que lui valut le trône d'Angleterre. Les infortunes de ses enfants plongèrent la reine Isabelle dans une mélancolie profonde que rien ne put dissiper. Elle mourut à Médina-del-Campo, en 1504.

Par son testament elle laissa à sa fille Jeanne, et, après cette princesse, à son petit-fils Charles, l'héritage de la monarchie. Comme Jeanne avait une intelligence trop faible pour qu'on lui confiât les soins du gouvernement, la reine avait désigné Ferdinand pour régent du royaume jusqu'à ce que Charles eût atteint sa vingtième année. Dans cette disposition elle consulta sa propre inclination et les intérêts de son peuple ; car elle avait peu de confiance dans le caractère vain et dissipé de son gendre, l'archiduc Philippe le Beau, et savait bien que l'administration ne pouvait être remise en des mains plus capables que celles de Ferdinand ; elle lui légua aussi la direction des trois ordres militaires et la moitié des revenus des Indes.

Si l'on excepte Élisabeth d'Angleterre et Catherine de Russie, aucune princesse des temps modernes n'égala Isabelle en génie. Prudente, quoique active, sévère pour les coupables, miséricordieuse envers l'infortune, ferme dans ses résolutions, et cependant soumise à son époux ; d'une vertu rigide, mais indulgente pour de simples faiblesses, pieuse sans ostentation, fière sans orgueil, sensible pour les peines des autres, sans laisser échapper le sentiment des siennes, elle était faite pour commander le respect, non moins que l'affection de son peuple. Le seul reproche que lui

fassent quelques historiens, c'est l'approbation qu'elle a donnée au tribunal qui livra à la torture, à la prison et à la mort un certain nombre de ses sujets. Mais n'était-ce pas son devoir de chercher à étouffer l'hérésie ? Et pouvait-elle prévoir que l'inquisition, s'écartant de son but primitif, deviendrait l'instrument de la politique de ses successeurs ? Politique à laquelle on doit attribuer ces rigueurs excessives que l'Église s'est efforcée d'arrêter ; car, bien qu'elle remplit sa mission, qui était de signaler au pouvoir les hérétiques, elle ne les combattait point par les supplices, mais par la prédication.



XXXIV.

JEANNE LA FOLLE.

Après la mort d'Isabelle, Ferdinand appela en Espagne Jeanne et Philippe, qui étaient dans les Pays-Bas, et les fit proclamer souverains de la Castille, dont il prit en même temps la régence.

Philippe, peu satisfait d'un vain titre, protesta contre le testament d'Isabelle, et résolut de se mettre en possession de la Castille. Les nobles se déclarèrent en sa faveur, et Ferdinand, cédant à la nécessité, se retira en Aragon, après s'être assuré par un traité le titre de grand-maitre des trois ordres militaires, et la portion des revenus que lui avait léguée Isabelle. Mais, voyant l'ingratitude d'un peuple pour lequel il avait tant fait, et offensé des insultes de son gendre, le roi d'Aragon prit la résolution de se remarier et de laisser aux enfants qui naîtraient de cette seconde union le royaume de Naples ou peut-être l'Aragon. Il épousa la princesse Germaine de Foix, nièce de Louis XII. Ce mariage fut un coup de foudre pour Philippe, qui voulut se dédommager de cette déception en augmentant sa puissance en Castille.

Il convoqua les cortès à Valladolid, dans l'espérance d'obtenir l'éloignement de la reine, ou plutôt sa réclusion, comme étant incapable de régner; mais il rencontra une vive opposition; les états consentirent seulement à lui prêter serment comme à la reine et à reconnaître l'archiduc Charles, leur fils, comme héritier de la couronne. Ce fut le seul événement important de l'administration de Philippe; il mourut trois mois après, en 1506, dans sa vingt-huitième année.

Ce prince, que les agréments extérieurs de sa personne firent surnommer le Beau, ne possédait aucune qualité solide. Il se montra d'abord populaire et modéra les violences de l'inquisition, mais il mécontenta bientôt les Castillans en donnant tous les emplois aux Flamands qui l'avaient suivi en Espagne. Ses débauches achevèrent de lui faire perdre l'estime de ses sujets et abrégèrent sa vie. Il laissait deux fils, Charles V et Ferdinand, qui furent tous deux empereurs.

Quoique Jeanne n'eût pas trouvé le bonheur dans son union avec Philippe, la douleur qu'elle éprouva à sa mort fut immense. Lorsque le corps de son mari fut embaumé, elle le fit revêtir de ses habits royaux, le plaça sur un lit magnifique, et ne voulut plus s'en séparer ni le jour ni la nuit. Elle espérait le rappeler à la vie par ses prières et par ses larmes. Jeanne se trouvait par cette mort seule maîtresse de la Castille; mais la perte inattendue d'un époux qu'elle idolâtrait acheva d'égarer sa raison, depuis longtemps affaiblie, et la rendit entièrement incapable de gouverner.

Immédiatement après la mort de Philippe, les nobles s'assemblèrent pour délibérer sur la forme du gouvernement. Tous décidèrent qu'il fallait une régence pendant la minorité du jeune prince. Il n'y avait que deux étrangers auxquels on pût la confier, Ferdinand et l'empereur Maximilien. La majorité se prononça en faveur de Ferdinand; mais ceux qui redoutaient son autorité et

son économie demandaient le prince autrichien. Ferdinand était en Italie lorsqu'il reçut la nouvelle de la mort de Philippe. Il ne montra pas beaucoup d'empressement à revenir ; mais, en son absence, Ximènes, archevêque de Tolède, disposa les esprits en sa faveur, et la régence lui fut donnée. A la fin de juillet 1507, il se rendit en Castille, où son autorité fut reconnue ; toute agitation cessa, et la prospérité reparut.

Pendant son séjour en Italie, Ferdinand avait pris une part active aux guerres qu'avaient entraînées les prétentions de Charles VIII et de Louis XII sur le royaume de Naples. Après avoir fait partie de la ligue formée à Venise pour l'expulsion des Français, et avoir soutenu son parent Frédéric, roi de Naples, il éleva des prétentions sur ce royaume, et offrit à Louis XII de l'aider à en faire la conquête, s'il voulait le partager avec lui. La proposition fut acceptée par un traité signé à Grenade (1500), et aussitôt de puissantes armées furent envoyées en Italie pour exécuter ce pacte peu loyal. Gonzalve de Cordoue était en Sicile ; loin de le regarder comme un ennemi, Frédéric, abusé par de trompeuses promesses, comptait sur lui pour repousser l'invasion ; mais, à l'arrivée des Français, le général espagnol cessa de feindre. Accablé par cette double attaque, le malheureux roi de Naples se retira par capitulation et chercha un asile en France, où Louis XII lui accorda une pension.

A peine les Espagnols et les Français furent-ils en possession du pays, qu'il s'éleva entre les deux rois des discussions sur l'étendue précise de leurs territoires respectifs. Comme chacun aspirait à s'emparer de la portion de l'autre, un appel aux armes pouvait seul décider de leurs prétentions. Une guerre sanglante s'ensuivit. Elle ne présente qu'une suite non interrompue de victoires remportées par le grand capitaine Gonzalve, qui triompha des vieux généraux de l'armée française ; elle se termina en 1504 par l'en-

tière soumission du royaume aux Espagnols et par un traité signé à Blois. Louis XII céda pour dot à sa nièce Germaine de Foix, que Ferdinand devait épouser, les droits que le traité de Grenade lui avait reconnus sur une partie du royaume de Naples, et ne se réserva d'y rentrer que dans le cas où Ferdinand mourrait sans enfants avant Germaine.

Les brillants succès du général espagnol excitèrent bientôt l'envie de quelques officiers, qui le représentèrent au souverain comme méditant des projets contraires à la conservation de la nouvelle conquête. Dans les ordres qu'il reçut, il aperçut clairement la méfiance de Ferdinand; néanmoins il continua de le servir avec la même fidélité. En 1506, Ferdinand arriva à Naples, et sa défiance se dissipa dans ses relations avec son général; mais, comme son propre cœur lui apprenait que la vertu humaine est souvent faible, il emmena Gonzalve avec lui en Espagne, laissant l'autorité de vice-roi entre les mains de Raymond de Cardone.

Malgré les changements continuels qui survenaient dans les alliances entre le pape, l'empereur, les Vénitiens et l'Espagne, celle-ci n'en conserva pas moins la possession non interrompue de sa conquête, dont l'investiture, en 1510, fut conférée par le pape à Ferdinand comme un fief de l'Église.

Après son expédition d'Italie, Ferdinand s'occupa de s'affermir en Castille, puis il entreprit de nouvelles conquêtes. En 1509, à l'instigation du cardinal Cisneros, il proposa une expédition contre Oran et sur les côtes d'Afrique. L'entreprise réussit complètement : Oran fut emporté et reçut une garnison chrétienne. L'année suivante, Bougie fut réduite; Alger, Tunis, Tremecen et plusieurs autres places consentirent à ce que leurs gouverneurs fussent les vassaux de Ferdinand. Une autre expédition réduisit Tripoli; et en 1511, la Navarre était réunie à la Castille.

Au milieu de ses travaux ambitieux, Ferdinand ressentit une

vive joie, qui fut suivie d'une grande douleur. Germaine lui donna un fils, qui aurait enlevé à Charles I^{er} les couronnes d'Aragon, de Naples, de Sicile et de Sardaigne, s'il ne fût mort au berceau. Ferdinand, renonçant avec amertume à l'espoir qu'il avait eu de laisser un fils pour lui succéder, se résigna à léguer tant de sceptres à un petit-fils qu'il n'avait jamais aimé. Il lui préférerait Ferdinand, son frère, plus connu et plus aimé des Espagnols. Il avait d'abord fait en sa faveur des dispositions avantageuses; mais il les révoqua avant de mourir, de peur d'allumer la guerre civile entre les deux frères, et, immolant ses affections particulières à l'intérêt de la monarchie, il déclara sa fille Jeanne héritière de tous ses domaines en Espagne et en Italie: ils devaient après elle passer à son fils Charles. En attendant l'arrivée de celui-ci en Espagne, la régence était confiée au cardinal Cisneros Ximènes; et celle d'Aragon, avec les États qui en dépendaient, à l'archevêque de Saragosse. Le prince Ferdinand n'eut qu'un modique apanage, faible dédommagement de la perte de tant de couronnes. Le roi mourut quelques heures après avoir signé ses dernières volontés, le 25 janvier 1516.

Ferdinand, que ses conquêtes sur les Maures ont fait surnommer le Catholique, est regardé comme le fondateur de la monarchie espagnole; car, si, dans les dernières années de sa vie, il voulut la démembrer, le blâme doit retomber sur ceux qui lui enlevèrent l'autorité que lui avait léguée Isabelle et qui oublièrent les services qu'il avait rendus à son pays. On reproche à Ferdinand une trop grande ambition et une politique astucieuse et dissimulée; pourtant les Espagnols respectent sa mémoire et reconnaissent qu'il sut, par des innovations utiles et par une activité infatigable dans les affaires, donner à l'Espagne une nouvelle existence. Il l'arracha à l'anarchie féodale, en abaissant la puissance des grands en même temps qu'il affermit la royauté.

XXXV.

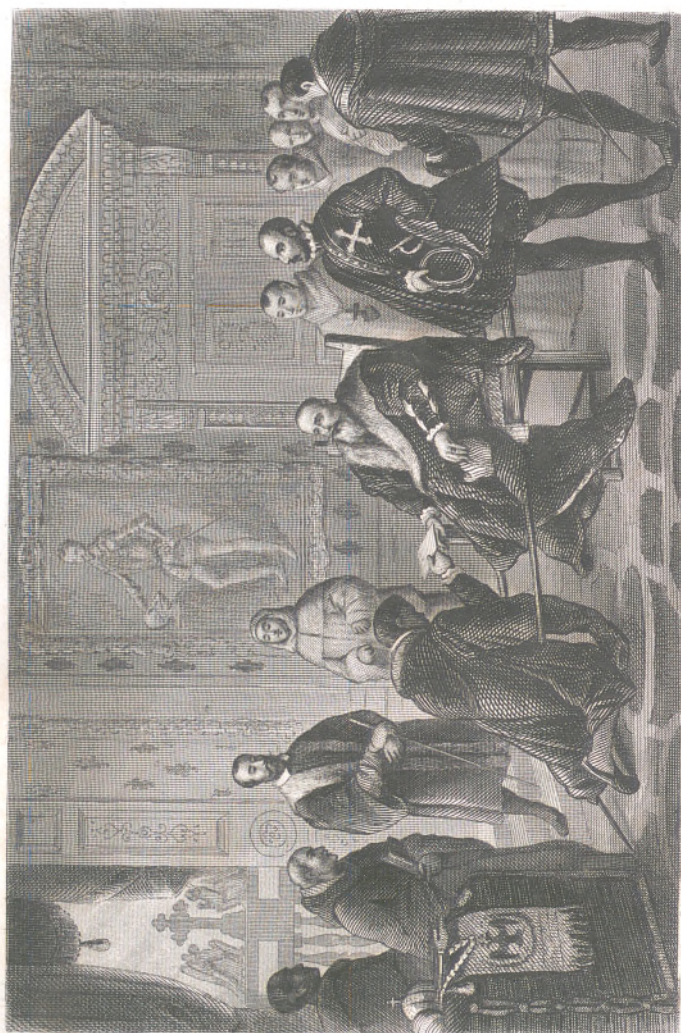
CHARLES I^{er} OU CHARLES - QUINT (1).

A la mort de Ferdinand (1516), la couronne appartenait à la reine Jeanne, et le seul titre que Charles pouvait espérer était celui de lieutenant général du royaume. Mais en considérant l'état de démente de cette princesse, on jugea qu'il était utile de proclamer roi de suite le jeune prince, qui, par respect pour sa mère, voulut que son nom précédât toujours le sien dans les actes publics. Ximènes fut mis à la tête des affaires en l'absence de Charles, qui était en Italie. Pendant sa courte administration, le cardinal se distingua par sa capacité, son activité et son énergie.

Le premier ennemi qu'on eut à combattre fut le roi détrôné de Navarre, Jean d'Albret, qui mit le siège devant Saint-Jean-Pied-

(1) Il était Charles I^{er} comme roi d'Espagne, et Charles V comme empereur d'Allemagne.





Méjard & Cie

Ducloux sc.

l'Espagne.

CHARLES-V QUINT.

Après avoir rempli l'Europe du bruit de ses exploits, il dépose volontairement le diadème, et se fait moine il va finir ses jours dans un couvent.

de-Port. Le duc de Najera triompha facilement de ces troupes indisciplinées et força le malheureux Jean à battre en retraite. Ni Jean ni Catherine de Foix ne survécurent longtemps à ce désastre. Mais les plus grands antagonistes du cardinal étaient les nobles de Castille, qui, jaloux de sa dignité et mécontents de sa fermeté, prétendirent qu'il voulait établir un pouvoir indépendant de la couronne. De pareilles accusations devaient être accueillies avec mépris ; car elles étaient dénuées de fondement. Le cardinal approchait du déclin de l'âge. Quoiqu'il habitât un palais, ses manières étaient aussi simples, ses austérités aussi sévères qu'elles l'avaient été lorsqu'il était enseveli dans la solitude du cloître. On le vit toujours actif, laborieux, juste, pieux et irréprochable dans ses mœurs. Il l'était également sur tous les points ; mais la vertu n'imposa jamais à l'envie. Les intentions et les actes du cardinal étaient mal interprétés, et son génie ne parvenait qu'avec peine à réprimer les soulèvements des villes et les dissensions de quelques puissantes familles qui lui suscitaient sans cesse des difficultés. De plus, l'Aragon ne voulait pas reconnaître pour régent l'archevêque de Saragosse, nommé à cette dignité par le testament de Ferdinand. La Sicile, mécontente de son vice-roi, s'agitait.

Charles comprit alors la nécessité de venir en Espagne. Il s'embarqua et arriva en Andalousie. Les nobles et les prélats accoururent à sa rencontre. Parmi eux était le vénérable Ximenès ; mais il ne devait pas revoir son roi ; il tomba malade et mourut dans la Vieille-Castille, en 1517. Sa mort fut attribuée par beaucoup de personnes au poison qui lui aurait été donné par quelques courtisans effrayés de voir leur conduite dévoilée ou craignant que son influence sur l'esprit du monarque ne fût fatale aux privilèges de l'aristocratie. On ne peut affirmer que cette conjecture soit fondée ; mais ce qui est certain, c'est que Ximenès avait reçu du roi une lettre écrite à l'instigation de ses ennemis et qui était

une véritable disgrâce. Loin de récompenser ses travaux, le roi lui laissait entrevoir qu'il ne l'épargnait qu'à cause de ses services passés. Cette ingratitude hâta sa fin et remplit ses derniers moments d'amertume; cependant, sur son lit de mort, il adressa encore au roi de salutaires avis.

L'Espagne faisait une perte irréparable; car Ximenès mourait au moment où il aurait été le plus utile. Il avait un courage à toute épreuve, une connaissance profonde des hommes et des affaires de son pays, l'esprit le plus vaste, le dévouement le plus vrai à son souverain; mais il se montra souvent trop sévère: c'est ce qui lui attira tant d'ennemis. Il protégea les lettres et fonda l'université d'Alcala.

A l'arrivée de Charles, les Espagnols furent très-mécontents de voir que les Flamands qui l'accompagnaient obtenaient toutes les faveurs. Depuis l'archevêché de Tolède jusqu'au plus petit bénéfice, tout fut envahi par les avides étrangers ou vendu à ceux qui en offraient le plus. Pendant que Charles travaillait à établir son autorité sur ses nouveaux sujets, son aïeul Maximilien mourait, le 15 janvier 1519. Cette mort excita l'ambition de deux grands princes. Les rois de France et d'Espagne aspirèrent à l'empire. La Diète, assemblée à Francfort, se prononça en faveur de Charles, qui apprit cette décision à Barcelone. Quoique sa présence fût nécessaire en Espagne, où une révolte était imminente, il s'embarqua au mois de mai 1520, visita les provinces des Pays-Bas, et se rendit à Aix-la-Chapelle, où il fut couronné, le 22 octobre.

Les Espagnols n'applaudirent point à l'élévation de Charles-Quint au trône impérial. Ils prévoyaient que cette nouvelle dignité les priverait de sa présence et les livrerait à un vice-roi; ils entrevoyaient dans l'avenir des querelles inévitables, où le sang et les trésors de l'Espagne seraient prodigués pour soutenir l'éclat d'un titre étranger; mais Charles, ne se préoccupant ni de leurs

sentiments ni de leurs murmures, accepta la couronne impériale, et alla la recevoir en Allemagne.

Dans le même temps, la tyrannie des nobles excita un soulèvement dans le royaume de Valence, où les privilèges aristocratiques étaient plus étendus que dans le reste de l'Espagne. La noblesse, alarmée de ce mouvement inattendu, envoya demander à l'empereur la permission de réduire les rebelles par les armes. Le peuple, de son côté, nomma des députés chargés d'aller exposer ses griefs au souverain et d'implorer sa protection. Charles, mécontent des grands de Valence, qui lui avaient refusé un subside, se déclara en faveur du peuple et l'autorisa imprudemment à rester armé. La multitude, enhardie par le succès, chassa tous les nobles de la ville, confia le gouvernement à des magistrats, et forma, sous le nom de *Germanada*, ou Fraternité, une association qui devint la source des plus affreux désordres et des plus grandes calamités (1520). Cet esprit d'indépendance gagna insensiblement d'autres grandes cités, et les députés des communes envoyés aux états de Saint-Jean-de-Compostelle combattirent violemment un subside demandé par Charles-Quint.

L'empereur, avant de s'embarquer pour l'Allemagne, avait confié la régence de Castille au cardinal Adrien d'Utrecht, qui avait été son précepteur, et avait donné les vice-royautés d'Aragon et de Valence à deux seigneurs espagnols. Un soulèvement ne tarda pas à éclater à Tolède. Les bourgeois chassèrent leur gouverneur, se donnèrent une sorte de gouvernement populaire, levèrent des troupes pour se défendre, et prirent pour chef don Juan de Padilla, fils aîné du commandeur de Castille. La même fureur s'empara des habitants de Ségovie, de Salamanque, de Zamora, de Burgos et de plusieurs autres places. Le clergé même prit part à la révolte. Un des plus redoutables chefs de la sédition

était l'évêque de Zamora, don Antonio d'Acunha, qui avait levé un régiment, à la tête duquel il combattait.

Des députés de toutes les villes rebelles, s'étant réunis à Avila, y formèrent une confédération sous le nom de la *santa junta* (la sainte ligue), et demandèrent hautement de nouvelles formes municipales et l'abolition des immunités pécuniaires de la noblesse. Les mécontents destituèrent Adrien, s'emparèrent du château de Tordésillas, où Jeanne la Folle, mère de Charles-Quint, vivait ensevelie dans une profonde mélancolie depuis la mort de son époux, et gouvernèrent au nom de cette princesse. Informé de ces événements, l'empereur adressa aux villes de Castille des lettres circulaires, dans lesquelles il les exhortait à mettre bas les armes, leur promettant une amnistie générale, la révocation du dernier subside qui les avait mécontentées et la satisfaction de certains griefs. La ligue, enorgueillie de sa puissance, crut qu'il lui appartenait de dicter les conditions de la paix. Elle fit un long traité, où, examinant toutes les parties du gouvernement, elle exigeait de l'empereur une réforme complète et un nouveau système d'administration qui étendait le pouvoir du peuple aux dépens de celui du roi et de la noblesse. Irrité de l'audace des communes, l'empereur refusa de recevoir leurs députés.

A cette nouvelle, les confédérés mirent en campagne vingt mille hommes, sous les ordres de don Pédro Giron, jeune homme d'une naissance illustre, mais vain, léger et sans expérience. La jalousie de quelques hommes avait écarté Jean de Padilla du commandement, lorsque la ligue avait besoin d'un général habile. Le parti du roi avait repris des forces. Les nobles étaient d'abord restés spectateurs des événements; mais à la fin, voyant leurs prérogatives en butte à la fureur démocratique des confédérés, ils avaient fait cause commune avec le monarque. Giron ne put empêcher le comte de Haro, chef de l'armée royale, de reprendre Tordésillas

et de s'assurer de la personne de la reine. Ce coup fut fatal aux rebelles, qui jusque-là s'étaient prévalus du nom de cette princesse. Ils rendirent, mais trop tard, le commandement à Padilla, qui, après quelques faibles succès, fut complètement défait à Villalar (22 avril 1521), et expia sa révolte sur un échafaud.

Cette bataille fut décisive. Toutes les villes se rendirent au vainqueur, à l'exception de Tolède, que dona Maria Pacheco, veuve de Padilla, excita à la résistance. Cette femme courageuse communiqua son enthousiasme à tous les habitants; mais, lorsque, las d'un long siège, ils ouvrirent leurs portes aux royalistes, Maria se retira dans la citadelle et s'y défendit longtemps encore. Ne pouvant cependant plus lutter, elle s'échappa à la faveur d'un déguisement, et se réfugia en Portugal. Alors toute la Castille fut soumise.

Pendant que le royaume était en proie aux discordes civiles, la Germanada avait désolé la province de Valence. Cette faction avait soutenu la guerre durant deux années contre les nobles, avec plus de courage et de persévérance qu'on ne devait l'attendre d'une populace sans discipline, conduite par d'obscurs artisans. Mais, après la bataille de Villalar, un corps de troupes castillanes étant venu au secours de la noblesse, la Germanada fut détruite, et le gouvernement de Valence rétabli sous son ancienne forme.

Ainsi fut étouffée cette insurrection formidable qui avait menacé l'Espagne d'une révolution totale. Elle échoua faute d'union entre les divers peuples de la Péninsule. Le souvenir encore récent et vif de leurs longues rivalités nourrissait entre eux la méfiance; chaque nation aimait mieux agir isolément que de réclamer l'appui du peuple voisin. Charles-Quint dut à cette désunion la conservation de ses couronnes d'Espagne, et, soit générosité, soit politique, il consolida son triomphe par la clémence.

Au mois de juillet 1522, Charles-Quint revint en Espagne, où

les royalistes l'attendaient impatiemment. Il alla visiter sa mère à Tordésillas et se rendit ensuite à Valladolid, où sa présence était bien redoutée : on craignait une punition sévère pour ceux qui avaient pris part aux derniers troubles. Mais l'empereur trouva plus politique d'être indulgent : il permit à peine vingt condamnations capitales, et refusa de livrer à la sévérité de son conseil un plus grand nombre de victimes. Cette apparence de magnanimité, son attention à éviter tout ce qui pouvait blesser les Castillans, son empressement à adopter leurs mœurs et leurs usages, lui donnèrent bientôt sur eux un ascendant que n'avaient jamais eu ses prédécesseurs, et leur inspirèrent pour sa personne et pour sa gloire un zèle qui contribua puissamment à ses succès et à sa grandeur.

Une nouvelle insurrection troubla encore le règne de Charles-Quint. Une grande partie des Maures avaient été contraints de se faire chrétiens. Ils envoyèrent une députation au roi, déclarant que leur baptême avait été forcé et demandant l'autorisation de pratiquer leur ancienne religion. Charles était trop zélé catholique pour accueillir cette prière ; il leur fit répondre qu'ils n'avaient qu'à quitter le royaume, s'ils ne voulaient pas persister dans la croyance qu'ils avaient adoptée, et il fit paraître un édit par lequel quatre mois seulement leur étaient accordés pour faire leur choix. Deux mille Maures environ passèrent en Afrique ; un plus grand nombre se soumit à l'Église ; mais un nombre plus considérable encore leva l'étendard de la révolte. Une armée marcha aussitôt contre eux ; ils furent chassés de fort en fort, de montagne en montagne, jusqu'à ce qu'affaiblis, épuisés, ils furent obligés de déposer les armes et de plier sous le joug des vainqueurs.

Nous ne rapporterons pas ici les interminables guerres de Charles V, ses transactions comme empereur d'Allemagne ; elles

appartiennent à l'histoire générale de l'époque. Nous rapporterons seulement les principaux événements qui ont signalé le règne de cet empereur.

Malgré les promesses que s'étaient faites Charles-Quint et François I^{er} de rester en paix lorsque le suffrage des électeurs aurait décidé de la justice de leurs prétentions à l'Empire, on vit promptement se manifester l'ardente jalousie qui existait entre eux, et qui entraîna une longue suite de guerres, dont le prétexte fut bientôt trouvé. François I^{er} avait des prétentions sur le royaume de Naples, et Charles, qui s'était engagé à restituer la Navarre aussitôt après son avènement au trône d'Espagne, paraissait peu disposé à s'en dessaisir. D'un autre côté, le duché de Milan, dû à la bataille de Marignan, était un fief de l'Empire; et François I^{er} n'en ayant pas reçu l'investiture, le nouvel empereur voulait l'en dépouiller pour y établir la famille des Sforces; de plus, des mariages stipulés dans des traités n'avaient pas eu lieu. Enfin, le roi de France et l'empereur publièrent des manifestes qui faisaient connaître à l'Europe les griefs qu'ils avaient l'un contre l'autre. Cette publication est le commencement de la lutte qui dura vingt-sept ans entre ces deux monarques.

François I^{er} commença les hostilités dès l'année 1521, et tenta de reconquérir la Navarre, qui désirait le rétablissement de Henri d'Albret. Le roi de France y envoya une armée, sous le commandement de Lesparre, frère du maréchal de Lautrec et parent de la maison d'Albret. Les Espagnols n'ayant pas encore d'armée à lui opposer, il conquit la Navarre en quinze jours. Au lieu de travailler à conserver sa conquête, Lesparre voulut en faire de nouvelles; il dépassa les limites de la Navarre et alla mettre le siège devant Logrono, ville de Castille. Les dissensions de l'Espagne étaient alors presque assoupies; les deux partis se réunirent contre l'étranger. Une armée nombreuse accourut au secours de

Logrono ; le siège fut levé ; les Français se retirèrent vers Pampelune , et , sans attendre six mille Navarrais qui devaient bientôt les rejoindre , livrèrent dans la plaine de Siquros un combat inégal et malheureux. Lesparre , intrépide soldat , mais général sans expérience , fut fait prisonnier , après des prodiges de valeur , et la Navarre fut perdue plus promptement encore qu'elle n'avait été conquise.

François I^{er} n'eut pas plus tôt appris cette défaite , qu'impatient de venger l'honneur de ses armes , il fit partir une seconde armée , sous les ordres du grand amiral Bonnivet. Les Français prirent Fontarabie , qui s'était vaillamment défendue ; mais ils se retirèrent à l'approche du général espagnol don Bertrand de la Cueva. Ils revinrent encore sur la frontière ; mais ils furent repoussés avec des pertes considérables par ce général , en 1521. Fontarabie fut reprise par l'empereur.

A la même époque mourait Léon X , et Charles-Quint faisait élire pape le cardinal Adrien d'Utrecht , son précepteur. C'était un allié sûr , avec le secours duquel il parvint à établir son influence en Italie , en y détruisant celle de François I^{er}. La défaite des Français au château de la Bicoque leur enleva le Milanais. Charles , encouragé par ce succès , transporta la guerre d'Italie en France , et fit mettre le siège devant Marseille , qui résista avec courage. Les Impériaux furent obligés de rentrer en Italie , où les attendait un grand succès. L'empereur y avait envoyé le traître Bourbon , dont il avait accepté les services , et qui contribua à la victoire de Pavie (1522) , où François I^{er} fut fait prisonnier. On sait quelle fut la conduite de Charles-Quint envers le roi de France , et les conditions qu'il mit à sa liberté.

La non-exécution du traité qu'il lui fit signer à Madrid (1526) entraîna de nouvelles hostilités , que signalèrent la prise de Rome par Bourbon (1527) et l'expédition de Lautrec dans le royaume

de Naples (1528). La paix de Cambrai mit fin à cette guerre. En 1539, Charles-Quint obtint de François I^{er} la permission de passer par Paris pour aller réprimer la révolte des Gantois, et y fut reçu avec magnificence. Il n'en déclara pas moins, trois ans après, la guerre à la France; mais son armée fut défaite à Cérisoles; ce qui amena la paix de Crespy (1544). Charles fit tous ses efforts pour s'opposer à la Réforme, et défit à Muhlberg les protestants confédérés (1547). Il fut contraint néanmoins de signer en 1552 la paix de Passau, qui assurait aux réformés la liberté de conscience. Il tourna de nouveau ses armes contre la France, mais il assiégea inutilement Metz, que défendait le duc de Guise (1552). Charles-Quint fit aussi deux expéditions en Afrique pour extirper les pirates mahométans; l'une, entreprise contre Barberousse en 1535, réussit; l'autre, dirigée contre Alger en 1541, échoua par suite d'une tempête.

En 1525, Charles avait épousé la princesse Isabelle, sœur de Jean III, roi de Portugal. Il en eut deux filles et un fils, l'infant Philippe, qui devait lui succéder. Ce prince épousa en 1554 Marie d'Angleterre; et dès lors son père lui abandonna ses possessions d'Italie, le royaume de Naples et de Sicile, et le duché de Milan.

Depuis bien des années Charles-Quint nourrissait la pensée de se retirer dans un cloître. A la mort de sa mère, il se décida à réaliser ce projet si longtemps médité. Était-il dégoûté des grandeurs, dont il avait reconnu le néant? Voulait-il donner au monde une leçon ou un grand spectacle? Ou enfin, accablé par les infirmités, voulut-il se dérober aux regards des peuples et s'ensevelir dans la solitude avec toute sa gloire, avant qu'elle déclinât? Quel que soit le motif qui ait fixé la résolution de Charles-Quint, le 2 octobre 1555, il abandonna à Philippe, son fils, dans une assemblée tenue à Bruxelles, les provinces des Pays-Bas, et quelques semaines après, les couronnes d'Espagne avec tous les



territoires qui en dépendaient dans l'ancien ou dans le nouveau monde; et de tant de vastes possessions, il ne se réserva qu'une pension annuelle. Avant de partir pour l'Espagne, qu'il avait choisie pour le lieu de sa résidence, il essaya de pacifier l'Europe, et contribua à la conclusion de la trêve qui fut signée pour cinq ans, à l'abbaye de Vaucelles, entre Philippe II et Henri II, le 5 février 1556. Il fut moins heureux dans ses tentatives auprès de Ferdinand, son frère, roi des Romains; il ne put déterminer ce prince à renoncer, en faveur de Philippe, à la couronne impériale. Enfin, ayant transmis à Ferdinand tous ses droits de suzeraineté sur le corps germanique, il partit de Zuitbourg en Zélande, le 17 septembre, accompagné de trente-six vaisseaux de guerre flamands et espagnols, et d'un aussi grand nombre de navires anglais et hollandais; il traversa encore la mer en souverain, et, après onze jours d'une heureuse navigation, il arriva à Laredo, en Biscaye.

Dès qu'il fut débarqué, il se prosterna sur le rivage, et baisa la terre en s'écriant : « O mère commune des hommes, je suis sorti nu du sein de ma mère, je rentrerai nu dans ton sein ! » De Laredo, il se rendit à Burgos, et de là à Placencia, en Estramadure. Autrefois il avait remarqué, non loin de cette ville, la belle situation du monastère de Saint-Just, et avait même dit à quelques personnes de sa suite que Dioclétien aurait aimé cette retraite. Il la choisit pour son dernier séjour. Un petit bâtiment construit par ses ordres, et conforme par sa simplicité à l'état obscur qu'il voulait embrasser, reçut le puissant empereur Charles-Quint. Ce fut là qu'il vécut encore deux années, tantôt cultivant de ses propres mains les plantes de son jardin, tantôt s'occupant d'ouvrages de mécanique; mais il ne se livrait à ces distractions qu'après avoir consacré la plus grande partie de son temps à des exercices religieux. Il observait, autant que ses infir-

mités pouvaient le lui permettre, la règle de l'ordre avec le même scrupule que s'il avait prononcé des vœux, et il se soumettait aux pénitences les plus sévères. Enfin, épuisé par de violents accès de goutte, il ne songea plus qu'à mourir, et s'y prépara en célébrant lui-même la cérémonie anticipée de ses funérailles. Il se fit élever un tombeau dans la chapelle du monastère; les moines s'y rendirent en procession, portant des cierges noirs, et il les suivait enveloppé d'un linceul. Un cercueil était prêt, on l'y étendit avec solennité en chantant l'office des morts. Charles-Quint joignit sa voix à celle des moines et mêla ses larmes à celles des assistants. Les prières terminées, on jeta l'eau bénite sur le cercueil; la foule s'écoula, et l'on ferma les portes de la chapelle. Charles alors se souleva du fond de sa bière et se retira dans sa cellule; mais l'impression de cette triste et étrange cérémonie lui fut mortelle: la fièvre le saisit le lendemain, et il expira le 21 septembre 1558, âgé de cinquante-huit ans et demi.

Philippe, qui avait paru oublier le moine de Saint-Just, ordonna de pompeuses cérémonies pour honorer la mémoire de l'empereur. On célébra pour le repos de son âme soixante-quatre mille messes, et on lui érigea plus de deux mille mausolées.

Ainsi finit le souverain le plus puissant de l'Europe depuis Charlemagne. Empereur d'Allemagne, roi d'Espagne, de Naples et de Sicile, duc de Milan, seigneur des Pays-Bas et des Indes, son autorité s'étendait sur presque toute l'Europe et sur une partie du continent américain. Aussi disait-il avec orgueil que le soleil ne se couchait jamais sur ses États. Réaliser une monarchie universelle était le rêve de son ambition. Dans le discours où il annonça son abdication, il rappela lui-même au monde qu'il avait passé neuf fois en Allemagne, six fois en Espagne, quatre fois en France, sept fois en Italie, dix fois dans les Pays-Bas, deux fois en Angleterre, autant en Afrique, et qu'il avait traversé onze fois

la mer. A cette activité prodigieuse, il joignait une persévérance obstinée dans l'exécution de ses propres desseins. Grand politique, il posséda ce talent si précieux pour les rois de connaître les hommes; il savait choisir et ménager ses serviteurs; aussi fut-il secondé par de grands capitaines et de bons ministres. Il ne favorisa jamais la liberté civile et religieuse; il est probable que l'opinion qu'il avait conçue des comuneros d'Espagne et des luthériens d'Allemagne lui rendit odieux les mots de liberté et de discussion, et l'attacha plus fortement aux maximes despotiques pour son gouvernement et à l'infailibilité de l'Eglise pour la religion; mais sa politique fut tortueuse. Il savait feindre, éluder, promettre, gagner du temps; il dut souvent ses succès à cette dissimulation qu'on lui reproche à juste titre.



XXXVI.

PHILIPPE II.

Pendant les premières années de son règne, Philippe continua la guerre avec la France. L'armée espagnole-flamande, grossie par des troupes anglaises, fut placée sous le commandement d'Emmanuel-Philibert de Savoie, gouverneur des Pays-Bas. Ce prince mit le siège devant Saint-Quentin, dont il s'empara, malgré les efforts du connétable de Montmorency (1557). Mais Philippe ne sut pas profiter de son succès, et conclut en 1559 la paix de Cateau-Cambrésis, qui fut suivie de son mariage avec Élisabeth, fille de Henri II, Marie d'Angleterre étant morte peu de temps auparavant.

Philippe II, après avoir conclu ce traité et organisé le gouvernement des Pays-Bas, s'embarqua pour l'Espagne, où le luthéranisme avait pénétré. Animé d'un zèle ardent pour la foi catholique, et nourri dans les principes du pouvoir absolu, ce prince devait être l'implacable ennemi d'une doctrine qui portait les esprits à

l'indépendance religieuse, puis à l'indépendance politique. Il lui sembla qu'elle attaquait non-seulement les bases du culte, mais aussi celles du trône de ses pères, et qu'elle était tout à la fois une hérésie et un crime de lèse-majesté. De cette opinion résulta ce système de rigueurs qu'il adopta comme un moyen violent, mais qu'il croyait nécessaire, et qu'il suivit avec une constance de volonté également étonnante et odieuse. Il se hâta donc d'étouffer le luthéranisme en Espagne avec le secours de l'inquisition; et peu de temps après son retour, le saint-office lui donna à Valladolid le spectacle d'un auto-da-fé, auquel il assista avec toute sa cour. Ce fut dans cette circonstance qu'un des malheureux condamnés au supplice du feu ayant témoigné son étonnement de ce que le roi autorisait une telle barbarie, il répondit que si son propre fils devenait hérétique obstiné, il le livrerait lui-même au supplice.

Pour prévenir les troubles que la terreur qu'il inspirait fit éclater partout, Philippe voulut introduire l'inquisition dans tous ses États. Dans le Milanais et dans le royaume de Naples, il trouva tant de résistance, principalement de la part des évêques, qu'il renonça à son projet; mais il parvint par la force à établir ce tribunal dans les Pays-Bas, où la religion réformée avait fait de rapides progrès. Le comte d'Egmont fut député par les états de Flandre pour solliciter du roi la liberté de conscience, mais il rapporta l'ordre de faire observer strictement les décrets. Ce fut le signal de la révolte qui ne tarda pas à éclater. Après le traité de Cateau-Cambrésis, Philippe avait laissé gouvernante des Pays-Bas sa sœur Marguerite d'Autriche, duchesse de Parme. L'esprit conciliant de cette princesse, qui était cependant une catholique très-zélée, paraissait convenir pour ces temps difficiles. Mais Philippe, qui voulait avant tout extirper la Réforme de ses États et qui ignorait combien une fermeté indulgente et modérée est plus

puissante que la violence, lui avait donné le cardinal Granville pour conseiller ou plutôt pour surveillant et pour maître. Exécuteur docile des ordres dont il était dépositaire, et résigné à supporter la haine publique, Granville suivit si fidèlement les instructions qu'il avait reçues, qu'il parut le complice et même le premier auteur de la tyrannie dont il n'était que l'instrument. Cette rigoureuse exécution des édits de Philippe exaspéra les Flamands, qui se révoltèrent ouvertement. Le roi d'Espagne envoya dans les Pays-Bas le duc d'Albe avec une armée formidable et une autorité illimitée. Les provinces se couvrirent d'échafauds, et la même année ce cruel général livra au bourreau les têtes des comtes d'Egmont et de Hornes, qui s'étaient déclarés les défenseurs de la liberté dans les Pays-Bas. L'Espagne vit sacrifier une tête encore plus illustre aux soupçons jaloux d'un père dénaturé (1568).

L'infant don Carlos, fils de Philippe II et de Marie de Portugal, sembla marqué dès sa naissance du sceau de l'infortune. Il ne connut pas sa mère, et de bonne heure il perdit les bonnes grâces de son père. Philippe II avait épousé Élisabeth de France, qui, dit-on, avait été promise à don Carlos. Le roi crut découvrir que ce prince aimait la reine et en était aimé. Ce malheureux prince avait traité avec les rebelles de Hollande, et devait aller bientôt se mettre à leur tête. Le roi s'assura de lui, on lui fit son procès, les juges le condamnèrent à mort; le malheureux don Carlos fut étranglé dans les cachots. Élisabeth mourut trois mois après cet événement tragique ou de douleur ou par le poison.

La mort de l'infant aigrit encore le ressentiment des Flamands : ils aimaient don Carlos, qui plaignait leur misère, et ils s'armèrent pour venger sa mort. Le comte de Nassau détruisit un corps de troupes espagnoles; mais le prince d'Orange, moins heureux que son frère, échoua dans ses premières tentatives; il fut même obligé de se retirer en Allemagne et de remettre à un autre temps

la délivrance de son pays. Le duc d'Albe, ne trouvant plus d'adversaires, fit peser pendant plusieurs années son joug de fer et de sang sur les Pays-Bas.

Pendant ces événements, l'Espagne était le théâtre d'une révolte dangereuse. Après la prise de Grenade, les Maures qui étaient restés en Espagne avaient été obligés d'abandonner leur religion, ou du moins de paraître extérieurement chrétiens. Cette démonstration, dont Ferdinand le Catholique et Charles-Quint s'étaient contentés, ne suffit point à Philippe II, et ce prince inquisiteur voulut que les infidèles fussent réellement chrétiens. Dans l'espérance de les convertir plus promptement, en 1568 il ordonna aux Maures de renoncer à leur langue, à leurs noms, à leurs vêtements, à leurs usages, enfin à tout ce qui pouvait les distinguer de ses autres sujets. Le despotisme fut poussé au point de défendre de changer de domicile sans le consentement du magistrat, de se marier sans la permission de l'évêque, et de porter ou même de posséder des armes sous aucun prétexte. Cette mesure tyrannique provoqua une vive résistance. Les Maures se soulevèrent le même jour dans tout le royaume de Grenade et élevèrent au trône un d'entre eux, sous le nom de Mohammed-ben-Humeya. Après deux années d'une guerre cruelle et sans résultats, Philippe II chargea don Juan d'Autriche, son frère naturel, de réduire les révoltés. Ils cédèrent devant le courage et à la fortune naissante de ce jeune héros; vaincus en plusieurs rencontres, ils acceptèrent l'esclavage sous le nom d'amnistie, et furent transférés dans la Castille (1570).

L'année suivante, don Juan acquit une gloire bien plus grande par la victoire de Lépante. Il commandait les forces réunies de l'Espagne, de Venise et du pape, et anéantissait la flotte ottomane dans un combat naval livré le 7 octobre 1571. Cette victoire arrêta les envahissements des Turcs en Europe. Mais la carrière de

don Juan fut aussi courte que brillante. Nommé gouverneur des Pays-Bas en 1576, après la mort du commandeur de Requesens, qui avait succédé au duc d'Albe, il jouit peu de cet honneur, qui lui devint fatal. Des historiens prétendent que Philippe, redoutant son ambition, ses talents et son humanité pour ceux qu'il persécutait, le fit empoisonner (1578). Il eut pour successeur Alexandre Farnèse, prince de Parme, bien digne par son génie militaire de remplacer don Juan. Mais ses talents et ses efforts échouèrent comme avaient échoué ceux de son prédécesseur : il ne put empêcher la fondation des Provinces-Unies. Guillaume d'Orange, bravant avec de faibles forces la puissance et la vengeance de l'Espagne, enleva à Philippe II sept provinces, qui formèrent un État indépendant, et on le mit à la tête de ce nouveau gouvernement avec le titre de stathouder. L'acte fut signé le 23 janvier 1579.

Mais si Philippe II perdait ainsi une partie des Pays-Bas, il conquit en 1580 une nouvelle couronne. Le roi de Portugal, le cardinal Henri, étant mort sans avoir désigné son successeur, six prétendants firent valoir leurs droits à la couronne de Portugal. Philippe II était du nombre, et, sans attendre la décision des juges-commissaires, il se hâta de substituer la force au droit. Don Antoine, prieur de Crato, frère du cardinal Henri, soutenu par le peuple et les moines de Lisbonne, fut proclamé souverain. Mais le roi d'Espagne avait pour lui des armes et de l'or; il fit entrer en Portugal trente mille hommes, sous la conduite du duc d'Albe, qui, disgracié depuis deux ans, et relégué dans son château, se vengea de l'ingratitude de son maître par la conquête d'un royaume. Le prieur de Crato, vaincu près d'Alcantara, tandis que sa flotte était battue par le marquis de Santa-Cruz, s'enfuit pour échapper au décret qui mettait sa tête à prix, et tout le Portugal, dans l'espace de trois semaines, se plia sous le joug espagnol. La soumission du Brésil et des colonies portugaises

en Afrique et aux Indes orientales compléta la révolution.

En 1581, Philippe, voulant donner à son usurpation une apparence de légalité, se rendit à Tomar, où, après avoir juré de maintenir les lois et les privilèges de la nation, il reçut le serment de ses nouveaux sujets et les hommages de toute la noblesse. Quelque temps après, il fit son entrée à Lisbonne, où il fut proclamé solennellement roi. Le prieur de Crato, fugitif et proscrit après un règne éphémère, erra en Angleterre et en France, où des secours lui furent accordés pour ressaisir la couronne; mais toutes ses tentatives échouèrent, et il revint à Paris, où il termina sa vie aventureuse en 1595, ayant institué Henri IV, roi de France, son héritier.

Au mépris d'un acte d'amnistie que Philippe II avait publié en arrivant en Portugal, ce prince avait répandu des flots de sang pour affermir son autorité. Le zèle qu'il affectait pour tout ce qui touchait à l'Eglise romaine ne l'empêcha point de faire périr deux mille prêtres ou religieux, plus ennemis du joug espagnol que le reste de la nation. Tant de cruautés l'exposèrent à la vengeance des Portugais, et l'on attenta deux fois à ses jours. Ne se croyant plus en sûreté chez un peuple qu'il avait poussé au désespoir, il quitta le Portugal en 1583, résolu de le traiter en pays conquis et de le ruiner, pour le réduire à l'impuissance. Bientôt la nation portugaise, livrée à la rapacité des gouverneurs et des officiers publics, appauvrie, dégradée, perdit sa dignité et son opulence; et sans doute le Portugal eût été pour jamais une province espagnole, si les projets gigantesques et ambitieux de Philippe II n'eussent laissé la monarchie dans un état d'épuisement qui s'accrut encore sous ses successeurs, et qui permit enfin aux Portugais de recouvrer leur indépendance.

Les armes de Philippe étaient alors heureuses en Flandre sous Alexandre Farnèse. En 1584, le prince d'Orange fut assassiné à

Delft. Cet événement, honteux pour Philippe, qui avait payé l'assassin, eût peut-être changé le sort des Pays-Bas, si l'ambition du roi d'Espagne eût pu se borner à reconquérir les provinces séparées; mais, voulant en même temps subjuguer la France et l'Angleterre et partager ses forces pour tant d'entreprises, il ne réussit en rien. En 1588, pour punir Élisabeth du secours qu'elle prêtait aux Pays-Bas, il arma une flotte considérable, qui reçut le nom de *flotte invincible* et qui menaça l'Angleterre d'une ruine imminente. Mais à peine fut-elle sortie du port de Lisbonne, le 9 mai de l'année 1588, qu'une furieuse tempête en submergea une partie, et le reste fut facilement détruit par les Anglais. La guerre continuait avec les Pays-Bas. Philippe interrompit cependant deux fois les succès de Farnèse pour l'envoyer en France au secours de la Ligue. En 1592, il perdit ce grand capitaine. Bientôt, avec l'aide de Henri IV, et sous les ordres de Maurice, fils et successeur de Guillaume d'Orange, les Hollandais reprirent l'avantage. Enfin, en 1598, après le traité de Vervins, signé avec Henri IV, Philippe sembla lui-même reconnaître l'inutilité de ses efforts contre les Provinces-Unies, en se désistant de la souveraineté des Pays-Bas en faveur de sa fille Claire-Eugénie et de l'archiduc Albert, son époux.

Philippe mourut la même année d'une terrible maladie, dans laquelle les peuples qu'il avait opprimés virent une marque visible de la vengeance céleste. Il était âgé de soixante et onze ans. Ce monarque, qui avait possédé des richesses immenses, provenant principalement du nouveau monde, et qui en extorqua beaucoup plus encore par des exactions tyranniques, s'était vu réduit, à la fin de sa vie, à l'ignominieux expédient d'envoyer des prêtres quêter pour son trésor royal! Il laissa l'Espagne dans l'état le plus déplorable; et un récent édit de banqueroute entraîna la ruine des principaux banquiers des Pays-Bas, d'Italie et d'Allemagne. Une

obstination inflexible dans la poursuite de ses idées ambitieuses et despotiques était le fond du caractère de Philippe et le mobile de sa conduite. Jamais il ne voulut régler son administration d'après les mœurs, les usages et les coutumes des pays conquis. Il gouverna de la même manière, c'est-à-dire avec le même despotisme, l'Américain, le Castillan, l'Aragonais, le Sicilien, le Napolitain, le Lombard et le Belge. Son esprit paraît avoir eu plus de hauteur que de justesse. Il aimait les grandes choses, sans chercher s'il était possible de les réaliser ; ce fut la cause d'une grande partie de ses revers. Il exagéra tout : la religion, le pouvoir, l'ambition. Son zèle fut du fanatisme ; son autorité, de la tyrannie ; et sa passion d'agrandissement, une fureur. Du fond de son palais de l'Escurial, qu'il avait fait bâtir, il troubla le monde pendant quarante ans. Ses ennemis l'ont surnommé le *Démon du Midi*. En effet, il faut reconnaître qu'il fut le mauvais génie de son temps, dont il aurait pu être le héros.

Philippe avait eu quatre femmes. De la dernière, Anne d'Autriche, il laissa un fils, qui régna après lui sous le nom de Philippe III. D'autres fils l'avaient précédé dans la tombe ; deux filles lui survécurent.



XXXVII.

PHILIPPE III.

Nous avons vu dans Charles-Quint et Philippe II les deux règnes les plus importants de l'histoire moderne d'Espagne. Avec Philippe III finit la grandeur de ce royaume, qui, depuis cette époque, marcha avec une effrayante rapidité vers sa décadence.

Philippe II n'avait jamais eu de favoris : il n'avait eu que des ministres. Philippe III, au contraire, fut toujours le jouet de ses ministres et de ses favoris. Le premier courtisan auquel il accorda sa confiance fut Roxas de Sandoral, duc de Lerme ; mais comme cet homme n'avait ni les talents ni le génie nécessaires pour diriger les grandes opérations, le fardeau de l'administration reposa sur un aventurier, Rodrigo Calderon, l'un de ses pages ; et ce favori subalterne fut longtemps le véritable souverain de l'Espagne. Philippe, qui régnait sur les deux Indes, accablait ses peuples d'impôts ; et néanmoins ses coffres étaient vides et ne pouvaient suffire aux dépenses de la guerre, qui languissait dans les

Pays-Bas. Avec des troupes toujours prêtes à se révolter, faute de solde, les plus habiles généraux ne pouvaient obtenir de succès profitables. Enfin, en 1609, une trêve de douze ans fut conclue avec les Provinces-Unies, sous la médiation de la France et de l'Angleterre, après quarante ans d'hostilités, qui avaient coûté à l'Espagne des sommes énormes. Ce traité était, de la part de Philippe, un acte de renonciation à la souveraineté des Pays-Bas.

En même temps que ce prince perdait sept belles provinces, il porta un coup fatal à la monarchie espagnole en ordonnant aux Maures, sous peine de mort, de sortir de ses États dans l'espace de trente jours. Les infidèles que la violence seule avait convertis, et qui, sous Philippe II, avaient été transportés en Castille, ne respiraient que vengeance. Ils renouvelèrent leurs intelligences avec les princes africains, qu'ils pressaient d'envahir la Péninsule, leur promettant de se soulever au premier signal. Quoiqu'ils fussent forcés d'assister à la messe, en secret ils réparaient cette violation de leur foi, en observant les rites de leur religion et en insultant ceux qu'ils avaient été forcés d'honorer publiquement. Ces circonstances parurent suffisantes au gouvernement pour le décider à prononcer l'expulsion des Maures, sans s'arrêter au dommage qu'il en résulterait pour le commerce et l'agriculture. D'ailleurs, le roi disait qu'il aimerait mieux ne plus avoir de sujets que de régner sur des infidèles, et des ordres furent immédiatement donnés pour embarquer les Maures et les transporter en Afrique. Le nombre des exilés s'élevait à plus de quatre cent mille. Quelques familles passèrent en France et défrichèrent les landes de la Gascogne.

On ne tarda pas à ressentir les suites funestes de cette expulsion. Les fiers Espagnols, plus habitués à manier l'épée que la charrue, avaient abandonné les soins de l'agriculture aux Maures; après leur départ, ils ne voulurent point cultiver les terres, et le

péril devint si éminent, que Philippe III accorda par un édit des titres de noblesse, avec l'exemption d'aller à la guerre, à tous les Espagnols qui s'adonneraient aux travaux des champs ; et grâce à cette mesure, on échappa à la famine qui paraissait inévitable.

Le roi de France Henri IV était mort assassiné en 1610, au moment où il se préparait à attaquer la puissance autrichienne à la tête d'une ligue formidable. Sa veuve, Marie de Médicis, abandonna sa politique et rechercha l'amitié de l'Espagne. Après de longues négociations, un double mariage unit les maisons de France et d'Autriche. Louis XIII épousa Anne, fille de Philippe III, et Madame Élisabeth, sœur du roi de France, donna sa main à l'enfant d'Espagne (1615).

En 1618, le duc de Lerme fut disgracié ; les nombreux abus qui résultaient de sa mauvaise administration soulevèrent contre lui un parti puissant, qui le fit renvoyer du ministère qu'il avait occupé pendant vingt ans. Rodrigo Calderon fut emprisonné, appliqué à la torture, jugé et condamné à mort ; mais le roi mourut avant que la sentence fût exécutée. L'éloignement du duc ne servit qu'à faire place à un autre ministre aussi incapable de gouverner ; c'était le duc d'Uzeda, fils du duc de Lerme, qui se montra le plus acharné des ennemis de son père. Mais le roi ne s'occupait pas de ceux qui maniaient le pouvoir, pourvu que le souci des affaires de l'État ne l'empêchât pas de se livrer à ses plaisirs, et qu'il eût de quoi satisfaire toutes ses fantaisies. Vers la fin de son règne, il parut pourtant prendre quelque intérêt aux expédients que cherchait le conseil pour ranimer l'industrie expirante et encourager le travail de la population ; mais quoiqu'il approuvât ces mesures, Philippe n'avait pas assez de vigueur pour les faire exécuter.

Sous ce règne, l'Espagne soutint une guerre de quatre ans avec Charles-Emmanuel de Savoie, au sujet du marquisat de Mont-

ferrat. C'est à cette époque qu'il faut aussi placer la conjuration du marquis de Bedmar, ambassadeur d'Espagne à Venise, conjuration ourdie avec les vice-rois de Naples et de Milan, et dont le but était la destruction de la ville. Bedmar fut chassé de Venise. Les expéditions sur mer ne furent pas plus heureuses. Philippe, voulant se venger des hostilités de la marine anglaise, envoya une flotte en Irlande pour soulever les habitants contre le gouvernement ; mais elle fut anéantie à Kensale. Quelques engagements eurent aussi lieu avec les Turcs et les Maures d'Afrique ; mais ils n'amenèrent rien de décisif, et l'Espagne conserva les forteresses de la côte d'Afrique. Elle retint aussi sous sa domination le duché de Milan, le royaume de Naples, de Sicile et de Sardaigne.

Philippe III mourut le 31 mars 1621. Il laissa cinq enfants : Philippe, qui lui succéda ; Anne de France ; Marie, reine de Hongrie ; don Carlos et don Fernando. Philippe n'était pas un prince méchant ni despote ; ses intentions étaient bonnes ; mais sa dissipation et son indolence firent le malheur de l'Espagne.



XXXVIII.

PHILIPPE IV.

Philippe IV n'avait que dix-sept ans quand il monta sur le trône; comme son père, il commença par abandonner les rênes du gouvernement à un favori, le duc d'Olivarès. Ce ministre conseilla à son maître de prendre, en montant sur le trône, le surnom de Grand, titre fastueux qu'il ne sut mériter ni par l'élévation de son caractère ni par la gloire de son règne.

Olivarès vit l'étendue du péril qui minait la monarchie, et parut d'abord vouloir y porter remède. Il publia des ordonnances utiles, qui tendaient à modérer le luxe, à accroître la population, à encourager l'agriculture et le commerce. Mais la difficulté des circonstances, la rivalité de la France, l'ambition exagérée qu'il eut de vouloir rendre son maître le principal personnage de l'Europe, nuisirent au succès de ses desseins; non-seulement la monarchie espagnole ne se releva pas sous son ministère, mais des efforts

trop vastes et trop prolongés achevèrent d'épuiser ce qui lui restait de vigueur,

La trêve de douze ans étant expirée, la guerre recommença avec la Hollande (1621). Elle fut poussée avec peu d'activité, de même que celle qui éclata entre l'Espagne et l'Angleterre, et qui se termina en 1630. Olivarès employait la plus grande partie des forces de l'Espagne à secourir l'empereur Ferdinand II contre les protestants d'Allemagne. Mais, tandis que Philippe IV prenait ainsi part à la seconde période de la guerre de trente ans, la France lui déclara la guerre; elle dura jusqu'en 1640, avec différentes alternatives de revers et de succès. Mais la dernière année commença le fatal enchaînement d'humiliations et de défaites qui continua jusqu'à la fin du règne de Philippe IV. Les Catalans, pour se dispenser de prendre part à une guerre ruineuse, alléguèrent qu'en vertu de leurs privilèges, ils ne pouvaient être obligés de servir hors de leur province. Néanmoins, le roi donna ordre à six mille Catalans de passer en Italie, et imposa à la Catalogne une contribution proportionnée à ses richesses. Cette province fit des représentations; on arrêta ses députés. Aussitôt Barcelone donna le signal de la révolte, et les autres villes suivirent son exemple. Le peuple, dans sa fureur, massacra les Castellans, et bientôt tout le pays fut au pouvoir des rebelles, à l'exception de quelques places occupées par des garnisons fidèles (1640). La Catalogne, soutenue par Louis XIII, finit par se donner à ce prince en 1644.

La guerre entre l'Espagne et la France, soutenue par Richelieu et Mazarin, languit pendant plusieurs années sans résultat décisif; aussi les habitants, fatigués de cette situation et du joug français, demandèrent la paix, que désiraient les deux puissances, et des plénipotentiaires en posèrent les conditions. Ce traité, connu sous le nom de *paix des Pyrénées*, fut signé en 1660. Les conférences eurent lieu dans l'île des Faisans entre Mazarin et don Louis de

Haro. L'Espagne abandonnait à la France l'Alsace, le Roussillon, une partie de l'Artois et plusieurs autres villes, puis elle donnait la main de l'infante Marie-Thérèse, fille aînée de Philippe IV, au jeune Louis XIV. Pour empêcher la réunion de deux royaumes aussi puissants, Louis fut obligé de renoncer pour lui et pour ses descendants à toute prétention à la couronne d'Espagne ; on accepta cette dernière clause, que la suite des événements devait rompre.

L'insurrection de la Catalogne entraîna celle du Portugal. Les Portugais méprisaient le souverain de Madrid et brûlaient du désir de recouvrer leur indépendance ; ils proclamèrent roi le duc de Bragance, sous le nom de Jean IV, et soutinrent leur résolution les armes à la main. Secourus par les Français, les Hollandais et les Anglais, ils continuèrent la guerre avec succès jusqu'en 1664. La bataille de Villa-Viciosa porta un coup si terrible à la puissance de Philippe IV, que ce prince fut forcé de cesser les hostilités. Ce désastre fut une des causes de la disgrâce d'Olivarès. Le ministre tout-puissant avait essayé de laisser ignorer au roi la révolte du Portugal, espérant la dompter facilement ; mais, voyant que tous ses efforts étaient inutiles, il se décida à informer le roi de tout ce qui se passait. Olivarès dit un jour au prince avec un air assez insouciant : « Sire, le duc de Bragance est devenu fou ; il s'est fait proclamer roi de Portugal. Cette extravagance rapportera à Votre Majesté douze millions de confiscations. » Le roi ne parut pas s'émouvoir, et il dit seulement : « Mettez fin à ces désordres. » Mais la chose n'était pas facile à exécuter. Jean de Bragance repoussa les Espagnols et affermit la couronne de Portugal, qui depuis resta toujours indépendante. Philippe IV exila Olivarès, qui mourut de chagrin peu de temps après.

Mais l'Espagne ne gagna rien à ce changement de ministère. Philippe mourut en 1663. Bien que son ministre lui eût fait dé-

cerner le titre de Grand, son règne fut un des plus funestes pour l'Espagne. Sans parler des maux dont il accabla le peuple, et des horreurs de l'insurrection catalane, la perte du Roussillon et d'une partie de la Cerdagne, celle de la Jamaïque, enlevée par les Anglais, de la plus grande partie des Pays-Bas et du Portugal, sont des preuves convaincantes de l'incapacité de Philippe IV. Il éprouva de grands revers en Italie, et reçut un choc terrible à Naples par suite de la révolte du pêcheur Masaniello. Ses établissements sur les côtes d'Amérique furent dévastés et enlevés par les Hollandais.

Des nombreux enfants qu'il eut de ses deux femmes, Isabelle, fille de Henri IV de France, et Marie-Anne, fille de l'empereur Ferdinand III, trois seulement lui survécurent : Marie-Thérèse, reine de France; Marguerite, reine de Hongrie; et son successeur, Charles II.



XXXIX.

CHARLES II.

Il n'était pas probable que les affaires d'Espagne, si malheureuses pendant le règne des deux derniers Philippe, s'améliorassent sous un roi enfant, qui atteignait à peine sa quatrième année. Don Juan, qui avait souvent commandé les armées sous le règne précédent, entra en guerre ouverte contre la régente. Leurs querelles occupent une grande partie du règne de Charles; et ce ne fut qu'à la majorité du roi que don Juan fut appelé à la cour, où il reçut des pouvoirs illimités, tandis que la reine-mère fut confinée chez elle, malgré tous les efforts qu'elle fit pour ressaisir le pouvoir royal.

L'administration de don Juan ne fut pas moins déplorable que ne l'avait été celle de la régente. Occupé seulement de se venger de la reine-mère et des moyens d'enrichir ses partisans, il s'opposa faiblement aux prétentions que commençait à faire valoir Louis XIV. Bien que ce roi eût renoncé pour lui et ses successeurs à la couronne espagnole, peu de temps après son mariage il ré-

clama la possession des Pays-Bas au nom de la reine, sous le prétexte que la dot de cette princesse n'avait pas été payée; et en même temps il dirigea une puissante armée vers les frontières. La campagne fut brillante pour les Français, et la plupart des forteresses, depuis le canal jusqu'à l'Escaut, tombèrent en leur pouvoir. Louis XIV rendit à l'Espagne quelques places fortes au traité de Nimègue, et consentit au mariage très-impopulaire de la princesse Marie-Louise d'Orléans, sa nièce, avec Charles II. En effet, les Espagnols, en haine de la France, n'aimèrent jamais la jeune reine, qui termina ses jours d'une manière sinistre, après une vie pénible et agitée.

Don Juan ne vécut pas assez pour voir ce mariage. Son mauvais gouvernement, sa conduite hautaine envers les grands, les persécutions qu'il exerça sur tous ceux qui tenaient plus à leur pays qu'à son parti, et sa tyrannie envers le roi lui-même, le rendirent non-seulement très-impopulaire, mais odieux; les soucis le rongèrent et abrégèrent sa vie, au moment où ses ennemis travaillaient à le renverser.

Après sa mort, la reine douairière revint à la cour, non pour y exercer son ancienne autorité, mais pour être le centre des intrigues, et pour jeter le faible Charles dans une suite d'inquiétudes, de mesures impolitiques. L'Espagne, affaiblie à l'extérieur par des défaites et par la perte de plusieurs provinces, minée à l'intérieur par la discorde et les intrigues, marchait à grands pas vers une ruine totale; ses destinées étaient confiées à des courtisans ignorants et d'une avarice insatiable; occupés de soins puérils, ou se mêlant d'affaires qu'aucun d'eux n'était capable de comprendre et de diriger, ils ne firent qu'augmenter le mal. Des variations arbitraires dans la valeur de l'argent, et des règlements ruineux pour le commerce, amenèrent la nation à l'état d'insolvabilité. A ces malheurs intérieurs se joignirent

d'autres fléaux; des tempêtes, des inondations, des incendies détruisirent les bâtiments dans les ports; des révoltes ruinèrent des villes, et Séville fut presque détruite.

Après la mort de la reine Marie-Louise en 1689, Charles épousa immédiatement une princesse autrichienne. Louis XIV, qui avait toujours été l'ennemi de l'Autriche, fut irrité de ce mariage; d'ailleurs, il craignait que le roi, qui était alors sans enfants, ne finit par avoir un héritier; et dans son ressentiment, il envoya de nouveau ses armées victorieuses en Catalogne. La guerre se poursuivit pendant quelques années avec des chances différentes; mais enfin Barcelone tomba au pouvoir du duc de Vendôme. L'Espagne trembla pour ses frontières, et elle put à peine croire à son bonheur, quand, à la paix de Ryswik, en 1697, Louis XIV lui rendit toutes ses conquêtes. Elle était trop étonnée de cette magnanimité pour en deviner la cause. Le roi de France aspirait à placer un prince de sa famille sur le trône de Castille, et il ne voulut pas diminuer cet héritage en le démembrant.

En 1698, la santé de Charles, qui avait toujours été faible et languissante, s'altéra d'une manière sensible; on perdit l'espoir de lui voir un héritier, et l'on pensa même qu'il était menacé d'une fin prochaine. Dans l'attente de cet événement, toutes les puissances convoitaient l'immense héritage qui se composait encore de l'Espagne, de la Sardaigne, de la Sicile, de Naples, du Milanais, d'une partie des Pays-Bas et des possessions dans les deux Indes; et chaque souverain s'appropriait à faire valoir ses droits et ses prétentions.

Charles ne laissant ni enfant ni frère, la monarchie espagnole, d'après l'ordre de succession établi dans ce pays, devait appartenir après lui à Marie-Thérèse, reine de France. Cette princesse, par son contrat de mariage, avait renoncé à la couronne d'Espagne; mais en France cette renonciation était regardée comme nulle; et

Louis XIV se préparait à revendiquer ses droits pour les petits-enfants de la reine et à les opposer à ceux des autres prétendants. Trois compétiteurs se disputaient donc la succession du roi avant qu'il fût descendu dans la tombe :

1^o Le dauphin de France, comme fils aîné de Marie-Thérèse, fille aînée de Philippe IV;

2^o L'empereur Léopold, qui ne descendait pas seulement de Ferdinand, frère de Charles V, mais qui avait pour mère une fille de Philippe III;

3^o L'électeur de Bavière, dont la mère était la fille unique de l'infante Marguerite, fille de Philippe IV.

De tous ces droits, ceux du dauphin étaient certainement les plus justes, parce que sa mère était la sœur aînée de Charles II. La renonciation de Marie-Thérèse n'avait été demandée par les Espagnols que pour empêcher la réunion des deux couronnes sur la même tête. Mais l'Europe n'aurait jamais consenti à cette union, et les mêmes craintes pouvaient s'élever au sujet de l'Allemagne. De là naquirent de vives oppositions aux prétentions du dauphin, qui était héritier de la monarchie française, et aussi à celles de l'empereur Léopold. De là aussi le célèbre traité de partage, à la Haye, par les plénipotentiaires de France, de Hollande et d'Angleterre.

Charles II, indigné d'apprendre qu'on déchirait ainsi la monarchie de son vivant, fit un testament en faveur du prince électoral de Bavière, qu'il déclara unique héritier de tous ses États. La nation espagnole, qui redoutait le démembrement de l'Espagne, applaudit à cette mesure; mais ce prince de Bavière mourut à Bruxelles à l'âge de six ans. Alors les intrigues recommencèrent à Madrid, à Vienne, à Versailles, à Londres, et à la Haye. Un second traité de partage eut lieu. Mais le roi de France, ne renonçant pas à l'héritage, le réclamait pour Philippe d'Anjou,

second fils du dauphin. Léopold, de son côté, ne renonçait à ses droits et à ceux de son fils aîné qu'en faveur du plus jeune, l'archiduc Charles. Ces deux rois envoyèrent à la cour de Charles, pour faire reconnaître leurs prétentions, des négociateurs qui assiégèrent le lit du roi mourant. Toutes ces intrigues, qui, pendant plusieurs mois, agitèrent la cour et le royaume, aigrirent les haines, et empoisonnèrent les derniers instants de Charles II. Le roi, comme descendant de la maison d'Autriche, penchait en faveur de son parent l'archiduc ; et cette prédilection était naturellement soutenue par la reine et la plupart de ses courtisans. Mais l'or et les promesses de Louis XIV produisirent un effet plus sûr ; un grand nombre d'Espagnols prirent parti pour la France ; car on était généralement convaincu que les prétentions du duc d'Anjou étaient fondées sur la justice.

Cependant le roi d'Espagne restait toujours indécis ; mais l'archevêque de Tolède lui ayant représenté que cette incertitude entraînerait après sa mort une guerre civile, le pieux monarque, ne voulant pas être responsable du sang qui serait répandu, arriva à une conclusion définitive. Après un long et cruel combat, il signa le testament qui appelait le duc d'Anjou à l'entière souveraineté des possessions espagnoles ; son cœur parlait cependant en faveur de sa famille ; et au moment où il signait cet acte important, les pleurs s'échappèrent de ses yeux, et on l'entendit prononcer d'une voix éteinte ces paroles : « Dieu est le dispensateur des royaumes. »

Charles II survécut à peine quelques semaines à la signature du testament par lequel il avait déshérité sa famille, et le 1^{er} novembre 1700, il acheva la vie obscure, quoique agitée, qu'il avait menée sur le trône. Ses dernières volontés étaient si conformes au vœu général de la nation, que les provinces restèrent calmes et demandèrent le nouveau roi. Le testament fut envoyé au roi de France, qui eut à choisir entre deux partis : accepter le testa-

ment, ou s'en tenir au traité conclu précédemment. Mais Louis XIV n'avait pas l'habitude de reculer devant les obstacles ; il accepta le testament, bien que ce fût le parti de la guerre, et fit partir son petit-fils pour l'Espagne en lui disant : *Mon fils, il n'y a plus de Pyrénées*. Dès que la résolution de Louis XIV fut connue des Espagnols, le duc d'Anjou fut proclamé, le 14 novembre, sous le nom de Philippe V. Il fut reconnu par tous les peuples soumis à la domination espagnole, ainsi que par toutes les puissances de l'Europe, à l'exception de l'empereur d'Autriche.



XL.

PHILIPPE V DE BOURBON. — GUERRE DE LA SUCCESSION.

En arrivant dans son royaume, Philippe reçut de ses sujets tous les témoignages d'affection qu'il pouvait désirer. Sa physiologie grave et triste, son attachement à l'étiquette, ses principes sévères et ses sentiments religieux plurent aux Espagnols. Cependant, les meilleures qualités de ce prince étaient plutôt passives qu'actives ; il était moins fait pour donner l'impulsion que pour la recevoir. Louis XIV plaça près de son petit-fils l'archevêque de Tolède et trois seigneurs français, chargés de le conseiller et en même temps d'assurer en Espagne l'influence du roi de France. On s'occupa ensuite du choix non moins important d'une épouse pour le jeune roi. Ce choix tomba sur une princesse de Savoie, âgée de quatorze ans, d'un caractère doux, et qui semblait disposée à la soumission. Afin que toute correspondance secrète fût

impossible entre elle et la cour de Turin, elle dut se séparer de toutes les personnes qui l'avaient entourée jusqu'alors; la princesse des Ursins seule lui fut laissée. Française de naissance, elle avait épousé en secondes noces le prince des Ursins, et, après la mort de ce second mari, elle avait été placée par Louis XIV auprès de la jeune princesse; soutenue par le roi de France et M^{me} de Maintenon, elle exerça bientôt sur la jeune reine un pouvoir sans bornes.

Les souverains d'Europe ne tardèrent pas à être alarmés de cette influence de Louis XIV, et, craignant la réunion de la France et des États espagnols, ils formèrent une grande alliance offensive et défensive. Alors commença cette longue guerre, dite *guerre de la succession d'Espagne*, et qui devint universelle. D'un côté se trouvaient l'Angleterre, l'Allemagne, la Hollande, le Portugal, la Prusse; de l'autre était la France, soutenue par l'Espagne. Les hostilités commencèrent en Italie, en 1701. Le prince Eugène, qui commandait les Impériaux, y défit Catinat à Carpi. Villeroi fut vaincu à Chiari, à Crémone; mais le duc de Vendôme répara ces désastres par les victoires de Santa-Vittoria et de Luzzara. La guerre se poursuivit en Allemagne, dans les Pays-Bas et sur le Rhin. Le général anglais Marlborough s'empara de plusieurs villes; mais Villars gagna la célèbre bataille de Friedlingen (1702), qui lui valut le titre de maréchal de France. La France fut presque partout victorieuse jusqu'en 1704, époque à laquelle commencèrent ses revers et ses malheurs. Les Français furent défaits à Blenheim par le général Marlborough, qui, en récompense de cette victoire, reçut du parlement anglais un superbe château, nommé Blenheim, et au milieu duquel s'éleva la statue du vainqueur. Le faible Villeroi fut battu en Belgique, à Ramillies et à Oudenarde. Mais la bataille de Malplaquet, en 1709, fut la plus meurtrière et la plus longue; les alliés restèrent maîtres du champ de bataille;

mais ils achetèrent cet honneur par la mort de plus de vingt mille hommes.

Pendant ces événements, Philippe soutenait la lutte en Espagne. Une flotte composée de bâtiments anglais et hollandais avait été dirigée vers Cadix. Les alliés, convaincus que toute l'Espagne était hostile aux Bourbons, et qu'il suffirait, pour la soulever tout entière, d'une armée qui viendrait proclamer l'archiduc, s'attendaient à n'éprouver qu'une faible résistance; mais ils furent bientôt détrompés. Les gouverneurs des villes, invités par les généraux des alliés à changer leur souverain, gardèrent un dédaigneux silence, ou répondirent que les Espagnols ne changeraient ni de religion ni de roi.

Le débarquement s'effectua cependant, quoique avec peine; mais les assaillants furent promptement obligés de rejoindre leurs vaisseaux, et ils auraient quitté les côtes de l'Espagne sans succès, si la trahison ne les eût servis.

L'amirante de Castille, sans autre motif qu'une ambition frustrée par l'élévation du cardinal Partocarrero, entama une correspondance secrète avec la cour de Vienne. Devenu suspect, il s'enfuit à Lisbonne, dans le dessein de persuader au roi de Portugal, qui jusque-là était resté neutre, de se joindre aux confédérés. Ses intrigues firent plus en peu de mois, pour la cause des alliés, que n'eût pu faire le cabinet anglais en plusieurs années; il entraîna le roi de Portugal et persuada à Léopold d'envoyer l'archiduc en Espagne. Par ce traité honteux, signé à Lisbonne en mai 1703, on vit donc un grand d'Espagne consentir au démembrement de cette monarchie. Badajoz, Albuquerque, Tuy, Vigo, et d'autres villes, furent abandonnées à don Pèdre; et l'archiduc sanctionna ce pacte injuste contre un pays dont il avait juré de maintenir l'intégrité. Don Pèdre s'engagea ensuite à fournir des troupes et à les maintenir à ses frais.

Peu de temps après, des troupes anglaises et hollandaises, auxquelles se joignit bientôt l'archiduc en personne, débarquèrent en Espagne. Le duc de Schomberg commandait les Anglais; le duc de Berwick fut placé par Louis XIV à la tête des forces réunies de l'Espagne et de la France. Les hostilités, reprises à plusieurs fois, eurent peu de résultats. Schomberg ne faisait aucune attaque sérieuse; mais si les forces de Berwick n'eussent pas été considérablement diminuées par la maladie, s'il n'eût pas été gêné par des ordres contradictoires venant de Madrid, il eût aisément triomphé de ses lâches et faibles adversaires; mais comme il n'était pas aimé de la cour, des obstacles furent sans cesse semés sur son chemin.

Pendant cette campagne insignifiante en Portugal, une expédition commandée par le prince de Darmstadt et l'amiral anglais, sir George Rooke, se dirigeait sur Barcelone. Le prince assurait qu'il n'aurait qu'à déployer l'étendard de l'archiduc pour voir arriver en foule des Catalans, dégoûtés du gouvernement de Philippe V. Mais aucun d'eux ne se joignit aux Anglais, qui, après une tentative inutile sur Barcelone, se rembarquèrent et retournèrent sur les côtes de Portugal. Ce fut pendant ce voyage que le hasard et la bonne fortune leur livrèrent le port et la forteresse de Gibraltar, pertes bien funestes pour l'Espagne (1704). Néanmoins, les événements de cette année furent peu glorieux pour les alliés de l'Autriche. Malgré leurs formidables préparatifs, ils n'avaient nullement ébranlé le trône de Philippe V.

L'archiduc Charles, peu satisfait de sa première entreprise, en renouvela une l'année suivante et fit voile vers Barcelone. Il savait que l'aversion des Catalans pour les Castillans, le désir de recouvrer leur indépendance, subsistaient toujours, même depuis la réunion qui avait eu lieu sous Ferdinand et Isabelle, et il pensait qu'ils embrasseraient facilement sa cause, sans avoir au fond

une réelle affection pour lui. Dans le royaume de Valence, le peuple se montra favorable à Charles, qui fut proclamé à Denia. Encouragé par ce premier succès, il poursuivit son expédition, et parvint, après un siège, à s'emparer de Barcelone, où il fut proclamé roi d'Espagne, le 23 octobre 1706. L'exemple de la capitale fut suivi non-seulement par le reste de la province, mais par les royaumes de Valence et de Murcie, et par l'Aragon.

La rapidité d'une telle révolution était surprenante; car si le désir de recouvrer leurs privilèges excitait ces peuples contre leur roi, si la haine héréditaire contre la Castille contribuait à les soulever, cependant le clergé, dont on ne peut révoquer en doute l'influence, était généralement favorable à Philippe V. D'ailleurs, les contributions énormes levées par l'archiduc, les excès commis par les troupes, devaient aussi lui aliéner les cœurs. La prise de Barcelone et l'insurrection des provinces environnantes ne pouvaient manquer de faire une profonde impression à Madrid. Philippe V comprit alors la nécessité de montrer de l'activité et du courage, pour ne pas voir son trône lui échapper; il résolut donc de marcher en personne sur Barcelone, dont il fit le siège; il trouva de la résistance; cependant, l'énergie des assiégés commençait à s'affaiblir, le jour de l'assaut était fixé, et Philippe pouvait croire au succès. Mais au moment où la fortune de Charles semblait prête à s'évanouir, des vaisseaux anglais parurent à l'horizon. La flotte française fut obligée de se retirer, et Philippe, assiégé à son tour, dut, dans le silence de la nuit, abandonner ses canons, ses bagages et jusqu'aux blessés, pour faire une retraite dont il rougissait. Il ne tarda pas à voir Madrid prise par ses ennemis, qui y firent une entrée triomphante le 28 juir.

Le pouvoir des Bourbons en Espagne paraissait être arrivé à son terme. Sans troupes, sans argent, fuyant loin de sa capitale, et voyant les plus belles provinces au pouvoir de l'ennemi, Phi-

Philippe n'avait plus, suivant l'opinion générale, qu'à chercher une retraite pour sa sûreté personnelle; mais tel n'était pas son dessein. L'adversité éveilla en lui une énergie qu'on n'avait point encore soupçonnée et que lui-même ignorait peut-être. Il supporta ses revers accablants avec le courage le plus ferme et le plus calme; il harangua avec une simplicité pathétique le peu de troupes qui lui restaient, et les assura qu'il mourrait avec elles, s'il le fallait, pour la défense de la patrie; il mettait dans l'avenir ses espérances, qui prouvaient qu'il connaissait mieux que ses timides conseillers le caractère espagnol.

Quand les alliés furent entrés dans Madrid, nulle acclamation ne fut poussée en faveur de Charles. De toutes parts les généraux ne trouvèrent qu'un sombre silence; et bien qu'ils eussent proclamé l'archiduc et composé un ministère de quelques nobles mécontents, il resta évident que l'heure de son véritable avènement n'était pas venue. D'ailleurs, Madrid n'était pas toute l'Espagne, et la prise de la capitale laissait encore au pays des ressources et une énergie capables de faire trembler ceux qui voulaient l'asservir. Bientôt tout Castillan devint soldat, et la fortune de Philippe reprit le dessus. L'archiduc, poursuivi par le roi jusqu'aux frontières, fut obligé de se retirer, tandis que le vainqueur rentrait en triomphe à Madrid, où on le recevait avec le plus vif enthousiasme. Il usa d'une grande modération envers les partisans de la maison d'Autriche. Ainsi se termina cette campagne, également remarquable par les vicissitudes et par la fidélité chevaleresque des Castillans.

La campagne suivante s'ouvrit par des succès qui affermirent encore le trône de Philippe V et remplirent ses partisans de confiance en sa fortune. Cependant, de nouveaux revers survinrent; Charles s'empara encore une fois de Madrid, en octobre 1710; mais, lorsqu'il y entra, pas une acclamation ne fut poussée; aussi,

dégoûté de posséder une ville qui semblait le repousser, il la quitta le mois suivant; et à peine en avait-il passé les portes, qu'il eut la mortification d'entendre les cloches retentir en signe d'allégresse. Philippe y rentra bientôt après et y fut reçu avec des transports non moins vifs que la première fois.

Un événement inattendu fit prendre aux choses un cours tout à fait différent de celui qu'on prévoyait depuis quelques années. L'empereur Joseph I^{er} mourut en 1711; et par cette mort, Charles devenait souverain d'États considérables, auxquels la dignité impériale serait probablement unie. Il se hâta donc de quitter l'Espagne pour aller prendre possession de la succession en Allemagne. La même année, toutes les puissances, fatiguées de la guerre, entamèrent des négociations pour la paix. Mais chaque souverain élevait trop ses prétentions; tout traité devint impossible. On voulait imposer à Louis XIV des conditions dures, et surtout celle d'aider les alliés à détrôner Philippe V. Le roi de France s'y refusa, en disant que, puisqu'il fallait faire la guerre, il aimait mieux la faire à ses ennemis qu'à ses enfants; et les hostilités recommencèrent. Les Français essuyèrent de grandes défaites, et les alliés poursuivirent leur marche victorieuse jusqu'aux portes de Reims. L'épouvante se répandit à Versailles; on tremblait pour la monarchie; mais Villars, par la célèbre bataille de Denain (1712), fit changer la situation des affaires. Cette victoire disposa les alliés à la paix, et fit reprendre les négociations. Une paix particulière fut d'abord signée entre la France et l'Angleterre, et l'on convint d'ouvrir des conférences à Utrecht pour la paix générale.

Pendant qu'elles se poursuivaient, la guerre continuait en Catalogne. Charles, en quittant Barcelone, avait promis d'y revenir; il y avait laissé des troupes. Lorsqu'il fut certain de son élection en Allemagne, il chercha à arrêter les intentions pacifiques de l'Angleterre; mais ses efforts furent vains. L'Angleterre se détacha de

la confédération et donna des ordres pour le rembarquement des troupes qu'elle avait en Catalogne. Ces ordres furent exécutés malgré l'indignation des Catalans, qui se plaignaient qu'on les abandonnât, après avoir tout fait pour les exciter à la guerre.

Les négociations d'Utrecht, souvent interrompues, amenèrent enfin un résultat. Louis XIV ayant juré que jamais les couronnes de France et d'Espagne ne seraient réunies sur la même tête, et Philippe V ayant aussi renoncé pour lui et ses successeurs à tous ses droits au trône de France, une paix générale fut signée, le 11 avril 1713, par les ambassadeurs de tous les souverains, excepté par ceux de l'empereur. Les conditions qui regardaient l'Espagne étaient en petit nombre, mais importantes. Philippe était reconnu roi d'Espagne, de Naples et des Indes; mais la Sicile, avec le titre de roi, était donnée au roi de Savoie; Milan, Naples, la Sardaigne et les Pays-Bas étaient cédés à l'empereur; Gibraltar et Minorque restaient aux Anglais. Une amnistie générale fut stipulée pour les Catalans, mais sans qu'il fût question de leur rendre leurs anciens droits. Dans le cas où Philippe mourrait sans postérité, la couronne d'Espagne devait revenir, non pas à la maison de France, mais au duc de Savoie. Par ce traité célèbre, l'Espagne perdit la moitié de ses possessions en Europe. Mais on ne peut blâmer Philippe V d'avoir consenti à ce démembrement de sa monarchie. Milan et Naples étaient depuis longtemps au pouvoir de son rival, et il n'y avait aucune apparence de pouvoir les recouvrer. Il n'était guère plus possible de conserver la Sardaigne, la Sicile et les Pays-Bas. Cette paix mit réellement un terme à la guerre de la succession. Bien que Charles affectât de vouloir la continuer, il finit par ouvrir des négociations pour retirer les troupes de la Catalogne.

Si maintenant on veut porter un jugement sur la conduite des confédérés durant ces longs débats, on la trouvera peu hono-

nable. L'injustice de leurs prétentions est d'abord évidente. Ils voulaient détrôner un monarque choisi par le peuple, pour le remplacer par un prince que la nation repoussait. C'était une insulte faite à l'indépendance nationale, une violation du droit des gens. Quant à la gloire de leurs armes, si elle fut brillante en Allemagne et dans les Pays-Bas, elle jeta moins d'éclat en Espagne; leurs meilleures troupes y furent anéanties. La conduite des Anglais envers les Catalans ne fut pas honorable; ils adressèrent, il est vrai, quelques représentations en faveur du peuple qu'ils avaient soulevé, mais sans aucun succès. Quand les Catalans virent que le roi était inébranlable dans le dessein d'abolir leurs privilèges, et qu'ils ne pouvaient plus compter sur l'appui de l'Angleterre ni de l'empereur, ils prirent une résolution aussi audacieuse qu'inattendue: ce fut de résister seuls à Philippe V. Ils refusèrent l'amnistie qui leur était offerte, à moins que la reconnaissance de leurs droits n'y fût jointe. Si Philippe eût cédé à leur demande, il eût attaché à sa cause un peuple brave et généreux; mais il résista, parce qu'il avait toujours considéré les libertés nationales comme des sources de révolte. Les Catalans prirent alors les armes et soutinrent une lutte glorieuse; leur capitale fut bloquée pendant plusieurs mois; bien des assauts eurent lieu; le dernier fut livré le 11 septembre; les bastions furent pris et repris onze fois dans cette journée. Cependant le nombre finit par l'emporter; et lorsque les Catalans virent que Berwick, qui commandait les assiégeants, menaçait de massacrer tous les habitants, de brûler la ville entière, ils consentirent à capituler; on leur promit de respecter leurs vies et leurs propriétés. Tous les Catalans, excepté les nobles, furent désarmés, et les droits définitivement abolis. On conseillait au roi de faire raser la ville et d'ériger un monument sur ses débris; mais il rejeta cette proposition,

comme déshonorante. Avoir réduit cette province lui paraissait suffisant.

Philippe V, ayant perdu en 1714 sa première femme, Gabrielle de Savoie, épousa en secondes noces Élisabeth Farnèse, nièce du duc François de Parme. Élisabeth hérita du pouvoir illimité de la première reine sur l'esprit de Philippe, surtout après la mort de Louis XIV, auquel le roi n'avait cessé de témoigner une grande déférence mêlée de crainte. Cet événement fit changer toute sa politique.

C'est alors que paraît le célèbre Albéroni. Fils d'un jardinier des environs de Parme, il dut sa fortune au duc de Vendôme, qu'il connut pendant les guerres d'Italie, et auquel il sut plaire par son esprit vif et enjoué. Il suivit ce seigneur en France, puis en Espagne, où il se fit connaître avantageusement du roi Philippe V. Le duc de Parme l'ayant nommé son agent politique à Madrid, il réussit à faire marier la princesse Élisabeth avec le roi d'Espagne. Il parvint également à faire éloigner la princesse des Ursins, qui avait été jusqu'alors toute-puissante. La jeune reine le fit nommer cardinal, grand d'Espagne et premier ministre. Albéroni forma dès lors de vastes desseins en faveur de l'Espagne : enlever la régence de France au duc d'Orléans pour la faire passer à Philippe V, établir en Italie la prépondérance de l'Espagne, et y détruire celle de l'Autriche, tels étaient ses audacieux projets ; mais partout il échoua. Une conspiration (dite *de Cellamare*) qu'il forma à Paris, pour s'emparer de la personne du régent, fut découverte et étouffée au moment d'éclater. Une insurrection qu'il fomenta en Bretagne fut également comprimée et panie. Il négociait en même temps une réconciliation entre Charles XII, roi de Suède, et Pierre I^{er} de Russie, et complotait avec eux l'invasion de l'Angleterre et le rétablissement des Stuarts. Mais l'orage qu'il avait préparé se dissipa tout à coup par

la mort du roi de Suède. Il attendait de la lutte où l'empereur était engagé contre les Turcs une diversion favorable à ses des-seins sur l'Italie; mais les victoires du prince Eugène et la paix de Passarowitz trompèrent encore ses espérances. Il enleva cependant l'île de Sardaigne aux Autrichiens.

Mais l'année suivante, une flotte espagnole, envoyée pour reprendre la Sicile, cédée au duc de Savoie par le traité d'Utrecht, fut anéantie par les Anglais. Enfin, les frontières d'Espagne furent attaquées par les Français, qui s'emparèrent de Saint-Sébastien et de Fontarabie. Vers le même temps, une tempête dispersa une escadre destinée à transporter six mille hommes en Écosse. Tant de désastres et de mécomptes retombèrent sur celui qui avait tout dirigé. Frappé d'une soudaine disgrâce, Albéroni se retira en Italie. Son administration intérieure mérite des éloges; il avait remis de l'ordre dans les finances par de sages réformes, rétabli la discipline militaire, ranimé le commerce et l'industrie, réparé le port de Cadix, établi dans cette ville une école navale et créé une marine royale. Mais les entreprises à l'extérieur avaient surpassé les forces d'une monarchie affaiblie par une longue décadence, et dont il était impossible d'improviser la résurrection.

L'exil d'Albéroni rétablit la paix en Europe. Aussitôt après son départ, Philippe V accéda à la quadruple alliance signée entre la France, l'Angleterre, l'Empire et la Hollande, pour le maintien du traité d'Utrecht. Il renonça à toutes prétentions sur les États démembrés de la monarchie, consentit à voir la Sicile passer à l'empereur Charles VI, la Sardaigne au duc de Savoie. De son côté, l'empereur le reconnut roi d'Espagne et des Indes; et les duchés de Parme et de Toscane furent déclarés réversibles sur la tête des enfants qu'il avait eus d'Élisabeth, à condition que jamais on ne les réunirait à la couronne d'Espagne. Philippe V demandait la forteresse de Gibraltar, qui lui avait été verbalement pre-

mise par le duc d'Orléans, en récompense de son adhésion à la quadruple alliance; mais cette promesse ne se réalisa pas; Gibraltar resta aux Anglais. Ce fut le sujet d'interminables débats entre les deux gouvernements pendant tout le reste du règne de Philippe V.

En 1721, un double mariage conclu entre ses enfants et la maison de France vint apaiser toutes les rancunes qui pouvaient encore subsister. Son fils épousa Louise-Élisabeth, fille du duc d'Orléans, et l'infante Marie-Anne, qu'il avait eue d'Élisabeth Farnèse, fut fiancée à Louis XV. Le jeune âge de l'infante empêcha cette union de s'accomplir immédiatement. Plus tard elle fut rompue par le mariage de Louis avec Marie Leczinska.

Peu de temps après ces alliances, Philippe prit une résolution qui remplit l'Europe d'étonnement, celle d'abdiquer en faveur de son fils Louis, de se retirer dans le palais de Saint-Ildefonso, qu'il avait fait bâtir. Les motifs de cette résolution furent sa grande piété, son penchant à la mélancolie, et le désir d'échapper aux soucis du gouvernement; il y joignit peut-être aussi l'ambition d'imiter Charles-Quint. Le décret d'abdication fut rendu le 10 juillet 1724. Philippe, ayant solennellement juré de ne jamais reprendre la couronne, se rendit, peu de jours après, dans l'asile qu'il s'était choisi.

Cependant l'attachement aux choses temporelles ne l'abandonna pas dans sa retraite; sa renonciation à la couronne de France n'était ni formelle ni bien sincère. La faible santé de Louis XV lui donnait toujours l'espoir d'arriver un jour au trône de France, et la reine, qui n'aimait pas l'Espagne et qui ne s'y était pas fait aimer, l'entretenait dans ces idées chimériques. Du reste, il n'avait laissé à son fils qu'une autorité nominale; la cour du jeune roi était remplie de serviteurs dévoués à Philippe, qui montraient beaucoup plus de déférence à ses volontés qu'à

celles de Louis; et rien d'important n'était entrepris sans avoir obtenu sa sanction. Les scandales qu'offrait la nouvelle cour pouvaient, sous quelque rapport, justifier l'intervention de Philippe; ils venaient en grande partie de la part de la jeune reine, dont la conduite était aussi capricieuse et indomptable qu'immorale. Philippe regrettait son imprudente retraite, et ses regrets augmentaient chaque jour en voyant s'évanouir les espérances de soumission qu'il avait conçues de la part de son fils, et celles qu'il avait fondées sur la faible santé du jeune Louis XV.

Le nouveau roi d'Espagne, assez soumis dans les choses de peu d'importance, commençait à se lasser de recevoir, dans les circonstances les plus graves, les ordres venus de Saint-Ildefonse, et ses ministres cherchaient les moyens de secouer le joug de Philippe, quand la mort du roi, qui, dans son testament, déclarait son père son successeur, rendit la couronne à Philippe. Ce ne fut pas cependant sans beaucoup d'obstacles, attendu qu'il avait solennellement abdiqué; mais ayant été relevé de son serment par le pape, il reprit l'autorité royale dans toute son étendue, et la politique de la reine domina à la cour. La volonté de cette princesse était d'établir son fils don Carlos dans une principauté d'Italie, soit par un traité, soit par la guerre. Le roi envoya un ambassadeur à Vienne pour obtenir de l'empereur Charles VI les concessions qu'il désirait. Il chargea de cette mission un aventurier politique, le Hollandais Ripperda, qui posséda pendant quelque temps la place et le crédit d'Albéroni, sans avoir ses talents.

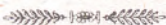
Ripperda parvint à faire signer trois traités. Par le premier l'investiture des principautés italiennes était assurée à don Carlos. En retour, Philippe renonçait à tous ses droits sur Naples et la Sicile, et se contentait de la possession future de la Sardaigne. Le second traité était destiné à encourager le commerce des Pays-

Bas catholiques, aux dépens de celui de l'Angleterre et de la Hollande. Le troisième était secret; mais on croit qu'il s'agissait d'aider l'Espagne à recouvrer Gibraltar, et de rétablir Jacques Stuart sur le trône d'Angleterre. A son retour, Ripperda fut créé duc et premier ministre; mais son élévation lui tourna la tête; orgueilleux de posséder la confiance royale, il la trahit, uniquement pour s'en faire gloire. Il révéla des secrets d'État à des personnages qui pouvaient faire tourner ces révélations au détriment de l'Espagne, et cette criminelle imprudence discrédita en effet son souverain. Philippe offensé fit saisir Ripperda et l'enferma dans la tour de Ségovie; après avoir langui quinze mois dans cette prison, il se sauva, se retira près de l'empereur de Maroc, où il apostasia et devint pacha.

Après la disgrâce de Ripperda, l'alliance de l'Espagne avec l'Autriche subsista encore quelque temps; Gibraltar fut assiégé plusieurs fois, mais toujours inutilement. Des escadres anglaises vinrent de temps en temps menacer les côtes de l'Espagne, mais sans faire de grands dommages. Enfin, le duc de Parme, Antoine Farnèse, frère et successeur du duc François, étant mort en 1731, l'infant don Carlos, son petit-neveu, fut mis en possession de ses États. En 1732, les Espagnols firent une heureuse expédition en Afrique; Oran tomba en leur pouvoir. La même année, les rois d'Espagne, de France et de Sardaigne, formèrent une alliance contre l'empereur Charles VI, à l'occasion des prétentions rivales de Stanislas Leczinski et de l'électeur de Saxe au trône de Pologne. Tandis qu'une armée espagnole passait le Rhin, et qu'une autre traversait les Alpes, don Carlos conduisait une expédition contre le royaume de Naples, dont il s'empara sans difficulté. Par un traité qui termina en 1737 les hostilités, don Carlos fut reconnu roi des Deux-Siciles, en cédant à l'empereur, comme indemnité, les duchés de Parme et de Plaisance.

L'Espagne goûta alors quelques années de paix ; mais en 1739, l'Angleterre lui déclara la guerre pour des intérêts commerciaux. Peu de temps après mourut l'empereur Charles VI, transmettant à sa fille Marie-Thérèse, et lui laissant à défendre contre de nombreux concurrents, un vaste mais litigieux héritage. Élisabeth, aspirant à donner aussi un sceptre à don Philippe, son second fils, et voulant lui former un royaume du Milanais et des duchés de Parme et de Plaisance, engagea l'Espagne dans la guerre que la succession d'Autriche alluma bientôt d'un bout de l'Europe à l'autre. Depuis cinq ans l'infant combattait en Italie avec des succès divers, lorsque Philippe mourut d'une attaque d'apoplexie en 1746.

Ce roi, malgré sa faiblesse, son indolence et sa trop grande facilité à se laisser conduire par les deux femmes qui partagèrent successivement le trône avec lui, désira toujours le bien de l'Espagne ; et ce désir fut en partie rempli. Le royaume retrouva sous lui une prospérité dont il n'avait pas joui pendant les règnes précédents. La littérature même refleurit sous sa protection ; il fonda la bibliothèque royale de Madrid, et encouragea les beaux-arts. Sa vie privée est irréprochable, et l'on peut dire que son seul défaut, qui devint un malheur, fut de n'avoir ni les talents ni l'énergie dignes de son rang et de sa position. Il aurait pu être le plus brave et le plus honorable des gentilshommes, ou le prêtre le plus saint et le plus exemplaire.



XLI.

FERDINAND VI.

Ferdinand VI, second fils de Philippe et de Gabrielle de Savoie, était dans sa trente-quatrième année, lorsqu'il monta sur le trône. Il aimait ses frères, issus du second mariage de son père. Cependant la reine douairière dut comprendre qu'il ne ferait pas pour leur agrandissement les mêmes sacrifices que Philippe V avait faits, et que, pour elle-même, son influence était à son terme. Le roi, très-peu disposé à sacrifier les intérêts de son royaume, dans le but d'assurer des principautés à ses frères, s'occupa de conclure la paix, et signa, en 1748, le traité d'Aix-la-Chapelle, qui laissait Naples à don Carlos, et donnait à l'infant don Philippe Parme, Guastella et Plaisance, à condition toutefois que s'il venait à succéder au trône de Naples, les deux premiers duchés retourneraient à l'Autriche, et le dernier au roi de Sardaigne.

Ferdinand n'aimait point la guerre, qu'il accusait à juste titre d'avoir arrêté la prospérité de l'Espagne, qui commençait à se relever. Il respectait le roi de France comme chef de la maison de Bourbon, mais il était fermement résolu à ne pas agir sous son influence. Pour terminer son éloge, on peut ajouter qu'il était loyal, intègre, et avait une grande franchise. Cependant, à côté de ces qualités, se trouvaient quelques-uns des défauts de son père : il en

avait le caractère mélancolique, l'indolence et le peu de capacité; il n'était pas moins que Philippe soumis à l'influence des femmes.

Maria-Thérèse-Magdaléna-Barbara, qu'il avait épousée en 1729, était douce, bonne et aimable, mais disposée à l'avarice. Dans la crainte d'être réduite, si elle survivait à son époux, à un état de dépendance, malheur assez commun parmi les reines de France, elle était très-occupée d'amasser de l'argent par tous les moyens qu'elle trouvait en son pouvoir.

Ferdinand profita de la paix pour s'occuper de l'administration de ses États. Aidé de don Joseph Carvajal, il put mettre ordre dans les finances, que la guerre avait beaucoup endommagées. Il lui fallut aussi prendre part dans les querelles entre la France et l'Angleterre. Carvajal se prononça pour cette dernière et décida son maître à conclure un traité de neutralité avec l'Autriche et la Sardaigne. En 1754, Carvajal mourut; mais Ferdinand ne renonça pas pour cela à ses sentiments de justice et d'impartialité, et continua à observer une sage et imposante neutralité entre la France et l'Angleterre. L'offre de lui rendre Minorque, que les Français venaient de lui enlever, ne le décida pas plus à se prononcer en leur faveur que l'offre faite par les Anglais de lui rendre Gibraltar ne l'entraîna à se joindre à la coalition formée contre la France. Mais ce prince fut bientôt enlevé à l'Espagne. La mort de la reine, en 1754, fit une impression si profonde sur son cœur, qu'il ne put désormais prendre sur lui de se mêler aux affaires d'État, ni de se livrer aux distractions ordinaires de la vie. Il mourut un an après la reine; et comme il ne laissait pas d'enfants, la couronne revint à don Carlos, son frère, déjà roi des Deux-Siciles.

L'Espagne fut calme et heureuse sous le règne de Ferdinand, non-seulement à cause du caractère pacifique de son souverain, mais aussi par l'encouragement qu'il accorda à l'agriculture, au commerce et aux arts. Un grand bienfait qu'on lui doit aussi fut le concordat qu'il conclut avec le pape en 1755.

XLII.

CHARLES III.

D'après le traité de Vienne, les couronnes d'Espagne et de Naples ne devaient jamais être réunies sur la même tête. Dès lors Charles III, à son avènement, dut remettre la seconde à l'un de ses fils. Comme Philippe, l'aîné, était dans un état complet d'imbécillité, Charles, le second, fut déclaré héritier présomptif du trône d'Espagne, et le troisième, Ferdinand, fut proclamé roi des Deux-Siciles. Charles III, après avoir nommé un conseil de régence pour gouverner pendant la minorité du jeune prince, prit congé de ses anciens sujets, que son gouvernement sage et modéré lui avait fortement attachés, et fit voile pour Barcelone. Les habitants le reçurent avec de grandes démonstrations de joie, qu'il accrut encore en leur rendant quelques-uns de leurs anciens privilèges. De là il se rendit à Madrid, et prit possession du trône.

A cette époque, la France et l'Angleterre se faisaient une guerre acharnée. Ferdinand VI s'était sagement gardé d'y prendre part. Charles III suivit d'abord le même système de neutralité, et, à

l'exemple de son père, s'occupa de faire fleurir son royaume, veillant attentivement à l'administration de la justice, encourageant l'agriculture, le commerce et l'industrie, augmentant la marine et soulageant ses peuples par la remise des impôts arriérés. Cependant les succès des Anglais sur les Français lui étaient désagréables; il n'avait pas oublié de quelle manière l'Angleterre l'avait forcé à la neutralité pendant les dernières guerres d'Italie. Il avait à se plaindre de la contrebande qu'elle exerçait dans les Indes occidentales et craignait que les Anglais ne tournassent leurs armes contre ses riches possessions d'Amérique; enfin, il désirait assurer à ses sujets le droit de pêche à Terre-Neuve. Tous ces motifs le décidèrent à conclure avec le cabinet de Versailles une alliance, connue sous le nom de *pacte de famille*. Il établissait que l'ennemi de l'une des deux puissances serait considéré comme l'ennemi de toutes les deux, et que l'une d'elles ne ferait jamais la paix sans le consentement de l'autre.

Quelque soin qu'on prit pour tenir ces conventions secrètes, le ministre anglais Pitt en eut un soupçon, et aurait prévenu l'Espagne par une déclaration de guerre immédiate, s'il n'eût été, au moment même, remplacé au ministère par le comte de Bute. Celui-ci perdit en négociations un temps que la France utilisa en préparatifs, et, lorsqu'ils furent terminés, les hostilités recommencèrent. Malgré l'incapacité du ministre anglais, sous un souverain encore plus faible que ses prédécesseurs, les armes anglaises eurent quelques succès. L'Espagne perdit la Havane, Manille et les Philippines. Les Français ne furent pas plus heureux dans le Portugal; les troupes qu'ils y firent passer pour le punir de son attachement aux intérêts de l'Angleterre furent forcées de l'abandonner pour se retirer sur le territoire espagnol. L'état des finances était encore plus inquiétant pour le cabinet de Madrid que les défaites subies sur le champ de bataille. La France, sous ce rapport,

n'était guère en meilleure situation que l'Espagne, et toutes deux finirent par désirer la paix. Elle fut conclue à Paris le 10 février 1763. Mais on peut dire que les deux puissances, unies par le pacte de famille, l'achetèrent par de dures concessions. Sans parler de celles de la France, l'Espagne renonça à la Floride, à toutes ses prétentions sur un droit de pêche à Terre-Neuve, et accorda la permission de couper du bois de construction dans la baie de Honduras.

De telles conditions, acceptées avec regret et par nécessité, devaient plutôt exciter qu'apaiser le ressentiment de l'Espagne. Cependant, le mauvais état de la marine espagnole et le désordre des finances décidèrent les ministres à éviter une rupture ouverte; et, de cette manière, on obtint une assez longue paix, pendant laquelle on introduisit une sage économie et une bonne discipline parmi les troupes. Les ressources financières et militaires se trouvèrent bientôt considérablement augmentées, et la nation apprit à reprendre confiance en ses propres forces. Ces bienfaits furent dus au comte d'Aranda, homme d'un esprit actif et entreprenant.

L'incapacité évidente des hommes qui dirigeaient alors les affaires d'Angleterre pouvait inspirer à l'Espagne le désir de venger les humiliations passées; mais ce désir était contenu par la situation critique de la France, où se préparait la grande révolution de 1789. Charles III était trop prudent pour songer à engager seul la lutte; il lui suffisait de montrer à l'Angleterre qu'il ne la craignait plus. Les choses restèrent dans cet état jusqu'à l'entrée au ministère du comte de Florida-Blanca, homme doué d'un esprit aussi entreprenant que le duc d'Aranda. Il épia l'occasion de nuire à l'Angleterre, et elle lui fut bientôt fournie par la mésintelligence croissante qui régnait entre l'Angleterre et les colonies d'Amérique. La France avait déjà contracté avec les États-Unis un traité qui lui assurait l'alliance d'un peuple qui allait se détacher de la na-

tion-mère pour se créer une situation indépendante. Si l'Espagne, au lieu de ne consulter que ses ressentiments dans cette circonstance, n'eût consulté que la raison et la prudence, elle eût hésité à imiter la France. Elle ne pouvait souhaiter le succès des insurgés, dont la conduite pouvait être d'un exemple fâcheux pour les colonies espagnoles. Cependant, n'écoutant qu'une politique aveugle et vindicative, Florida-Blanca persuada à Charles III de prendre part avec la France à la guerre d'Amérique. Sous le prétexte que la médiation qu'il avait offerte à la Grande-Bretagne avait été dédaignée, le roi d'Espagne rompit avec elle et investit Gibraltar ; il ne reprit point cette ville si importante ; mais en définitive ce fut à l'Angleterre que la guerre fut fatale. Les colonies américaines conquièrent leur indépendance, et les Anglais furent obligés d'abandonner, par un traité humiliant, une grande partie de leurs possessions.

Lorsque le ressentiment de Charles III fut apaisé, ce prince comprit les conséquences de cette guerre impolitique qu'il avait soutenue. Son principal résultat avait été d'établir sur les confins de son empire du Mexique une république puissante, qui allait communiquer ses idées de liberté à ses voisins. Peu de temps s'était écoulé après ces événements, lorsque les tristes prévisions se réalisèrent. Plusieurs districts du Pérou entrèrent en insurrection complète. Un descendant des anciens Incas, Tupac, se mit à la tête d'un soulèvement ; il fut, il est vrai, vaincu et fait prisonnier, et les insurgés se dispersèrent ; mais l'esprit de mécontentement, ou, pour mieux dire, d'indépendance, ne s'éteignit pas pour cela. Il prit de nouvelles forces dans la contrainte et le silence, attendant patiemment une occasion favorable pour le faire éclater.

A mesure que Charles avançait en âge, il devenait moins favorable à la France, et plus disposé à entretenir des rapports d'amitié avec l'Angleterre. On doit attribuer ce changement aux opinions

dangereuses et destructives qui commençaient à circuler en France, et qui faisaient dire à Charles que tout État constitué devait élever un mur d'airain autour de lui, pour arrêter la propagation des idées françaises.

L'administration intérieure ne fut pas, sous le règne de Charles, moins remarquable que sa politique extérieure. Le roi fit d'utiles améliorations, et introduisit des innovations qui reçurent l'approbation générale. Mais lorsqu'il interdit les chapeaux rabattus et les longs manteaux, si commodes pour déguiser un malfaiteur ou un assassin, un cri général de désapprobation s'éleva contre l'introduction de coutumes étrangères. Quelques mécontentements de ce genre furent le prétexte d'une révolte, excitée en secret par des intrigants dont le but était de renverser le ministère. L'émeute fut grave; et pour la faire cesser, le roi fut obligé de faire des concessions et de consentir à l'abolition de quelques lois. A ce prix, les mécontents rendirent les armes.

Le roi et ses ministres restèrent convaincus que cette commotion était le résultat d'un complot, auquel avaient pris part les jésuites et plusieurs grands d'Espagne. Ces derniers étaient trop puissants pour qu'on les punit. Mais les pères de la compagnie de Jésus, dont la conduite était innocente et irréprochable, furent sacrifiés. Quelques années auparavant, ils avaient été chassés du Portugal. En 1764, le duc de Choiseul, qui nourrissait aussi contre ce corps puissant une haine invétérée, les avait expulsés de France. Un grand nombre de courtisans avides, qui regardaient les vastes possessions des jésuites avec un œil d'envie, souhaitaient que l'Espagne imitât l'exemple de ses voisins, et les expédients les plus coupables furent imaginés pour arriver à ce but. Des rapports aussi faux que scandaleux furent répandus dans le public, pour exciter ses craintes et son indignation. Une circulaire qui ordonnait au père provincial des jésuites d'Espagne de se joindre aux

insurgés, fut attribuée au général de l'ordre ; de faux témoins ne manquèrent pas pour affirmer que la révolte avait été principalement l'ouvrage de ces religieux. Charles III, très-effrayé, se laissa entraîner à suivre l'exemple du gouvernement français. Le décret de bannissement, adressé aux gouverneurs des provinces, fut signé et envoyé dans le plus grand secret. A une heure marquée de la nuit, les collèges des jésuites furent environnés par la force militaire ; on ne leur accorda que quelques minutes pour prendre leurs bréviaires et un faible bagage. Les portes furent ensuite fermées, et on les conduisit, en petites bandes séparées, aux voitures qui les attendaient pour les diriger vers les ports, où on les embarqua pour l'Italie.

Ces ordres iniques furent exécutés avec la même promptitude dans la capitale et dans toutes les provinces. Les exilés supportèrent leur sort avec cette fermeté que l'innocence seule peut donner ; mais les mesures arbitraires prises envers eux n'étaient pas encore à leur terme. Le gouverneur de Civita-Vecchia ne voulut pas leur permettre de débarquer en Italie avant que la volonté du pape fût connue. Clément XIV refusa de les admettre, sous le prétexte que si on les chassait de tous les royaumes de l'Europe, ses domaines ne seraient pas assez vastes pour les recueillir. Pendant tous ces débats, les victimes étaient entassées sur les vaisseaux, où elles étaient traitées comme de vils malfaiteurs. Les plus âgés et les infirmes périssaient faute d'air, et privés des choses les plus nécessaires. Après trois mois entiers passés dans cette triste situation, on leur permit enfin l'entrée de la Corse ; on les jeta sur le rivage de cette île, comme des ballots de marchandises, sans qu'il fût question de pourvoir à leurs besoins. Quelque temps après, le pape accorda au petit nombre qui survivait la permission de venir s'établir en Italie, et le roi d'Espagne leur assigna une pension de vingt sous par jour.

Cette persécution s'étendit avec la même dureté dans les colonies. A Buénos-Ayres, dans le Paraguay et dans les îles Philippines, Charles poussa l'intolérance jusqu'à défendre aux jésuites de se plaindre, sous peine de perdre la faible pension qui leur était accordée. Tout Espagnol qui osait écrire ou parler en leur faveur était déclaré coupable de haute trahison. Aussi se résignèrent-ils à leur sort, et, au lieu de murmurer, ils tâchaient de calmer le zèle de leurs partisans. Cependant leurs ennemis, croyant n'avoir pas fait assez en les bannissant, demandèrent l'abolition de leur ordre, et ils l'obtinrent de Clément XIV, qui le prononça cependant avec une grande répugnance. Les biens des jésuites, si injustement confisqués, passèrent entre les mains d'un roi pauvre au milieu de ses trésors, et une grande partie fut distribuée à des favoris indignes ou à des aventuriers sans principes ni moralité.

Sous beaucoup d'autres rapports, l'administration de Charles mérita cependant des éloges : l'armée fut mieux considérée, la police reçut une meilleure organisation, et les pouvoirs de l'inquisition furent restreints. Ces réformes furent dues au comte d'Aranda, et continuées par Florida-Blanca.

Charles III mourut à la fin de l'année 1788, dans un âge assez avancé. C'était un prince bien capable de gouverner ; ses intentions furent toujours bonnes et ses mœurs irréprochables. Sévère envers lui-même, il l'était aussi pour les autres, mais sans excès. La prospérité dont il fit jouir son peuple est un éloge suffisant pour sa mémoire. Ses plus grands défauts étaient une grande obstination et une passion immodérée pour la chasse. Il laissa de sa femme, la princesse Amélie de Saxe, trois fils : Pascal, exclu du trône pour cause d'imbécillité ; Charles, son successeur ; et Ferdinand, roi de Naples et de Sicile. Quatre autres fils le précédèrent dans la tombe.

XLIII.

CHARLES IV.

Charles IV. avait quarante ans lorsqu'il monta sur le trône, à la mort de son père. Simple dans ses goûts, sévère dans ses mœurs, intelligent pour les affaires du gouvernement, il semblait promettre un heureux avenir pour l'Espagne; la faiblesse de son caractère ne s'était point encore révélée de manière à inspirer des inquiétudes sérieuses. Charles III, sur son lit de mort, lui avait recommandé le comte de Florida-Blanca comme un ange tutélaire dans la situation périlleuse où se trouvait l'Europe, par suite des agitations de la France. Charles IV donna toute sa confiance au ministre de son père. Ce choix d'ailleurs paraissait confirmé par l'opinion publique, qui pouvait bien attribuer au comte la prospérité du dernier règne, prospérité qui était cependant plus apparente que réelle au moment où la couronne descendit sur la tête de Charles IV. Le commerce et les finances avaient beaucoup

souffert de la guerre qu'il avait fallu soutenir contre les rebelles du Pérou, insurrection qui était une conséquence de la protection donnée à l'émancipation des colonies anglaises de l'Amérique.

L'effet de la reconnaissance de l'indépendance des États-Unis s'était fait vivement sentir dans la Péninsule, qui paraissait s'émouvoir de l'esprit d'innovation dont était tourmentée la France. Aussi le comte de Florida-Blanca, en 1790, effrayé de voir la révolution française s'avancer plus menaçante que jamais, écouta les propositions de l'empereur Léopold, qui demandait que tous les souverains de l'Europe s'entendissent sur la mesure des réformes dont la France devait se contenter. Bien plus, le comte de Florida-Blanca trouvait l'empereur d'Allemagne trop modéré et voulait, avec les cabinets les plus absolutistes, que l'on forçât la France à rétablir l'autorité monarchique sans restriction. Il laissa éclater sa colère contre les concessions de Versailles ; leurs principes étaient pour lui un épouvantail ; il lui semblait qu'elles pouvaient s'introduire en Espagne sous toutes sortes de formes. Il condamna les idées libérales adoptées dans l'instruction publique, fit avorter toutes les réformes commencées ; les journaux ne parlèrent plus des affaires de France ; des mesures rigoureuses de tout genre furent prises. La cour d'Espagne ne déguisa pas son mauvais vouloir contre l'assemblée représentative ; aussi les rapports entre les deux cabinets furent-ils interrompus, et tout fit prévoir des hostilités prochaines.

Le caractère dur et fier de Florida-Blanca avait blessé l'orgueil castillan et déplut à la reine ; aussi ce ministre fut-il renversé et remplacé par le duc d'Aranda, connu par ses dispositions rigoureuses contre les jésuites et par quelques tentatives contre l'inquisition. Ambassadeur d'Espagne près la cour de France pendant sept ans, il avait formé des liaisons avec les philosophes et les encyclopédistes. Aussi ne tarda-t-il pas à rétablir les relations

politiques entre les deux royaumes voisins, et M. Bourgoing, envoyé de France, apporta à Sa Majesté Catholique une lettre de Louis XVI, dans laquelle ce monarque exprimait, d'une manière très-positive, son adhésion à la constitution qu'il avait acceptée, et la nécessité de maintenir la paix générale, sans laquelle il n'osait répondre de la tranquillité intérieure de la France, ni même de sa couronne. Le roi de France désirait que le cabinet espagnol, loin d'adopter la politique hostile des autres États, concourût avec lui à la conservation de la paix, objet de tous les vœux de Sa Majesté Très-Chrétienne.

Le comte d'Aranda, gêné par les soupçons du parti religieux en Espagne, contrarié par la cour, qui n'avait aucune confiance en lui, ne pouvait prendre un parti décisif, ni faire adopter à l'Espagne le rôle de médiatrice entre la France et l'Europe. On aurait cru, en raison de ses antécédents et de son adhésion aux idées philosophiques, qu'il voulait se faire le champion de la révolution française, et protéger l'introduction de ses principes dans les États de Charles IV. Mais il eut à peine le temps de méditer un plan de conduite ; les événements de France allaient trop vite ; les journées du 20 juin et du 10 août avaient abattu la royauté. La proclamation de la république et les succès des révolutionnaires sur les armées de la Prusse et de l'Autriche augmentèrent l'orgueil des ennemis de la monarchie. Le ministre français Bourgoing, qui avait cessé de paraître à la cour, somma l'Espagne de faire connaître ses intentions dans la circonstance actuelle. « Si elles sont pacifiques, disait-il, déclarez-le nettement, et qu'un traité formel les garantisse. » Le danger de Louis XVI préoccupait surtout Charles IV. D'ailleurs, rien n'était prêt pour la guerre ; il se décida donc à transiger avec la république victorieuse, adopta la neutralité entre la France et l'Espagne, et congédia le comte d'Aranda.

Alors s'éleva un homme dont la faveur devait durer autant que

le trône de Charles IV, dont le nom fut associé dans l'esprit des Espagnols à la ruine de la monarchie. Né en Estramadure, d'une famille peu élevée, reçu garde du roi en 1784 à l'âge de dix-sept ans, Emmanuel Godoy ne paraît avoir eu d'abord d'autre recommandation que la protection de la reine. Il parvint promptement à des grades élevés, prit un empire absolu sur le faible Charles IV, fut nommé duc d'Alcudia, et remplaça enfin le comte d'Aranda. Il s'initia bientôt dans les affaires de la diplomatie, et, tout en négociant le traité de neutralité, il proposa en même temps la médiation de Sa Majesté Catholique sous une forme qui ne devait pas trop blesser les nouveaux républicains, quoique ce fût le cabinet espagnol qui montra l'intérêt le plus franc et le plus actif pour l'infortuné Louis XVI. Charles IV voulait sauver son royal parent, sans chercher, comme le faisaient tous les gouvernements de l'Europe, à tirer parti de sa détresse. Néanmoins le gouvernement républicain repoussa les conditions de l'Espagne, se plaignit qu'elle était trop lente à exécuter le traité de neutralité tel qu'il l'entendait, et la menaça d'une déclaration de guerre.

Lorsque la tête de Louis XVI fut tombée, la Convention demanda un rapport sur la conduite des cabinets de l'Europe, bien résolue à leur déclarer la guerre, s'ils tardaient un instant à se prononcer d'une manière catégorique. Charles IV, après avoir fait inutilement tous ses efforts pour sauver Louis XVI, aurait bien voulu se tenir à l'écart; mais la nouvelle république ne lui en laissa pas la possibilité; il ne put pas même l'apaiser par de nouvelles concessions; les Espagnols s'y opposèrent et entraînèrent leur souverain dans la guerre de la coalition.

La condamnation d'un roi et son exécution par ses sujets avaient rempli d'horreur la nation espagnole, royaliste et religieuse. Des cris d'indignation et de vengeance retentirent dans les cités. Valence devint le théâtre d'une violente insurrection. Tous les Fran-

çais, quelle que fût leur opinion sur la révolution française, furent exposés à la fureur du peuple, et ce désordre fut encore augmenté par des vengeances particulières. Le gouvernement comprima les passions haineuses ; mais le mouvement qui poussait à la guerre ne fut pas ralenti, l'élan fut universel. La Catalogne se leva en masse, les provinces de Biscaye et de Navarre firent des appels à leur population. Les grands seigneurs accoururent à la tête de leurs vassaux ; les moines arrivèrent enrégimentés. Des bandes de contrebandiers demandèrent à combattre les ennemis de l'autel et du trône ; et les dons patriotiques affluèrent de toutes parts. Les prédicateurs excitèrent l'enthousiasme et l'indignation du peuple ; mais l'impulsion première avait été donnée par le sentiment national, qui repoussait avec force tout ce que l'étranger voulait lui imposer. Il fallut un aussi puissant concours pour que le gouvernement pût remplir la tâche qui lui était imposée, les forces de l'armée et les ressources des finances ayant été épuisées depuis la fin du règne de Charles III.

Les préparatifs de guerre furent achevés en peu de temps, et les Espagnols, au mois d'avril 1793, parurent dans les Pyrénées avant les Français, qui furent pris au dépourvu ; et en moins de quinze jours toute la Cerdagne fut occupée. La guerre se poursuivit avec des chances diverses ; mais le 26 novembre les Espagnols triomphèrent à Céret ; les Français, obligés d'abandonner leur camp, leur artillerie et leurs bagages, se renfermèrent dans Perpignan, et les Espagnols prirent leurs quartiers d'hiver sur le territoire français. Des opérations maritimes s'étaient poursuivies en même temps et avec plus de certitude de succès, en raison de l'alliance avec l'Angleterre. Une escadre était allée au secours du roi de Sardaigne, pour l'aider à expulser les Français établis sur quelques points de ses îles. Plusieurs vaisseaux s'étaient joints aux Anglais pour la célèbre expédition de Toulon. Le cabinet espagnol espérait

que l'on donnerait ainsi un grand appui au parti royaliste, et voulait que l'on appelât dans le midi de la France le comte de Provence, frère de Louis XVI, pour diriger les mouvements des populations de ces contrées et relever en France le trône des Bourbons ; mais les Anglais avaient d'autres vues ; ils ne voulurent pas écouter les chefs espagnols qui proposaient de marcher sur Marseille, et aimèrent mieux rester enfermés dans Toulon. C'est sur les Anglais seuls que doit retomber la responsabilité de l'incendie des bâtiments français et de la destruction de l'arsenal, qui leur avait été livré. Eux seuls prirent la résolution d'évacuer brusquement la place. Les Castillans se retirèrent les derniers, et l'amiral espagnol offrit sur ses vaisseaux un refuge aux malheureux Toulonnais que l'amiral anglais abandonnait à la vengeance des républicains montagnards.

La campagne de 1793, si glorieuse qu'elle eût été pour l'Espagne, avait consumé presque toutes les ressources ; on commençait à manquer de soldats, et il n'y avait plus d'argent. Aussi, lorsque les trois généraux en chef, Ricardos, le prince de Castel-Franco et Caro, vinrent à Madrid, pour se concerter avec le gouvernement sur la campagne prochaine, le parti libéral ou parti français s'agita pour amener des mesures de conciliation. Dans le conseil d'État, on porta la question de paix ou de guerre, et le comte d'Aranda fit voir combien il importait à l'Espagne de se détacher des puissances du Nord et de l'Angleterre, dont les vues tendaient visiblement à un démembrement de la France ; qu'il s'agissait maintenant de l'équilibre européen, qui allait être détruit, si l'existence politique de la France était mise en danger par la coalition. Mais les victoires de Ricardos avaient tourné les têtes ; et l'on fit valoir les attaques violentes des révolutionnaires français contre tous les principes monarchiques. L'influence de l'Angleterre l'emporta. Aranda, ayant soutenu son opinion avec chaleur, fut exilé.

Charles IV et son ministre n'étaient pas éloignés de la paix ; ils sentaient bien que l'intérêt de l'Espagne était de ne pas aider à la ruine de la France ; mais ils jugeaient que de nouveaux succès étaient nécessaires pour amener les révolutionnaires à des idées plus pacifiques, et la guerre fut décidée.

Les campagnes de 1794 et 1795 firent perdre à l'Espagne plusieurs places importantes.

Cependant la France commençait à revenir à des opinions plus calmes, et ne menaçait plus de bouleverser tous les gouvernements monarchiques. Alors plusieurs puissances se détachaient de la coalition européenne ; le Directoire avait ouvert des conférences diplomatiques à Bâle, et le roi de Prusse avait fait son traité particulier, le 5 avril. L'Espagne fut invitée à déposer les armes ; elle y était toute disposée, trouvant qu'il n'y avait plus de honte à traiter avec les républicains, puisqu'un roi puissant lui en avait donné l'exemple. D'ailleurs, le gouvernement français renonçait à toutes ses tentatives de propagande, voyant qu'elles étaient inutiles. L'esprit religieux des Espagnols l'emportait sur l'enthousiasme de la liberté, et les Catalans envisageaient avec horreur les destructeurs des autels. Mais Charles IV ayant demandé la restitution des places conquises sur l'Espagne et fait quelques réclamations en faveur des deux orphelins du Temple, les républicains français les plus exaltés ne voulurent rien entendre. Les hostilités recommencèrent ; cependant la paix fut signée le 22 juillet 1795. La part que prit Godoy à cette paix lui valut le titre de prince de la Paix.

Malgré l'empressement qu'on avait mis à repousser l'invasion française, il était facile de voir qu'il y avait de la fermentation dans les esprits. Des juntas secrètes rêvaient l'établissement d'une république ibérienne. Quelques bonnets rouges furent portés par des jeunes gens de familles distinguées ; des Espagnols appartenant à la haute noblesse se montrèrent en public avec des rubans

tricolores. On montrait de la tolérance pour les nouvelles opinions philosophiques, et l'on accueillait des chants flétrissant l'inquisition. On subissait l'influence française; mais l'on attaquait les anciens préjugés, sans avoir aucun plan de réforme arrêté. Le Directoire flattait le cabinet de Madrid, pour l'engager à se détacher de l'Angleterre. Il lui rappelait sans cesse les insultes que cette puissance lui avait fait subir : les Anglais avaient trahi les Espagnols à Toulon; ils avaient traité avec l'Union américaine en 1794, au mépris des intérêts de la Péninsule; ils infestaient les côtes de l'Espagne par la contrebande; ils ne cessaient d'explorer les rivages de l'Amérique du Sud, d'y organiser la fraude, de corrompre les naturels du pays.

Le gouvernement espagnol comprit la nécessité de fortifier les places maritimes, afin de repousser toute agression; mais il laissa ses troupes de terre se désorganiser, et, lorsque la France pressa l'Espagne d'embrasser sa cause contre l'Angleterre, elle n'était plus maîtresse de choisir sa politique; car elle était hors d'état de résister même à ses voisins. Le prince de la Paix n'était ami ni de la France ni de la révolution, mais il désirait être en paix avec tout le monde. Placé entre deux dangers, il écarta celui qui lui paraissait le plus menaçant et prit le parti qui lui assurait pour le moment sa tranquillité, ses plaisirs et sa faveur. D'ailleurs, les rapports avec Pitt à Londres devenaient difficiles. Le Directoire offrait à l'Espagne la coopération de la France et de la Hollande en cas de guerre maritime. Alors le gouvernement espagnol se prononça pour la guerre contre l'Angleterre, et il renouvela avec la France l'ancien pacte de famille conclu entre les deux branches de la maison de Bourbon, avec cette restriction que, l'Angleterre étant la seule puissance dont l'Espagne eût reçu des offenses directes, cette alliance aurait seulement son effet contre elle dans la guerre présente, et que l'Espagne resterait

neutre relativement aux autres puissances qui étaient en guerre avec la république française.

La France se sentait assez forte sur le continent; il ne lui fallait qu'un auxiliaire dans la guerre maritime. Dès le mois d'août 1796, une escadre franco-espagnole fit voile de Cadix pour les côtes de Terre-Neuve. La guerre se poursuivit avec activité de part et d'autre; on enleva plusieurs établissements aux Anglais, qui, fatigués de l'inutilité de leurs efforts, et voyant les péninsulaires préparer une attaque générale, se réfugièrent sur leurs vaisseaux, laissant beaucoup de prisonniers, abandonnant leur artillerie et leurs munitions. Au mois de juillet 1797 une flotte anglaise vint assiéger Cadix. L'amiral Nelson, qui la commandait, fit des efforts inouïs pour s'emparer de l'escadre espagnole ou la brûler. Le blocus dura sept jours; mais la marine et les habitants de la ville forcèrent enfin l'ennemi à se retirer, après avoir essuyé de grandes pertes. Quelques jours après, Nelson se porta sur Ténériffe; mais il échoua encore dans cette entreprise; il vit tomber ses meilleurs officiers, perdit lui-même un bras, et n'échappa à une destruction complète que par une capitulation dans laquelle il s'engageait à renoncer à toute tentative sur les îles Canaries.

La puissance de Godoy, qui grandissait chaque jour, lui avait attiré bien des ennemis. La noblesse refusait de se soumettre à un favori; le clergé s'indignait de l'indifférence, du mépris que Godoy et ses partisans montraient pour l'Église, et le peuple était mécontent; un parti anglo-espagnol s'agitait pour écarter un ministre qui était entièrement dévoué à la France; enfin, tout conspirait pour sa chute, qu'il entraîna lui-même par son imprudente ambition. Quelques aventuriers français lui firent entrevoir qu'on pourrait bien relever le trône de France en faveur d'un prince espagnol de la famille des Bourbons. Godoy se laissa entraîner à cette espérance chimérique, et entra dans des intrigues secrètes

pour l'acquisition de la couronne de France en faveur de l'infant. Mais ces manœuvres n'échappèrent point au Directoire, qui, raffermi par le coup d'État de fructidor, sollicita le renvoi du puissant ministre espagnol. Il tomba à la fin de mars 1798. Mais sa chute n'était pas définitive; les courtisans n'y furent point trompés, et lui-même le fit sentir.

Charles IV était plus que jamais dominé par la peur : d'un côté, il craignait la France et la propagation de ses doctrines; de l'autre, il pénétrait déjà les desseins de son fils, le prince des Asturies, qui semblait désirer la possession du trône. Pour éloigner le premier danger, il arrêta le progrès des réformes commencées. Les hommes soupçonnés d'opinions libérales furent écartés; les doctrines françaises furent condamnées, toutes les améliorations de l'instruction publique supprimées, un système d'espionnage organisé, et l'inquisition fut appelée comme auxiliaire. Charles IV crut que l'autel et le trône, ainsi rapprochés et unis, se défendraient mieux contre les ennemis de l'Église et de l'État. Il n'osa cependant se séparer ouvertement de la France, et, tandis que le général Bonaparte était retenu en Égypte, Charles resta sourd à toutes les sollicitations des alliés pour entrer dans la coalition, bien que cependant il ne voulût point renoncer à son alliance avec le Directoire. Charles IV applaudit au 18 brumaire, et crut affermir son trône en se mettant à la discrétion du premier consul. Il reçut avec reconnaissance la proposition que lui fit Bonaparte d'ériger la Toscane en royaume pour le duc de Parme, neveu et gendre de Charles IV; et pour prix de cette couronne, on consentit à ce que la France se mit en possession de Parme; on lui laissa prendre l'île d'Elbe; on lui donna de plus la colonie de la Louisiane, alors florissante. Tel fut le traité d'Aranjuez, signé au mois d'octobre 1800.

Ainsi les sacrifices continuaient toujours, et le pays était arrivé à son dernier degré d'épuisement. Pour comble de malheur, la

fièvre jaune ravagea l'Andalousie, et des querelles religieuses donnèrent de nouveaux pouvoirs à l'inquisition. Le faible Charles IV, ne sachant comment sortir d'un pas si périlleux, rappela son favori Godoy.

Lors de l'établissement du système continental contre l'Angleterre, Bonaparte voulut forcer le Portugal à fermer ses ports à cette puissance. L'Espagne avait refusé plusieurs fois au Directoire la permission de laisser passer les Français sur son territoire pour aller châtier les insultes de la cour de Lisbonne. Mais maintenant il était impossible de résister à la puissance du premier consul, et il fallut même entrer dans ses vues. On jugea aussi prudent de se réunir à la France dans cette entreprise, pour qu'elle ne dominât pas la Péninsule d'une manière absolue. Les hostilités ne tardèrent pas à commencer; mais les Portugais, qui n'avaient fait aucun préparatif, furent mis en déroute. Charles IV ne voulait cependant pas abattre le régent du Portugal, son gendre; puis il prévoyait toutes les conséquences du partage de ce royaume avec un allié tel que Bonaparte; de plus, il lui tardait de délivrer la Péninsule de la présence des troupes françaises; aussi donna-t-il des pouvoirs à Godoy pour traiter avec le Portugal, et le 6 juin la paix fut signée à Badajoz entre les deux puissances voisines. Louis Bonaparte y donna son consentement et combattit toutes les représentations du premier consul, dont les projets étaient dérangés par une telle conclusion.

En effet, Bonaparte voulait absolument l'occupation du Portugal jusqu'à la paix générale, afin de priver l'Angleterre de ses plus grandes ressources. Il laissa d'abord éclater sa colère, mais ne voulut pas pousser à bout son allié, jusque-là si complaisant; il accepta même la médiation de Charles IV pour renouer les négociations avec le Portugal, et un nouveau traité fut signé à Madrid, le 29 septembre 1801. Il ratifiait les premières conditions; mais

on y fit l'adjonction secrète que le Portugal serait obligé de payer sur-le-champ à la France vingt-cinq millions de francs. Les troupes françaises, manquant de vivres, rejoignirent lentement la France. La paix d'Amiens, en 1802, confirma de nouveau le traité de Madrid, et l'Espagne put même se réconcilier avec l'Angleterre ; mais elle perdit l'île de la Trinité et fit l'abandon de la Louisiane. Elle eût fait des sacrifices encore plus considérables pour acheter la paix, qui lui était si indispensable pour rétablir ses finances et réparer ses désastres.

Pour assurer son indépendance, elle chercha un point d'appui en Italie, en tâchant d'unir dans un même intérêt politique les Bourbons d'Espagne, de Naples et d'Étrurie. Mais le premier consul y mit des entraves en se montrant chaque jour plus exigeant. Une partie de la nation espagnole se laissa dominer par l'influence d'un homme qui avait relevé les autels, et dont la main ferme comprimait tous les partis. La paix d'Amiens se rompit, et Bonaparte réclama le secours stipulé par le traité d'alliance. Le prince de la Paix aurait voulu le refuser ; mais il trouva des opinions partagées dans le cabinet espagnol. Certains ministres voulaient faire participer le pays au mouvement du siècle ; d'autres, au contraire, persécutaient les hommes éclairés et inspiraient au roi des alarmes continuelles. Les amis du prince des Asturies songeaient à détrôner Charles IV, dont le règne semblait être voué à tous les désastres, pour donner la couronne à son fils Ferdinand. Un autre parti demandait l'alliance avec l'Angleterre ; enfin, un grand nombre d'esprits ardents, éblouis par les succès de la France, auraient voulu que l'Espagne s'identifiât avec elle et prît part à ses glorieux triomphes.

Au milieu de ces opinions si différentes, Godoy hésitait sur le parti qu'il devait prendre, lorsque Napoléon fut nommé empereur. Le ministre espagnol crut alors impossible de résister aux exi-

gences de la France ; l'Espagne fit avec elle un traité, le 11 décembre 1804. La guerre fut déclarée à l'Angleterre. La campagne s'ouvrit en 1805. Tandis que Napoléon menaçait l'Angleterre d'une formidable invasion, on cherchait à distraire l'attention de cette puissance par des tentatives réelles ou simulées sur d'autres points importants de l'Europe, de l'Amérique, de l'Afrique et même des Indes orientales. L'alliance de la France et de l'Espagne permettait d'embrasser un si vaste plan.

Cette union finit cependant par donner de vives inquiétudes au gouvernement britannique, qui fut obligé de disséminer ses forces et d'envoyer des escadres sur tous les points menacés. Les alliés gardèrent si bien le secret sur leurs intentions, que l'amiral Nelson perdit cinq mois à parcourir les mers, sans découvrir la route prise par les Français et les Espagnols, qui s'étaient dirigés vers l'Amérique pour reprendre la Trinité ; mais Nelson les rejoignit enfin à la Barbade, et l'amiral français, malgré toutes les représentations qui lui furent faites, voulut retourner en Europe. Nelson se mit à la poursuite des alliés, et devança même de quelques jours leur arrivée à Gibraltar. Plusieurs engagements eurent lieu sans résultat décisif ; mais à Trafalgar les Anglais triomphèrent complètement. Nelson y acheva sa glorieuse carrière ; mais, avant de mourir, il anéantit la marine de ses ennemis ; deux vaisseaux, sur dix-sept qui formaient l'escadre combinée, furent seuls en état d'aller jusqu'à Gibraltar. L'amiral espagnol Gravina sauva son pavillon, ramena son vaisseau démâté, criblé de boulets, dans le port de Cadix, et mourut bientôt de ses blessures. L'honneur des armes avait seul été conservé, et des poètes espagnols chantèrent la défense héroïque de ces guerriers. Mais il n'était plus possible de recomposer une marine.

Malgré ces revers si accablants pour l'Espagne, Napoléon, triomphant en Allemagne, se montrait de plus en plus exigeant

envers son alliée. Depuis qu'il avait placé sur son front la couronne de France, il pensait avec raison que les Bourbons d'Espagne regarderaient toujours d'un mauvais œil celui qui portait un sceptre qui aurait dû appartenir à la famille dont ils étaient la branche cadette; aussi cherchait-il le plus possible à mettre la Péninsule dans l'impossibilité de lui nuire. Après avoir obtenu un concours actif dans la désastreuse affaire de Trafalgar, il réclama encore l'exécution du traité des subsides, et il fallut lui fournir vingt-quatre millions.

Il exigea en outre l'annulation de la royauté d'Étrurie, et le cabinet de Madrid obtint comme une concession de faire occuper la Toscane par une division de cinq mille hommes; ce qui affaiblissait encore l'armée d'Espagne, déjà si réduite. L'empereur, mécontent du roi de Naples, qui avait toujours servi les projets de l'Angleterre, et qui avait pris part à la troisième coalition, déposséda de son royaume Ferdinand, frère du roi d'Espagne. La cour de Madrid refusa pendant quelque temps de donner son adhésion à cet acte injuste, et de reconnaître le nouveau souverain, Joseph Bonaparte. Quelque juste et naturel que parût ce refus, il n'en offensa pas moins vivement l'empereur, qui peut-être eût fait éclater immédiatement son courroux, si les événements n'eussent pas exigé qu'il portât son attention sur d'autres points. Mais s'il contint son mécontentement, il ne dissimula pas ses intentions futures; il disait hautement : « Ma dynastie sera bientôt la plus ancienne de l'Europe; les rayons du cercle de l'Empire doivent s'étendre vers le Midi. »

A la nouvelle que Charles IV ne voulait pas reconnaître le nouveau roi de Naples, il avait répondu : « Son successeur le reconnaîtra. » Cependant l'empereur jugea à propos de rassurer le gouvernement espagnol, en lui faisant entendre que ses intentions, quelles qu'elles fussent, seraient ajournées jusqu'à la mort

de Charles IV. Cette assurance suffisait au roi d'Espagne, qui s'occupait fort peu de l'avenir du prince des Asturies, avec lequel il était toujours en mésintelligence. Cependant Godoy ne partageait pas la sécurité présente du roi ; aussi, malgré les sacrifices immenses faits pour la France, il était tout disposé à entrer dans la coalition. Mais Charles IV redoutait la guerre et craignait de se compromettre ; il semblait vouloir attendre avec résignation le sort qui lui était réservé. Alors le prince de la Paix fit un coup d'autorité en appelant la nation aux armes ; et quoiqu'il ne nommât pas le nouvel ennemi qu'elle aurait à combattre, il le désignait suffisamment pour qu'on pût le reconnaître. Godoy fit de grands armements, convaincu que le roi ne reculerait plus lorsque tout serait prêt pour commencer les hostilités.

Dans le même temps Napoléon gagnait la bataille d'Iéna et renversait la monarchie prussienne. Il lut dans le palais de Berlin le manifeste belliqueux de Godoy, ne s'effraya pas de ses menaces, et donna des ordres pour défendre les frontières d'Espagne ; néanmoins il conçut quelques inquiétudes, et c'est à cette époque qu'il arrêta le projet d'effacer tous les Bourbons du tableau des souverains européens. La proclamation du prince de la Paix avait à peine paru, qu'on reçut à Madrid la nouvelle de la victoire d'Iéna ; toute la cour fut consternée. Les partisans du prince des Asturies se plaignirent de ce que Godoy provoquait la ruine du pays, en attaquant l'homme tout-puissant qui avait rétabli la monarchie et la religion, et dont l'alliance aurait pu être glorieuse pour l'Espagne. Charles IV désavoua alors l'entreprise de son ministre. Le gouvernement se hâta de rétracter trois ordres donnés, et le prince de la Paix, cédant aux instances du roi, s'abaissa devant l'empereur et demanda son pardon. L'empereur, qui ne voulait pas combattre en même temps au delà des Pyrénées et sur la Vistule, écouta les soumissions de l'ambassadeur d'Espagne,

parut oublier l'attaque dirigée contre lui, et différa la vengeance jusqu'au jour où elle s'accorderait avec sa politique.

De son côté, Charles IV, pour être agréable à l'empereur, reconnut Joseph Bonaparte comme roi de Naples. Il nomma Godoy grand amiral de l'Espagne et des Indes, et lui donna le titre d'Altesse Sérénissime. Ces nouvelles faveurs n'ajoutèrent rien au pouvoir illimité du favori, mais elles augmentèrent le nombre de ses ennemis, et excitèrent contre lui la haine de l'héritier du trône. Le prince des Asturies vivait éloigné des affaires, sans crédit comme sans pouvoir, et passait les plus belles années de sa jeunesse soumis à la monotone et sévère étiquette du palais; il vivait isolé, parce qu'on craignait de déplaire au ministre en se rapprochant du prince; sa conduite et ses démarches les plus innocentes étaient surveillées; aussi éclatait-il souvent en plaintes amères contre une telle tyrannie. La puissance du prince de la Paix l'alarmait; il craignait qu'il n'aspirât à le supplanter sur le trône; aussi jura-t-il la perte de son ennemi; et pour la consommer, il tendit la main à l'oppresser de son pays. Dans ce but, il noua des relations avec l'ambassadeur français à Madrid, le marquis de Beauharnais, et écrivit même à l'empereur, lui peignant le joug sous lequel on le tenait et le priant de l'unir à une princesse de sa famille.

Cette lettre devait bientôt servir d'accusation contre lui. La surveillance dont on entourait le prince fit facilement découvrir qu'il recevait des lettres en secret et qu'il passait les nuits à écrire. Il n'en fallut pas davantage pour éveiller des soupçons et décider le roi à ordonner la saisie des papiers de son fils. On y trouva l'original de la lettre à l'empereur et une supplique adressée au roi, dans laquelle Ferdinand respectait l'autorité de son père, mais s'élevait contre les desseins et les actes de Godoy, et demandait son arrestation et sa condamnation. Quoique le

prince, dans ses écrits, n'eût montré aucune intention de détrôner le roi, et encore moins celle d'attenter à sa vie, Charles IV n'en publia pas moins un décret par lequel il faisait connaître au peuple qu'un complot monstrueux avait été formé contre sa personne par son propre fils, qu'il avait heureusement tout découvert, et qu'il ferait connaître le résultat des poursuites qu'on allait diriger contre le coupable. En même temps Charles IV écrivait à Napoléon, lui donnait connaissance de l'événement arrivé à l'Escorial, de son intention de priver Ferdinand du droit de succession, et lui demandait ses conseils ainsi que son assistance.

On commença le procès du prince; mais lorsqu'on entendit le nom de Napoléon se mêler aux aveux du prince, on conçut quelques craintes, et l'on supposa que Ferdinand n'avait agi qu'avec le concours et l'appui de l'empereur. Cette persuasion décida Godoy à arrêter le cours du procès, et, après s'être concerté avec le roi et la reine, il se rendit auprès du prince comme médiateur; il parvint à lui faire signer deux lettres, l'une pour son père et l'autre pour sa mère, dans lesquelles Ferdinand, se reconnaissant coupable, témoignait son repentir et demandait un généreux pardon. Le roi fit connaître publiquement les aveux de son fils et la grâce qu'il lui accordait.

Le but du prince de la Paix dans cette réconciliation publique était de persécuter Ferdinand, à la face de l'Europe entière, comme un prince faible et coupable, et ayant perdu l'estime de la nation. Il n'y parvint cependant pas; car, bien que le public ne connût qu'imparfaitement comment cette réconciliation avait eu lieu, il méprisa le ministre, et la haine qu'on lui portait déjà, loin de se calmer, ne fit que prendre une nouvelle force. Le procès, suspendu pour Ferdinand, continua pour les personnes accusées d'avoir pris part au complot; plusieurs furent exilées.

Ces discordes au sein de la famille royale favorisèrent les des-

seins de l'empereur, qui en pressa l'exécution. Il demanda à Charles IV un secours de troupes pour combattre sur les bords de la Baltique, en même temps que, sous le titre de corps d'observation de la Gironde, il réunissait à Bayonne une armée destinée à envahir la Péninsule. On donna le commandement de ces forces à Junot, autrefois ambassadeur en Portugal, qui se préparait à retourner à Lisbonne, non plus pour occuper son ancien poste, mais pour renverser une famille qui l'avait honoré et comblé d'honneurs.

Napoléon signifia au Portugal l'ordre de rompre avec l'Angleterre, d'unir ses forces navales aux siennes, et de confisquer toutes les marchandises britanniques. Le prince régent consentit à la première condition, mais il s'opposa à la confiscation des marchandises en temps de paix. Sur ce refus, les représentants de France et d'Espagne quittèrent Lisbonne. Ce fut le signal de l'invasion; et un traité signé à Fontainebleau, le 27 octobre 1807, entre l'empereur et Charles IV, effaça le Portugal du rang des puissances de l'Europe. La province entre le Douro et le Minho devait être donnée au roi d'Étrurie et érigée en royaume sous le nom de Lusitanie septentrionale. Le prince de la Paix aurait les Algarves et l'Alentéjo, avec le titre de prince des Algarves. Ce royaume et cette principauté reconnaîtraient le roi d'Espagne comme protecteur; le reste du Portugal devait être restitué, lors de la paix générale, à la maison de Bragance, en échange de Gibraltar, de l'île de la Trinité et des autres possessions conquises par les Anglais sur les Espagnols. Une armée française devait traverser l'Espagne et, avec son alliée, entrer immédiatement en Portugal.

Napoléon, par cette mesure, affaiblissait l'Espagne en disséminant ses troupes, tandis qu'il introduisait les forces nécessaires à l'exécution de ses desseins secrets. Sans attendre la conclusion du traité de Fontainebleau, dès le 17 octobre, Junot reçut l'ordre

d'entrer en Espagne dans les vingt-quatre heures. L'armée française passa la Bidassoa et se dirigea par la grande route de Burgos et Valladolid vers Salamanque. Partout elle fut bien accueillie ; mais la cour commença à concevoir de vives inquiétudes. Il y avait déjà dans le cœur de l'Espagne cent mille Français, sans que l'on connût le motif véritable de leur entrée. Leur général en chef était Murat, grand-duc de Berg, qui prit le titre de lieutenant de l'empereur. Il arriva à Burgos le 13 mars, et fit le même jour une proclamation dans laquelle il recommandait à ses soldats de traiter les Espagnols comme ils traiteraient des Français, l'empereur ne voulant que le bonheur de l'Espagne. Cependant l'empressement que les Français mettaient à s'emparer des places fortes était un indice certain de leurs intentions. Godoy les devina ; car Napoléon ne dissimulait plus autant ; il cherchait à inspirer des craintes à la cour de Madrid, dans l'espoir qu'elle prendrait une résolution semblable à celle de la cour de Lisbonne, c'est-à-dire de quitter l'Espagne et de laisser ainsi le trône vacant.

Le prince de la Paix sentit la nécessité de prendre une résolution décisive ; il en délibéra avec le roi et la reine, et leur persuada qu'il était prudent et nécessaire de se transporter au delà des mers, mais qu'il fallait d'abord se retirer à Séville, pour y faire les préparatifs du voyage. Des mesures furent prises pour l'exécution de ce projet ; mais des événements inattendus vinrent l'arrêter. Lorsque Charles IV annonça à ses ministres sa résolution de se retirer à Séville, on désapprouva cette disposition et surtout l'intention de franchir l'Atlantique. Mais au point où en étaient les choses, le premier parti était sage : le trésor était épuisé, l'armée faible et sans discipline ; l'étranger était maître de plusieurs provinces ; il n'y avait de résistance possible que dans le soulèvement spontané et énergique de la nation. Pour tenter cette dernière

ressource, la position de Séville était favorable ; car elle donnait au gouvernement plus de liberté d'agir ; et si, comme il était à craindre, le pays ne répondait ni à l'appel de Godoy, ni même à la voix de Charles IV, il était plus prudent que la famille royale passât en Amérique, au lieu de se jeter dans les bras de Napoléon. Godoy, en conseillant ce voyage, fit preuve d'habileté ; mais on lui reprochera toujours d'avoir conduit comme par la main la nation à une telle extrémité, soit en la laissant dépourvue de moyens de défense, soit en introduisant au centre du royaume les troupes étrangères. Mais il était ébloui par la perspective de la souveraineté des Algarves, qui était dans ses vues ambitieuses un premier pas vers le trône.

Telle était la haine qui fermentait contre le ministre, que, dès qu'on eut les yeux ouverts sur les véritables intentions de Napoléon, on reprocha au prince de la Paix d'avoir été de connivence avec lui. Mais cette accusation était fausse pour le moment présent. Dans tout le cours de ses négociations, Godoy était resté fidèle à Charles IV et à la reine ; et ce n'était pas manquer à sa foi que de préférer pour ses souverains un sceptre dans les États d'Amérique plutôt que de les exposer, en restant en Espagne, à perdre le trône et la liberté. L'ambassadeur de France témoigna sa désapprobation pour le voyage des princes et paraissait d'accord avec le prince des Asturies. Les apprêts de départ irritaient le peuple et les soldats ; des rassemblements eurent lieu et finirent par un soulèvement. On se porta à l'hôtel de Godoy, qu'on chercha sans pouvoir le trouver ; mais ses appartements furent livrés aux flammes. Le roi, cédant à la gravité des circonstances, rendit un décret qui destituait le prince de la Paix de toutes ses fonctions et lui permettait de choisir le lieu de sa retraite.

A cette nouvelle, le peuple, transporté de joie, accourut au palais pour féliciter la famille royale. Le lendemain Godoy fut dé-

couvert dans son propre palais ; le peuple s'y porta en foule , et sa vie ne fut épargnée que par l'entremise du prince des Asturies , que Charles IV avait envoyé pour sauver son favori et imposer à la multitude , qui se calma sur la promesse que lui fit Ferdinand que le prisonnier serait jugé et puni conformément aux lois. Mais le roi , abattu et fatigué de ces désordres sans cesse renaissants , pensa qu'une abdication en faveur de son fils était nécessaire , et crut par ce moyen sauver la vie de son malheureux protégé ; il convoqua les ministres , et , en leur présence , plaça la couronne sur la tête de son fils , le 19 mars 1808. Lorsque cet acte d'abdication fut connu , le peuple poussa sa joie jusqu'au délire. On vérifia si l'abdication avait été consommée avec une pleine et entière liberté ; on le crut , parce que c'était le vœu général , et que Charles IV avait déclaré que jamais , de sa vie , il n'avait fait une action avec autant de plaisir.



XLIV.

FERDINAND VII.

En arrivant au trône, Ferdinand conserva d'abord les ministres de son père; mais peu à peu il les éloigna et défît tout ce qui avait été fait sous le règne précédent. La nouvelle cour, songeant à réaliser le mariage si désiré de Ferdinand avec une princesse du sang impérial, se confondit en protestations de dévouement envers l'empereur des Français et son beau-frère Murat. Le 24 mars, Ferdinand fit son entrée dans la capitale au milieu des acclamations unanimes. Mais en même temps le sentiment national fut blessé de la froideur dédaigneuse de Murat et de l'ambassadeur de France pour le nouveau roi, et il commença à prendre à l'égard des Français un caractère d'hostilité. Jusqu'alors on n'avait vu dans Napoléon qu'un appui pour le pays et un protecteur zélé du nouveau monarque. Le clergé espagnol voyait dans l'empereur le restaurateur du culte; les nobles s'imaginaient qu'il les main-

tiendrait dans leurs privilèges, et les amis de la tranquillité respectaient dans l'empereur des Français le restaurateur de l'ordre public en France. Mais lorsque Napoléon fut informé des événements d'Aranjuez, il ne songea plus à s'attacher Ferdinand par un mariage avec une princesse de la famille impériale; il résolut de mettre un prince français sur le trône d'Espagne, et il offrit cette couronne à son frère Louis, qui la refusa.

Cependant Madrid se préparait à recevoir la visite annoncée de l'empereur; mais Napoléon avait d'autres vues; il trouvait plus convenable pour ses projets de rester sur les frontières de son empire, et d'y jouer un rôle d'arbitre suprême. Néanmoins, le gouvernement espagnol s'obstinait dans son aveuglement, et Murat, pour mieux tromper le prince, lui annonçait toujours l'arrivée prochaine de l'empereur; mais en même temps il lui insinuait qu'il serait convenable qu'il allât à sa rencontre. Ferdinand hésitait encore lorsque le général Savary arriva à Madrid; il avait l'ordre d'amener Ferdinand à Bayonne et d'employer, pour y parvenir, tous les moyens qui lui sembleraient nécessaires. Il dit à Ferdinand, avec toutes les apparences de la sincérité, qu'il venait de la part de l'empereur pour le complimenter et pour apprendre de la bouche de Sa Majesté si ses sentiments à l'égard de la France étaient les mêmes que ceux du roi son père; que, dans ce cas, l'empereur, sans revenir sur tout ce qui s'était passé, et sans se mêler en rien de l'intérieur du royaume, le reconnaîtrait immédiatement roi d'Espagne et des Indes. Il annonça ensuite l'arrivée prochaine de son maître à Bayonne, d'où il se rendrait à Madrid. Puis il finit par insister pour que Ferdinand se rendit au-devant de lui, afin qu'il prouvât par cette démarche son ardent désir de resserrer les nœuds de l'ancienne alliance. Le roi se laissa persuader, céda aux désirs de Savary, et quitta Madrid le 10 avril, après avoir ordonné la formation d'une junte suprême présidée par son

oncle, l'infant don Antonio, et composée des ministres du roi.

Pendant son voyage, Ferdinand reçut partout les plus vives démonstrations de dévouement et d'affection; mais il n'avait aucune nouvelle de l'approche de Napoléon. Il arriva à Vittoria le 14 et apprit enfin que l'empereur était entré à Bayonne dans la nuit du 14 au 15. Savary, s'apercevant que ses artifices devenaient inutiles, se rendit à Bayonne, pour y porter une lettre de Ferdinand à Napoléon. La réponse fut apportée le 17 par Savary lui-même; mais elle était conçue en termes assez clairs pour détromper les plus crédules. Aussi des Espagnols dévoués à leur prince voulurent le mettre en sûreté et formèrent un plan d'évasion; mais Savary, qui avait ordre d'enlever le roi, s'il ne se montrait pas disposé à se rendre en France de bon gré, faisait garder la maison habitée par Ferdinand; et ce complot échoua. Puis Savary, redoublant même d'efforts pour abuser le roi d'Espagne, lui dit : « Je veux qu'on me coupe la tête, si, un quart d'heure après l'arrivée de Votre Majesté à Bayonne, vous n'êtes pas reconnu par l'empereur roi d'Espagne et des Indes. » Perfides paroles qui achevèrent de déterminer le roi à poursuivre son voyage, malgré l'effervescence du peuple, qui le suppliait de ne pas aller plus loin.

Tout fut inutile; le 20, il passa la Bidassoa avec toute sa suite, et entra à Bayonne le même jour. Personne ne vint le recevoir de la part de Napoléon.

Charles IV et Marie-Louise n'avaient pas tardé à regretter le pouvoir, auquel la crainte seule les avait fait renoncer; aussi, après le départ de Ferdinand, l'ex-roi eut l'idée de protester contre son abdication; il fut soutenu dans cette résolution par Murat, qui s'appliquait à entretenir la division dans la famille royale, afin de ruiner cette vieille légitimité. Charles IV déclara à son frère don Antonio, président de la junte, que son abdica-

tion avait été forcée, que le jour même il avait protesté contre cet acte, qu'il en avait informé son allié, l'empereur des Français, dont l'appui lui était assuré pour reconquérir son trône; qu'il reprenait le pouvoir et maintenait provisoirement la junte dans son autorité.

Le roi et la reine demandèrent au grand-duc de Berg la liberté du prince de la Paix, et Murat donna à la junte l'ordre de délivrer Godoy, qui fut conduit à Bayonne.

Charles IV et Marie-Louise se mirent ensuite en route pour cette ville, le 25 avril. Tous ces faits, assez clairs dans leur but, irritèrent les esprits. Il restait encore à Madrid, des membres de la famille royale, la reine d'Étrurie, sœur de Ferdinand, avec son fils l'infant don François de Paule, et don Antonio. Le 1^{er} mai, le grand-duc de Berg ordonna à la junte de les faire partir pour Bayonne, déclarant qu'en cas de refus il emploierait la force. La junte déclara qu'elle était bien décidée à ne point consentir au voyage du jeune prince. Le lendemain, une foule immense se pressait sur la place du palais; une seule pensée animait cette multitude, celle de ne pas laisser partir l'infant. Les voitures étaient préparées depuis longtemps, lorsqu'un aide de camp de Murat vint apporter l'ordre du départ. On laissa partir la voiture de la reine d'Étrurie; mais lorsque celle de l'infant parut, précédée d'un officier français, toute cette masse se précipita sur la voiture, dont les traits furent coupés; et en un moment toute la ville fut soulevée en insurrection. Mais l'artillerie française mitraillea les Espagnols, et un grand nombre périrent dans cette journée. Dès lors, la terre d'Espagne devint hostile aux Français, et Napoléon put dire avec vérité à Murat : « Si je me présentais en conquérant, je n'aurais plus de partisans. » Le peuple fut obligé de laisser partir l'infant, et don Antonio le suivit de près. C'est ainsi que toute la famille royale sortit du royaume.

Pendant que ceci se passait à Madrid, Napoléon poursuivait à Bayonne l'exécution de ses projets. Dans sa première entrevue avec Ferdinand, il lui donna le nom d'Altesse Royale, et ne parla pas affaires. Ferdinand comprit alors sa position; mais c'était trop tard. Charles IV et Marie-Louise arrivèrent de leur côté à Bayonne, et, de concert avec Napoléon, ils mandèrent devant eux Ferdinand. Alors, le père accabla son fils d'injures, lui reprocha d'avoir voulu le détrôner, l'assassiner, et sa mère laissa éclater son courroux et ses menaces. Napoléon, jouant son rôle d'intermédiaire, dit qu'il était forcé de se déclarer le protecteur d'un père et d'un roi malheureux contre un fils rebelle et dénaturé. De plus, on signifia à Ferdinand que s'il ne renonçait pas à sa couronne, il allait être accusé avec toute sa maison de conspiration contre ses souverains.

Ferdinand effrayé abdiqua, avec quelques conditions qui ne furent point acceptées. Il dut faire sa renonciation purement et simplement en faveur de son père, dans les termes qui lui furent prescrits. Charles n'avait pas attendu l'abdication de son fils pour conclure avec Napoléon un traité par lequel il lui cédait la couronne d'Espagne sans autre restriction que l'engagement de conserver l'intégrité de la monarchie, ainsi que l'exercice du culte catholique, à l'exclusion de tout autre. Ce traité fut signé par le prince de la Paix; le favori espagnol termina sa carrière politique en signant cette honteuse transaction; il consentait à un traité qui non-seulement enlevait la couronne à Ferdinand, son ennemi, mais excluait encore du trône toute la dynastie de ses bien-faiteurs, en donnant la couronne à un prince étranger. Il est vrai que Charles était le premier auteur de sa ruine, en déshéritant par un trait de plume toute sa génération. L'abdication de Ferdinand en faveur de Charles IV, et celle de ce dernier en faveur de Napoléon, étaient accomplies; mais il restait encore à obtenir la

renonciation de Ferdinand en qualité de prince des Asturies; car, s'il avait fait l'abandon de la couronne en faveur de son père, cet acte de cession ne le privait pas de ses droits comme successeur immédiat. Ferdinand montra une grande résistance pour cette dernière renonciation; mais, contraint de céder à la force, il signa cet acte, ainsi que les infants don Antonio et don Carlos.

Aussitôt que ces débats furent terminés, Napoléon envoya dans l'intérieur de la France les divers membres de la famille royale. Charles IV, Marie-Louise, la reine d'Étrurie et ses enfants, l'infant don Francisco et le prince de la Paix, partirent pour Fontainebleau, et passèrent de là à Compiègne. Ferdinand VII et les infants don Carlos et don Antonio quittèrent aussi Bayonne pour se rendre au château de Valençay, propriété du prince de Talleyrand, qui leur fut assigné pour résidence.

Telle fut l'issue de cette entrevue de Bayonne qui se termina par une spoliation inique, que la postérité flétrira à jamais. Il faudrait les couleurs les plus sombres pour peindre un si triste tableau, où d'un côté l'on voit Napoléon recourant à la perfidie et à l'arbitraire pour arriver à son but, de l'autre le vieux roi et la reine-mère, Ferdinand et les infants tremblant sous cette main de fer qui voulait les écraser, et, autour de cette famille infortunée, un favori et des courtisans qui, par leurs divisions et leur haine, concoururent puissamment à précipiter la malheureuse Espagne dans un abîme de malheurs!

XLV.

JOSEPH BONAPARTE.

Après l'abdication de Ferdinand et de son père, Napoléon, se voyant maître de la couronne d'Espagne, résolut de la placer sur la tête de son frère aîné Joseph, roi de Naples; mais voulant donner à cette élection l'apparence d'une déférence aux vœux des Espagnols, il fit demander par Murat que la junta suprême et le conseil de Castille, dont il était président, déclarassent auquel des membres de sa famille il leur serait plus agréable que le trône d'Espagne fût donné. Le conseil répondit que les renonciations faites par la famille des Bourbons étant nulles, il ne lui appartenait pas de répondre à la question qui leur était faite. Mais Murat, en accordant en apparence quelques réserves sur les droits de Charles et de son fils, parvint à décider le conseil à se déclarer pour le frère aîné de l'empereur, le roi de Naples. Napoléon voulut ensuite qu'une députation espagnole se rendit à Bayonne, pour

donner une espèce de sanction nationale à ce qui s'était accompli. La junte s'occupa de cette assemblée, mais elle éprouva des refus et une vive opposition de la part des personnes attachées à la famille royale. Alors Napoléon proclama par un décret son frère Joseph roi d'Espagne et des Indes, et il le fit reconnaître comme tel par les Espagnols qui se trouvaient alors à Bayonne. Joseph accepta la cession de la couronne d'Espagne qui lui était faite par l'empereur, et confirma Murat dans la lieutenance du royaume.

Quoique le jour fixé pour l'ouverture du congrès de Bayonne approchât, les membres qui devaient le composer ne se présentaient pas encore; il en arriva enfin quelques-uns, que l'on avait forcés de quitter Madrid. Avant l'ouverture de la session, un projet de constitution fut remis par Napoléon au ministre Aranza, nommé pour présider l'assemblée. Joseph Bonaparte prêta, entre les mains de l'archevêque de Burgos, le serment d'observer la constitution. Le même serment fut également prêté par les députés, dont le nombre ne dépassait pas quatre-vingt-onze.

Joseph Bonaparte composa son ministère, et distribua des emplois de cour parmi les grands qui se trouvaient à Bayonne; puis il se prépara à entrer en Espagne, comptant qu'il lui serait facile d'arriver jusque dans la capitale du royaume. Mais il n'en fut pas ainsi.

Les actes accomplis à Bayonne avaient soulevé l'indignation des Espagnols, et les menaces d'une haine implacable arrivèrent jusqu'à Napoléon, qui fut alors entièrement désabusé de ses premières illusions; il vit clairement qu'un homme ne pouvait pas ainsi disposer de l'esprit et de la volonté d'une nation, et, avant d'être rentré à Paris, il connaissait déjà toutes les conséquences de la faute commise à Bayonne. Une insurrection, d'abord partielle, et bientôt générale, éclata. L'empereur comptait sur ses jeunes soldats et sur quelques vieux régiments récemment dirigés

vers les Pyrénées, pour réprimer le mouvement; mais la fierté espagnole, vivement blessée de la manière dont on disposait du sort de la nation, et confondant dans une même affection l'amour de son sol, de ses rois, de sa religion, allait donner d'immortels exemples de constance et d'héroïsme. Malheureusement, dans cette noble inspiration, ce peuple ardent écouta trop souvent sa haine contre l'étranger, et fut violent et sanguinaire.

L'insurrection commença dans les Asturies et se propagea promptement dans la Galice, la Vieille-Castille, l'Estramadure, l'Andalousie, les royaumes de Murcie et de Valence, la Catalogne et l'Aragon. Des juntas se formèrent dans presque toutes les provinces; celle d'Andalousie prit le nom de *junte suprême d'Espagne et des Indes*. Elle décréta, en mai 1808, la déclaration de guerre à la France et la levée en masse de tous les hommes de seize à quarante-cinq ans. En déclarant la guerre à la France, on prit l'engagement de ne poser les armes que lorsque Napoléon aurait rendu Ferdinand VII à l'Espagne, et l'on promit de convoquer après la guerre les cortès du royaume, afin d'opérer les réformes dont on sentait l'utilité, mais qu'on ne voulait pas voir introduire par des étrangers. L'empereur envoya au secours de son frère des régiments composés de vieux soldats aguerris, auxquels il joignit des troupes polonaises. Alors commença cette terrible guerre qui devait pendant plusieurs années désoler la Péninsule, la rendre le théâtre continuel de scènes d'horreurs et de carnage. Alors commencèrent non-seulement les combats, mais les morts violentes, les assassinats et les plus tristes représailles.

Des corps d'armée française sont dirigés sur tous les points. Le général Verdier comprime le mouvement de Logrono; Lasalle, celui de Valladolid. Lefebvre disperse les Aragonais, mais il est arrêté devant Saragosse, où il trouve une terrible résistance. Le maréchal Moncey marche sur Valence; mais, obligé d'attendre à

Cuença des renforts, il laisse à l'insurrection le temps de se fortifier. Le général Dupont se dirige vers l'Andalousie; il rencontre les insurgés de Cordoue au pont d'Alcoléa, qui est vaillamment défendu, mais enfin enlevé par les Français; après cette victoire, ceux-ci marchent sur Cordoue. Le général somme la ville de se rendre, afin d'éviter une prise d'assaut; mais sa sommation étant restée sans réponse, il enfonce les portes à coups de canon et entre dans la ville.

Il fallut alors enlever plusieurs barricades, et attaquer les maisons une à une. Les soldats français, exaspérés par cette résistance, pénétrèrent dans les habitations, tuèrent ceux qui s'y trouvaient et en précipitèrent un grand nombre par les fenêtres. Le combat dégénéra en un véritable brigandage, et cette cité infortunée, l'une des plus anciennes, des plus intéressantes de l'Espagne, fut saccagée. Les soldats, usant de tous les droits de la guerre, pillèrent et se livrèrent à tous les excès, malgré les efforts des officiers pour arrêter ces scènes d'horreur (7 juin).

Le sac de Cordoue avait terrifié et exaspéré les Espagnols. Ce ne fut dans toute l'Andalousie qu'un cri de haine contre les Français; on jura de les massacrer jusqu'au dernier, et, autant qu'on le put, on tint parole. Des insurgés, chassés de Cordoue, se répandirent sur la ligne de communication que devaient suivre les Français; là, ils massacrèrent sans pitié voyageurs, soldats ou blessés, et, par un raffinement de cruauté, ils crucifièrent de malheureux soldats, en pendirent d'autres sur des feux allumés sous leurs pieds; ils en enterrèrent plusieurs à moitié vivants, ou les scièrent entre des planches.

Pendant ces meurtres et ce carnage, Murat conservait à Madrid un fantôme d'autorité, sachant à peine ce qui se passait dans les provinces; car tous ses courriers étaient massacrés sur les routes. Sa santé étant en très-mauvais état, il demanda et obtint de ren-

trer en France. Ce fut Savary qui prit les rênes de l'administration française. Il fit trembler Madrid par sa sévérité et se fit la réputation d'exécuteur impitoyable des volontés de son maître. Rempli de sagacité, il appréciait très-bien la situation des affaires, et n'en dissimulait pas la gravité à Napoléon. Il se hâta d'envoyer des troupes au général Dupont et au maréchal Moncey, qui tous deux étaient dans une position dangereuse, et Napoléon dirigea encore des renforts considérables sur la Péninsule.

Dans l'état des choses il était urgent que Joseph vint en Espagne, pour y remplacer le lieutenant général Murat. Il partit donc de Bayonne (juillet 1808), escorté d'un grand nombre de troupes et accompagné de ses ministres, des membres de l'ancienne junte et d'un cortège vraiment royal. Joseph était doux, affable, mais parlait fort mal l'espagnol, connaissait plus mal encore la nation, et, par sa figure, son langage, ses questions, il rappelait trop qu'il était étranger. Aussi l'accueillit-on avec une grande malveillance et le jugea-t-on de la manière la plus défavorable. Bien que les habitants fussent quelquefois touchés de sa bonté, ils faisaient sur lui mille plaisanteries plus ou moins ridicules, et l'appelaient le *roi intrus*. Quelques-uns disaient que Joseph était un malheureux condamné à régner malgré lui, qu'il était une des victimes du tyran qui opprimait sa propre famille aussi bien que le monde.

Dès lors les impressions que le nouveau roi éprouva sur sa route furent profondément tristes, et les regrets qu'il avait déjà éprouvés sur la perte de son royaume de Naples, pendant les journées passées à Bayonne, devinrent plus amers, lorsqu'il vit ses nouveaux sujets en révolte, massacrant les soldats français ou se faisant massacrer par eux. Les lettres de Joseph étaient empreintes d'une vive douleur. *Je n'ai personne pour moi*, écrivait-il à l'empereur. Laissant aux généraux français la dure mission de

comprimer la révolte, il voulut naturellement se réserver le rôle de la clémence; et à toutes les demandes d'hommes et d'argent qu'il faisait chaque jour à son frère, il joignait des plaintes sur les excès auxquels se livraient les militaires français, se constituant ainsi leur accusateur, et se faisant au contraire l'apologiste des insurgés, manière de penser qui devait irriter Napoléon. Il n'est que trop vrai que nos soldats commirent d'horribles excès; mais ces excès étaient parfois excités par l'atroce cruauté dont ils étaient souvent les victimes.

Napoléon, tout en reconnaissant les conséquences de son injuste conquête, espérait cependant arriver à dompter l'insurrection. « Prenez patience, répondait-il à Joseph, ayez bon courage; je ne vous laisserai manquer d'aucune ressource. Tâchez d'acquiescer l'affection des Espagnols, et surtout ne découragez pas l'armée. »

Pendant que le voyage de Joseph s'effectuait, la lutte continuait avec des chances diverses, en Aragon et en Vieille-Castille. Les Espagnols comptaient cependant sur de grands succès, lorsque le maréchal Bessièrès les mit en déroute à Médina-de-Rio-Seco, le 13 juillet. Cette sanglante mais brillante victoire soumettait aux Français presque tout le nord de l'Espagne; elle découragea les Espagnols, tandis qu'elle rassura Joseph, qui pressa sa marche et se rendit immédiatement de Burgos à Madrid. Il y entra le soir, au milieu d'une froide et muette curiosité; l'armée française seule, bien que peu contente de lui, saluait en sa personne le frère de son glorieux empereur.

Joseph, quoique entré à Madrid après une victoire de l'armée française, y trouva un accueil désespérant. Les ministres étaient consternés et lui avouaient que, s'ils avaient prévu à quel point le pays se montrerait hostile à la nouvelle royauté, ils n'auraient pas embrassé son parti. Les membres de la junte de Bayonne qui l'a-

vaient accompagné s'étaient peu à peu dispersés ; les magistrats mêmes qui s'étaient montrés souples envers Murat refusèrent le serment. Les membres seuls du clergé, fidèles au principe de *rendre à César ce qui est à César*, saluèrent en lui la royauté de fait , et surtout le frère de l'auteur du Concordat. Joseph s'exprima devant eux de la manière la plus significative en faveur de la religion ; ce qui les toucha et produisit quelques bons effets dans Madrid. Le corps diplomatique, cédant, non au nouveau roi d'Espagne , mais à l'empereur des Français, crut ne pas pouvoir se dispenser de se présenter, et Joseph finit enfin par se composer une cour, que de promptes victoires auraient aisément changée en une cour, sinon aimée, du moins respectée et obéie.



XLVI.

CAPITULATION DE BAYLEN.

Joseph quitte Madrid. — Établissement de la Junte centrale d'Aranjuez. — Arrivée de Napoléon ; campagne de 1808 sous ses ordres. — Prise de Madrid. — Joseph y rentre. — Napoléon quitte l'Espagne.

Les Français avaient remporté une brillante victoire au Nord, mais il était fort douteux qu'ils obtinssent des succès au Midi. On ignorait ce que devenaient les généraux commandant les divisions ; tous étaient dans une position difficile. Le maréchal Moncey, après avoir franchi le défilé de *Las Cabrerías*, réputé inexpugnable, avait attaqué Valence ; mais tous ses efforts pour s'emparer de cette ville avaient été inutiles ; il avait reconnu l'impossibilité de continuer son entreprise et avait effectué sa retraite par la route de Murcie. Pendant ce temps, le général Dupont s'était établi à Andujar. Il y fut attaqué, mais faiblement, par les insurgés ; alors il s'aperçut trop tard que l'ennemi concentrait ses forces sur Baylen, qu'il avait imprudemment laissé à découvert. Il s'y porta, mais il n'était plus temps : les Espagnols étaient maîtres de Baylen.

Alors commença une terrible lutte, dont l'issue devait être si funeste aux Français. Le général Dupont comptait sur l'arrivée de la division du général Védel, qui n'était pas éloignée ; mais celui-

ci, trompé dans ses conjectures, cherchait l'ennemi où il n'était pas, et laissait le général Dupont sans secours. La position des Espagnols et leur nombre bien supérieur à celui des Français leur donnaient un grand avantage. Néanmoins le général Dupont tente avec énergie une attaque générale et désespérée, et soutient pendant neuf heures un combat acharné; mais un horrible feu écrase son armée; presque tous ses officiers sont tués ou blessés; les soldats, exténués, jettent leurs armes à terre, et s'y laissent tomber. Seize cents Suisses désertent, pour ne pas tirer sur leurs compatriotes et sur des Espagnols, leurs anciens compagnons d'armes. De neuf mille hommes que le général Dupont a amenés sur le champ de bataille, il ne lui en reste plus que trois mille. Le désespoir est bientôt porté au comble par l'arrivée des troupes du général espagnol Castanos, qui s'empare des derrières de l'armée française; celle-ci se trouve entre deux armées de trente mille hommes, et va être massacrée.

Dans cette position critique, le général Dupont ne voit pas d'autre ressource que de traiter avec l'ennemi; il fait des propositions; une trêve de quelques heures est accordée. Mais le général espagnol ayant exigé que les Français se rendissent à discrétion, le général Dupont s'écria qu'il aimait mieux se faire tuer avec le dernier de ses soldats que de commettre une telle lâcheté. Malheureusement sa noble résolution ne trouva pas d'écho parmi les siens; ses soldats découragés refusèrent de se battre; son armée n'était pas composée de soldats aguerris et habitués à supporter les souffrances et les privations; c'étaient de jeunes conscrits accablés par les chaleurs excessives, n'ayant pris aucune nourriture depuis trente-six heures, se voyant réduits à combattre, dans la proportion d'un contre six, avec une artillerie démontée. Les officiers mêmes, qui avaient montré jusque-là une valeur héroïque, déclarèrent leur position désespérée et soutinrent qu'on pouvait traiter

honorablement après avoir si vaillamment combattu. Les négociations furent reprises et eurent pour résultat les conditions suivantes : une division de l'armée devait rester prisonnière, et les deux autres étaient obligées d'évacuer l'Espagne par mer, après avoir déposé leurs armes. Lorsque cette capitulation fut apportée au général Dupont, il hésita longtemps avant de la signer. Il se frappait le front, rejetait la plume, puis, pressé par ceux qui l'entouraient, il inscrivit son nom, naguère si glorieux, au bas de cet acte qui devait être pour lui l'éternel supplice de sa vie. Que n'était-il mort à Albeck, à Halle, à Friedland, même à Baylen ! Combien ne le regretta-t-il pas plus tard devant les juges qui le frappèrent d'une condamnation flétrissante !

La capitulation signée, le général Castanos se montra digne de son triomphe ; son humanité, sa modestie et sa conduite prouvèrent une grande sagesse. Il dit avec franchise aux officiers français : « Je n'étais pas d'avis de l'insurrection ; mais j'ai dû céder au mouvement national qui est si unanime, qu'il a des chances de succès ; que Napoléon n'insiste pas sur une conquête impossible ; qu'il ne nous oblige pas à nous jeter dans les bras des Anglais qui nous sont odieux, et dont jusqu'ici nous avons repoussé les secours ; qu'il nous rende notre roi, en demandant des conditions qui le satisfassent, et les deux nations seront à jamais réconciliées. »

Le lendemain, les soldats français défilèrent devant l'armée espagnole. Leur cœur était navré ; mais leur humiliation ne pouvait être aussi grande que celle des officiers, qui comparaient leur abaissement actuel à leurs triomphes passés ; ils étaient dévorés de honte. On dirigea immédiatement les Français, en deux colonnes, vers Lucar et Rota, où ils devaient être embarqués sur des bâtiments espagnols. Partout la conduite des Espagnols fut inhumaine ; les Français, qui avaient fait la guerre sans cruauté, qui avaient vu, sans se venger, le massacre de leurs malades et

de leurs blessés, étaient poursuivis à coups de pierres, souvent à coups de couteau, par les hommes, les femmes, les enfants même. On leur crachait au visage et on leur jetait de la boue. Ils frémisaient, et, quoique désarmés, ils furent plus d'une fois tentés d'exercer de terribles représailles ; mais leurs officiers les continrent, afin d'éviter un massacre général.

Lorsque les troupes furent arrivées sur le littoral, l'embarquement fut retardé sous prétexte que les vaisseaux n'étaient pas prêts ; mais bientôt on sut le véritable motif de ce retard. La junte de Séville avait refusé de reconnaître la capitulation de Baylen et avait déclaré que tous les Français resteraient prisonniers de guerre. Nos officiers réclamèrent contre cette violation du traité et du droit des gens ; mais ils obtinrent pour réponse qu'une armée qui avait violé toutes les lois divines et humaines avait perdu le droit d'invoquer la justice de la nation espagnole. Les généraux, qui avaient eu le tort grave de se séparer de leurs troupes, virent leurs fourgons pillés au port de Sainte-Marie et faillirent même être égorgés ; ils n'échappèrent à la fureur de la populace qu'en se jetant dans des barques. Ils furent conduits à Cadix et retenus prisonniers jusqu'à leur embarquement pour la France, où les attendaient d'autres rigueurs.

Telle fut cette fameuse capitulation de Baylen, que les persécuteurs du malheur imputèrent à la lâcheté et au désir de sauver les fourgons chargés des dépouilles de Cordoue. Il y eut dans cette malheureuse campagne des fautes commises, mais pas une seule infraction aux lois de l'honneur. Ce désastre imprévu de Baylen avait détruit ou dispersé vingt mille hommes destinés à conquérir l'Andalousie et à couvrir Madrid. Néanmoins il n'y avait pas lieu de désespérer de pouvoir résister aux vainqueurs de Baylen ; on pouvait, en concentrant les forces, défendre encore la capitale. Mais l'infortuné roi d'Espagne n'avait ni l'énergie ni l'initiative de

son frère. La joie des Espagnols vainqueurs, le découragement de ceux qui s'étaient attachés à sa cause, le peu de fermeté des généraux français, tout contribua à lui faire prendre la fatale résolution de quitter Madrid, dix jours après y être entré. Le général Savary fut le premier à lui conseiller de se retirer au plus tôt, quoiqu'il prévît le mécontentement qu'en éprouverait l'empereur. « Nul doute, disait-il, que *lui* tiendrait ici; mais ce qui est possible à Napoléon ne l'est pas à d'autres; c'est assez d'un désastre comme celui de Baylen; ne nous exposons pas à un second. Partez. »

Joseph ne se fit pas répéter deux fois ce conseil, en rapport avec ses désirs. Il quitta Madrid le 2 août, après avoir rencontré beaucoup de difficultés pour faire sortir les malades, les blessés et tout le matériel de la guerre. L'armée rétrograda lentement jusqu'à Burgos; mais les sentiments de haine que manifestaient partout les Espagnols contre les Français effrayèrent Joseph, qui crut prudent de se retirer sur l'Èbre, en prenant Miranda pour son quartier général, et il y réunit toutes les forces dont il pouvait encore disposer. Cette retraite fit lever le siège de Saragosse au moment où l'on allait s'emparer de la ville; elle arrêta également les succès des Français dans la Catalogne.

Pendant que ces événements se passaient en Espagne, le général Junot occupait le Portugal; il y était paisiblement établi avant la commotion terrible qui venait d'ébranler si profondément toute l'Espagne; mais dès que l'insurrection du mois de mai eut éclaté, les Espagnols qui faisaient partie de l'armée de Junot se révoltèrent; un soulèvement général eut lieu; il fut soutenu par les Anglais, et Junot, après une vive résistance, fut obligé d'accepter la capitulation de Cintra, qui stipulait l'évacuation du Portugal (1).

(1) Ne comprenant pas le Portugal dans cette Histoire d'Espagne, nous ne détaillons pas ici les événements qui se passèrent à cette époque dans ce pays.

Aussi, dès la fin d'août, toute la Péninsule, envahie si facilement en février et mars, était perdue jusqu'à l'Èbre. Deux armées françaises avaient capitulé, l'une honorablement, l'autre d'une manière humiliante. Un corps d'armée était enfermé dans Barcelone et bloqué par les Anglais; les autres corps n'occupaient plus sur l'Èbre que le débouché des Pyrénées; des cent trente mille hommes qui avaient franchi ces montagnes, il n'en restait plus soixante mille. Tel était le résultat d'une guerre injuste, entreprise par une politique ambitieuse et déloyale. Les Français perdirent dans cette guerre le prestige de leur invincibilité, et l'Europe put être autorisée à croire, pour le moment, que l'armée française était déchue de la supériorité qu'elle s'était acquise dans ses glorieux triomphes.

Joseph, effrayé de la tâche qui lui était imposée, adressait, le 9 août, à son frère une lettre dans laquelle il peignait sa situation désespérée : « J'ai tout le monde contre moi, disait-il; il ne me reste pas un seul Espagnol attaché à ma cause. Philippe n'eut qu'un compétiteur à vaincre; mais moi, j'ai une nation entière à dompter. Comme général, mon rôle serait facile; car, avec un détachement de vos vieilles troupes, je vaincrais les Espagnols; mais, comme roi, ma position est intolérable; car, pour soumettre mes sujets, il me faudrait en faire égorger une partie. Je renonce donc à régner sur un peuple qui ne veut pas de moi. Cependant je désire ne pas me retirer en vaincu. Envoyez-moi de vos vieux vétérans; avec eux je rentrerai dans Madrid, et là je traiterai avec les Espagnols. Si vous le voulez, je leur rendrai Ferdinand VII en votre nom, mais en leur retenant une partie de leur territoire jusqu'à l'Èbre; car la France victorieuse aura le droit de faire payer la victoire. Elle obtiendra ainsi le prix de ses efforts, de son sang versé. Et moi, je vous demanderai le trône de Naples; j'irai continuer dans le calme, qui convient à mes goûts, le bonheur d'un peuple qui consent à être heureux par mes soins. »

Napoléon comprit sans doute la justesse des raisonnements de son frère ; mais c'était pour lui un reproche trop cruel pour qu'il approuvât ce moyen pacifique. Ce fut à Bordeaux que l'empereur apprit la capitulation de Baylen et la retraite de Joseph. La douleur qu'il en ressentit, l'humiliation qu'il en éprouva, les éclats de colère auxquels il se livra ne sauraient se décrire. A la défaite se joignait le premier déshonneur de ses drapeaux. Charles IV et Ferdinand VII étaient vengés. Napoléon embrassa d'un coup d'œil toute la portée de la capitulation de Baylen : il vit d'un côté la démoralisation de l'armée française, et de l'autre l'exaltation des insurgés ; il considéra comme certaine l'évacuation de presque toute la Péninsule. Cette conséquence ne devait pas être la seule ; les revers en Espagne allaient influencer sur tous les événements européens. Les ennemis de la France, récemment écrasés, reprirent courage ; car Napoléon, obligé de diviser ses forces sur trop de points différents, allait se trouver dans une position difficile qui exigerait de lui le déploiement de tout son génie. Dans sa colère, Napoléon s'emporta contre le général Dupont, l'appela traître, lâche. « Je le ferai fusiller, » disait-il. Puis il ordonna qu'à son retour en France il fût livré à la justice de la haute cour impériale. L'empereur revint cependant à des sentiments plus généreux envers le malheureux général.

Napoléon avait essayé de raffermir par l'énergie de son langage et par ses promesses le cœur ébranlé de Joseph. Il lui envoya de nombreux secours ; mais ses ordres étaient mal compris et mal exécutés ; aussi la situation du roi ne s'améliorait pas ; alors Napoléon prescrivit à ses généraux de ne faire aucun mouvement ni aucune attaque, de s'appliquer seulement à réorganiser l'armée jusqu'à son arrivée en Espagne. L'empereur quitta Paris le 29 octobre pour se rendre à Bayonne ; le 5 novembre, il arriva à Vittoria, au quartier général du roi Joseph. Il entra de nuit à Vittoria, dé-

sirant ne recevoir aucun hommage, et voulant se loger hors de la ville, afin d'être le moins possible auprès de son frère. Ce n'était ni par froideur ni par aigreur, mais par calcul. Il sentait que près de lui Joseph paraîtrait dans une position secondaire, et il désirait au contraire lui laisser aux yeux des Espagnols la première place. Il ne voulait pour lui-même que le titre de général d'armée, revêtu de tous les droits de la guerre, et les exerçant impitoyablement jusqu'à ce que l'Espagne se soumit. Il consentait aussi à se réserver le rôle de juge sévère, pour ménager à Joseph celui de la majesté et de la douceur. A peine arrivé à Vittoria, il donna des ordres pour commencer de suite les opérations qu'il avait méditées.

Pendant tous ces préparatifs, les Espagnols n'étaient pas restés dans l'inaction. Doublement enthousiasmés par le triomphe de Baylen et la retraite de Joseph, ils étaient dans le délire de la joie et de l'orgueil. Ils ne croyaient pas seulement avoir vaincu quelques bataillons affaiblis et découragés, mais ils pensaient avoir écrasé la grande armée et Napoléon lui-même. Ils se croyaient désormais invincibles, et ne songeaient à rien moins qu'à réunir une masse de cinq cent mille hommes pour se porter au delà des Pyrénées. Ils négocièrent avec les Anglais, vainqueurs en Portugal, et leur demandèrent des secours pour réaliser leurs prétentions chimériques.

Mais ce qui était très-urgent et en même temps très-difficile, c'était de constituer un gouvernement; car, depuis le départ de l'ancienne famille royale pour Compiègne et Valençay, et ensuite depuis la retraite de Joseph, il n'y avait d'autre autorité que celle des juntas insurrectionnelles formées dans chaque province, autorité extravagante qui se divisait en douze ou quinze centres, ennemis les uns des autres. A Madrid, autrefois centre unique de l'administration royale, il n'était resté que le conseil de Castille, aussi méprisé que haï pour n'avoir opposé qu'une faible résistance

à la domination étrangère. Aussi tous les efforts pour reconstruire un pouvoir solide et stable furent inutiles. Après bien des débats, une junta centrale fut établie à Aranjuez, sous la présidence de Florida-Blanca, l'ancien ministre de Charles III, homme d'un génie éclairé, mais malheureusement trop âgé. La junta centrale se déclara investie de toute l'autorité royale, et fut en plein exercice de pouvoir dès les premiers jours de septembre. Son premier soin fut de lever des troupes, qui auraient été insuffisantes sans l'assistance de l'Angleterre.

Celle-ci, après avoir délivré le Portugal de la présence des Français, voulait protéger le soulèvement de l'Espagne. Elle voyait dans ce mouvement un moyen de faire une diversion puissante qui absorberait une partie des forces françaises ; elle espérait en même temps faire renaître une coalition sur le continent, et la jeter sur les bras de Napoléon affaibli. Aussi était-elle résolue à fournir aux Espagnols tous les secours possibles.

Quoique Napoléon eût interdit toute opération avant son arrivée, afin de laisser les Espagnols gagner du terrain, plusieurs mouvements avaient eu lieu. Un combat s'était livré à Logrono et à Lérin ; les Espagnols avaient été culbutés avec une vigueur et une promptitude qui prouvaient que devant une armée française sérieusement organisée les levées insurrectionnelles de l'Espagne ne pouvaient opposer aucune résistance. Cependant Napoléon, à son arrivée à Vittoria, avait manifesté son mécontentement de ce que ses ordres n'avaient point été strictement exécutés. Il se hâta de tout disposer pour l'exécution du plan qu'il avait formé. Il partagea son armée en six corps, à la tête desquels étaient les maréchaux Moncey, Soult, Ney, Lannes, Lefebvre, Victor ; les opérations furent poussées avec vigueur contre l'armée anglo-espagnole. Avec la présence de l'empereur reparurent les succès. Le 10 novembre, la ville de Burgos était prise ; Napoléon y entra

la nuit et incognito, persistant à laisser à Joseph les honneurs royaux. Il donna l'ordre de brûler l'étendard qui avait servi à la proclamation de Ferdinand, reçut le clergé et les autorités avec une extrême sévérité, prit l'attitude d'un conquérant irrité, et ne parut céder à la clémence qu'aux sollicitations du roi Joseph.

Pendant que Napoléon déployait tant d'activité et de science militaire, la junte d'Aranjuez apprenait avec surprise la défaite de ses troupes, et dans sa colère elle payait le dévouement des généraux vaincus par la destitution; elle n'épargna pas même le vainqueur de Baylen.

Le 2 décembre, Napoléon était arrivé aux portes de Madrid; il somma la ville de se rendre, et, sur le refus de la junte, il fit commencer une vigoureuse attaque. L'impossibilité de la résistance était si évidente, que la junte se décida à la soumission; et le 4 décembre les Français entraient en vainqueurs dans Madrid. L'empereur ordonna un désarmement général et immédiat, puis alla avec sa garde se loger à Chamartin, dans une petite maison de campagne appartenant au duc de l'Infantado, et ordonna à Joseph de se rendre à la maison royale de Prado, située à deux ou trois lieues. Son intention était de faire trembler Madrid sous une occupation militaire, avant de lui rendre son gouvernement civil avec la nouvelle royauté. Il fit arrêter les principaux chefs de l'insurrection, destitua les membres du conseil de Castille, abolit le tribunal de l'inquisition, les droits féodaux, et supprima une grande partie des couvents.

Ces décrets promulgués, il déclara aux diverses députations qui lui furent présentées qu'il n'avait pas l'intention d'entrer dans Madrid, n'étant en Espagne qu'un général commandant une armée auxiliaire; mais qu'il ne rendrait le roi Joseph aux Espagnols que lorsqu'ils seraient dignes de le posséder par un retour sincère vers lui. « Je ne veux pas, dit-il, le faire entrer dans le

palais des rois d'Espagne pour l'en voir expulser une seconde fois. Si les habitants de Madrid sont résolus de s'attacher à ce prince par l'appréciation de ses vertus, et si tous les chefs de famille rassemblés dans les paroisses veulent bien lui prêter, sur les saints évangiles, serment de fidélité, je vous rendrai le roi qui doit faire votre bonheur. Si, au contraire, vous le rejetez, je ne vous l'imposerai pas par la force, mais je vous traiterai en pays conquis; usant des droits de la guerre, je disposerai de votre pays comme il me conviendra. Je le démembrerai et j'en réunirai une partie au territoire français. »

En attendant la décision des Espagnols, Napoléon organisa une armée espagnole destinée à entourer Joseph, qui continua à séjourner au Prado avec toute l'étiquette royale.

L'entrée de Napoléon à Madrid déconcerta les Anglais. Au lieu d'une victoire complète et facile qu'on leur avait promise, ils ne trouvèrent que des Espagnols vaincus, découragés, cherchant leur salut dans la fuite. Craignant pour eux-mêmes et désespérant de pouvoir sortir d'une position si critique, ils se disposaient à se retirer, lorsque la junte de Madrid les supplia de ne pas abandonner les Espagnols dans un danger si éminent. Le général Moore se laissa fléchir, se dirigea de Salamanque sur Valladolid. Napoléon n'ignorait rien de ce qui se passait dans l'armée anglo-espagnole; mais il voulait la laisser s'avancer dans la Péninsule, pour la détruire plus facilement. Lorsqu'il jugea enfin le moment favorable pour agir, il mit ses forces en mouvement. Les divisions françaises commandées par les maréchaux Soult et Ney étaient sur le point d'envelopper les Anglais de toutes parts, quand le général Moore, averti à temps, commença à rétrograder. Mais cette retraite de l'armée ennemie n'offrit bientôt que le spectacle du désordre et du pillage. Les Anglais, repoussés par les Espagnols, qui leur reprochaient de ne point savoir les défendre, se virent

bientôt privés des choses les plus nécessaires à la vie. Alors, pour se les procurer, ils eurent recours au pillage, au meurtre, et plusieurs périrent au milieu des incendies qu'ils avaient allumés.

Le maréchal Soult, qui les poursuivait, les atteignit le 16 janvier devant la Corogne et se décida à leur livrer bataille près du village d'Elvina. Le combat fut sanglant; le général Moore, après s'être énergiquement défendu, fut blessé mortellement. Transporté sur un brancard à la Corogne, il expira presque aussitôt. Le général Hope prit le commandement, et le soir même, en rentrant dans la place, il fit commencer l'embarquement. Les murs de la Corogne étaient assez forts pour arrêter les Français et pour donner aux Anglais le temps de mettre à la voile. Ils abandonnèrent les blessés, les malades, les prisonniers et une assez grande quantité de matériel. La fin de cette campagne ne fut pas heureuse pour eux; ils quittèrent l'Espagne, ayant beaucoup perdu de leur considération politique.

En même temps le général Victor prenait d'assaut la ville d'Uclès, et la plus grande partie de l'armée du duc de l'Infantado tombait en son pouvoir. Cette victoire délivrait définitivement le centre de l'Espagne de la présence des insurgés. L'heureux résultat de la bataille de la Corogne et de celle d'Uclès décida Joseph à retourner à Madrid. L'empereur, après s'être fait apporter les registres constatant la prestation de serment au roi Joseph, autorisa son frère à entrer dans sa capitale.

La probabilité d'une guerre avec l'Autriche pour le printemps réclamait la présence de Napoléon en France. Les affaires d'Espagne étaient maintenant dans un état qui lui permettait d'espérer bientôt l'entière soumission de la Péninsule. Il traça le plan à suivre pour continuer la guerre, mit en vigueur des mesures sévères pour contenir la populace des villes, et partit de Valladolid le 17 janvier pour se rendre à Paris, promettant de revenir avant un mois.

Joseph hâta les préparatifs de son entrée solennelle dans la capitale; car il aimait les cérémonies et l'étiquette, comme tous les frères de l'empereur. Napoléon avait placé près de lui les plus belles troupes de l'armée française, afin qu'il ne parût au milieu des Espagnols qu'entouré de vieilles légions qui avaient vaincu l'Europe.

C'est à la tête de ces redoutables soldats que Joseph entra dans Madrid le 22 janvier 1809, au bruit des cloches et du canon, et en présence des habitants de la capitale, soumis par la victoire, presque résignés à la nouvelle royauté, et, quoique blessés au fond du cœur, préférant la domination des Français à celle d'un pouvoir sanguinaire qui depuis quelque temps avait signalé son règne par des cruautés inouïes. Joseph fut donc accueilli avec des marques de respect et même avec une certaine satisfaction par les habitants paisibles, mais avec une rage concentrée par la populace, qui se sentait détrônée par l'avènement d'un gouvernement régulier; car c'était son règne qu'elle regrettait plus que celui de Ferdinand VII. Joseph se rendit au palais, où vinrent le visiter les autorités civiles et militaires, le clergé et ceux des grands seigneurs de la cour d'Espagne qui n'avaient pas pu ou n'avaient pas voulu quitter Madrid. Les Espagnols voyaient dans Joseph un protecteur près du conquérant qui avait étendu sur eux son bras terrible; aussi ne trouvèrent-ils pas déshonorant de lui faire leur soumission, et Joseph, de son côté, put se croire solidement rétabli sur le trône.

On entrevoyait la possibilité de traiter avec l'Andalousie; mais, au milieu de ces apparences de paix, la prise de Saragosse, trop lente à s'accomplir, laissait de l'espoir aux Espagnols obstinés. Les Français trouvaient devant cette ville une résistance terrible; et ce siège, tristement mémorable, a présenté pendant sa durée un mélange de courage héroïque, de cruelles souffrances et de cruautés. Le maréchal Lannes, saisi d'effroi à la vue du spectacle

qu'il avait sous les yeux, écrivait à l'empereur : « Le siège de Saragosse ne ressemble en rien à la guerre que nous avons faite jusqu'à présent. Nous sommes obligés de prendre avec la mine ou d'assaut toutes les maisons. Le feu est sur trois ou quatre points de la ville; elle est écrasée de bombes; mais tout cela n'intimide pas nos ennemis. Ces malheureux se défendent avec un acharnement dont on ne peut se faire une idée. *Enfin, sire, c'est une guerre qui fait horreur.* »

Les infortunés défenseurs de Saragosse, cédant enfin à la force, demandèrent à capituler, et la junte consentit à la reddition de la place. Il fut convenu que la garnison sortirait de la ville, déposerait les armes, et serait prisonnière de guerre, à moins qu'elle ne voulût passer au service du roi Joseph. Le 21 février 1809, les malheureux soldats espagnols, tristes et abattus, défilèrent devant les troupes françaises; et celles-ci entrèrent dans la ville, qui ne présentait que des ruines et des cadavres en putréfaction. Un tiers des bâtiments était renversé, et les deux autres, percés de boulets, souillés de sang, étaient infectés de miasmes mortels. Le cœur des soldats fut profondément ému; car eux aussi avaient fait des pertes cruelles. Rien dans l'histoire moderne ne peut être comparé à ce siège terrible, et il faudrait remonter jusqu'aux prises de Numance, de Sagonte et de Jérusalem, pour retrouver des scènes semblables. La résistance des Espagnols fut prodigieuse; mais le courage de quinze mille Français attaquant quarante mille ennemis retranchés fortement était extraordinaire; car, sans fanatisme, sans férocité, ils se battaient pour cet idéal de grandeur dont leurs drapeaux étaient alors le glorieux emblème.

Telle fut la fin de cette campagne d'Espagne, commencée à Burgos, finie à Saragosse, marquée par la présence de Napoléon dans la Péninsule, par la retraite des Anglais et par une nouvelle soumission apparente des Espagnols au roi Joseph.

XLVII.

CAMPAGNE DE 1809-1810.

Talavera. — La Junte se retire à l'île de Léon. — Expédition d'Andalousie. — Prise de Séville, de Grenade, de Jaën. — Commencement du siège de Cadix. — Convocation des Cortès. — Napoléon établit des gouvernements militaires. — Pouvoir de Joseph restreint. — Expédition de Masséna en Portugal. — Fuentes-de-Onore. — Alméida. — Badajoz. — Situation de l'Espagne et de la cour de Madrid.

De grands changements survinrent bientôt en Espagne. A la nouvelle de la campagne d'Autriche, toutes les espérances et les passions des Espagnols se réveillèrent. L'Espagne, qui semblait soumise lorsque Napoléon l'avait quittée, se souleva de nouveau, et ses alliés, qui l'avaient abandonnée, vinrent à son secours pour la soutenir jusqu'à la fin de la lutte. Quoique les forces françaises fussent immenses en quantité et en qualité, les Espagnols furent bientôt prêts à recommencer indéfiniment une guerre qui ne coûtait de désastres qu'aux villes, mais qui convenait à leur activité et répondait à leurs sentiments religieux et patriotiques. La junte, retirée à Séville, excitait les populations à prendre les armes; partout où les Français n'étaient pas, elle levait des soldats; et dans

les lieux où ils étaient, des bandes d'insurgés, se cachant dans les montagnes et les défilés, attendaient les convois de blessés, de malades ou de munitions, pour égorger les uns et enlever les autres. Partout c'était la guerre à mort contre les Français.

Les Anglais, de leur côté, pensant avec raison que la campagne d'Autriche était une occasion favorable qu'il ne fallait pas laisser échapper, étaient résolus d'attaquer Napoléon sur tous les points; dès lors ils organisèrent d'abord une armée pour disputer la conquête de Lisbonne au maréchal Soult. Le commandement en fut donné à sir Arthur Wellesley (plus tard lord Wellington). Son génie militaire et son habileté incontestable le désignaient comme le chef convenable pour cette expédition. L'Angleterre fournissait en même temps des armes, des munitions, des subsides aux Espagnols, qui reconstituaient une armée du Centre et une de l'Estramadure. Napoléon, de son côté, traçait le plan de cette campagne de 1809, qui commença sur différents points de la Péninsule. Pendant que le roi Joseph s'efforçait de faire exécuter les dispositions prises par son frère et qu'il remportait, au mois de mars, les victoires de Medellin et de Ciudad-Réal, le maréchal Soult entraînait en Portugal, s'installait à Oporto le 29 mars; mais il n'y resta pas longtemps. Surpris par sir Arthur Wellesley, il fut obligé, après une lutte énergique, d'abandonner cette ville et son artillerie, et d'effectuer sa retraite sur la Galice, le 12 mai. Il rejoignit l'armée du maréchal Ney, occupée, dans le nord de l'Espagne, à combattre une multitude de bandes de guérillas, qui enlevaient les courriers sur toutes les routes et rendaient impossible toute communication.

Cette réunion des deux maréchaux devait rendre faciles plusieurs opérations utiles et importantes; mais malheureusement la mésintelligence qui se mit entre eux eut de funestes conséquences; elle entraîna des divisions et des jalousies parmi les soldats des deux

corps d'armée, affaiblit leurs forces, et força le maréchal Soult à abandonner la Galice. Le roi Joseph éprouva un profond chagrin en apprenant l'évacuation du Portugal et de la Galice, et, par suite de ces contre-temps fâcheux, il ajourna les expéditions projetées dans le midi de la Péninsule.

On croyait bien à Madrid que les intentions du général anglais étaient de pénétrer en Espagne ; mais le maréchal Soult supposait que ce ne serait pas avant septembre. Il fut trompé dans ses prévisions ; car, au mois de juillet, les Anglais étaient arrivés aux environs de Talavera. Joseph dirigea immédiatement toutes ses forces au-devant de l'armée combinée. Il était accompagné des maréchaux Sébastiani et Victor, et fit prévenir le maréchal Soult de venir le rejoindre. Le 28 juillet, l'armée française attaqua l'ennemi ; l'action se prolongea ; la victoire paraissait assurée, lorsque Joseph donna l'ordre de cesser le feu et fit effectuer la retraite. Les Anglais avaient été si maltraités, qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité de livrer une nouvelle bataille ; et lorsque sir Arthur Wellesley apprit que le maréchal Soult venait d'arriver à Talavera avec cinquante mille hommes, il se hâta de battre en retraite sur les bords du Tage. Cette retraite des Anglais, le découragement et la dispersion des Espagnols autorisaient à dire que la bataille de Talavera, quoique non terminée, avait été gagnée par les Français ; aussi Joseph rentra dans Madrid en triomphateur. Les résultats obtenus ne répondaient cependant pas aux espérances qu'on avait conçues, et Napoléon, en apprenant ce qui s'était passé, fut très-mécontent, condamna la retraite de Talavera, et appela cette bataille une défaite plutôt qu'une victoire.

Les événements ne furent pas jugés ainsi à Séville ; on se souleva contre la junte, qu'on accusa d'incapacité et de lâcheté, et l'on manifesta le désir de lui substituer une régence royale. On savait que Napoléon, après avoir signé la paix avec l'Autriche,

était revenu à Paris, et qu'il dirigeait des troupes nombreuses sur la Péninsule. D'un autre côté, les Anglais s'étaient retirés en Portugal. Dans cet état de choses, la junte, ne se trouvant plus en sûreté à Séville, se retira derrière les lagunes qui couvrent Cadix et décida qu'elle se réunirait dans l'île de Léon au commencement de 1810, afin d'y préparer la convocation et la réunion des cortès pour le 1^{er} mars.

Joseph, malgré sa victoire, n'était cependant ni heureux ni rassuré. Assez froidement accueilli par les troupes françaises, qui ne reconnaissaient en lui qu'un général faible et timide, il le fut encore plus mal par ses sujets de Madrid, qui regrettaient toujours leur prince légitime. Quelques courtisans s'efforçaient de lui donner une haute idée de son mérite et de son génie, en rabaisant en quelque sorte celui de l'empereur, avec lequel Joseph avait souvent de vives contestations, le système politique et militaire de ces deux princes étant tout à fait opposé. Joseph, convaincu qu'il arriverait plus facilement à soumettre les Espagnols par la séduction, que son frère n'y parviendrait par la sévérité, avait embrassé les idées et le mécontentement de ses nouveaux sujets, et blâmait ouvertement la conduite et les mauvais procédés des Français envers les Espagnols. Il aurait voulu dédommager ceux qui s'étaient séparés de leurs compatriotes pour se donner à lui, et cherchait à se former parmi eux un petit corps d'armée; car l'Espagne ne pouvait pas toujours être gardée par des Français. Mais les ressources lui manquaient pour faire des largesses.

Napoléon le laissait dans une grande détresse financière, puis s'emportait contre sa manière d'agir. Joseph devait, disait-il, s'occuper de nourrir les Français qui versaient leur sang pour défendre son trône, et ne pas tant ménager les Espagnols; puis, aigri par des rapports malveillants, il disait tout haut que Joseph n'avait aucune idée de la guerre, et que, sans les quatre cent mille Fran-

çais qu'il avait fait passer en Espagne, il n'aurait pas conservé huit jours sa royauté, et que sa faiblesse le ramènerait bientôt à Bayonne, comme en 1808. Cependant il promettait encore cent vingt mille hommes pour tâcher de terminer cette fâcheuse guerre, mais à la condition que l'Espagne subviendrait aux besoins de l'armée, et que Joseph se résignerait à n'être roi que par lui, Napoléon, et qu'il n'agirait que d'après ses vues et sa volonté. « Si mon frère refuse ces conditions, ajoutait-il, je convertirai en gouvernements militaires les provinces occupées par les armées françaises, sauf à rendre ces provinces au roi à la paix ; mais dans ce cas, il faudrait que la France reçût en dédommagement les provinces comprises entre les Pyrénées et l'Èbre. »

Ces déterminations arbitraires de l'empereur mécontentaient gravement Joseph ; les idées pacifiques de ce prince reculaient devant l'établissement de gouvernements militaires, et il pensait avec raison qu'en menaçant l'Espagne d'un démembrement, il provoquerait un soulèvement général, des séditions sanglantes, et il aimait mieux abandonner le trône que de le conserver à ce prix. Cependant il ne répondit pas directement aux sommations de son frère ; et comme la campagne de 1809 faisait concevoir des espérances pour celle de 1810, il voulut la commencer par une expédition en Andalousie. Napoléon, après s'y être d'abord opposé, l'approuva. Joseph, satisfait de pouvoir agir par lui-même, et avec les conseils du maréchal Soult, qui lui servait de major général, se dirigea vers le Midi, le 15 janvier 1810.

On attaqua Séville, qui, le 29 janvier, fut sommée de se rendre. A l'approche des Français, la junte centrale s'était transportée à Cadix et avait laissé à une commission le soin de défendre Séville ; mais l'énergie de la population s'était épuisée en dissensions intestines, et tous les partis commençaient à désirer l'arrivée de Joseph, dont le caractère doux et bienveillant leur promettait la

tranquillité. La junta consentit alors à livrer la capitale de l'Andalousie, et le 1^{er} février les portes en furent ouvertes à l'armée de Joseph, qui y fit son entrée solennelle.

Mais il trouva la ville presque déserte. Les nobles et les personnes les plus importantes avaient fui à Cadix ou en Portugal. Les moines avaient cherché à se soustraire au vainqueur, et le peuple, dans un premier moment d'effroi, s'était répandu dans les campagnes environnantes. Les Français ne commirent aucun désordre, et, se bornant à prendre les vivres qui leur étaient nécessaires, respectèrent les personnes et les propriétés. Joseph, se hâtant de faire l'application de son système, promit un pardon absolu à tous ceux qui rentreraient; il flatta le clergé, tout disposé à se rapprocher, et au bout de quelques jours le peuple, qui s'ennuyait de supporter la faim et le froid dans les champs voisins, rentra dans ses foyers. Joseph se vit ainsi paisible possesseur de sa conquête.

Dans le même temps le général Sébastiani entra dans Grenade, et s'emparait de Jaën et de Malaga. On songea alors à se diriger sur Cadix; mais la reddition en était difficile. Les Espagnols les plus exaltés s'y étaient réfugiés; une junta insurrectionnelle s'y était formée et s'était emparée de la défense de la place, qui était pourvue de troupes, d'armes et de vivres; de plus, elle pouvait compter sur l'appui des Anglais. Avec de telles ressources et de fortes murailles, les habitants ne pouvaient songer à se rendre. Néanmoins les Français en commencèrent le siège; et pendant qu'ils le poursuivaient, de graves questions s'agitaient dans la ville. La forme du pouvoir était toujours un sujet de discorde. La junta, se voyant dans l'impossibilité de conserver plus longtemps l'autorité, se hâta de la résigner. Elle convoqua immédiatement les cortès et nomma une régence royale, composée de cinq membres et chargée d'exercer le pouvoir exécutif. Les membres

de la régence proclamèrent la liberté de la presse, sous la réserve des matières religieuses, prirent des mesures pour l'administration des finances et pour la guerre, dont les opérations furent subordonnées au plan que suivraient les Français.

Le général Suchet s'était présenté devant Valence; mais, de même que le maréchal Moncey, il avait été obligé de rétrograder sans avoir pu forcer les portes de cette orgueilleuse ville. Cependant Joseph se croyait en sécurité en Andalousie; il dominait de Murcie à Grenade, de Grenade à Cordoue, de Cordoue à Séville. Ces importantes cités étaient soumises et payaient l'impôt. Joseph visitait en roi ses nouvelles provinces; la curiosité attirait la foule autour de lui; ce qui faisait dire à ses courtisans que son voyage était vraiment triomphal, et que ce triomphe, il le devait à sa bonté et à sa clémence. Ils oubliaient qu'ils étaient protégés par quatre-vingt mille hommes disséminés autour d'eux. Joseph était satisfait, et le maréchal Soult se flattait d'avoir beaucoup mérité aux yeux de Napoléon.

Mais tandis qu'ils s'applaudissaient l'un et l'autre de cette expédition en Andalousie, un coup de foudre, parti de Paris, vint changer les joies de Joseph en amères déceptions. Napoléon, sous le prétexte qu'on ne gouvernait pas selon ses vues, convertit en gouvernements militaires la Catalogne, l'Aragon, la Navarre et la Biscaye. Il décida que, dans ces gouvernements, les généraux commandants exerceraient l'autorité civile et militaire, qu'ils percevraient tous les revenus pour le compte de la caisse de l'armée, et n'auraient avec l'autorité de Madrid que des relations d'une déférence apparente, mais aucune relation d'obéissance, ni de comptabilité. C'était à lui seul que ses délégués devaient rendre compte de leurs actes.

Le véritable but de Napoléon, en prenant possession militaire de ces territoires, était de les réunir à la France pour l'indem-

niser des sacrifices qu'il faisait pour soutenir le trône de son frère.

Outre la formation des gouvernements militaires, Napoléon organisa trois corps d'armée, qui devaient encore être à sa discrétion. L'un fut donné à Masséna, qui le dirigea vers le Portugal; celui du Midi fut confié au maréchal Soult, et l'armée du Centre, la moins considérable, fut laissée à Joseph, qui n'avait rien à ordonner aux gouverneurs généraux, ni aux chefs des deux autres armées. Ceux-ci ne devaient obéir qu'à Napoléon, qui avait pris le titre de commandant suprême des armées d'Espagne, et avait nommé le prince Berthier son major général. Ainsi l'autorité royale de Joseph était limitée presque aux portes de Madrid; ce n'était pas le moyen de relever ce prince aux yeux des Espagnols.

Les mesures que prit Napoléon relativement aux finances ne furent ni moins sévères, ni moins arbitraires. Les revenus de Joseph furent tellement diminués, que les Espagnols éprouvèrent bientôt un sentiment de mépris pour un roi réduit à une telle détresse. Joseph reçut la nouvelle des dispositions de l'empereur à Séville; il en fut accablé; car sa position devenait extrêmement difficile. Indépendamment de son autorité rabaissée et exposée à l'arrogance des généraux, cette violation de territoire devait avoir de funestes conséquences dans les provinces révoltées comme dans les provinces soumises. Ce démembrement justifierait la haine des insurgés et ébranlerait la fidélité et la soumission des Espagnols ralliés à la cause royale.

Joseph se hâta de quitter Séville, laissant le maréchal Soult maître absolu de l'Andalousie, et, quoique vainqueur de cette province, il revint dans sa capitale, en proie à un profond chagrin. Les humiliations qu'il ne tarda pas à éprouver lui inspirèrent la pensée de quitter Madrid pour retourner à Naples; il était même disposé à abdiquer la couronne d'Espagne sans aucune compensa-

tion. Cependant, soutenu par ses ministres et par quelques hommes de confiance, qui n'auraient pas voulu voir partir le roi auquel ils s'étaient attachés, il chargea sa femme, qui était à Paris, et deux de ses ministres qui s'y rendaient, de négocier avec son frère, pour lui faire comprendre que la perte des provinces de l'Èbre augmenterait la haine des Espagnols, et que la réduction de son autorité l'exposait à leur mépris; qu'il valait mieux dès lors le rappeler de la Péninsule que de l'y laisser à de telles conditions. Napoléon reçut sans dureté, mais avec froideur, les ministres espagnols; il ne cacha pas son mépris pour la politique de Joseph et ne changea rien à ses dispositions.

L'expédition de Portugal était alors la plus grande préoccupation de l'empereur; mais comme celle de l'Andalousie avait forcé de l'ajourner à l'été, le général Suchet fit en attendant le siège de Lérida, qu'il emporta d'assaut, et soumit ensuite plusieurs villes de la Catalogne. Masséna, qui avait accepté malgré lui le commandement de l'armée de Portugal, arriva à Salamanque et commença au mois de juillet ses opérations militaires. Après avoir été dans une des positions les plus difficiles pour un commandant en chef, après être resté sur le Tage six mois sans secours, sans vivres, sans communications avec la France, il fut obligé, comme les deux armées qui s'étaient antérieurement avancées en Portugal, d'évacuer cette contrée au mois de mai 1811. Bien qu'il n'eût rien à se reprocher, qu'il eût déployé les qualités et le courage d'un grand guerrier, et inspiré tant de respect, que l'ennemi avait renoncé à le poursuivre, il était humilié de ce revers, lui qui jusque-là n'avait eu que de glorieux triomphes. Cependant il ne se découragea pas; mais, privé de secours, il campa dans la Vieille-Castille avec une armée épuisée, affamée, n'ayant ni chaussures, ni chevaux, ni matériel.

Pendant le séjour de Masséna en Portugal, le maréchal Soult,

avec quatre-vingt mille hommes sous ses ordres, n'avait rencontré aucune difficulté à Grenade, à Cordoue, ni à Séville. Mais après avoir assiégé Cadix pendant quinze mois, il devint assiégé plutôt qu'assiégeant devant cette place. Il avait pris, il est vrai, Badajoz le 11 mars ; mais, après la retraite de Masséna, les Anglais, n'ayant plus à poursuivre ce maréchal, vinrent assiéger Badajoz, et Soult, n'ayant plus de forces à leur opposer, vit sa conquête prête à lui échapper.

Napoléon, en recevant ces nouvelles, s'emporta contre Masséna et l'accabla d'injustes reproches. Il le chargea néanmoins de surveiller lord Wellington, de concert avec l'armée d'Andalousie. Malgré le peu de concours que celle-ci lui prêta, il se jeta sur les Anglais, leur livra la mémorable bataille de Fuentès-de-Onore, où il déploya une grande énergie. Puis, ne pouvant débloquer Alméida, assiégée par les Anglais, il fit sauter la ville, après avoir fait évacuer la garnison française. La prise d'une ville détruite et la défaite de Fuentès-de-Onore firent renoncer les Anglais à leur projet de pénétrer dans la Vieille-Castille. Masséna était ainsi arrivé à un résultat important : celui d'arrêter l'ennemi et de l'empêcher d'envoyer des secours en Estramadure. Le maréchal se retira à Salamanque.

Pendant que Masséna accomplissait ces faits d'armes, le maréchal Soult, auquel il avait rendu un grand service, sans en avoir reçu aucun, n'était pas heureux dans ses opérations. Il avait livré aux Anglais la bataille de l'Albuhera, dont le résultat avait été à son désavantage. Il tentait, mais vainement, de débloquer Badajoz ; aussi écrivait-il à Joseph, à Napoléon, à Masséna, pour faire connaître son embarras et réclamer du secours.

Telle était la triste situation des affaires d'Espagne au mois de mai 1811 : l'armée du Midi était réduite à trente-six mille hommes et se trouvait impuissante devant Cadix et Badajoz ; celle de

Joseph , très-peu nombreuse , n'avait rien entrepris d'important et s'était contentée de maintenir les communications avec l'Andalousie. Partout régnait l'agitation ; une seule province paraissait calme , c'était l'Aragon. La longue résistance de Saragosse semblait avoir épuisé la haine et le courage des habitants ; et la modération de Suchet avait contribué à la pacification. Ce général faisait cependant une guerre de siège aux Espagnols ; et , après s'être emparé de Lérida , de Mequinenza , de Tortose , il se disposait à attaquer Tarragone , ville réputée imprenable.

Au triste tableau que présentaient en 1811 les événements militaires , il faut y ajouter celui qu'offrait la cour de Madrid , qui n'était pas moins affligeant. Joseph , enfermé dans sa capitale , n'avait d'autorité que sur une armée de dix mille hommes ; il était assez mal considéré par les commandants en chef et surtout par le maréchal Soult. La médiocrité de ses ressources financières ne lui permettait pas de récompenser la fidélité de ceux qui le servaient ; sa triste position était encore aggravée par les reproches injustes et les railleries amères de Napoléon , qui , trop arbitraire dans ses volontés , ne voulait pas rendre justice aux qualités réelles de son frère. Aussi Joseph , dégoûté d'un trône qu'il fallait acheter par tant d'amertumes , songea à abdiquer , comme son frère Louis , et demanda la permission de se rendre à Paris , sous le prétexte des couches de l'impératrice. Napoléon y consentit et le choisit même pour être le parrain de l'héritier de l'Empire , attendu si ardemment.

Joseph quitta l'Espagne au mois d'avril , presque aussi triste que si l'ennemi l'eût chassé pour toujours de sa capitale. Voilà où en étaient les choses en 1811. Les résultats n'ayant pas répondu aux desseins ambitieux de l'empereur , celui-ci s'en prit à Masséna , le rappela , et frappa d'une sorte de disgrâce ce maréchal , qui lui avait rendu tant de services.

XLVIII.

CAMPAGNE DE 1811-1812.

Voyage de Joseph à Paris. — Prise de Tarragone, de Valence. — Perte de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz, enlevés par Wellington. — Joseph chef des armées. — Défaite de Salamanque. — Lord Wellington s'empare de Madrid. — Joseph reprend sa capitale. — Il poursuit Wellington, qui lui échappe.

Pendant les trois mois que Joseph passa à Paris, il s'efforça de convaincre Napoléon de changer sa politique, en lui soumettant les idées des Espagnols modérés, dont il était l'organe. Ceux-ci lui avaient dit à son départ : « Vous allez à Paris ; faites-y entendre la vérité ; obtenez de nouvelles forces ; rapportez pour vous une autorité plus entière, et pour nous une déclaration rassurante quant à l'intégrité de notre territoire. Rapportez de quoi payer vos troupes et les nôtres ; l'Espagne saura rendre avec usure ce qu'on lui aura avancé. Soyez certain que, malgré vos revers apparents, malgré les succès momentanés de vos ennemis, la lassitude est générale ; elle peut se convertir en une soumission, ou en un désespoir, selon les circonstances. Mais le désespoir sera

armes des alliés autorisait le retour du gouvernement au centre du royaume. La régence fut accueillie à Madrid par des fêtes et des réjouissances, et le 15 janvier 1814 les cortès ouvrirent leurs séances. Elles s'occupèrent en secret d'une affaire de la plus haute importance.

Napoléon, se voyant menacé d'une ruine complète par la coalition, avait tenté une réconciliation avec Ferdinand; et le duc de San-Carlos, pour le prince espagnol, et le comte de Laforêt, représentant de l'empereur, avaient signé, le 8 décembre, à Valençay, un traité par lequel Napoléon reconnaissait Ferdinand et ses successeurs pour rois d'Espagne, à la condition que Ferdinand expulserait les Anglais du territoire espagnol, en même temps que lui retirerait ses troupes. Ferdinand fit partir pour Madrid San-Carlos et Jose Palafox, pour soumettre ce traité à la régence. Celle-ci répondit par un décret des cortès, portant qu'elles ne reconnaîtraient aucun traité ni aucune transaction faite par le roi, tant qu'il serait privé de sa liberté; car jamais la nation ne lui prêterait serment d'obéissance, avant de le voir parmi ses fidèles sujets. Le duc de San-Carlos et don Jose de Palafox revinrent en France peu satisfaits de leur mission.

La régence délibéra avec les cortès sur cette affaire, d'autant plus grave qu'on prévoyait que Napoléon, laissant de côté le traité proposé, rendrait la liberté au roi, dans le dessein de détacher l'Espagne de l'alliance européenne. L'avis unanime fut de ne pas permettre à Ferdinand VII d'exercer l'autorité royale avant qu'il eût juré la constitution dans le sein du congrès, et qu'on nommerait une députation qui, à l'entrée en Espagne de Sa Majesté, lui présenterait la nouvelle loi fondamentale et l'informerait de l'état du pays, de ses sacrifices et de ses longues souffrances. On arrêta les dispositions à prendre pour le voyage du roi et la réception qu'on devait lui faire.

Mais la puissance française ne devait plus inspirer longtemps d'inquiétudes. Le maréchal Suchet avait obtenu quelques avantages ; mais il essuya ensuite de si grandes pertes, qu'il fut forcé de réunir les débris de son armée. Les alliés recommencèrent les attaques le 14 février. Les Français se retirèrent en se défendant de position en position, et Soult, abandonnant Bayonne, alla concentrer ses forces à Orthez, où Wellington l'attaqua. Le 27 février, une bataille s'engagea ; les Français la perdirent après une vigoureuse défense. Soult marcha sur Tarbes en s'approchant des Pyrénées, et laissa Bordeaux à découvert, ne supposant pas que Wellington oserait avancer si loin. Il se trompait ; car, en voyant la chute prochaine de Napoléon, les partisans de la maison de Bourbon, plus nombreux dans cette partie de la France qu'ailleurs, levèrent la tête, et des députations accourues de Toulouse et de Bordeaux vinrent solliciter de Wellington des troupes à la tête desquelles pût se mettre le duc d'Angoulême, arrivé au camp des Anglais. Wellington céda à leurs instances et dirigea sur Bordeaux trois divisions, sous le commandement du maréchal Bérésford. Le 12 mars, le prince et le maréchal anglais furent reçus dans l'ancienne capitale de la Guyenne, aux acclamations des partisans des Bourbons.

Napoléon, pressé de tous côtés, venait d'expédier les passe-ports pour le départ des princes espagnols, sans s'arrêter au refus de la régence d'accepter les conditions du traité qu'il avait proposé.

Ferdinand quitta Valençay le 13 mars, accompagné des infants don Carlos et don Antonio, et des personnes de sa suite. Il voyageait sous le nom de comte de Barcelone. A Perpignan, il fut reçu par le maréchal Suchet, qui d'abord l'arrêta, puis lui laissa continuer sa route, gardant seulement l'infant don Carlos comme otage, jusqu'au retour en France des garnisons bloquées dans les royaumes de Valence et de Catalogne.

L.

FERDINAND VII.

Son refus de prêter serment à la Constitution. — Nouvelle révolution. — Guerre civile. — Ferdinand soumis aux Cortès. — Intervention de la France. — Campagne du duc d'Angoulême. — Prise de Madrid, du Trocadéro. — Ferdinand rendu à la liberté. — Sa mort.

Ce fut le 22 mars 1814 que Ferdinand VII toucha le territoire espagnol. Le 24, don Francisco de Copous, général de la première armée espagnole, vint le recevoir sur la rive droite du Fluvia. Ferdinand écrivit à la régence une lettre ambiguë, dans laquelle il ne condamnait pas les réformes qui avaient été faites par les cortès, mais ne donnait aucune garantie pour l'avenir. Les cortès s'abstinrent de toute marque de mécontentement et s'occupèrent de la dotation de la famille royale.

Pendant que le roi s'avancait en Espagne, la guerre continuait au midi de la France. Le maréchal Suchet le défendait avec acharnement, lorsqu'il reçut, ainsi que le maréchal Soult, la nouvelle

de l'entrée des alliés à Paris, le 31 mars, et l'ordre du gouvernement provisoire de déposer les armes. Le maréchal Soult refusa d'abord de se soumettre; mais, entraîné par l'exemple du maréchal Suchet, il céda. Des négociations furent entamées, et le 18 et le 19 avril, deux traités furent conclus entre Wellington et les maréchaux Soult et Suchet. Les hostilités cessèrent non-seulement entre les armées respectives, mais aussi dans les places assiégées; celles qui étaient encore au pouvoir des Français devaient être évacuées et remises aux Espagnols dans un court délai.

Ainsi fut terminée la guerre de l'indépendance péninsulaire, guerre féconde en événements, en combats, en désastres et en cruautés même, exercées de part et d'autre, par suite de l'irritation des esprits. Les armées qui y ont pris part s'y sont généralement couvertes de gloire; mais la nation espagnole peut justement être considérée comme un modèle de courage et de constance patriotique.

Cependant, en même temps qu'une paix heureuse et honorable faisait déposer les armes, les événements politiques préparaient une ère nouvelle de souffrances et de calamités publiques. Le roi, accompagné des infants don Carlos et don Antonio, était accueilli partout avec de grandes démonstrations d'amour et d'enthousiasme. Dans plusieurs villes, toutes dévouées à la constitution, on fit figurer dans les embellissements une foule d'emblèmes relatifs au nouvel ordre de choses. Le roi y applaudit, sans laisser pénétrer le fond de ses intentions. Lorsqu'il arriva à Valence, le 16 avril, il reçut de Madrid une représentation dans laquelle tous les ennemis des réformes l'engageaient à abolir les cortès et à ne pas donner son assentiment à la nouvelle loi constitutionnelle, ni aux autres réformes qui avaient été introduites pendant son absence. Les conseillers du roi, dont le plus influent était le comte de Montijo, appuyèrent la représentation. Il n'en fallut pas davantage pour

faire prendre ouvertement au roi une décision déjà arrêtée dans sa pensée. Ferdinand fit paraître, le 4 mai, à Valence, un décret par lequel Sa Majesté déclarait qu'elle ne jurerait point la constitution, et qu'elle désapprouvait hautement les actes des cortès; elle affirmait néanmoins qu'elle abhorrait le despotisme, et offrait de réunir des cortès et d'assurer d'une manière ferme et durable la liberté individuelle, et même la liberté de la presse, dans les limites que prescrivait la saine raison.

Lorsque les cortès eurent connaissance du décret de Valence, elles déclarèrent que, loin de se dissoudre, elles opposeraient au besoin une résistance matérielle à l'exécution d'un ordre dont elles ne reconnaissaient pas la légalité. Mais à quels moyens pouvaient-elles avoir recours? Le nom de Ferdinand avait alors dans la nation une puissance magique. On ne pouvait pas compter sur l'armée: une portion était opposée aux cortès; une autre leur était favorable, mais n'était disposée à rien entreprendre pour les soutenir. Le roi, après avoir fait faire un grand nombre d'arrestations et s'être assuré la force, fit son entrée à Madrid, le 13 mai, au milieu d'un nombreux cortège militaire, au bruit des cris d'enthousiasme. Le même jour, lord Wellington entra aussi dans la capitale; il adressa, mais vainement, des représentations à Ferdinand sur la voie dans laquelle il entraît.

Peu à peu s'effectua l'évacuation des places qui étaient encore au pouvoir des Français, et le territoire fut complètement délivré de toute occupation étrangère. Enfin, l'Espagne donna, le 20 juillet, son adhésion au traité de paix et d'unité qu'avaient conclu les alliés avec la France, le 30 mai précédent.

Le roi se composa un ministère qui continua le système de persécution et fit la guerre à tous ceux qui paraissaient favoriser les innovations. Ferdinand reprit sa puissance; les cortès avaient disparu; la constitution de Cadix n'existait plus que dans les sou-

venirs. L'Espagne de 1814 était encore l'Espagne de 1807; elle revenait, comme autrefois, à la double domination du prince et du clergé.

Parmi les réformes introduites par le gouvernement de Joseph, et, après lui, par celui des cortès, il y en avait d'injustes, de spoliatrices, contraires à l'ordre rétabli; mais il y en avait d'autres qu'on aurait dû maintenir ou modifier avec réserve. Le roi, au lieu de faire un choix, ne considéra que l'origine des actes, et tout fut enveloppé dans une proscription générale. Le tribunal du saint-office fut rétabli et les biens des couvents rendus. En même temps qu'on renversait tout ce que la révolution avait fait, on traduisait devant des commissions, pour y être jugés sans aucune forme légale, les membres de la régence, ceux des cortès qui avaient coopéré à la rédaction de la constitution, ou qui s'en étaient montrés zélés partisans. Dix mille Espagnols, qui s'étaient attachés au parti français, furent bannis, leurs biens séquestrés. Les condamnations furent considérables et se continuèrent avec une froide persévérance. Deux ans après le retour du roi, les cachots étaient encore encombrés. Les membres du gouvernement eux-mêmes subissaient le joug d'un pouvoir supérieur, et tombaient souvent sous les coups du ténébreux conseil où se décidaient leurs destinées.

Un tel régime devait avoir de funestes conséquences; tant de violences mécontentèrent les grands et le peuple. Le gouvernement se vit réduit à s'appuyer sur l'armée; mais celle-ci, mal équipée et mal payée, devint un foyer d'insurrection. De tous côtés s'élevèrent des plaintes qui poussèrent à des complots. Des conspirations se formèrent, échouèrent, et leurs auteurs furent punis avec la plus grande sévérité. Mais les supplices n'arrêtèrent pas l'impulsion donnée. Une armée réunie dans l'île de Léon pour soumettre les colonies espagnoles, qui avaient proclamé leur indépendance, s'insurgea elle-même. Au mois de janvier 1820, Riego,

colonel du régiment des Asturies, leva l'étendard de l'insurrection, proclama la constitution des cortès de 1812, parcourut l'Andalousie en vainqueur, et contraignit Ferdinand à accepter cette constitution.

Lorsque le roi eut prêté serment, on prépara la réunion des cortès; mais en attendant leur installation, de graves atteintes furent portées à l'autorité du roi, qui, tout en dissimulant son ressentiment, sentit grandir encore sa haine contre le régime constitutionnel. Les cortès s'assemblèrent; leurs premiers travaux indiquèrent qu'elles comprenaient leur mission, et chercheraient à détruire les effets désastreux de l'absolutisme auquel on était soumis depuis plusieurs années. Mais les exaltés trouvèrent bientôt que les cortès ne marchaient pas assez rapidement dans la voie des réformes, et l'on fit une distinction entre les libéraux de 1812 et ceux de 1820. Ces derniers, enivrés de la faveur populaire, ne gardèrent plus aucun ménagement, attaquèrent le gouvernement, les cortès, le roi même. En même temps se formèrent des *bandes de la foi*, soutenant le parti absolutiste, et bientôt la guerre civile gagna toutes les provinces.

Le roi, insulté, sans autorité, entouré de dangers, fut réduit à une véritable captivité. Les grandes puissances européennes, la France, la Russie, l'Autriche, la Prusse, tentèrent d'amener des améliorations dans la position du roi d'Espagne; ne pouvant y parvenir, dans les premiers jours de janvier 1823, elles firent présenter à Madrid des notifications qui demandaient des changements dans la constitution, ainsi que la liberté du roi, afin que les institutions émanassent de sa volonté. Les cortès déclarèrent ne vouloir faire aucune concession aux souverains qui les menaçaient. Sur leur refus, les ambassadeurs des puissances quittèrent Madrid : c'était une déclaration de guerre. Un nouveau fléau vint se joindre à l'anarchie qui déchirait l'Espagne; la fièvre jaune

ravageait la Catalogne, gagnait l'Andalousie et faisait des progrès effrayants. Les établissements de charité de France envoyèrent en Espagne des médecins dévoués, des gardes pour soigner les malades. Le gouvernement français plaça un cordon sanitaire; mais, en prenant des mesures de précaution pour ses frontières, la France réunissait des forces, organisait une armée d'observation prête à défendre Ferdinand. Louis XVIII crut de son devoir de soutenir les droits d'un Bourbon et de l'aider à conserver son trône. Dans ce but, il fit passer en Espagne une armée, sous le commandement du duc d'Angoulême.

Ce prince, parti de Bayonne le 6 avril 1823, à la tête d'une belle armée de plus de cent mille jeunes soldats, conduits par les généraux et les officiers les plus dévoués, pénétra en Espagne et arriva à Madrid le 24 mai, sans rencontrer de grands obstacles, plus de trente-cinq mille Espagnols étant venus lui prêter leur appui, les généraux reconnaissant l'impossibilité de se défendre. Les cortès avaient quitté Madrid et transféré le gouvernement à Séville; de là elles le transportèrent à Cadix, où le roi fut entraîné malgré lui. Le prince généralissime, en arrivant à Madrid, s'occupa immédiatement de constituer un gouvernement provisoire, qui prit le nom de *Régence du royaume pendant la captivité du roi*. Le duc d'Angoulême déclara que ce pouvoir était purement administratif; il promit d'employer toute son autorité pour empêcher les persécutions et les excès, et de s'attacher à satisfaire les désirs des peuples sans écouter la voix des passions. Mais la régence, qui se déclara investie de fait de la souveraineté pleine et entière, ne réprima pas les fureurs des factions, qui se livrèrent à tous les excès; le pillage, l'incendie, le meurtre, tout fut permis, sous prétexte de fidélité.

Les libéraux d'Espagne et ceux de Portugal contractèrent d'abord une alliance qui annonçait le dessein de résister aux

Français. Mais au moment où l'on croyait que les Portugais allaient marcher au secours des Espagnols, une contre-révolution s'opéra à Lisbonne et changea les dispositions. Privés de l'appui du Portugal et déjà démoralisés, les généraux espagnols O'Donnell, Morillo, et plusieurs autres qui combattaient pour les constitutionnels, firent leur soumission au duc d'Angoulême. Bientôt Ballesteros, en qui les patriotes avaient mis toute leur confiance, traita avec l'armée française, et reconnut la régence établie à Madrid.

Renfermées dans Cadix, avec le roi et la famille royale, les cortès n'eurent bientôt plus d'espoir qu'en Mina, Riégo et Quiroga. Mina se défendait comme un lion, mais il fut enfin forcé de capituler. Quiroga, dont la présence ranimait les Galiciens, dut aussi abandonner cette province et ses places fortes, après les avoir vaillamment défendues. Enfin, Riégo, principal moteur de la révolution d'Espagne, l'idole des libéraux et en même temps l'objet de la haine des absolutistes, fut pris par les Français et livré aux Espagnols, qui le firent périr misérablement. Malgré ces déflections, les cortès firent des préparatifs de défense; mais ils furent inutiles.

Le duc d'Angoulême, sentant la nécessité de hâter la délivrance du roi, partit pour Cadix au milieu de juillet. Affligé des tristes scènes dont il était témoin sur sa route, des excès que la régence laissait commettre, il rendit à Andujar un décret qui interdisait aux autorités espagnoles toute arrestation sans son autorisation; mais les sages dispositions de l'ordonnance d'Andujar furent d'abord éludées, puis écartées tout à fait.

L'armée française, arrivée devant Cadix, l'assiégea. Un parlementaire du duc d'Angoulême se présenta porteur d'une lettre dans laquelle le prince engageait le roi à accorder une amnistie, à convoquer les anciennes cortès, et à donner à ses peuples des garanties d'ordre, de justice et de bonne administration; il annon-

çait que si dans cinq jours le roi n'était pas en liberté, il aurait recours à la force.

Le gouvernement de Cadix éluda la question, mit des conditions; mais le prince répondit nettement qu'il ne traiterait qu'avec le roi rendu à la liberté. Le 31 août, le fort du Trocadéro avait été enlevé, et le 20 septembre les assiégeants s'emparèrent du château de Santi-Petri; le 23, ils jetèrent quelques bombes qui produisirent un découragement complet et décidèrent les cortès à rendre la liberté à Ferdinand, qui, le 1^{er} octobre, fit la traversée de Cadix à Puerto-Santa-Maria, où était le camp du duc d'Angoulême.

A peine en possession de son autorité, le 3 octobre, Ferdinand annula tout ce qui avait été fait depuis le 7 mars 1820, époque où il avait juré la constitution, et annonça qu'il se trouvait délié de tout engagement envers ses sujets rebelles et qu'il allait châtier leurs attentats. Il se mit en marche pour la capitale, où le parti absolutiste le reçut en triomphe. Le duc d'Angoulême partit aussitôt pour Paris, laissant ce malheureux royaume en proie à tous les désordres.

Tel fut le résultat de cette guerre dans laquelle la France répandit le sang de ses soldats et l'or de ses peuples pour rétablir sur le trône un roi ingrat et déloyal. La délivrance du roi fit cesser la résistance que pouvaient encore opposer quelques villes. Les vainqueurs s'enivrèrent de vengeance; les prisons furent encombrées; la population fut lancée contre les libéraux, et le bourreau semblait être l'instrument le plus actif du pouvoir.

Ferdinand sentit bientôt qu'il était trop fortement dominé par la faction absolutiste; il craignait d'ailleurs les projets qu'elle paraissait former pour son frère, l'infant don Carlos, dont elle espérait un dévouement plus entier. Il crut prudent de retarder l'évacuation de Barcelone par les Français et resta en proie aux

soupçons et à l'inquiétude. Il ne voulait pas se livrer au parti qui déjà proclamait un autre nom que le sien ; d'un autre côté, il avait toujours la constitution en horreur ; mais il savait que le cri de Vive l'inquisition ! provoquait aussitôt celui des rebelles. Aussi se voyait-il dans la nécessité d'écraser l'un et l'autre parti, d'immoler sans pitié les auteurs de tentatives audacieuses, de quelque côté qu'elles se produisissent. Néanmoins aucun principe nouveau ne fut proclamé, aucun abus ne fut réformé, rien ne donna lieu de penser qu'on s'occuperait un jour de modifier les droits absolus du trône.

Au mois de mars 1830, Ferdinand rendit un décret qui proclamait comme loi de l'État la résolution du roi Charles IV d'abolir la loi salique instituée par Philippe V, et rétablit ainsi le droit d'hérédité des femmes au trône d'Espagne.

Malgré cet acte et la naissance de la princesse Marie-Isabelle-Louise, née au mois de juillet de la même année, Ferdinand rapprocha de nouveau de son trône les partisans de son frère don Carlos, et, lorsqu'une attaque de goutte le conduisit au bord de la tombe, en 1832, il souscrivit un autre décret par lequel était révoquée la nouvelle loi de succession. Puis, revenu à la vie, il éloigna l'infant et chassa les ministres qui avaient arraché une signature à sa main défaillante. Sentant la nécessité de constituer une force politique autour du berceau de sa fille, Ferdinand convoqua les cortès à Madrid, le 7 avril 1833, et fit prêter serment à la jeune princesse des Asturies, comme héritière de la couronne d'Espagne et des Indes. Le 29 septembre 1833, Ferdinand expira, laissant un sceptre bien pesant dans la main de sa fille.

Guerre civile avec don Carlos. — Christine. — Espartero. — Mariage d'Isabelle.

Isabelle succède à son père ; mais , trop jeune pour régner , la régence est donnée à sa mère, Christine. Don Carlos, frère de Ferdinand, s'appuyant sur la loi salique, dispute la couronne à sa nièce ; il est soutenu par le parti absolutiste. La guerre civile éclate dans les provinces basques et dans la Navarre. Don Carlos est proclamé roi à Bilbao et à Vittoria.

En 1834, la reine-mère, en qualité de régente, fait promulguer une charte qui semble satisfaire la nation ; elle signe la quadruple alliance avec les cabinets de Paris, de Londres, de Madrid et de Lisbonne, et soutient la lutte contre don Carlos. Celui-ci est défait, traverse la France incognito, et se rend à Élizondo. La guerre civile n'en continue pas moins ; le parti des démocrates exaltés s'agite. En 1835, de grands excès sont commis par le peuple contre les moines, les jésuites, et les couvents sont

supprimés, leurs biens sont confisqués. Les juntas demandent la constitution de 1812. En mars 1836, les cortès sont dissoutes. Au mois de mai de la même année, éclate une insurrection militaire à Hdefonse. La régente est forcée de convoquer les cortès selon la constitution de 1812, et la guerre civile continue. En 1840, Christine est obligée d'abandonner la régence, qui est donnée au général Espartero, chef des libéraux exaltés. Son élévation, due à l'émeute, ne fait qu'aggraver les maux du pays. L'administration est confiée à des hommes généralement mal famés ou incapables.

Néanmoins Espartero, appuyé par des forces considérables, paraissait fermement établi au pouvoir. Mais, après avoir renversé la reine Christine, il essaie de reconstruire en sa faveur un pouvoir gouvernemental. Il prend des allures de dictateur qui mécontentent ses partisans; ceux-ci se soulèvent, et les généraux du parti modéré se mêlent à l'insurrection. Espartero lutte; mais poursuivi, il fuit sur Puerto-Santa-Maria, où il s'embarque précipitamment pour l'Angleterre. Il tombe ainsi sans gloire, succombant sous le double effort de ses anciens amis, les exaltés, qu'il avait froissés, et de ses ennemis constants, les modérés.

Le ministère Lopez prend la direction des affaires; les insurrections continuent, les conspirations se succèdent. Mais, au milieu de cette anarchie, la royauté reste environnée d'une espèce de culte, tant le respect pour la majesté royale est une habitude traditionnelle, inhérente au caractère espagnol, malgré ses mœurs généralement démocratiques.

La jeune Isabelle était aimée comme reine et comme Espagnole; elle intéressait comme orpheline. La nation, qui depuis dix ans faisait des sacrifices pour soutenir les droits d'Isabelle, s'était attachée à elle, non-seulement à cause de ses malheurs, mais aussi par l'espoir d'un meilleur avenir. Elle était disposée à se

rallier autour de son trône, et l'on invoquait son nom comme un gage de paix et de réconciliation.

A peine Isabelle eut-elle atteint sa treizième année, le 10 octobre 1843, qu'on résolut de la déclarer majeure. Le 8 novembre, les cortès assemblées proclamèrent sa majorité et reçurent son serment de fidélité à la constitution. Cette cérémonie excita le plus vif enthousiasme. Isabelle rappela près d'elle sa mère, Christine, et épousa en 1846 son cousin, don François.

Après tant de commotions et de sanglantes discordes, l'Espagne paraissait enfin pacifiée ; le principe de l'autorité l'emportait sur l'esprit de faction, et la tranquillité publique rétablie semblait devoir s'affermir. Telle était du moins l'espérance que pouvait concevoir l'Espagne à cette époque. Mais de nouveaux troubles devaient bientôt l'agiter. Cette nation, quoique animée d'un esprit essentiellement national, semble ne pouvoir obtenir une paix durable.

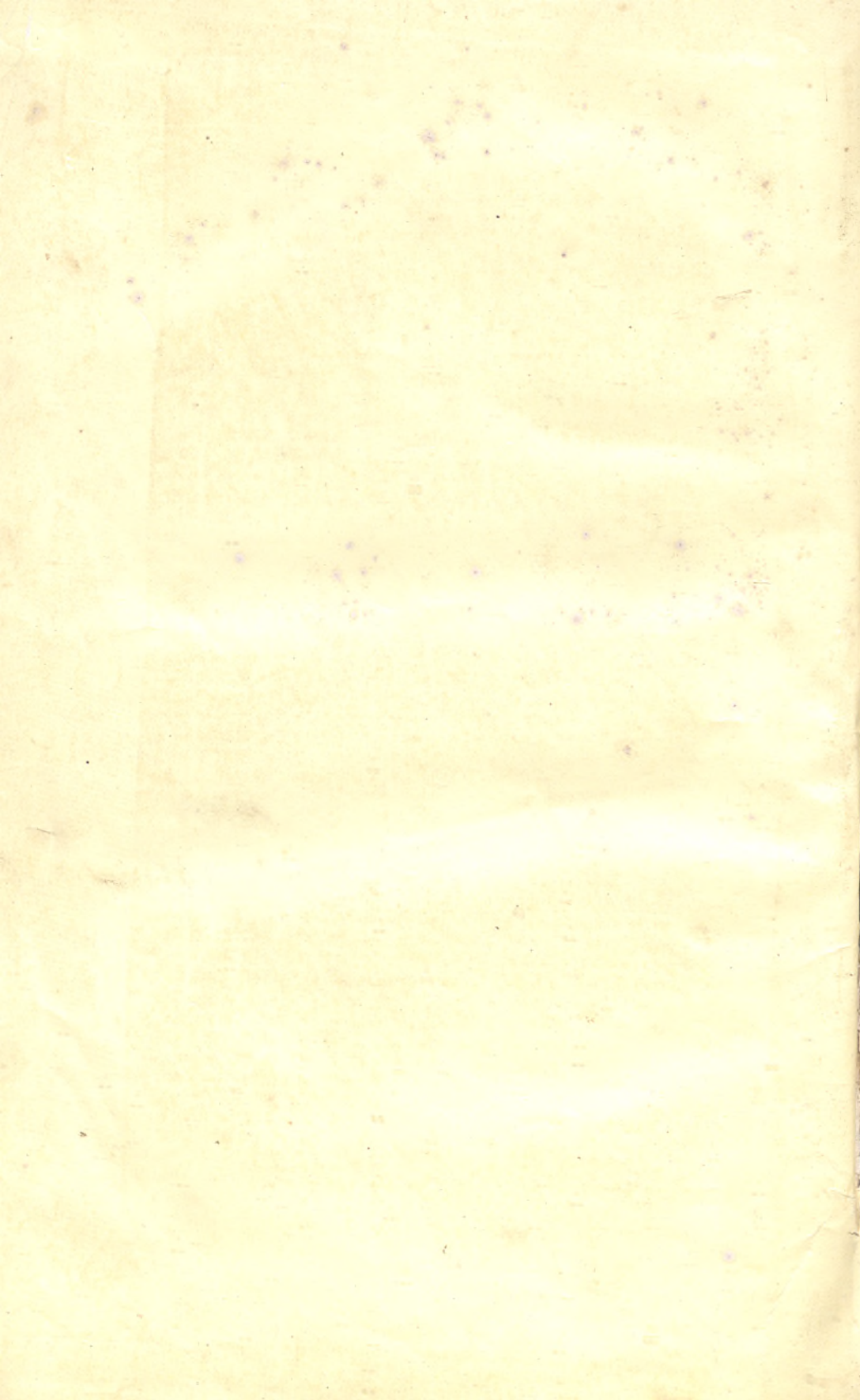
FIN.

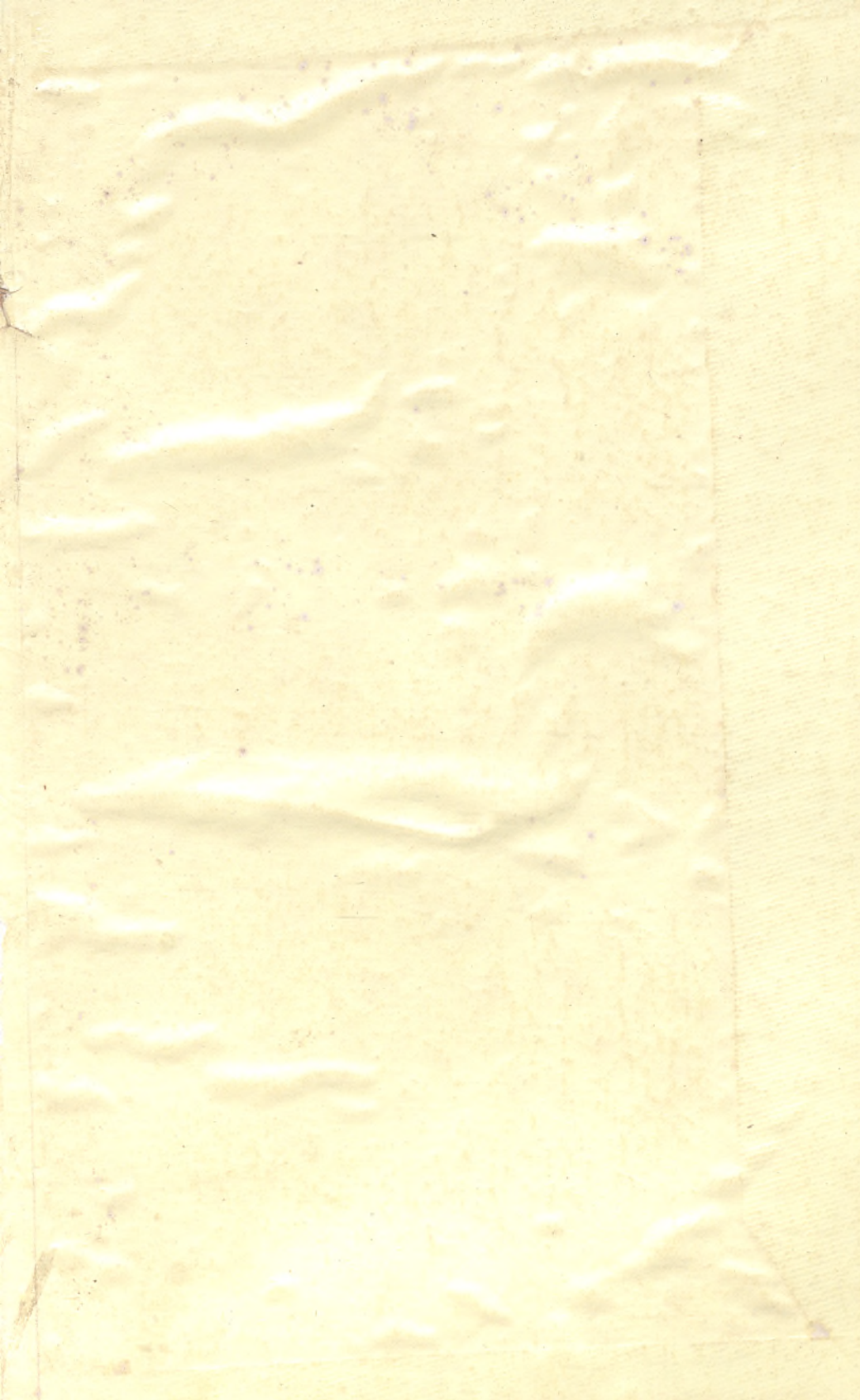
TABLE.

	PAGES.
PRÉFACE.	7
I. — Ibères — Celtibères.	9
II. — Domination phénicienne et carthaginoise.	13
III. — Domination romaine.	23
IV. — La Péninsule sous les Empereurs romains. — Vandales. — Suèves. — Alains.	35
V. — Les Wisigoths.	44
VI. — Conquête de l'Espagne par les Arabes.	61
VII. — Expéditions des Arabes contre les Francs.	71
VIII. — Pélage. — Favila. — Alphonse Ier. — Froila Ier. — Aurèle. — Sélo. — Bermude Ier. — Alphonse II.	80
IX. — Abdérame Ier. — Hescham Ier. — El-Hakem Ier. — Fondation de la Marche franco-espagnole.	85
X. — Alphonse II le Chaste. — Ramire Ier. — Ordogno Ier.	97
XI. — Abdérame II. — Mohammed Ier. — El-Mondhir. — Abdallah.	101
XII. — Alphonse le Grand. — NAVARRE.	113
XIII. — Abdérame III.	116
XIV. — LÉON. — Garcie. — Ordogno II. — Froila II. — Alphonse IV. — Ramire II. — Ordogno III. — Ordogno IV, usurpateur. — Sanche Ier le Gros. — NAVARRE. — Sanche Ier. — Garcie II. — CASTILLE. — Ferdinand Gonzalve, comte.	122
XV. — El-Hakem II. — Hescham II. — Le vizir Mohammed-Almanzor.	131
XVI. — LÉON. — Ramire III. — Bermude II. — NAVARRE. — Garcie II. — Sanche II. — CASTILLE. — Garcie-Fernandez. — Sanche. — BARCELONE. — Comté.	136
XVII. — Hescham II. — Les Vizirs. — Soliman, calife. — Les Edrissides. — Chute du Califat de Cordoue.	143
XVIII. — CASTILLE. — Sanche Ier. — Garcie-Sanche. — Ferdinand Ier. — Sanche II. — Alphonse VI. — LÉON. — Alphonse V. — Bermude III. — NAVARRE. — Sanche II Abarca. — Garcie III. — Sanche III le Grand. — Garcie IV. — Sanche IV. — CATALOGNE. — Burell. — Raymond-Bérenger.	151
XIX. — États musulmans. — Prise de Tolède.	164
XX. — Les Almoravides. — Yssek.	167
XXI. — ARAGON. — Sanche V. — Don Pèdre. — Le Cid.	173
XXII. — Aly. — Bataille d'Uclès.	176
XXIII. — Urraca et Alphonse d'Aragon. — Prise de Saragosse. — Bataille de Fraga. — Avènement de la maison de Bourgogne en Castille. — Alphonse- Raymond.	179
XXIV. — LES ALMOHABES. — CASTILLE. — Sanche III. — Alphonse le Petit. — Famille des Castro et des Lara. — ARAGON. — Alphonse II. — Régence de Pétronella.	189

XXV. — Ordres Religieux et Militaires.	194
XXVI. — LÉON. — Ferdinand. — Alphonse IX. — ARAGON. — Alphonse II. — Pierre II. — Jacques Ier. — NAVARRE. — Sanche VI. — Sanche VII. — CASTILLE. — Alphonse IX. — Henri Ier. — Ferdinand III.	198
XXVII. — Chute des Almohades. — Royaume de Grenade.	206
XXVIII. — ARAGON. — Jacques le Conquérant. — Conquête des îles Baléares. — Prise de Valence. — Pierre III. — NAVARRE. — Thibaut Ier. — Thibaut II. — Henri Ier. — Jeanne. — Philippe le Bel.	209
XXIX. — CASTILLE. — Ferdinand III. — Alphonse X. — Sanche IV. — Ferdinand IV. — Alphonse XI. — Pierre le Cruel.	213
XXX. — ARAGON. — Pierre III. — Vêpres siciliennes. — Alphonse III. — Jacques II. — Alphonse IV. — Pierre IV. — Jean Ier. — Martin. — Réunion de l'Aragon à la Castille.	228
XXXI. — NAVARRE. — Rois de France et de Navarre. — Rois de Navarre — Jeanne II. — Philippe d'Evreux. — Charles II le Mauvais. — Charles III le Noble. — Blanche et Jean II. — Don Carlos. — Blanche. — Eléonore. — — Réunion de la Navarre à l'Aragon.	234
XXXII. — CASTILLE. — MAISON DE TRANSTAMARE. — Henri II. — Jean Ier. — Henri III. — Jean II. — Henri IV.	240
XXXIII. — Isabelle et Ferdinand V.	249
XXXIV. — Jeanne la Folle.	261
XXXV. — Charles Ier ou Charles-Quint.	266
XXXVI. — Philippe II.	279
XXXVII. — Philippe III.	287
XXXVIII. — Philippe IV.	291
XXXIX. — Charles II.	295
XL. — Philippe V de Bourbon. — Guerre de la Succession.	301
XLI. — Ferdinand VI.	316
XLII. — Charles III.	318
XLIII. — Charles IV.	325
XLIV. — Ferdinand VII.	346
XLV. — Joseph Bonaparte.	352
XLVI. — Capitulation de Baylen.	359
XLVII. — Campagne de 1809-1810.	373
XLVIII. — Campagne de 1811-1812.	384
XLIX. — Campagne de 1813.	395
L. — Ferdinand VII.	403
LI. — Isabelle II.	412

FIN DE LA TABLE.







G 33151

